TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9217 — 32 PAGES — MARDI 3 SEPTEMBRE 1974

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 9 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris ; Italie, 250 L ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 9 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,80 fr. ; U.S.A., 75 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

La pollution en mer

En deux mois, vingt navires surpris à lâcher du mazout au large des côtes françaises

LIRE PAGE 28

GRACE A UNE MEILLEURE SYNCHRONISATION DE LEURS POLITIQUES

MM. Giscard d'Estaing et Schmidt tentent de débloquer la «machine» européenne

La rencontre impromptue entre le président Giscard d'Estaing et le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Schmidt, ce lundi soir 2 septembre à l'Elysée, sera principalement consacrée à la « relance » de l'union politique européenne et aux difficultés économiques de la Communauté.

Les deux hommes d'Etat, selon notre correspondant à Bonn, Daniel Vernet, voudraient mieux « synchroniser » leur politique économique. Le chancelier informerait donc le président de la République des mesures qu'il compte prendre pour favoriser une reprise de l'activité en Allemagne fédérale.

M. Schmidt devrait également informer M. Giscard d'Estaing des conversations qu'il a eues les 30 et 31 août derniers, avec le président du conseil italien, M. Rumor. Ces entretiens ont débouché sur l'octroi d'un prêt de 2 milliards de dollars — qui est, conformément à l'accord de Washington, gagé sur l'or — par la Bundesbank à la Banque d'Italie. Le prix de référence de l'or détenu par la Banque d'Italie a été fixé à 120 dollars l'once. A Londres, le cours de l'once d'or a monté, passant de 156 à 158 dollars.

De leur côté, les ministres de l'agriculture des Neuf se retrouveront à Bruxelles le mardi 3 septembre. Ils examineront les propositions de la Commission européenne, qui suggère, notamment, une augmentation de 4 % de tous les prix agricoles communautaires et un aménagement des montants compensatoires. En Belgique, des manifestations d'agriculteurs ont bloqué la circulation dans la plupart des grandes villes, ce lundi 2 septembre. En France, la situation reste tendue en Corse, où un nouvel attentat au plastic a été commis dans la nuit de dimanche à lundi.

Le réalisme allemand

Avant de relancer la construction communautaire, pratiquement en panne depuis au moins deux ans, il faut préserver de la dégradation ce qui existe déjà. Cet impératif, qui inspire la politique du chancelier allemand, apparaît plus évident que jamais au moment où M. Helmut Schmidt s'entretient à Paris avec M. Valéry Giscard d'Estaing.

La République fédérale se trouve en effet plus que jamais sur le devant de la scène européenne, à la fois parce que, ayant pris de l'avance sur ses partenaires — et notamment sur la France — dans le domaine de la lutte contre l'inflation, elle fait un peu figure de « modèle » et parce que ses vastes ressources financières lui donnent la possibilité de venir en aide aux pays en difficulté. « Nous ne sommes ni le banquiers ni les maîtres d'école de l'Europe », disait récemment M. Hans Apel, ministre des finances du gouvernement de Bonn. A son corps défendant, c'est pourtant cette double image que présente un peu la République fédérale, même si celle-ci connaît aussi ses faiblesses, comme l'attestent les faillites en chaîne survenues dans le secteur bancaire.

C'est pour parer au plus pressé que, revenant sur de multiples déclarations en sens contraire, M. Schmidt a finalement consenti, à la suite de son entrevue à Bellagio avec M. Mariano Rumor, président du conseil du gouvernement de Rome, un prêt de 2 milliards de dollars. « Cette mesure d'aide, a-t-il reconnu, est destinée à éviter que notre partenaire italien ne se voie contraint d'adopter de nouvelles dispositions restrictives en matière d'importations pour sauver son économie en difficulté. Elle a été prise dans l'intérêt de la République fédérale aussi, puisque les imbrications au sein de la Communauté sont telles que les difficultés d'un partenaire se répercutent sur les autres. » En clair, le chancelier a voulu dire qu'il s'agissait avant tout, dans les circonstances actuelles, d'empêcher l'Italie (qui absorbe environ 10 % des exportations allemandes) de recourir à de nouvelles mesures restrictives sur le commerce extérieur en vue de réduire un déficit extérieur évalué pour cette année à plus de 7 milliards de dollars par l'O.C.D.E.

Au mois de juillet dernier, la Commission des Communautés européennes avait proposé que la C.E.E. lance un vaste emprunt d'au moins 5 milliards de dollars, dont le produit aurait servi à des prêts à moyen et à long terme pour soulager ceux des Neuf qui connaissent de graves difficultés de balance des paiements. L'Allemagne fédérale, appelée à donner sa garantie à cette opération, avait accueilli avec beaucoup de réserve ce projet, que le conseil des ministres avait seulement accepté de « prendre en considération ». Aujourd'hui, M. Schmidt promet à l'Italie de soutenir ses efforts pour obtenir une consolidation de sa dette auprès de la C.E.E., dette qui expire le 19 septembre prochain.

Faudra-t-il, après les élections anglaises, prévoir une opération du même genre en faveur de la Grande-Bretagne, dont la situation financière est peut-être encore plus compromise que celle de l'Italie ? Pour l'instant, M. Schmidt, qui a exprimé son « respect » pour la politique anti-inflationniste du cabinet Rumor, laisse entendre qu'il n'en est pas question, car les dirigeants britanniques ne manquent pas de la détermination nécessaire pour combattre le mal.

A un moment où deux pays au moins de la C.E.E. sont menacés d'un effondrement financier, on doit constater que le « réalisme » allemand, appuyé par 35 milliards de dollars de réserves, pèse sans doute plus lourd que les propositions de relance de l'union économique et monétaire faites à Paris.

Les opérations d'aide à l'Italie déjà décidées, ou en préparation, pourraient servir de point de départ à une nouvelle affirmation de la « personnalité » de l'Europe en matière monétaire.

LA NOUVELLE POLITIQUE FRANÇAISE ET L'EUROPE

I. — Les limites d'une relance

De notre correspondant PHILIPPE LEMAITRE

Bruxelles (Communautés européennes). — En matière européenne comme en d'autres, les déclarations officielles font constamment référence à une volonté d'action et de changement. La France, comme l'a rappelé M. Valéry Giscard d'Estaing dans son allocution télévisée du 27 août, entend bientôt présenter aux pays partenaires un programme destiné à relancer le processus d'unification européenne, pratiquement stoppé depuis deux ans. Se prêtant au jeu, les gouvernements des autres Etats membres, hier volontiers méfiants à l'égard des initiatives françaises, semblent convaincus que la France de M. Giscard d'Estaing a effectivement la possibilité de donner une impulsion nouvelle à la Communauté.

Que peut faire le gouvernement français ? Sera-t-il en mesure, dans quelques semaines, de proposer, avec l'espoir d'être suivi, un plan d'action réellement hardi ? La conférence « au sommet » qu'on nous annonce pour la fin de l'année a-t-elle une chance de se terminer de façon moins décevante que les deux précédentes rencontres des chefs d'Etat et de gouvernement en octobre 1972 à Paris et en décembre 1973 à Copenhague ? En fait, la conjoncture politique et économique internationale ne paraît guère favorable à une action d'envergure.

Depuis plus de deux ans, la Communauté ne cesse de reculer, durement secouée par la crise monétaire puis par celle de l'énergie et paralysée en raison des divergences existant entre les Etats membres sur la manière de faire face aux difficultés ainsi surgies. Peut-on raisonnablement espérer inverser la tendance et prétendre soumettre bientôt aux pays partenaires des propositions de relance qui, pour reprendre le mot de M. Ortoli, président de la Commission, ne seraient pas « leurrantes », alors que les seuls éléments nouveaux dans un paysage européen encore très troublé sont le changement d'équipe dirigeante en France et en Allemagne et la sympathie qu'affichent l'un pour l'autre MM. Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing ?

(Lire la suite page 29.)

Ne pas ranimer de vieilles querelles

De notre correspondant

Bonn. — Le dîner en tête à tête, ce lundi 2 septembre, en l'absence de tout collaborateur, sauf un interprète si toutefois MM. Schmidt et Giscard d'Estaing n'éprouvent pas le besoin de se parler, comme à leur habitude, en anglais, c'est le « nouveau style » appliqué aux relations « sommet » de juillet dernier, le président de la République et le sident de la République et le chancelier fédéral étaient convenus de se retrouver avant la rentrée pour faire le point.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 29.)

QUARANTE MILLE JEUNES AU « CONCILE » DE TAIZÉ

Pas de complaisance pour les Églises

L'ouverture du « concile des jeunes » à Taizé, du 31 août au 1er septembre, marque une nouvelle étape. L'« aventure souterraine » qu'a été, pendant quatre ans et demi, la préparation du « concile », fait surface et devient publique. Tout au long de ce dernier week-end d'août et des quatre célébrations liturgiques qui ont jalonné les journées d'ouverture, les jeunes — ils étaient environ quarante mille — ont précisé le sens de leur démarche et les orientations de la période « conciliaire », qui durera plusieurs années.

Après les messages envoyés par Paul VI et le patriarche Dimitrios, les jeunes ont reçu, le dimanche 1er septembre, les encouragements du cardinal Koenig, archevêque de Vienne, et du pasteur Philip Potter, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises, présents tous deux. Le cardinal, qui est président du secrétariat romain pour les non-croyants, a notamment salué ceux « qui n'ont pas la foi ou qui l'ont perdue, ceux qui sont athées ou pensent l'être (...). Ne pouvons-nous pas, ne devons-nous pas travailler ensemble ? », tandis que le pasteur a souligné « l'importance toute particulière du « concile » des jeunes pour le mouvement œcuménique ».

Les applaudissements à l'adresse des Eglises institutionnelles n'étaient toutefois pas, de la part des jeunes, un signe de docilité, comme en témoigne le fait le plus marquant du week-end, avec l'annonce par le Frère Roger, prieur de Taizé, qu'il fera bientôt un voyage au Chili : la publication d'une « Lettre au peuple de Dieu », qui ne montre aucune complaisance pour des Eglises souvent riches liées aux pouvoirs politiques et financiers.

Comme un fleuve qui remonte à sa source

De notre envoyé spécial PIERRE GEORGES

Taizé. — Voilà bien le danger des formules à l'emporte-pièce et des références hâtives. Serait-ce « Taizé-Barnum », parce que l'on voit ici des chapiteaux bariolés ?

Ou un campement de l'armée du désert en raison de l'ordonnance presque militaire des tentes marabout ? Gardons-nous des comparaisons boiteuses, ne mêlons pas l'épiphénomène et le phénomène, le temporel et le spirituel. Taizé n'est ni le Woodstok d'un chrétienté à la « sauce pop », ni le Larzac d'on ne sait trop quelle Eglise anti-institutionnelle, ni l'Avignon d'une bien énigmatique religion « off ». Rien de tout cela et pas davantage une vulgaire kermesse de la foi, comme il en est d'autres de la ferraille, de l'ail et du jambon.

Géographiquement, un village de Bourgogne perché sur une colline à mi-chemin de Cluny et de Citeaux. Un village superbe, avec ses rues étroites et pentues, ses vieilles maisons aux toitures à écailles et aux poutres apparentes, sa petite église romane, sa grande église toute récente et magnifiquement baptisée « église de la réconciliation ».

(Lire la suite page 10.)

Après l'« accord » algéro-saoudien

Les espoirs de baisse des prix du pétrole brut s'évanouissent

L'agence officielle Algérie-Presse-Service a annoncé, samedi 31 août, que l'Algérie et l'Arabie Saoudite étaient tombées d'accord pour ne pas baisser les prix du pétrole brut. Alger confirme ainsi la volte-face de Ryad, qui pendant de longs mois avait fait campagne en faveur de la baisse et qui soudainement, en août, décidait de réduire sa production de brut pour maintenir les prix sur le marché pétrolier à un niveau élevé. Ainsi, ceux qui avaient cru en une baisse prochaine et importante des prix du « brut », aux Etats-Unis par exemple, mais aussi dans l'administration française, voient leurs espoirs s'évanouir. On pourrait même craindre une nouvelle hausse. Réunis de jeudi à samedi derniers à Vienne, les experts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) auraient abouti à la conclusion qu'étant donnée la poursuite de l'inflation dans le monde un relèvement des « prix affichés » du pétrole brut, et non pas seulement du taux des redevances, serait justifié. Les ministres de l'OPEP doivent examiner, entre autres choses, cette proposition le 12 septembre.

A dix jours de la prochaine conférence ministérielle de l'OPEP, les nouvelles du « front » pétrolier sont de plus en plus mauvaises pour les pays consommateurs. On ne savait pas encore la semaine dernière si la réduction de la production saoudienne n'était que conjoncturelle ou bien correspondait à une intention délibérée de Ryad. A en croire Alger, c'est la seconde interprétation qui est la bonne. Triomphal est le ton sur lequel on annonce que l'Arabie Saoudite et l'Algérie sont parvenues à un accord pour ne pas baisser les prix.

Il n'y a pas si longtemps pourtant qu'à Alger on disait, on écrivait même que l'Arabie Saoudite faisait le jeu des Américains. Et il est vrai que Ryad n'avait pas hésité à prendre le risque de briser le front pétrolier arabe en exigeant la levée de l'embargo qui frappait les Etats-Unis et à faire chorus avec la Maison Blanche pour clamer que les prix du brut étaient trop élevés. Aujourd'hui Algériens et Saoudiens s'embrassent de nouveau comme aux plus beaux jours de la « guerre du pétrole » et, comme nous le signale notre correspondant Paul Balta, l'Arabie Saoudite a décidé de participer à la foire internationale d'Alger. La décision, ajoute-t-il, a dû être prise tardivement, puisque le pavillon saoudien a été construit et installé *in extremis*, en un mois.

Même si elle n'avait été que conjoncturelle, la décision saoudienne de réduire la production était déjà suffisamment inquiétante. Les autres membres de l'OPEP en faisaient ou se disaient prêts à en faire autant. Pourtant, certains observateurs avaient formulé ce paradoxe qu'une baisse de la production entraînerait une *diminution des prix*. Ils calculaient que la baisse de productivité porterait d'abord sur les quantités vendues le plus cher (c'est-à-dire le « brut » dit de « participation »), et que, par conséquent, le prix moyen baisserait. Or il y a des raisons de penser que la baisse de production portera également sur le « brut » le moins cher (à savoir le « brut » de « concession ») et que même, dans certains cas, comme l'exemple récent du Nigeria le montre, seront d'abord réduites les quantités vendues le moins cher. D'où l'effet inverse sur le prix moyen, sans compter que, la tension remontant sur le marché, les prix marginaux auront tendance à se relever.

Cependant, en laissant afficher son accord avec le chef de file des « durs » de l'OPEP, c'est-à-dire Alger, le gouvernement saoudien semble vouloir faire comprendre que son revirement est plus que conjoncturel, au moment même où, selon des rumeurs convergentes, il s'apprête à prendre à 100 % le contrôle du consortium opérant sur son territoire, l'ARAMCO. Et l'on en vient à se demander s'il ne s'agit pas là d'un avertissement à la Maison Blanche. L'ex-président Nixon, qui entretenait des liens personnels avec la famille royale saoudite, avait la confiance de Ryad. C'est pour soutenir non seulement sa diplomatie au Proche-Orient, mais aussi sa situation politique aux Etats-Unis, de plus en plus sapée par le Watergate, que les Saoudiens avaient fait lever l'embargo. Le moins qu'on puisse dire est que le président Ford, apparemment moins favorable aux thèses arabes, ne jouit pas de la même confiance que son prédécesseur. Et, alors que le problème israélo-arabe n'est pas réglé, n'oublions jamais que le roi Fayçal s'est juré de prier à Jérusalem avant de mourir..

PHILIPPE SIMONNOT.

(Lire nos informations page 29.)

AU JOUR LE JOUR

Nuances

Lorsque des commerçants manifestent violemment, agressent leurs collègues, stockent des cocktails Molotov, bousculent un magistrat, bombardent des policiers, attaquent des boutiques, ce sont des commerçants désespérés.

Lorsque des agriculteurs, corses ou non, molestent des fonctionnaires, détruisent des tonnes de viande ou de légumes, occupent une sous-préfecture, lapident des policiers, saccagent des magasins, ce sont des paysans en colère.

Lorsque des jeunes renversent des barrières, menacent une mairie, bombardent des policiers, brisent des vitrines, ce sont des voyous.

J. F.

A PROPOS D'« EXECUTIVE ACTION »

De la nécrophilie au cinéma

J. F. Kennedy n'a pas de chance avec la postérité. Depuis les copieux témoignages d'« histoire immédiate » d'un Schlesinger et d'un Sorensen, sans oublier les souvenirs de Pierre Salinger, qui viennent d'être réimprimés en livre de poche (1), il semble que son trop court passage à la Maison Blanche (20 janvier 1961-22 novembre 1963) n'ait inspiré ni recherche ni réflexion d'envergure.

La curiosité pour ce qui fut une apparition météorique au firmament politique américain serait-elle retombée ? Ou au contraire le « recul du temps » manque-t-il encore pour saisir le phénomène ? Pourtant, quel relief la figure de Kennedy ne prend-elle pas, en dehors de toute analyse lucide de l'œuvre qu'il esquissa, par simple comparaison avec ses successeurs, un Johnson, un Nixon ! Quoiqu'on puisse penser de ce qu'il aurait pu devenir, Kennedy, c'était tout de même autre chose...

Le silence qui s'est fait autour de sa mémoire exerce sur certains esprits l'attrait pervers du vide. Comment expliquer qu'il se soit trouvé des acteurs célèbres, Burt Lancaster en tête (et le regretté Robert Ryan, dont ce fut le dernier rôle), des scribes, un metteur en scène, un producteur, et donc quantité de dollars, pour concocter, fabriquer et distribuer à travers le monde cette indécente horreur qu'on présente sur nos écrans sous le titre « Executive Action » ?

ALAIN CLÉMENT.

(Lire la suite page 19.)

(1) *Avec Kennedy*, Editions J'ai lu, exclusivité de vente en librairie : Flammarion. Une première traduction avait paru en 1967 chez Buchet-Chastel.

EUROPE

Grèce

DANS UN DISCOURS PRONONCÉ A SALONIQUE

M. Caramanlis critique « ceux qui exercent une pression démagogique sur le gouvernement »

De notre correspondant

Athènes. — Les Grecs ne tarderont plus à retourner aux urnes. Dans un discours, prononcé le samedi 31 août à Salonique, devant une foule délirante d'enthousiasme, estimée à trois cent mille personnes, le premier ministre, M. Constantin Caramanlis, n'a pas fixé une date précise, mais il a déclaré : *« Je crois que dans un espace de temps, plus bref qu'on ne le croit, le gouvernement sera en mesure d'annoncer la date à laquelle vous serez appelés à élire ceux qui vous gouverneront. »*

Le premier ministre a tenu cependant à préciser qu'auparavant il faudra que la phase aiguë de la crise chypriote soit surmontée, et que l'horizon soit un peu dégagé. « *Les dangers*, a-t-il dit, *ne sont pas éliminés, et il est nécessaire que les Grecs aient conscience de cette réalité.* » A ce propos, M. Caramanlis a adressé un avertissement au gouvernement d'Ankara : « *Les Turcs*, a-t-il dit, *se trompent s'ils croient pouvoir garder sans danger, pour eux-mêmes et la paix mondiale, ce qu'ils ont pris par la force et par la russe.* »

Il s'en est pris aussi aux alliés de la Grèce : « *Une déception douloureuse*, a-t-il poursuivi, *est née du fait que l'OTAN s'est montrée incapable d'éviter l'invasion barbare des Turcs et le danger du conflit entre deux de ses membres, incapacité qui, comme vous le savez, nous a forcés de nous retirer de l'OTAN.* » Cette décision, a-t-il cependant ajouté, « *ne signifie pas que la Grèce veut rompre ses liens politiques et culturels avec l'Europe dont elle fait partie, et à laquelle elle désire appartenir* ».

Pour le premier ministre, il ne sera possible de bâtir une démocratie authentique, moderne et saine que dans l'union de tous les Grecs. Sur ce point, il a mis en garde « *ceux qui exercent une pression démagogique sur le gouvernement et lui demandent de défaire en un mois ce qui a été fait en sept ans, tout en persistant à ignorer la multitude et la dimension des problèmes dont nous avons hérités* ». M. Caramanlis a souligné qu'en définitive tout dépendra du comportement des forces politiques. Il a ajouté qu'une grande partie de la responsabilité pour la création d'un climat de modération, « *sans lequel le fonctionnement d'une démocratie réelle n'est pas possible* », revenait à la presse. « *Je demande à ceux qui informent et dirigent l'opinion publique de se montrer à la hauteur des circonstances et de faire preuve de la maturité politique et de la sagesse que manifeste déjà le peuple* », a-t-il dit.

Ce dernier point est important. Ces jours derniers, divers journaux, à droite comme à gauche, ont tendance à élever le ton, à rendre plus aiguës certaines controverses, entre autres celles concernant l'épuration de l'Etat, le châtiment des responsables de la tragédie nationale et des sanglants événements de l'Ecole polytechnique en novembre 1973.

Contrairement à ce que certains attendaient, le président Caramanlis n'a pas annoncé la reconnaissance légale des deux *partis communistes. La question* serait à l'étude, mais aucune décision n'a encore été prise, et la tolérance manifestée par les autorités ne peut pas tout à fait être interprétée comme une reconnaissance *de facto*.

Après le discours de Salonique, les Grecs vont s'intéresser encore un peu plus à leurs problèmes politiques. Mardi prochain, au cours d'une conférence de presse, M. Andréas Papandréou pourrait bien donner le coup d'envoi de la campagne électorale.

MARC MARCEAU.

M. Georges Mavros : les États-Unis étaient impliqués dans le coup d'État d'avril 1967

New-York (*Reuter*). — « *Le coup d'Etat grec* (d'avril 1967) *a été organisé par l'équivalent grec de la C.I.A. américaine. Les Etats-Unis savaient ce qui se passait, cela ne fait aucun doute, et les Américains feraient mieux de confesser qu'ils ont commis une erreur en étant impliqués dans le coup d'Etat* », déclare M. Georges Mavros, ministre des affaires étrangères grec, dans une interview publiée par *Time* le 1er septembre.

A propos du coup d'Etat chypriote qui a renversé l'archevêque Makarios, M. Mavros déclare : « *Les gens ont naturellement soupçonné ceux qui avaient soutenu la tyrannie des sept dernières années.* »

« *Nous pensons que les Américains avaient les moyens d'empêcher les Turcs de débarquer à Chypre. Mais il est évident, maintenant, qu'ils ne souhaitaient pas le faire* », ajoute-t-il.

Pour M. Mavros, la décision grecque de se retirer de l'OTAN « *n'est pas un bluff* ». « *L'alliance a montré qu'elle était incapable de prévenir un conflit militaire entre deux de ses membres.* » Il estime que cette décision entraînera « *l'effondrement de toute la stratégie occidentale, mais nous, les Grecs, ne pouvons pas porter seuls la responsabilité de la sécurité du monde occidental au moment où nous sommes brutalement attaqués par un membre de l'alliance atlantique* ».

M. Mavros a également laissé prévoir que certains responsables du régime des colonels seront finalement traduits en justice.

« *C'est une question importante. Elle occupe l'esprit des Grecs. Ils estiment qu'il va falloir rendre des comptes. Ce n'est plus qu'une question de temps.*

» *J'ai le sentiment qu'après les élections et la venue au pouvoir d'un gouvernement émanant du peuple, le gouvernement souhaitera certainement châtier ceux qui ont commis des crimes pendant sept ans de dictature.* »

Chypre

ALORS QUE LA TENSION PERSISTE SUR LA « LIGNE VERTE »

Les dirigeants chypriotes s'efforcent de régler le problème des réfugiés

M. Glafkos Cléridès, président par intérim de la République chypriote, et M. Raul Denkatsh, vice-président et chef de la communauté turque de l'île, devaient se rencontrer ce lundi 2 septembre à l'hôtel Ledra (sur la « ligne verte »), qui est actuellement occupé par les « casques bleus ». Le principe de rencontres hebdomadaires — tous les lundis — avait été adopté lors de la récente visite du secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, à Nicosie. M. Cléridès avait l'intention de soumettre à M. Denktash un plan pour la solution du problème des réfugiés.

Le plan de M. Cléridès prévoit le retour immédiat des Chypriotes grecs à Famagouste ainsi que dans la région de Morphou, mesure qui réduirait de moitié le nombre total des réfugiés. Selon un rapport publié dimanche par les Chypriotes grecs, 40 % de ceux-ci sont sans abri, et le nombre total des personnes déplacées est de cent quatre-vingt-onze mille deux cent cinquante-neuf (soit quarante mille familles).

Le règlement de la question des réfugiés faciliterait évidemment une négociation sur le statut de l'île. De source chypriote bien informée, on apprend que les dirigeants chypriotes grecs envisagent sérieusement à présent une solution fondée sur le principe fédéral.

M. Cléridès a confié le soin d'étudier la forme que doit prendre cette fédération au bureau du procureur général, M. Criton Tornaritis, une des experts constitutionnels qui avaient accompagné le président chypriote à Genève.

Cependant, la situation militaire est toujours confuse, les troupes turques poursuivant leur « grignotage » dans le sud-est de l'île, tandis que, à Nicosie même, la tension persiste sur la « ligne verte » séparant les secteurs grec et turc.

● A ANKARA, l'ambassadeur de France en Turquie a fait, le 1er septembre, une démarche, au nom des neuf membres de la Communauté européenne, auprès du ministre des affaires étrangères, M. Gunes, pour appeler l'attention du gouvernement turc sur le problème des réfugiés à Chypre. L'ambassadeur, M. Vaurs, a insisté sur les préoccupations humanitaires qui inspiraient cette démarche. Il a également souligné les aspects politiques de la grave situation actuelle, qui risquent de créer un nouveau problème international des réfugiés.

Un nouveau charnier est découvert près de Famagouste

De notre envoyé spécial

Murataga. — Le corps noirci d'un vieillard gît, recroquevillé, au côté de celui d'un enfant, les poignets encore ligotés. Tout autour, des crânes, des membres épars, un pied encore chaussé d'une sandale. Quelques mètres plus loin, deux soldats dégagent de la terre le cadavre d'une femme vêtue d'une robe aux couleurs vives. C'est le charnier qui a été découvert le dimanche 1er septembre, au fond d'une décharge publique, à deux pas du village chypriote turc de Murataga (en grec Murathe). Devant les journalistes conduits sur place, vingt-deux corps ont été dégagés, mais les autorités turques estiment que l'on pourrait en trouver environ soixante-dix.

Quand, le 15 août dernier, l'armée d'Ankara — au cours de sa seconde offensive — est arrivée à Murataga (à 20 kilomètres au nord-ouest de Famagouste), le village était désert. Ses deux cents habitants avaient disparu. Il est encore impossible de savoir exactement ce qui s'y est passé. Mais deux témoignages, encore partiels et confus, permettront peut-être de reconstituer une partie des faits.

« *Le samedi 20 juillet*, explique M. Suleyman Mehmet, un paysan âgé de soixante-dix ans, *des Grecs en armes sont venus et ont emmené les hommes à Peristeroma* (village chypriote grec à 2 kilomètres de Murataga). *Ils nous ont enfermés deux jours dans l'école avant de nous emmener au camp militaire Dimitrios à Famagouste. Quatre jours après, je me suis évadé et j'ai trouvé refuge dans la citadelle turque de la ville. Il y a six jours seulement que je suis rentré au village ; depuis, je cherchais ma femme et mes enfants.* » A son retour, le paysan n'a rencontré que l'imam du village, M. Hassan Mustapha Nihat. Celui-ci raconte, bras écartés et mains au ciel : « *Ils sont encore venus le 14 août, je me suis caché avec ma femme et mes deux enfants, et ils ne nous ont pas trouvés. J'ai entendu des coups de feu et j'ai attendu très longtemps avant de sortir. Quand, enfin, je suis sorti, il n'y avait plus personne dans le village.* »

Pendant des jours, les deux hommes, aidés d'un berger, ont fouillé les alentours. Dimanche, ils se sont attaqués au dépôt d'ordures. Et ils ont trouvé. Le paysan a reconnu le corps d'un ami : il s'appelait Huseyin Osman et avait quatre-vingt-dix ans.

DOMINIQUE POUCHIN.

AMÉRIQUES

Chili

CINQ CENTS PERSONNES VIENNENT D'ÊTRE DÉPORTÉES DANS UN CAMP DE TRAVAIL

Quelque cinq cents personnes ont été arrêtées dans la banlieue de la capitale le samedi 31 août. Elles ont été immédiatement déportées dans un camp de travail du nord du pays afin de « *travailler pour le bien du Chili* ».

L'opération, menée conjointement par la police et l'armée pour débarrasser le pays des « *éléments criminels* », s'est déroulée dans le quartier Violeta Parra. Cinq mille personnes ont été interpellées, et les cinq cents qui avaient un casier judiciaire ont été retenues.

Les autorités ont d'autre part annoncé le même jour l'arrestation de sept militants (six socialistes et un communiste), membres d'un nouveau groupe clandestin, l'Organisation de la résistance armée (ORA). Le *Washington Post* dénonce de son côté la mise en résidence surveillée de son correspondant à Santiago, qui se préparait à écrire un article sur l'exécution sommaire de deux détenus politiques.

Enfin, le général Pinochet a déclaré samedi qu'il répondrait « *en temps opportun* » à la lettre que les autorités religieuses lui ont envoyé le 29 août, demandant que l' « état de guerre » soit levé. Il a remercié les chefs des Eglises pour cette « *manifestation respectueuse des desseins élevés de pacification nationale* » qui les inspirent et qui sont « *pleinement partagés par le gouvernement* ». (*A.F.P., Reuter.*)

Nicaragua

LE PRÉSIDENT SOMOZA « EST ASSURÉ DE SA RÉÉLECTION

Managua (*A.P., Reuter*). — Les premiers résultats de l'élection présidentielle qui a eu lieu le dimanche 1er septembre indiquent que le général Anastasio Somoza, le président sortant, bénéficiera de plus de 95 % des suffrages. Les résultats complets ne seront cependant pas connus avant plusieurs jours.

Le général Somoza, qui dirige le parti libéral, avait assuré sa réélection en déclarant illégaux neuf des dix mouvements d'opposition. Seul M. Paguaga, chef du parti conservateur, avait été autorisé à se présenter. Les autres dirigeants politiques ont été privés de leurs droits civiques, ce qui a suscité, le mois dernier, les réserves publiques de l'évêque du Nicaragua.

A travers le monde

Allemagne fédérale

● M. GROMYKO, ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, dont la visite en Allemagne fédérale avait déjà été annoncée, séjournera les 15 et 16 septembre à Bonn, a indiqué, samedi 31 août, un porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères. (*A.F.P.*)

Botswana

● LE GOUVERNEMENT A DECIDE DE DISSOUDRE LE PARLEMENT, et des élections générales législatives et présidentielles se tiendront le 26 octobre. Quatre partis entreront en compétition pour les trente-deux sièges de députés à pourvoir. Il s'agit du parti démocratique du Botswana, du parti populaire panafricain, du parti pour l'indépendance, et du front national. — (*A.F.P.*)

Cameroun

● SELON UN COMMUNIQUE COMMUN, publié le 31 août à Yaoundé, le gouvernement du Cameroun et celui de Cuba ont décidé d'établir des relations diplomatiques.

Japon

● LA REQUETE SUD-COREENNE exigeant le démantèlement de groupes hostiles au régime du président Park et opérant, selon Séoul, à partir du territoire japonais, a été virtuellement rejetée le samedi 31 août par le ministre des affaires étrangères du Japon, M. Toshio Kimura, qui recevait l'ambassadeur de Corée du Sud à Tokyo. M. Kimura s'est borné à promettre que le Japon participerait à l'enquête menée sur la tentative d'attentat dirigée le 15 août contre le président Park, mais seulement « *dans les limites des lois japonaises* ». — (*A.F.P.*)

LE RETOUR PROCHAIN DE M. POWELL AUX COMMUNES RISQUE D'ACCENTUER LES DIVISIONS ENTRE LES CONSERVATEURS.

(*De notre correspondant.*)

Londres. — Le retour de M. Enoch Powell à Westminster est désormais tenu pour acquis. Personne ne doute plus que sa candidature, au siège de South Down, en Irlande du Nord, sera officiellement déposée sous peu. Aux élections générales de février dernier, le champion de la droite conservatrice s'était rebellé contre la politique de M. Heath. Fondamentalement hostile au Marché commun, il avait demandé alors à ses fidèles de voter pour les travaillistes plutôt qu'en faveur de son propre parti. Lui-même avait renoncé à se faire réélire dans sa circonscription de Wolverhampton et son attitude a probablement fait perdre aux conservateurs plusieurs sièges dans les Midlands, où l'influence de M. Powell reste sensible.

Le leader de trois groupes unionistes

L'accord intervenu avec les dirigeants de la majorité protestante en Ulster fera de M. Powell le leader des trois groupes unionistes de l'Irlande du Nord à Westminster : les « officiels » de M. Harry West, les « démocrates » du Révérend Ian Paisley et le groupe « Vanguard » de M. William Craig appuient sa candidature. Ils auraient accepté également que le rebelle conservateur reste entièrement libre à Westminster de défendre ses thèses *traditionnelles contre l'immigration* des gens de couleur et pour une politique financière très stricte, au risque de provoquer *une vague de chômage dans le pays*.

L'éventuel retour de M. Powell aux Communes ne suffit certes pas à mettre en danger la positio de M. Heath, qui dépendra surtout du résultat global des prochaines élections. Mais la rentrée de M. Powell menace d'accentuer les divisions au sein du parti conservateur. — J. W.

● *L'annonce de manœuvres communes* de la Royal Navy et de la *marine sud-africaine* a provoqué une tempête de protestations dans les milieux politiques britanniques, particulièrement parmi *l'aile gauche du parti travailliste* et au sein du mouvement contre l'*apartheid*. Ces exercices doivent avoir lieu en vertu d'un accord sur la défense des voies maritimes du Cap. — (*A.F.P.*)

Grande-Bretagne

Le congrès des syndicats britanniques

L'aile gauche du TUC est décidée à se prononcer contre le « contrat social »

De notre correspondant

Lonres. — Le congrès du TUC (Confédération syndicale britannique), qui s'est ouvert ce lundi matin 2 *septembre* à *Brighton*, aura sans doute une influence décisive sur l'issue des élections générales anticipées qui auront probablement lieu au début d'octobre. Mais si, dans l'ensemble, les militants syndicalistes font des efforts indéniables pour assurer une victoire du parti travailliste, les débats s'ouvrent dans une atmosphère plutôt troublée.

Samedi, en effet, la seconde des fédérations syndicales par ordre d'importance — celle des travailleurs de la métallurgie — a *résolu de voter contre le « contrat social »* par lequel les organisations ouvrières s'engageraient à modérer leurs revendications. Comme d'autres associations syndicales, notamment celle des fonctionnaires, viendront sans doute renforcer les un million quatre cent mille métallurgistes, les avocats d'une offensive sur le front des salaires pourraient donc réunir près d'un quart des dix millions de voix représentées à Brighton.

Dans les coulisses du congrès, on n'ignore pas que M. Hugh Scanlon, le chef de la Fédération des métallurgistes, est personnellement favorable au « *contrat social* », mais qu'il a dû s'incliner devant son propre comité exécutif dominé par la gauche. De son côté, M. Jack Jones, secrétaire général de la Fédération des transports et travailleurs généraux, qui compte près de deux millions d'adhérents, n'a pas craint, *dimanche, de déclarer en* public qu'une attitude négative des métallurgistes serait « *déraisonnable* ». D'ailleurs, les dirigeants *modérés s'efforcent, sans* trop d'espoir, de faire revenir la fédération de M. Scanlon sur une décision qui ne manquerait pas *d'être exploitée par les adversaires* du gouvernement travailliste.

Le vote décisif sur le « *contrat social* » est attendu pour mercredi. Mais il est probable qu'en recevant jeudi le premier ministre, M. Harold Wilson, les délégués se retrouveront d'accord pour voter un texte engageant le TUC à faire tout son possible en vue d'assurer le succès des travaillistes aux élections.

La question essentielle n'en est pas moins de savoir si les débats de Brighton vont consolider le « *contrat social* » ou convaincre les citoyens qu'il sera impossible de compter sur la coopération des syndicats ouvriers dans la lutte contre l'inflation. A cet égard, le scepticisme est assez largement répandu.

Cependant, il est tout aussi clair que, dans l'éventualité d'une victoire de M. Heath aux élections, *bien des gens redouteraient* un affrontement immédiat et encore bien plus périlleux entre le mouvement syndical et un gouvernement conservateur.

Quant aux perspectives de la bataille électorale à venir, un sondage apporte ce lundi quelques indications plutôt confuses. L'enquête, effectuée par l'organisation Louis Harris pour le compte du *Daily Express*, aboutit certes à la conclusion que les travaillistes disposeraient actuellement d'une avance de cinq points et demi *sur les conservateurs* ; mais l'étude indique aussi que les libéraux maintiennent leurs positions et que les élections pourraient se terminer, une fois encore, sans qu'aucun parti dispose d'une majorité absolue aux Communes.

JEAN WETZ.

Italie

M. MITTERRAND DEVIENT CITOYEN D'HONNEUR DE CORTONA

(De notre correspondant.)

Rome. — M. François Mitterrand a été reçu samedi matin 31 août, à la mairie, pour être proclamé citoyen d'honneur de la ville médiévale de Cortona, en Toscane, jumelée avec Château-Chinon. La cérémonie a revêtu un aspect de célébration politique qui dépassait le cadre d'une manifestation d'amitié.

M. Mitterrand était venu de Rome en compagnie de M. Mario Zagari, *ministre de la justice et membre* du parti socialiste, lequel était également représenté par le secrétaire adjoint, M. Mosca. Diverses personnalités assistaient à la cérémonie, dont le président de la région Toscane, l'évêque de Cortona et le consul général de France à Florence, M. Richard de Dampierre. M. Berlinguer, secrétaire général du parti communiste, avait envoyé un *télégramme de félicitations*.

Le diplôme de citoyen d'honneur remis à M. Mitterrand souligne qu'il a « réalisé l'unité des gauches, instrument fondamental pour battre le fascisme ». M. Mario Zagari lui fit mérite d'avoir « su unir les raisons de l'intelligence à celles du cœur ». Dans sa réponse, M. François Mitterrand prit pour thème la nécessité de construire l'Europe des peuples. — J. N.



PROCHE-ORIENT

Irak

Les Kurdes auraient mis en échec une importante offensive des forces gouvernementales

Des contacts seraient en cours entre le gouvernement irakien et le général Barzani, croit savoir la publication libanaise « Al Nahar Report ». Cette initiative aurait été prise à la suite de l'échec d'une offensive lancée cet été par les forces irakiennes contre les Kurdes. Les forces gouvernementales qui auraient, dans une première phase, remporté des succès notables, auraient été forcées de céder une partie du terrain conquis à la suite de combats particulièrement violents avec les éléments rebelles. Les pertes de part et d'autre seraient importantes.

Selon « Al Nahar Report », la position du gouvernement irakien serait affaiblie. le parti communiste, qui forme depuis août 1973 un « front national » avec le parti Baas au pouvoir, ayant décidé de prendre ses distances. La reprise des incidents frontaliers avec l'Iran pourrait ne pas être étrangère non plus à l'ouverture des pourparlers avec les Kurdes.

La radio kurde a annoncé de son côté, le 29 août, que le gouvernement irakien avait fait exécuter la veille à Bagdad vingt nationalistes kurdes âgés de vingt à trente ans. La radio a précisé que de violents combats se poursuivaient sur tout le territoire situé dans le nord de l'Irak.

Nous publions ci-dessous une correspondance datée du 21 août, qui, en raison des difficultés de communication, vient seulement de nous parvenir.

Nawperdan. — Une importante offensive de l'armée irakienne a obligé, cet été, les peshmergas du général Barzani à battre en retraite. Quelque trente mille soldats irakiens et près de trois cents blindés, soutenus par des bombardiers de fabrication soviétique, avaient pris position, au début du mois d'août, dans les plaines de Raniya et de Qala-Diza, proches de la frontière iranienne. L'intention des Irakiens était manifestement de couper le Kurdistan en deux.

Plus au nord, les Irakiens ont investi la ville de Rawandouz, située à une vingtaine de kilomètres à peine du quartier général kurde, sur la route Hamilton, qui relie Erbil à l'Iran.

Pour la population de cette région, la situation est dramatique. De nombreux habitants des villages ont fui sans rien pouvoir emporter. Après sept à dix jours de marche forcée dans la montagne kurde, ces villageois ont été transportés dans les jeeps de la *« révolution »* vers la frontière iranienne.

Nous nous sommes rendus à l'endroit où ils étaient ainsi pris en charge par des maquisards. Environ quatre cents réfugiés attendaient depuis le matin, dans la poussière soulevée par un vent violent. La veille, un petit garçon était mort de soif sur ce parcours de détresse, et sept personnes avaient été tuées sous les bombes des avions irakiens.

L'offensive irakienne, dont on estime du côté kurde qu'elle était la plus importante depuis 1961, date du début de la guerre entre les forces de la République et celles du général Barzani, n'a pas réussi à bousculer les peshmergas.

Solidement installés dans la montagne environnante, ils ont pour eux l'incontestable avantage du terrain. Le général de brigade Rachid Sindi, assis en tailleur dans sa grotte, d'où il contrôle les opérations, se montre optimiste : *« Les Irakiens ont dû considérablement étirer leurs lignes. Désormais, nous allons pouvoir les combattre. »* On s'attendait alors que les peshmergas procèdent à un harcèlement systématique de l'ennemi, pour tenter de le déloger de ses nouvelles positions avant l'hiver.

Le général Barzani, pour sa part, a adressé par radio un message aux combattants, ce qu'il n'avait fait qu'en deux occasions dans le passé, en 1966 et en 1969. Interrogé, il répond impassiblement qu'il n'a pas modifié sa position : *« Nous voulons obtenir une complète autonomie, incluant les régions de Kirkouk, Sindjar et Khanaqin. Aucune négociation avec Bagdad ne pourra intervenir tant que cette exigence fondamentale ne sera pas acceptée. Nous ne demandons pas l'indépendance. »* Le général Barzani s'est élevé, une fois de plus, contre l'indifférence des nations occidentales, et contre le fait que la Grande-Bretagne et la France fournissent des armes à l'Irak.

PRÈS DE CENT MILLE RÉFUGIÉS EN IRAN

(De notre correspondant.)

Téhéran. — La tension dans les rapports irano-irakiens monte dangereusement. C'est ainsi qu'après l'arrêt des pourparlers d'Istanbul entre les plénipotentiaires des deux pays au sujet du règlement de leur différend frontalier, une nouvelle série de heurts violents à la frontière commune a fait une dizaine de morts au cours de la semaine écoulée. Téhéran a choisi ce moment pour révéler que près de cent mille Kurdes, pour la plupart des femmes, des vieillards et des enfants, ont dû fuir le Kurdistan irakien au cours des derniers mois pour se réfugier en territoire iranien.

Des journalistes ont été dépêchés sur les lieux, par avions entiers, pour voir et interroger ces milliers de réfugiés pour lesquels l'Iran veut construire, avant les chutes de neige sur le Zagros, des villages équipés d'écoles et de dispensaires.

Cet étalage soudain devant la presse internationale est-il le signe précurseur d'une aide massive de l'Iran à ses frères « de race et de langue » kurdes ? Il est difficile de l'affirmer dans l'état actuel des choses.

Ce qui est certain, c'est que ce raidissement iranien envers l'Irak coïncide avec une certaine exaspération à l'égard de pays arabes « amis », accusés ici de se livrer à une campagne de propagande anti-iranienne.

C'est ainsi que, d'après certaines sources arabes, Téhéran a adressé de sévères mise en garde à l'Arabie Saoudite, à l'Union des émirats arabes et à un pays nord-africain coupables d'avoir toléré l'utilisation de la formule « golfe arabique » dans de récents communiqués concernant le golfe Persique.

Pour l'Iran, qui s'est engagé, au cours des dernières années, de plus en plus du côté arabe, en octroyant notamment un prêt de 5 milliards de francs à l'Egypte et plusieurs centaines de millions à d'autres pays arabes, l'amitié ne peut être à sens unique. Ceci est également vrai en ce qui concerne l'U.R.S.S., qui fournit des armes et des équipements à l'armée irakienne pour sa lutte contre les autonomistes kurdes. — D. A.

Égypte

Le parti unique — l'Union socialiste arabe — fait l'objet de vives critiques

De notre correspondant

Le Caire. — Dans une série d'articles très remarqués, le rédacteur en chef d'*Al Ahram*, M. Ahmed Bahaeddine, vient de se livrer à une critique serrée du parti unique créé en 1962 par Nasser, l'Union socialiste arabe. Après avoir rappelé que l'Egypte est l'un des rares pays du tiers-monde à avoir des traditions démocratiques, *« puisqu'elle eut un Parlement et des élections libres dès 1961 »*, le rédacteur en chef du quotidien officieux énumère les *« lacunes »* de l'U.S.A. : les élections au comité exécutif du parti étaient en fait des nominations; les règlements de l'Union n'ont jamais été appliqués; elle n'était qu'un *« appareil enregistreur »* des volontés gouvernementales; enfin on ne lui a donné à jouer aucun rôle social.

M. Bahaeddine, après avoir toutefois reconnu que l'U.S.A. a quand même été *« une grande école où de larges secteurs du peuple ont fait l'expérience de la discussion et de la défense de leurs droits et intérêts »*, propose qu'à l'avenir la qualité de membre du parti soit facultative pour les responsables politiques et que toutes les tendances de la nation soient vraiment représentées au sein de l'U.S.A. Si M. Bahaeddine admet que le raïs peut continuer à présider l'U.S.A., il préconise des élections libres pour le comité exécutif.

D'autre part, plusieurs intellectuels, dont les deux écrivains les plus connus en Egypte, Tewfik El-Hakim et Naguib Mahfouz, constatant que *« la révolution de 1952 a arrêté le développement du libéralisme égyptien car elle y a vu une forme du capitalisme »*, ont réclamé publiquement *« la liberté politique* (et) *la liberté d'expression pour tous les courants d'idées »*.

Tewfik El-Hakim voudrait pour sa part que *« les socialistes se constituent en parti et qu'on donne aux partisans du libéralisme la même faculté »*.

Dans le même temps, le film de Youssef Chahine, le *Moineau*, qui constitue en partie une satire de l'U.S.A., fait fureur au Caire et à Alexandrie. Cependant, la scène montrant l'apparition de Nasser à la télévision après la défaite de 1967 suscite souvent des applaudissements. Le quotidien populaire *Al Akhbar*, dirigé par les frères Amine, demande de son côté *« le retour de l'opposition et l'abolition du parti unique, car si ce système pouvait donner des résultats, l'Amérique et l'Europe l'auraient adopté »*. Aucune voix ne s'étant encore élevée pour défendre l'U.S.A., *« institution sclérosée, responsable de la défaite »*, faut-il s'attendre à une renaissance du multipartisme en Egypte ?

Cette décision appartient au président Sadate, qui a déclaré la semaine passée à Alexandrie : *« Je ne permettrai pas la réapparition de foyers de force sous quelque dénomination que ce soit. »* Doit-on croire alors que l'on s'achemine vers une formule *sui generis* à mi-chemin du parti unique et du multipartisme, une sorte d'*« alliance »* des divers courants nationaux rappelant, au moins dans son principe, l'Union nationale dissoute en 1962 ? La formule actuelle de l'U.S.A. est en tout cas rejetée par la majorité des Egyptiens, qui se sont lassés de son bureaucratisme. Le célèbre caricaturiste cairote Salah Gahine résume la situation en montrant deux Egyptiens qui disent : *« Nous voulons un parti qui ne soit ni une union socialiste ni une union arabe. »*

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

La levée de l'embargo sur les ventes d'armes

La Ligue arabe approuve la décision française

M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, a déclaré samedi 31 août, au Caire, que la Ligue approuvait et accueillait favorablement la décision française de lever l'embargo sur la vente d'armes aux pays du champ de bataille.

On apprend d'autre part à Beyrouth, que l'ingénieur général Hugues de l'Estoile, directeur des affaires internationales de la délégation ministérielle à l'armement, fait actuellement une tournée dans les pays du Proche-Orient. Il a fait une courte escale, vendredi 30 août, dans la capitale libanaise, avant de se rendre dans la soirée à Bagdad.

D'autre part, le journal de Beyrouth *Al Safir* indique dimanche, dans une correspondance du Caire, que *« les nouveaux avions que l'Egypte a pu acquérir par l'intermédiaire d'un pays arabe sont des appareils soviétiques »* et que *« le pays en question est l'Algérie »*.

L'achat et la prochaine arrivée en Egypte de ces avions, destinés à remplacer les appareils détruits lors de la guerre d'octobre, avaient été annoncés par le président Sadate au cours d'une rencontre avec les représentants des fédérations estudiantines à Alexandrie (*le Monde* du 28 août).

M. SERGE DASSAULT : plus de cent trente mille ouvriers travaillent pour l'exportation.

M. Serge Dassault, président d'Electronique Marcel Dassault et fils du constructeur d'avions, interrogé au micro de R.T.L., a estimé que la levée de l'embargo sur les armes à destination du Proche-Orient est un élément favorable susceptible d'aider la totalité de l'industrie aéronautique française en difficulté.

« La levée de l'embargo ne signifie cependant pas que nous vendrons n'importe quoi à n'importe qui. Il faut beaucoup d'autorisations avant de conclure un marché militaire à l'étranger et le gouvernement français décidera cas par cas, comme auparavant. (...) L'industrie française de l'armement ne saurait se satisfaire du seul marché national : sur dix Mirage qui sortent des usines Dassault, à Mérignac, deux seulement sont destinés à la France, tandis que plus de la moitié des deux cent soixante mille ouvriers qu'emploie l'aéronautique française travaillent pour l'exportation. »

Syrie

M. Ayoubi a procédé à un remaniement ministériel restreint

De notre correspondant

Beyrouth. — Les milieux politiques de Damas se perdent en conjectures pour expliquer le changement ministériel qui vient de se produire en Syrie. Contrairement aux prévisions, aucun des ministères-clés n'a changé de titulaires et les modifications apportées au troisième gouvernement de M. Ayoubi (qui compte sept nouveaux ministres sur trente et un) ne sauraient annoncer de nouvelles options politiques concernant plus particulièrement le conflit israélo-arabe.

Au cours des débats du dernier congrès du Baas (le parti au pouvoir à Damas), certains orateurs avaient critiqué les positions à leur avis *« trop souples et conciliantes »* des négociateurs syriens, et avaient préconisé un raidissement sur la question palestinienne.

Or, cette aile dure du parti, qui avait pu s'exprimer librement, et qui cherchait, a-t-on dit, à s'aligner sur les positions de l'Irak, ne paraît pas avoir eu son mot à dire pour la formation de la nouvelle équipe ministérielle. Celle-ci ressemble comme une sœur à celle qui l'a précédée et paraît devoir se consacrer plus particulièrement aux projets de développement avec la création de départements autonomes (ceux des transports et de l'industrie), le ministère chargé de l'administration des villages près des lignes avancées, sur le front du Golan, étant supprimé. — E. S.

LE NOUVEAU CABINET

Voici la composition du nouveau gouvernement syrien :

Premier ministre : M. Mahmoud El Ayoubi (Baas) ; *vice-premier ministre et affaires étrangères* : M. Abdel Halim Khaddam (Baas) ; *vice-premier ministre chargé des affaires économiques* : M. Mohamed Haidar (Baas) ; *ministre d'Etat pour les affaires de la présidence du conseil* : M. Fayez Nasser (Baas) ; *ministre d'Etat* : M. Zouheir Abdel Samad (parti communiste) ; *ministre d'Etat* : M. Anouar Hamdane (union socialiste arabe) ; *défense* : général Moustapha Tlass (Baas) ; *intérieur* : colonel Ali Zaza (Baas) ; *administration locale* : M. Adib Melhem (Baas) ; *information* : M. Ahmed Iskandar* (Baas) ; *travaux publics et ressources hydrauliques* : M. Abdel Ghani Kannout (socialiste arabe) ; *barrage de l'Euphrate* : M. Sobhi Kahalé* (indépendant) ; *éducation nationale* : M. Chaker Fahham (Baas) ; *plan* : M. Nourallah Nourallah (indépendant) ; *économie et commerce extérieur* : M. Mohamed Imadi (Baas) ; *culture et orientation nationale* : M. Fawzi Kayali (union socialiste arabe) ; *justice* : M. Adib Nahawi (parti socialiste) ; *communications* : M. Omar Sebai (parti communiste) ; *ravitaillement et commerce intérieur* : M. Ahmed Kabalan (Baas) ; *biens religieux* : M. Abdel Sattar Sayed (indépendant) ; *travail et affaires sociales* : M. Hussein Ahmed Koueider (Baas) ; *santé* : M. Madani Khiyami (indépendant) ; *tourisme* : M. Abdallah Khani (indépendant) ; *enseignement supérieur* : M. Mohamed Ali Hachem (parti socialiste) ; *habitat* : M. Abdel Razzak Abdel Baki (parti socialiste) ; *industrie* : M. Ohteoui Seifo (Baas) ; *transports* : M. Naaman Zein* (Baas) ; *électricité* : M. Hani Fawaz* (indépendant) ; *finances* : M. Mohamed Cherif* (Baas) ; *agriculture et réforme agraire* : M. Moursel Abou Omar* (Baas) ; *pétrole et ressources minières* : M. Adnane Moustapha* (Baas).

*Nouveaux ministres.

Israël

● LA DETENTION DE MONSEIGNEUR HILARION CAPUCCI, arrêté le 18 août dernier par la police israélienne sous l'accusation de trafic d'armes au profit de la résistance palestinienne, a été prolongée dimanche de douze jours à la demande de la police.

Durant cette période, l'acte d'accusation concernant le prélat sera soumis à la justice. Il est pratiquement établi que le gouvernement israélien a décidé que le procès de Mgr Capucci aura lieu, mais les observateurs à Jérusalem estiment qu'il sera expulsé après l'annonce du verdict. — *(A.F.P.)*

Libye

LE CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION

Tripoli *(A.F.P., A.P.)*. — Le président Kadhafi n'a pas prononcé de discours dimanche 1er septembre à l'occasion du cinquième anniversaire de la révolution libyenne, contrairement à ce qui avait été annoncé officiellement la veille.

Le colonel Kadhafi a assisté dans la tribune officielle, avec à ses côtés les membres du conseil de la révolution libyenne et de délégations de nombreux pays arabes, à une importante parade.

Toute la journée, des détachements des trois armes, des délégations des organisations de jeunesse, des institutions nationales et des associations de travailleurs ont défilé dans la capitale.

OCÉANIE

Nouvelle-Zélande

Le nouveau premier ministre sera confronté à des problèmes financiers délicats

A la suite du décès de M. Kirk, chef du gouvernement néo-zélandais, qui souffrait de troubles cardiaques (« le Monde » du 1er-2 septembre), les élus du parti travailliste doivent désigner dans les jours à venir un nouveau premier ministre. Le vice-premier ministre, M. Hugh Watt, est candidat, mais d'autres personnalités sont sur les rangs, notamment M. Freer, ministre du commerce et de l'industrie, et M. Rowling, ministre des finances. Le parti majoritaire risque de traverser une crise après la disparition de cet élément unificateur qu'était Norman Kirk. Son successeur sera rapidement confronté à deux problèmes délicats : l'inflation et un déficit de la balance des paiements qui va croissant.

Norman Kirk : un réformiste sans prétention

Norman Kirk surprenait au premier abord : de ce géant aux larges épaules, on attendait des jugements sans réplique qui eussent été proférés d'une voix de stentor. Or, nul n'était plus calme, plus serein que le premier ministre néo-zélandais. Et cet autodidacte avait le langage d'un pasteur, adaptant à la situation des formules visiblement empruntées à l'Ancien Testament, même lorsque la conversation portait sur le prix de la côte de mouton ou du kilo de beurre.

Il reflétait le côté à la fois appliqué et simple — mais sans laisser-aller — de la majorité de son peuple. L'administration qu'il dirigeait était animée par des groupes de jeunes souvent sortis du rang, à l'image de cette société sans prétention qui envoie couramment des fils d'agriculteurs la représenter dans les chancelleries. Mais cette (apparente) force de la nature avait aussi le courage de défier, au nom de principes éthiques, les courants majoritaires.

C'était un fils de l'île du sud, de la bourgade de Waimate située à équidistance de la mer et des contreforts des Hunters Hills. Il était né le 6 janvier 1923. Son père était menuisier, quand il n'était pas chômeur. Norman Kirk restera toujours fidèle à ces origines pauvres auxquelles il dut de quitter l'école à l'âge de douze ans. Tout de suite contraint de trouver un gagne-pain, il fut successivement soudeur, peintre en bâtiment, bûcheron, cheminot. Mais, pour des raisons de santé, il ne put exercer longtemps ces durs métiers. Un cours par correspondance lui permit de devenir ingénieur, mais déjà la politique l'appelait. A trente ans, il était élu maire de Kaiapoi, devenant ainsi le plus jeune édile du pays. En 1957, il était député, puis, rapidement remarqué dans les rangs travaillistes, il prenait la tête de son parti dès 1964.

Il perdit les batailles électorales de 1965 et de 1969, au cours desquelles il critiqua l'engagement trop marqué de la Nouvelle-Zélande aux côtés des Etats-Unis, au Vietnam notamment, mais en novembre 1972, les travaillistes faisaient enfin leur percée, tout comme ceux d'Australie. Un air nouveau soufflait sur les deux pays voisins. L'homme des « petites gens », un réformiste aussi éloigné que possible de toute idéologie révolutionnaire, s'employait aussitôt à mettre en œuvre son programme social, dans le domaine du logement notamment. Il nommait un Maori ministre des affaires maories, estimant les intérêts de cette minorité au sort souvent peu enviable seraient ainsi mieux défendus. Avec plus de doigté, d'aucune diront de pusillanimité, que son collègue australien, M. Whitlam, il modifiait par touches successives la diplomatie néo-zélandaise, reconnaissant les régimes de Pékin et de Hanoï.

Mais c'est naturellement vers le Pacifique du sud qu'il dirigeait avant tout son regard. Sa condamnation des essais nucléaires français était sans mélange, mais sans hargne. Il estimait, non sans raison que la Nouvelle-Zélande — Auckland étant la plus grande cité polynésienne du monde à cause d'une émigration libérale — avait un rôle à jouer à l'égard des îlots perdus dans le Pacifique. Mais, tout travailliste qu'il fût, M. Norman Kirk n'a jamais compris que les rapports entre la Nouvelle-Zélande et les petits pays insulaires demeuraient inégaux et contribuaient à détruire des civilisations peu armées pour se défendre. Il avait décidé de consacrer la plus grande partie de l'aide technique néo-zélandaise aux Polynésiens, oubliant que ces derniers ont moins besoin de recevoir une assistance que de trouver une voie adaptée à leur mode de pensée. En cela, M. Norman Kirk saisissait mieux les besoins des siens que ceux des « petites gens » évoluant hors de la sphère des Blancs.

JACQUES DECORNOY.

● *A l'occasion du décès de M. Norman Kirk*, un registre de condoléances sera ouvert à l'ambassade de Nouvelle-Zélande, 9, rue Léonard-de-Vinci, Paris (16e), les 3, 4 et 5 septembre de 10 à 12 heures et de 15 à 17 heures.

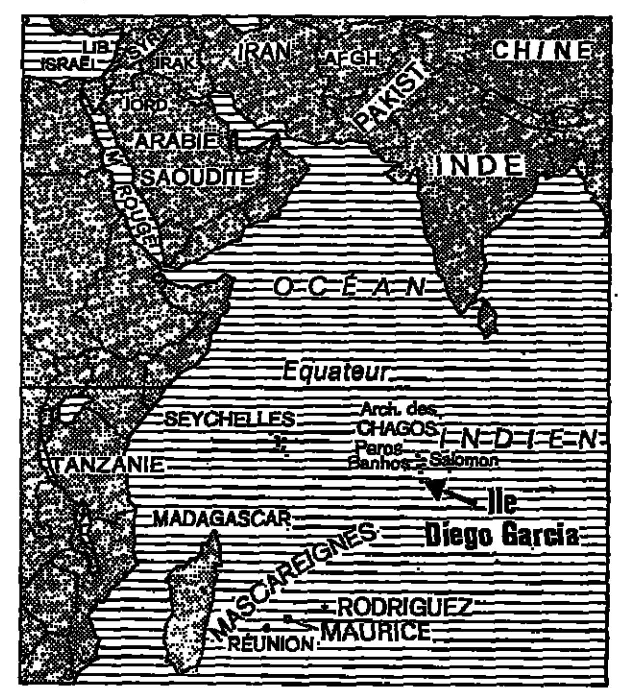
OCÉAN INDIEN

L'agence Tass conteste les informations du président Ford sur l'existence de bases soviétiques

Moscou *(A.F.P.)*. — L'agence Tass a démenti, le samedi 31 août, dans un commentaire de M. A. Krassikov, les indications données le 28 août par le président Ford au cours d'une conférence de presse selon lesquelles l'Union soviétique disposerait de trois bases navales dans l'océan Indien. *« On est malheureusement obligé de constater*, écrit notamment le commentateur de l'agence soviétique, *que le président américain est mal informé par son administration. En fait, il n'existe ni trois ni aucune base militaire soviétique dans l'océan Indien. »*

Tass cite le directeur de la C.I.A., M. William Colby, qui, selon le *New York Times*, aurait déclaré, devant la commission de défense du Sénat, que la présence militaire soviétique dans l'océan Indien était *« relativement peu importante »*

[A Washington, un porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que M. Ford maintenait ses affirmations du 28 août. Il avait alors déclaré : « Je suis en faveur d'un agrandissement limité de notre base de Diego Garcia, que je ne considère pas comme un quelconque défi à l'U.R.S.S. L'Union soviétique a déjà trois bases navales importantes qui fonctionnent dans l'océan Indien ». Le département de la défense précise que l'U.R.S.S. dispose des bases de Berbera (Somalie), d'Umm Ksar (Irak) et d'Aden (Yémen du Sud). Selon d'autres sources occidentales, l'Union soviétique entretiendrait en permanence dans l'océan Indien de vingt-cinq à trente bâtiments, appartenant à sa flotte du Pacifique basée à Vladivostok. Ces bâtiments disposeraient de « facilités » plus ou moins importantes dans divers ports, notamment à Chittagong au Bangladesh.]



AFRIQUE

« FRÈRES DES HOMMES » AU RAS DU SOL

Espoir dans le tiers-monde ?

II. — Haute-Volta, altitude zéro

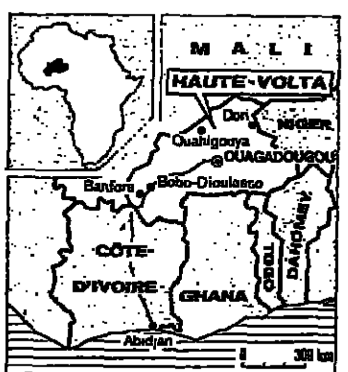
Par JEAN DUCHÉ

Dans un premier article (lire « le Monde » du 1er-2 septembre), Jean Duché a suivi dans les villages d' « intouchables » de l'Inde, et plus précisément dans l'Etat du Bihar, l'action des animateurs de Frères des hommes (1).

La Haute-Volta est parmi les plus paupvres pays d'Afrique, et la région où nous allons est la plus pauvre de la Haute-Volta. L'homme n'y a d'autre espérance que de survivre — et l'on a assez entendu parler des sécheresses qui sévissent actuellement dans la zone sahélienne pour savoir que cette espérance est fragile.

La terre, ici, est gisante grise, rouge dans ses parties latérisées, qui agonise au soleil. Si les pluies tombent, ce sont des trombes. « *Je vous jure*, me dit Dominique Mercier, agronome de Frères des hommes, *que lorsque le ciel devient noir, et que la tornade arrive, j'ai peur.* »

« Se mettre à leur place », « Travailler avec eux au ras du sol », ce sont les principes fondamentaux de Frères des hommes, mais nulle part ils n'exigent autant d'humilité, autant de respect de l'homme. Et l'homme est ici tellement désarmé, tellement vulnérable, que l'on ne peut oublier un instant cette question : « *Comment lui faire du bien sans lui faire du mal ?* »



Certainement pas avec l'ancien enseignement du type « nos ancêtres les Gaulois » ! Il n'est proposé aux Africains d'autre idéal que la béatitude d'un employé de bureau sous l'auréole d'un ventilateur. Prétendaient-ils, par extraordinaire, « moderniser » leurs parents, ils étaient rejeté comme des corps étrangers.

Car la résistance du milieu à la nouveauté est forte. Et cela se comprend. L'homme se sent dans la dépendance totale des phénomènes naturels, il se sent comme un parasite plus ou moins mal toléré par la nature. Chaque fois qu'il doit agir sur elle il accomplit des actes religieux pour conjurer les maléfices éventuels. Changer quelque chose aux comportements, dont les vieux, et plus encore les vieilles, sont les gardiens sourcilleux, présente un risque énorme. « *Il faut tuer les vieilles !* », m'a dit une Africaine. Du moins faut-il, si l'on veut que l'éducation des jeunes ne soit pas refoulée, éduquer les adultes. C'est ce que l'on appelle l'alphabétisation fonctionnelle. L'idée n'est pas nouvelle : elle fut lancée par l'Unesco en 1947. Mais le moins que l'on puisse dire des quelques essais qui furent tentés naguère en A.-O. F. avec des rassemblements de cinq cents ou mille bonshommes, ahuris par des haut-parleurs et des projections sur grand écran, c'est qu'ils tenaient plutôt du cirque.

Une éducation globale

L'éducation des paysans voltaïques restait donc à faire. Un animateur de Frères des hommes, Claude Dalbera, s'attela à la tâche. L'alphabétisation fonctionnelle a un objectif à la fois *modeste et ambitieux. Elle vise*, dit Claude, à donner à l'adulte une meilleure adaptation à son milieu ; mais en même temps à transformer ce milieu. Et à le transformer dans le sens des besoins de l'homme en question. « *Suivre sa pente, mais en remontant* », disait Gide. Oui... mais comment connaître des besoins qui ne sont pas toujours clairement exprimés, qui parfois ne sont même pas ressentis ? Il n'y a qu'une méthode : vivre avec eux et faire très attention. « *Il faut apprendre du peuple pour pouvoir l'instruire* », a dit *Mao à Malraux. Avant de créer* ses cours d'alphabétisation fonctionnelle, Claude avait travaillé sur le tas avec les paysans pendant deux ans. A l'enseigne de Gide et Mao réunis, « *il faut*, dit-il, *prendre l'homme par la main et faire un pas avec lui* ».

L'opération se déroule en trois ans. Chaque année, de janvier à juin, saison creuse des travaux agricoles, soixante cours du soir, d'abord dans la langue des Mossis, le mooré, plus tard avec une initiation au français. Les instituteurs sont des paysans plus évolués, que supervise un jeune volontaire belge, Alain de Clerc, diplômé en sciences économiques, si frêle qu'un coup de vent l'emporterait, mais c'est un fil d'acier. Un aperçu du cours de première année situera les problèmes humains là où ils sont, vraiment au ras du sol.

« Nous buvons de l'eau *propre* ». En mooré : *Ed yûnda ko yilemde.* C'est le thème du premier cours, si fondamental qu'il sera repris pendant un mois — et que les hommes de l'alphabétisation fonctionnelle ont été surnommés les *ko yilemde. Ils sont là*, assis sur leurs bancs devant le tableau noir, une douzaine d'hommes qui représentent l'élite du village. (Au début, on prenait ceux qui se présentaient. Il s'est révélé qu'il valait mieux les faire désigner par les villageois ; ceux-ci choisissent les plus dynamiques et, parce qu'ils les ont choisis, ils sont mieux disposés à écouter ces « délégués à l'information » quand ils rapportent ce qu'ils ont appris.) *L'instituteur paysan* explique l'eau avec les mots qu'ils connaissent et avec une patience africaine. L'eau qui tombe du ciel est propre... Quand elle a couru sur le sol elle est sale, elle contient des microbes qui s'installent dans le ventre, il ne faut pas la boire. Mais elle redevient propre quand elle est filtrée dans *un filtre à charbon, que l'on* peut faire soi-même. Le sol est un filtre naturel, c'est pour cela que l'eau des puits est claire. Mais elle est souillée par ce qui tombe dedans.

Expliquer, persuader

Et c'est ce qui se passe dans tous les puits traditionnels, qui ne sont qu'un trou sans margelle, où les femmes puisent avec une *calebasse au bout d'une ficelle* pour remplir leurs canaris : l'eau ruisselle sur la terre piétinée, retombe boueuse, et les femmes emportent sur leur tête des microbes pour la famille. Il n'y en a pas un qui ne soit infesté de parasites intestinaux. Facile à comprendre ? Oui... Dans le village de Bangré-Zanga, il y a un *puits « moderne »* de Frères des Hommes, busé et entouré d'une margelle, et, à 30 mètres de là, un puits traditionnel... où les femmes continuent de puiser. Parce que le puits busé est plus profond, il faudrait plus de ficelle et de peine pour monter l'eau limpide. Que faire ? Boucher le puits traditionnel, d'autorité ? Non. Expliquer encore, persuader, démontrer...

« L'eau donne la vie aux plantes et aux animaux » : voilà une vérité qui n'exige pas de longues explications ; et les hommes et les zébus du Sahel l'expérimentent au prix de leur vie. Mais sommes-nous condamnés à subir les caprices du ciel ? Vers la *mi-juin, les pluies arrivent : on* sème. Les pluies sont trop fortes : elles emportent les plants. Les pluies s'arrêtent : les plants sèchent sur pied. Que faire ? Des puits ? Voilà longtemps qu'ils en creusent, mais dans les bas-fonds où l'eau est à *2* ou *3* mètres. Chaque année, le torrent les remplit de terre. Il faut creuser un peu plus haut sur la pente des puits plus profonds, busés, protégés par une margelle. Des villageois le font, sous la direction d'un technicien de Frères des hommes. Un tel puits ne coûte que 12 000 à 15 000 francs CFA le mètre *(2). L'aménagement* des bas-fonds avec des diguettes est plus révolutionnaire. Mais ils s'y mettent. A Yalka, village de pointe, il est vrai, 81 familles sur 100 exploitent avec des diguettes. Retenant l'eau, elles permettent la *création de rizières qui donnent* un revenu brut de 100 000 à 150 000 francs C.F.A. à l'hectare (alors qu'un hectare, superficie maximale que puisse exploiter une famille en culture traditionnelle, ne donnera que 650 kilos de sorgho, soit 13 000 francs C.F.A.).

Mais l'eau qui apporte la vie emporte la terre. Regarde les torrents à la *saison* des pluies : ils sont foncés par la terre qu'ils charrient. D'où vient-elle ? Des champs. De *ton* champ. Si tu fais une diguette sur la pente, avec une contre-pente enherbée, la terre restera. De même si tu sèmes en ligne suivant les courbes de niveau. Et si tu sèmes à la volée, comment arracheras-tu les mauvaises herbes qui foisonnent à la première pluie ? Il les arrachera brin par brin, comme d'habitude depuis des millénaires... Si tu sèmes en ligne, tu pourras *désherber avec une houe tractée.* Il y en a qui ont semé en ligne, oui, mais dans le sens de la pente, préparant ainsi autant de petits torrents. Dominique n'en a pas perdu son calme.

L'alphabétisation fonctionnelle continue inlassablement à enfoncer des clous élémentaires, mais je dois l'abandonner à ce stade pour *illustrer* le comportement du paysan mossi à travers deux « héros », Yambila et Amidou.

La traction animale, *c'est* la révolution des temps néolithiques vécue aujourd'hui. Ils ont toujours bêché avec leur *daba*, et l'idée ne leur est jamais venue qu'ils pourraient faire faire le travail par un âne ou par une paire de bœufs (l'âne pour sarcler, les bœufs pour labourer). Les animateurs de Frères des hommes ont créé *des centres de dressage. Un mois* suffit pour une paire de bœufs. Mais combien d'années pour un paysan mossi ?

Dans le village de Song-Naba, il n'y en a eu qu'un pour essayer : Yambila. Son nom signifie « petit esclave », et il n'a rien d'un aigle Ce fut lui, pourtant, et lui seul, qui accepta d'utiliser *une des paires de bœufs de labour* que Frères de hommes offrait de prêter à qui en voulait. Il se débrouilla si bien que, l'année suivante, il fit une démonstration à la fête agricole du canton, et il reçut un prix. Il avait déjà touché le prix de son initiative sur sa parcelle, dans le bas-fond de Song-Naba

Un matin, je me trouvais dans ce bas-fond. Une trentaine de Mossis tassaient à coups de bâton la terre de futures diguettes. Le soleil aussi tapait dur, et moi, assis à l'ombre d'un arbre, près d'un puits, je transpirais. Une seule parcelle était labourée, celle de Yambila, qui était tranquillement assis à côté de moi. Vers *10 heures*, la chaleur devenait intenable Quelques-uns, ruisselants de sueur, se rassemblèrent autour de notre arbre et du puits ; chacun son tour, l'un d'eux se mettait nu, et un autre l'arrosait avec la calebasse. Je leur montrai la parcelle labourée de Yambila (à vue d'œil, 3 000 mètres carrés) : « *Vous voyez ce qu'a fait Yambila avec la traction bovine. Pourquoi ne le faites-vous pas ?* » Après des palabres, la réponse arriva : « *Une paire de bœufs, c'est trop cher.* » La réponse ne valait rien, puisque Frères des hommes la leur prêterait, s'ils en voulaient. Cependant, j'entrai dans le jeu : « *Vous savez que, si Yambila cultive bien son riz, la parcelle lui rapportera 30 000 F (C.F.A.) — le prix des bœufs.* » Embarras général, palabres encore, et la réponse : « *Mais nous ne pouvons pas faire 30 000 F sur une parcelle comme ça avec nos mains !* » La peur de changer est plus puissante que l'évidence, et ils s'enferment dans un cercle vicieux pour se mettre à l'abri.

« Vous savez que, si Yambila

Cependant, Dominique ne désespère pas : s'ils ne récoltent pas l'année prochaine, ce sera l'année suivante. Ce que Yambila a fait, *n'importe qui peut le faire. Qu'il* ne soit pas le plus doué est même un encouragement. Alors que la valeur d'Amidou ne va pas sans danger.

Amidou est un Mossi musulman qui en est à sa troisième année d'alphabétisation fonctionnelle. Il ne s'en est pas contenté. Il s'est procuré un manuel d'agriculture bilingue, moré-français (3), avec des images, et il a fait de tels progrès que nous pouvons parler sans difficulté. Bien sûr, il s'est converti à la traction animale, d'abord avec deux ânes qu'il avait, puis avec des bœufs prêtés par un *voisin, qu'il a fait dresser. Il a* une belle bicyclette toute neuve : 15 000 C.F.A. son bénéfice de l'an dernier. Cette année, qui pourtant a été mauvaise, il a pu vendre, réserve faite pour la consommation, dix sacs de riz pour 25 000 C.F.A. « *Je vais pouvoir acheter un bœuf*, me dit-il, *et l'année prochaine, j'aurai ma paire à moi.* » Il me dit aussi, avec un sourire ravi : « *Je suis très reconnaissant à Frères des hommes de nous avoir montré des méthodes modernes, mais il ne faut pas s'arrêter là, il faut que ça se répande. Nous étions aveugles, maintenant nous commençons à y voir, mais il faut que les yeux s'ouvrent tout à fait.* » En somme, ça va bien pour Amidou ? Trop bien.

Il m'avait décrit les merveilles d'un potager qu'il a créé près d'un puits. Je lui ai demandé de me le montrer. Il s'est gratté la tête. « *Ah ! C'est que je n'ai plus de potager ! Les Peuls ont lâché leurs bœufs dedans et ont tout saccagé.* » — « *Dis-moi, Amidou, est-ce que ce n'était pas un puits où les Peuls avaient le droit d'abreuver leur bétail ?* » — « *Ben, tu comprends...* » Bref, il y a eu bagarre. Et après... Eh bien ! peu de temps après, une femme d'Amidou est morte en accouchant. Quel rapport ? Tout le monde a pensé que les Peuls avaient lancé un grigri contre elle. Ernest, l'encadreur, qui est chrétien et instruit, le croit aussi. « *C'est un grand drame*, me dit-il, *que les gens qui ne veulent pas se décider pour les cultures modernes, par paresse ou par routine, en veulent à ceux qui le font. Ils sont jaloux et ils peuvent leur faire jeter des sorts par le sorcier.* » Amidou reste seul avec deux enfants. Son sourire suffira-t-il à désarmer le grigri ? Il doit se sentir bien vulnérable, la nuit, au *milieu de la grande plaine.*

Amidou a peut-être tort de croire aux esprits. Mais il y croit, et il persévère. Si la simplicité de Yambila est exemplaire, le courage souriant d'Amidou ne l'est pas moins.

Prochain article :

CHEZ LES CAMPESINOS DES ANDES

(1) 8, rue de Savoie, 75006 Paris.
(2) 1 franc C.F.A. = 0,02 F.
(3) Le moré est la langue des

Tunisie

M. Bourguiba évoque les problèmes de l'enseignement

De notre correspondante

Tunis. — Présidant samedi 31 août la clôture de la conférence nationale des étudiants destouriens, M. Bourguiba s'est livré à une analyse sans complaisance des problèmes d'enseignement.

Evoquant l'urgence, lors de l'accession à l'indépendance, en 1956, d'une scolarisation massive pour lutter contre le sous-développement, le président tunisien a attribué « *le fait que les déchets scolaires aient actuellement atteint une grande proportion* » à la surcharge des classes primaires et au niveau insuffisant d'éducateurs recrutés au lendemain de l'indépendance alors que l'on était surtout préoccupé de « *quantité* ».

« *Maintenant que nous disposons d'un nombre suffisant d'éducateurs correctement formés, nous nous trouvons embarrassés par le cas de ces enseignants peu compétents. (...) Nous devons nous passer d'eux par un moyen ou par un autre même si nous devons continuer à leur servir leur traitement sans rien exiger d'eux en contre partie.* »

Depuis plusieurs années, le niveau des études primaires et secondaires préoccupait les responsables. Dans le primaire en particulier, où les élèves doivent assimiler deux langues aussi différentes que l'arabe et le français.

D'autre part « *des jeunes titulaires de diplômes capables de former des cadres dont le pays a besoin sont condamnés au chômage pour la raison que les postes sont occupés par des hommes moins compétents* », a ajouté le président Bourguiba.

Beaucoup de jeunes licenciés des facultés de l'université de Tunis avaient en effet, depuis un an ou deux, des difficultés à trouver des postes, et devaient parfois entrer dans l'enseignement primaire.

Il semble que M. Bourguiba ait voulu, à la veille du neuvième congrès du parti *prévu pour* le 12 septembre, « clarifier » certains problèmes de fond, celui de l'enseignement, et en général de la jeunesse, étant l'un des plus importants.

M. Bourguiba a d'autre part réaffirmé, à l'adresse de « *certains qui se croient à tort les véritables défenseurs de la langue arabe et de l'Islam* » que « *comme tous les autres pays arabes, la Tunisie n'a pas encore suffisamment progressé en matière de science pour se passer des langues étrangères* » et que l'arabisation complète la laisserait dépendante du monde moderne. — M. P.

Éthiopie

DES AFFICHES HOSTILES A L'EMPEREUR sont placardées dans les rues d'Addis-Abeba

Les étudiants assurent les militaires deleur soutien

Addis-Abeba *(A.F.P., Reuter.)* — Pour la première fois depuis le début de la « révolution » éthiopienne, des affiches hostiles à l'empereur Haïlé Sélassié ont fait, le dimanche 1er *septembre*, leur apparition sur les murs dans les principales artères du centre de la capitale. Elles représentent le Roi des *rois donnant à manger* aux énormes chiens du palais impérial, tandis qu'à côté une photo montre un habitant du Wollo en *train de mourir de faim. Ces* affiches constituent une nouvelle étape de la campagne menée avec de plus en plus de virulence contre l'ancien régime. Jusqu'à présent, en effet, les adversaires du souverain semblaient vouloir éviter de le prendre personnellement et nommément à partie. Ce durcissement s'est traduit également par la diffusion, samedi soir, à la télévision d'un court métrage destiné à montrer à quel point les dignitaires du pays étaient corrompus. L'émission montrait l'arrestation de quelques-uns de ceux-ci, arrestation accomplie, fait significatif, par des soldats de la garde impériale.

Samedi également, le Comité de coordination des forces armées avait annoncé dans un communiqué sa décision de cesser le paiement des bourses gouvernementales aux étudiants inscrits dans des universités étrangères sur l'ordre de l'empereur. Celui-ci, en effet, selon les militaires, faisait payer sur les fonds publics les frais d'études des enfants de membres de la famille royale, de nobles ou de hautes personnalités du régime. L'annonce à la radio de cette mesure avait été précédée de sévères critiques contre le souverain sans que celui-ci soit cependant nommé. L'empereur était notamment accusé de dépenser des fortunes pour fêter son anniversaire alors que des centaines de milliers d'Ethiopiens meurent de faim. Le commentateur avait également reproché aux membres des précédents gouvernements des actions répressives qui avaient causé la mort d'étudiants dans la province de Wollo, frappée par la sécheresse. Le seul tort de ces étudiants, selon la *radio, était d'essayer d'attirer* l'attention du pays et du monde sur l'ampleur des souffrances provoquées par la sécheresse.

Presque au même moment, l'Union des étudiants de l'université d'Addis-Abeba faisait savoir, à l'issue d'une réunion, qu'elle reconnaissait dans le Comité de coordination des forces armées « *le fer de lance du mouvement populaire* », et qu'elle lui apportait son appui total. L'université, qui est fermée depuis le mois de mars, doit rouvrir prochainement.

Enfin, le président-fondateur de la Confédération des syndicats éthiopiens (CELU), M. Solomon Beyene, a annoncé, samedi, qu'il démissionnerait de son poste dans six mois, un an avant la fin de son troisième mandat.

Il a nié que sa démission ait été obtenue par la pression d'éléments radicaux dans le mouvement syndical, mais a ajouté qu'il voulait laisser la place à des responsables syndicaux plus jeunes.

M. Beyene, qui est également membre de la direction de l'Organisation internationale du travail, vice-président de la Confédération internationale des syndicats libres *et de l'Union des syndicats africains*, a déclaré qu'il espérait que son successeur pourrait occuper ces fonctions automatiquement.

Dans les milieux proches du dirigeant syndical, on laisse entendre que M. Beyene a démissionné car il est « *fatigué de subir des pressions croissantes* ».

ASIE

Philippines

Attentats et accrochages font près de cent morts

Manille *(A.F.P., Reuter, A.P.)*. — Le ministère philippin de la défense a annoncé le samedi 31 août que les forces gouvernementales s'étaient emparées d'une base tenue par des rebelles musulmans dans une île voisine de celle de Mindanao. Selon la même source, quarante-trois rebelles ont été tués au cours du combat, ainsi que deux militaires.

De source militaire on apprend également qu'un attentat attribué aux rebelles musulmans a fait cinquante morts et de nombreux blessés dans un village de la province de Cotobato.

A Manille, les autorités philippines font d'autre part état de la découverte d'un « complot communiste » visant à renverser le régime du président Marcos et à établir un gouvernement de coalition regroupant tous les opposants à la loi martiale. Ce « complot » aurait été organisé par les trente-huit responsables du parti communiste arrêtés quelques jours plus tôt comme suspects dans une affaire de trafic d'armes.

Dans le but apparemment d'apaiser la tension qui se manifestait entre l'Etat et la hiérarchie catholique depuis l'arrestation de vingt et une personnes — dont un jésuite — dans un séminaire proche de Manille, le 24 août dernier (voir notamment *(le Monde* du 31 août), le président Marcos a fait savoir qu'il avait *désormais interdit aux forces* armées de pénétrer dans des établissements religieux sans avoir reçu au préalable l'autorisation des supérieurs de ces établissements.

Inde

LE SOUVERAIN DU SIKKIM DÉNONCE LE PROJET D' « INTÉGRATION » DE SON ROYAUME

New-Delhi (Reuter, A.F.P.). — Le souverain du Sikkim, le chogyal, a adressé les 30 et 31 août deux messages au premier ministre de l'Inde, Mme Indira Gandhi, protestant contre le projet du gouvernement indien d'absorber le petit royaume himalayen dans le système politique et parlementaire indien (« le Monde » du 31 août). Le chogyal demande à Mme Gandhi de suspendre ce projet jusqu'à ce qu'il ait pu faire entendre son point de vue et ajoute : « Il est des plus regrettable que les assurances réitérées de votre excellence sur l'identité distincte du Sikkim, qui nous est garantie par le traité de 1950 (plaçant le Sikkim sous protectorat indien), soient déniées par les initiatives précipitées qui sont actuellement prises au Parlement indien. » Ces initiatives poursuit-il, signifieraient « l'abrogation unilatérale du traité » et « l'intégration du Sikkim à l'Inde ».

A new-Dehli, le texte de l'amendement à la constitution indienne *prévoyant pour le Sikkim un statut* d'Etat « associé » à l'Inde a été publié le dimanche 1er *septembre* et devait être déposé ce lundi devant e Parlement. *Selon ce texte*, dont l'adoption ne fait aucun doute, le Sikkim aura un représentant dans chacune des Chambres du Parlement indien. L'Inde sera désormais responsable de la défense, des communications, des relations extérieures, du développement économique et social, et de l'enseignement supérieur du Sikkim.

Indochine

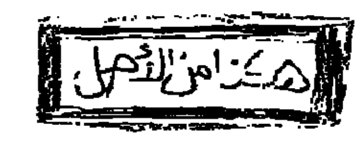
M. PHAM VAN DONG AFFIRME QUE M. FORD VEUT POURSUIVRE L'ENGAGEMENT AMÉRICAIN DANS LA PÉNINSULE

A l'occasion du vingt-neuvième anniversaire de la révolution de 1945, M. Pham Van Dong, premier ministre nord-vietnamien, a affirmé que « *les récents propos du président Ford affichent l'intention américaine de maintenir l'engagement militaire et l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Vietnam du Sud, du Laos et du Camborge* ». Déclarant que « *la chute de Nixon reflète l'affaiblissement de l'impérialisme américain à tous les égards et la crise profonde qui secoue la société américaine, dont l'origine réside dans la défaite qu'à subie cet impérialisme dans ses guerres d'agression au Vietnam et en Indochine* », M. Pham Van Dong a réaffirmé la volonté des Vietnamiens d'accentuer la lutte « *contre les actes de guerre et de sabotage des accords de Paris* ».

● A SAIGON, le commandement des forces armées de M. Thieu indique que la semaine dernière les communistes ont perdu 2 111 hommes ; l'autre camp a eu 193 tués et 692 blessés.

● A NEW-YORK, l'hebdomadaire *Time* cite un rapport secret remis à M. Thieu au sujet de la corruption dans l'armée : certains pilotes d'hélicoptères demandent 8 dollars pour évacuer un soldat blessé, 16 dollars pour un sous-officier, 25 dollars et plus pour un officier. L'appui-feu à l'infanterie est parfois « monnayé » par l'artillerie, cependant que des chefs d'unité touchent les soldes de soldats « fantômes ».

● A PNOM-PENH, deux étudiants, MM. Thuch San Khy et Ok Sambor, ont été condamnés à mort par contumace pour avoir, selon le régime, assassiné en juin le ministre de l'éducation et son adjoint. Deux autres jeunes ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité, et trois à vingt ans de réclusion pour avoir été mêlés aux incidents de juin. — *(A.P., A.F.P., U.P.I.)*



La Vie Française-Opinion, un plan en 9 points pour sauvegarder vos intérêts et votre argent en 1974

1974 sera pour tous les Français une année d'austérité;
Mais ceux qui seront bien informés économiquement et financièrement,
pourront se diriger au mieux dans la tourmente.
C'est pourquoi LA VIE FRANÇAISE-OPINION a mis au point un plan de sauvegarde
qui apportera des avantages concrets à tous ses abonnés

1 Limiter pour vous les conséquences d'une année d'austérité en mettant à votre disposition l'énorme puissance d'information du premier hebdomadaire économique et financier européen.

2 Faire fructifier votre épargne en étudiant pour vous, de l'or aux pierres précieuses toutes les formes de placements et en surveillant leur évolution. (Chaque semaine, la cote des œuvres d'art, les valeurs-refuges, l'immobilier... et chaque année "Les prix de la terre" une enquête approfondie qui fait autorité dans toute la France).

3 Optimiser vos placements boursiers en opérant des arbitrages quand la Bourse est à la baisse, en vous indiquant les valeurs qui montent, en vous livrant les opinions des analystes sur les rentes, les obligations, les Sicav, les Sicomi... (La rubrique boursière de LA VIE FRANÇAISE-OPINION est depuis longtemps célèbre. Chaque semaine les ingénieuses "fiches d'identité" des Sociétés cotées en Bourse et, en supplément, la cote des valeurs boursières, bible incontestée de tous les boursiers amateurs et professionnels).

4 Vous permettre de gérer vous-même votre patrimoine, en appliquant les conseils des meilleurs spécialistes de l'économie et des placements (Pierre Meutey, René Sédillot, René Tendron, Claude Temple...) sans subir d'influences plus ou moins intéressées.

5 Protéger vos intérêts personnels avec des articles complets sur vos impôts, (comment en payer moins sans frauder le fisc ?) Les assurances, (Vie - décès - mixte... Quelle est la bonne formule ?) Votre retraite (comment la préparer dès que vous commencez à travailler ? La Sécurité Sociale, les questions juridiques, les emprunts...).

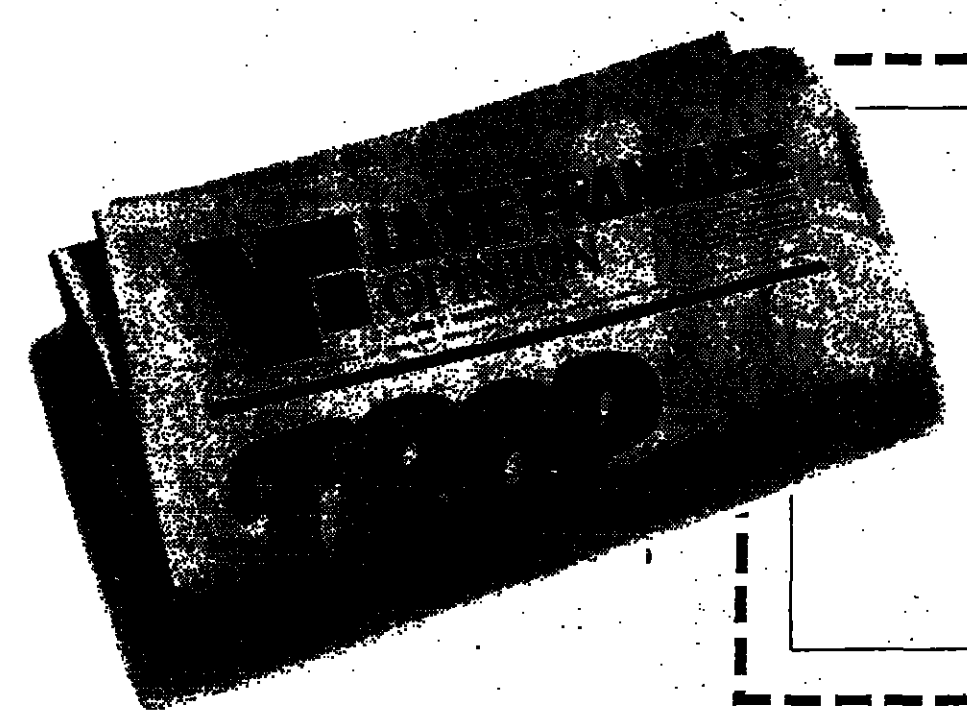
6 Prévoir la conjoncture et vous informer efficacement sur l'actualité économique qui influence en premier lieu votre vie personnelle et vos placements: le plan anti-hausse du ministre de l'économie sera-t-il efficace ? Quelles sont les nouvelles mesures gouvernementales sur l'immobilier ? Comment le patronat fait-il face à l'épreuve ?

7 Vous renseigner régulièrement sur l'évolution des Sociétés et la vie des Affaires, clefs de voûte de la santé économique française et du marché boursier. (Chiffres d'affaires, résultats, comportement boursier, fusions, nouvelles des entreprises, avis financiers... Voilà un incomparable faisceau de renseignements dont vous ferez votre profit).

8 Interviewer pour vous les "grands" de la politique, de l'économie, des affaires: Valéry Giscard d'Estaing, Jean-Pierre Fourcade, François Mitterand, Milton Friedman, Herbert Stein (Economistes américains), Marcel Fournier (Président de Carrefour), Jean Boissier (Président des Promoteurs Constructeurs), Ambroise Roux (Président de la CGE)... et beaucoup d'autres personnalités de tout premier plan.

9 Faciliter votre premier contact avec LA VIE FRANÇAISE-OPINION, en vous offrant une importante réduction sur le prix de votre abonnement: 115 F pour 1 an (52 numéros) au lieu de 160 F prix normal, soit 45 F d'économie. Retournez-nous vite votre bulletin ci-dessous.

LA VIE FRANÇAISE-OPINION
L'actualité complète de l'économie et des placements.
Le premier hebdomadaire économique et financier européen et le deuxième dans le monde.
Le seul hebdomadaire français qui traite complètement tous les types de placements.
La cote des valeurs boursières la plus complète, en supplément chaque semaine.
Paraît chaque jeudi



BULLETIN D'ABONNEMENT A TARIF PREFERENTIEL

OUI, je désire recevoir les 52 prochains numéros de LA VIE FRANÇAISE-OPINION en bénéficiant du tarif préférentiel de 115 F pour 1 an (52 numéros), au lieu de 160 F prix normal, soit 45 F de réduction.
Je ne vous envoie pas mon paiement maintenant, la facture me parviendra plus tard.

Complétez et retournez dès aujourd'hui ce bulletin à: LA VIE FRANÇAISE-OPINION, 2 rue du Pont-Neuf, 75001 Paris.

Nom ______
Prénom ______
N° ______ Rue ______
Code postal ______
Ville ______
Signature:

Cette offre est exclusivement réservée aux nouveaux abonnés afin de faciliter leur premier contact avec LA VIE FRANÇAISE-OPINION.

VF/PM

ESPACE

CORRESPONDANCE

L'établissement du Centre d'études spatiales à Kourou (Guyanne)

Nous avons reçu de M. Maurice Lévy, président du Centre national d'études spatiales, la lettre suivante à la suite du reportage de notre collaborateur Jean-Claude Guillebaud (le Monde *du 20 juin) sur le centre de Kourou (Guyane).*

Je me bornerai à noter trois points qui me paraissent particulièrement importants, car ils contribuent largement à donner à l'article sa tonalité négative et pessimiste.

1) Le premier point concerne la description de la base de lancement proprement dite, qui est présentée par l'auteur comme une ville de chercheurs d'or abandonnée, triste, inactive et déserte. Il est vrai que votre collaborateur, qui a visité le centre un samedi matin, jour de repos du personnel, n'a pu voir les équipes du champ de tir au travail. Si son emploi du temps lui avait permis de revenir à quelques jours d'intervalle, il aurait alors eu la possibilité de juger de l'activité qui y régnait à l'occasion des importantes campagnes de tir de fusées-sondes soviétiques, américaines, brésiliennes et françaises, et de lancement de ballons qui s'y sont déroulées au cours des derniers mois. Y retournant à l'automne prochain, il pourrait de nouveau assister à d'autres campagnes de tir françaises ou étrangères et en particulier à un lancement de satellite scientifique sur le lanceur français Diamant BP-4, prévu pour novembre, ainsi qu'à plusieurs nouvelles séries de tirs de fusées-sondes. 1974 est une des années les plus lourdes pour le centre spatial guyanais. 1975 sera également intense avec deux nouveaux tirs du lanceur Diamant BP-4 plaçant deux satellites français en orbite, et de nombreuses campagnes de fusées-sondes et de ballons. Les années suivantes verront apparaître les premiers essais du lanceur Ariane, qui prendra le relais des fusées Europa.

Les trois aires de lancement que compte le centre ne sont ainsi nullement menacées d'être transformées en musées :

— L'aire de fusées-sonde fonctionne de façon quasi permanente tout au long des saisons permettant les tirs.

— L'aire de fusées-sondes fonc- est en pleine préparation pour le tir d'octobre et sera très active au cours de l'année prochaine.

— L'aire des fusées Europa entre dans une période de transformation et d'adaptation au lanceur Ariane.

Ce n'est pas le sentiment d'échec ou d'inaction qui se dégage d'un tel plan de charge, mais bien au contraire celui du travail et de la vie.

2) Le second point important touche au nombre de personnes employées sur le centre et à la qualité des prestations sociales qui y sont assurées. Ce n'est pas six cent dix emplois qui existent au total à Kourou, ainsi que le note votre collaborateur, mais un peu plus de mille cinq cents. Environ sept cents d'entre eux sont tenus par des Guyanais et Antillais dont les salaires se situent d'ailleurs à un niveau très supérieur à celui que pouvaient toucher les ouvriers plus nombreux qui furent employés sur les chantiers de construction.

Le centre spatial a en effet permis de créer, dans une cité qui compte près de 5 000 habitants, de nombreux emplois tant dans le secteur public que dans le secteur privé de la production, des prestations de services et du commerce. Ceci résulte du fait que le parti pris dès le départ pour la gestion du centre n'a pas été celui d'une base fermée à l'image d'un établissement militaire, mais celui d'une véritable ville comportant l'ensemble des services que l'on peut trouver dans une cité de même dimension en métropole. Un centre médico-chirurgical de grande qualité humaine et technique (quatre cent cinquante-trois enfants, tant guyanais que métropolitains, y sont nés depuis 1970), des établissements scolaires primaires et secondaires de très bon niveau et un centre de formation professionnelle ouvert aux jeunes Guyanais en sont les meilleurs témoignages.

L'ensemble de la région ouest du département bénéficie d'ailleurs de ces prestations, que le CNES assure bien volontiers à une population qui dépasse largement le cadre de ses activités propres. Quant aux métropolitains, séjournant à Kourou, la très grande majorité d'entre eux sont très attachés à la Guyane et trouvent à Kourou des conditions de vie tout à fait satisfaisantes qui ne les conduisent nullement à faire appel à des services de métropole.

3) Enfin, le troisième point a trait au passé. L'auteur de l'article présente la création du Centre comme une opération de dévastation ayant porté gravement préjudice aux hommes et à la nature. Une telle affirmation est parfaitement erronée.

En réalisant la base, le CNES a toujours eu le souci de préserver l'environnement. Le choix du site a d'ailleurs été fait en raison de son caractère désert et peu boisé. Les populations auxquelles fait référence votre collaborateur n'existaient pas sur les lieux. Aucune expulsion de « Saramakas » n'a jamais eu lieu, pour la simple raison qu'ils n'habitaient pas cette partie de la Guyane à notre arrivée : bien au contraire, ils ont été accueillis et logés sur le site au moment de la construction. Aucun village n'a été détruit. Aucun abattage massif de bétail n'a eu lieu. La technologie spatiale n'a fort heureusement pas fait de victimes propitiatoires.

Présenter de façon aussi barbare l'installation du Centre national spatial Guyane est parfaitement contraire à la vérité des faits. Je regrette vivement qu'une telle présentation ait pu être faite dans votre journal.

* * *

Certes, l'implantation du Centre spatial en Guyane n'a pas fondamentalement modifié l'économie de ce département d'outre-mer. Il n'appartenait pas au CNES d'assumer une telle responsabilité. L'établissement que je dirige n'a jamais eu pour mission de « sauver la Guyane ». Il a pour objectif, d'une part, de faire fonctionner outre-mer une base de lancement de haute qualité qui puisse servir le programme spatial français et européen, et, d'autre part, d'assurer aux Guyanais et aux métropolitains qu'il emploie, ou qui bénéficient de sa présence, des conditions de travail et de vie satisfaisantes. Ce double but est, aujourd'hui, tout à fait atteint.

On peut comprendre la vivacité avec laquelle le directeur du CNES plaide pour Kourou, alors même que les mesures d'austérité menacent toujours le programme spatial français. Cependant, réfute-t-on d'une manière très convaincante une analyse en lui opposant, même sur un ton sévère, des informations inexactes ? En la circonstance, les précisions qu'a cru devoir apporter M. Maurice Lévy appellent de notre part un triple et très ferme démenti :

1) Les activités actuelles du Centre spatial guyanais (tirs de fusées-sondes et lancement de ballons) étaient déjà toutes mentionnées dans notre reportage et, notamment, dans un texte encadré intitulé : « Dix ans d'espace ». Tous ces tirs ne compensent pourtant en aucune manière le ralentissement sensible des activités du centre, dû notamment à l'abandon du programme Europa II. Pour le reste, nous n'avons naturellement pas « visité Kourou un samedi matin » ; nous y avons passé plusieurs jours pleins.

2) Le nombre des salariés du C.S.G. est bien celui que nous indiquions, soit 610 (le chiffre officiel fourni par la direction elle-même). Il était de 4 800 en 1968 et encore de 750 en 1970. Pour arriver aux 1 500 personnes citées par M. Lévy, il faut inclure tous les emplois induits ou supposés tels, y compris les fonctionnaires et commerçants locaux. Ce qui revient à compter parmi l'effectif d'une usine le boulanger du quartier et le facteur.

3) La ville qui a été rayée de la carte au moment de l'installation du C.S.G. s'appelait Malmanoury. Elle était située au nord de Kourou. Les expropriations ont touché à l'époque quatre-vingts familles au moins (de trois cents à quatre cents personnes), qui n'ont été indemnisées qu'à 25 % et relogées à Kourou grâce à une subvention de 450 000 francs, dans une cité dite « des relogés ». De nouveaux champs leur ont été attribués, mais ils se trouvent à 20 kilomètres du bourg. Quant aux abattages de bétail, ils sont mentionnés dans tous les documents concernant la Guyane. Le village de Saramaka, enfin (fait de planches et de débris), n'est pas imaginaire. Il a fait l'objet de plusieurs études, et surtout d'innombrables dénonciations.

Quant à prétendre aujourd'hui qu'il n'était nullement dans la mission du C.S.G. de sauver l'économie guyanaise, nous laissons à M. Lévy le privilège (ou plutôt le mérite) de faire sourire les Guyanais. Qui se souviennent.

J.-C. G.

DÉFENSE

ENTRETIENS MINISTÉRIELS ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS SUR LE CHOIX D'UN AVION DE COMBAT

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Le ministre belge de la défense, M. Van den Boeynants, et son collègue des affaires étrangères, M. Van Elslande, devaient s'entretenir, ce lundi 2 septembre, avec leurs homologues néerlandais, MM. Vredeling et Van der Stoel. Ces entretiens, qu'on qualifie à La Haye d'« inattendus », porteront essentiellement sur le remplacement des F-104 Starfighter actuellement en service dans les deux pays. Les Pays-Bas et la Belgique doivent décider avant la fin de l'année quel avion de combat prendra la relève des Starfighter. Généralement, on s'accorde à dire que la Belgique, qui entretient des liens économiques, politiques et culturels très étroits avec *Paris*, aura tendance à choisir le Mirage F1M-53 de la société Dassault ; les Néerlandais, en revanche, et surtout l'état-major de l'armée de l'air, préféreraient le Northrop YF-17 Cobra américain. Mais la commission quadripartite, réunissant la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège, a été créée pour tenter d'aboutir à un choix commun. Cependant, les diplomates, dans les différentes capitales, pencheraient, semble-t-il, pour une solution de compromis, afin d'éviter une éventuelle mauvaise humeur du Congrès américain (*le Monde* daté 1er-2 septembre) et de ménager la solidarité européenne chère à la France.

● *Le sultanat d'Oman* a signé avec la British Aircraft Corporation un contrat pour l'achat de douze avions de combat Jaguar, produit en coopération franco-britannique, d'une valeur globale *de 38 millions de livres sterling*. Le communiqué du département de la défense ajoute qu'un autre contrat portant sur l'achat de vingt-huit missiles Rapier, d'une valeur globale de trente-cinq millions de livres sterling, a été signé.

M. JACQUES SOUFFLET NE SERAIT PAS HOSTILE A UN ARRÊT DES POURSUITES CONTRE LES SIGNATAIRES DE L'« APPEL DES CENT »

M. Jacques Soufflet, ministre de la défense, interrogé par *le Nouvel Observateur*, a déclaré qu'il ne serait pas hostile à un arrêt des poursuites contre les signataires de l'« appel des cent », manifeste en faveur de l'amélioration des conditions de vie matérielles et morales du *contingent*. M. Soufflet, qui n'a pas encore pris sa décision, a tenu, cependant, à faire la distinction entre *« la minorité qui a pris ses responsabilités en connaissant la portée de l'acte d'indiscipline commis, et la majorité de soldats abusés auxquels on a extorqué leur signature »*. Interrogé sur la durée du service militaire, le ministre de la défense a expliqué, par des chiffres, son hostilité à la réduction à six mois du service national : *« Pas par principe, mais parce qu'il faut prendre les choses par le bon bout. Je ne veux pas recruter pour le plaisir de recruter. Mais le pouvoir politique a fixé des missions à l'armée. (...) Il faut pour cela deux cent soixante-dix-huit mille hommes. Nous en avons deux cent quatre-vingt mille sous les drapeaux. Un service de six mois ne nous en laisserait que cent quarante mille. Le compte est simple... »*

● *Le commandant du Vercors* — Dans la page consacrée à la tragédie du Vercors (*le Monde*, 9 août), le général Descour a été qualifié d'« ancien commandant militaire du Vercors ». En réalité ces fonctions étaient celles du commandant Huet. Le colonel Descour était responsable militaire de la Résistance à l'échelon régional.

POLITIQUE

M. Messmer : le président de la République a pris un bon départ

M. Pierre Messmer, qui était demeuré particulièrement silencieux depuis son départ de l'hôtel Matignon, le 27 mai, a tenu samedi 31 août, à l'hôtel de ville de Sarrebourg, une conférence de presse au cours de laquelle il a notamment déclaré :

« On a le devoir de juger le président de la République et l'action de son gouvernement sur ce qui a été fait depuis trois mois et sur les décisions qui ont été annoncées par lui-même. De ces deux points de vue, ce qui a été fait et les décisions prises permettent d'affirmer que le président de la République a pris un bon départ. »

L'élection partielle du 29 septembre

M. Messmer a exposé les trois thèmes nationaux qu'il développera au cours de sa campagne, avant l'élection législative partielle du 29 septembre, dans la Moselle. Ce sont les suivants :

« Pour la France, pour les Français, nous voulons :

» — L'indépendance nationale, c'est-à-dire la possibilité pour notre pays de choisir ce qu'il juge le meilleur pour lui et pour les autres, en particulier de poursuivre la construction de l'Europe ;

» — Le progrès économique dans la stabilité, qui, seule, assure le plein emploi et l'amélioration du niveau de vie ;

» — La justice sociale pour la réduction progressive des inégalités.

» Afin d'y parvenir, a-t-il indiqué, *nous soutiendrons l'action du président de la République Valéry Giscard d'Estaing, que nous avons élu et à qui nous faisons confiance. »*

M. CHAPUIS : le P.C.F. ne peut se contenter du programme commun.

M. Robert Chapuis, secrétaire national du P.S.U., note dans une tribune libre publiée par l'hebdomadaire *le Nouvel Observateur* :

« En mai 1974, à travers François Mitterrand, la gauche a failli l'emporter. Cette semi-victoire peut être plus grave qu'une lourde défaite : si la gauche se contente de gérer la situation qu'elle s'est faite, elle ne cessera de s'éloigner du pouvoir, et la bourgeoisie n'aura même plus besoin d'absorber l'amère potion de quelques réformes pour le conserver. (...) Au moment où la gauche s'interroge sur son avenir, il est essentiel d'intégrer le parti communiste dans cette interrogation, d'autant qu'il semble mieux préparé que jadis, en raison des contradictions que connaît le mouvement communiste à l'échelle internationale. Il ne s'agit pas là, bien sûr, d'un problème organisationnel, mais politique : personne ne peut se contenter du programme commun, le parti communiste pas plus que d'autres. Il faut rouvrir le débat au sein de la gauche, de toute la gauche, compte tenu des évolutions organisationnelles qui se font jour. Il ne suffit pas de demander aux uns des concessions sur les libertés démocratiques et aux autres sur le programme des nationalisations. S'il est vrai que la gauche ne prendra durablement le pouvoir qu'en s'appuyant sur une base sociale où est impliqué le parti communiste, il convient de préparer l'exercice de ce pouvoir avec ce parti. »

● *M. Jean Lanaud*, directeur du cabinet du préfet de la Haute-Savoie, est nommé sous-préfet de Sartène (Corse).

● *M. René Thinat*, maire d'Orléans, radical, a annoncé sa candidature aux prochaines élections sénatoriales.

LES INCIDENTS DE ROUEN

Trente-six jeunes gens sont inculpés d'infractions à la loi anti-casseurs

ONZE INCARCÉRATIONS

Après les incidents qui se sont produits dans la nuit du 30 au 31 août à Rouen au cours d'un bal organisé à l'occasion du trentième anniversaire de la libération de la ville (*le Monde* du 1er et 2 septembre), trente-six jeunes gens — trente et un garçons et cinq filles, — âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, ont été entendus par M. Robert Desplan, juge d'instruction. Tous ont été inculpés pour infractions à la loi anti-casseurs, pour violences, outrages à agent et rébellion. Onze d'entre eux ont été incarcérés. La plupart des inculpés sont originaires de la ville ou des communes de la périphérie. Parmi eux, une vingtaine étaient déjà connus des services de police.

Selon une première estimation, le montant des dégâts causés aux installations municipales sur la voie publique : parcmètres, feux tricolores, bornes lumineuses et barrières métalliques s'élèverait à environ cent mille francs. D'autre part, quatorze magasins ont été saccagés, mais on ignore le montant des dommages subis par leurs propriétaires.

Après les déclarations de M. Jean Lecanuet, ministre de la justice et maire de Rouen, au lendemain des incidents, M. Roland Leroy, député communiste de la Seine-Maritime, a affirmé que « *des mesures suffisantes n'avaient pas été prises pour assurer le bon déroulement d'un bal populaire dont tout pouvait laisser prévoir qu'il allait rassembler une foule considérable* ». M. Leroy a ajouté : « *Plutôt que de tirer les leçons de son imprévoyance, plutôt que de chercher les raisons profondes du désarroi d'un certain nombre de jeunes, le maire de Rouen ne pose que la question de supprimer les bals populaires.* »

● *Un détenu a été tué d'un coup de couteau*, le 1er septembre, à la maison centrale de Muret (Haute-Garonne). Son identité n'a pas été révélée par la direction de la prison. Il semble que la victime ait été prise à partie par un ou plusieurs autres détenus au cours de la promenade.

POINT DE VUE

Entre la vengeance et l'oubli

Par PIERRE DE BOISDEFFRE

L'ETE 1974 n'a pas manqué à la règle : la guerre s'est ranimée à Chypre, l'île de Vénus et de Lusignan, et les obus ont défiguré Famagouste, sœur de Reims et de Bourges. Mais une autre guerre, symbolique celle-là, a été presque gagnée, malgré les apparences : une femme a terrassé le Dragon, la frêle Beate Klarsfeld a eu raison du tout-puissant docteur Achenbach. Dès demain, trois cents criminels de guerre qui dormaient en paix dans la vertueuse Allemagne vont revoir les fantômes de leurs victimes...

Voilà qui mérite réflexion. Jadis, les crimes d'Etat demeuraient impunis. Il n'y avait qu'une règle à la guerre : il fallait être vainqueur. Les moyens importaient peu. L'histoire n'était, selon le mot de Simone Weil (je cite de mémoire), que la compilation des dépositions faites par les assassins à propos de leurs victimes. Montherlant, grand amateur d'histoire romaine, aimait rappeler les crimes, abominables et multiformes, de personnages que nous tenons pour des héros, comme Titus, Auguste ou Vespasien. César, disait-il, s'il n'avait été tué par ce daim de Brutus, passerait pour le libérateur des Gaules, et Néron, mort dans son lit, pour un protecteur des chrétiens.

La civilisation s'arrogeait tous les droits sur ce qu'elle appelait la barbarie. Des soldats de Vercingétorix défilant enchaînés, avant leur supplice, derrière le char de César aux prisonniers russes traités comme des bêtes par les soldats de Hitler, en passant par les Incas massacrés par Pizarre, par les Mexicains réduits en esclavage par Cortès, par les Indiens traqués dans les réserves, par les Noirs soumis à la traite, la liste est longue des exactions perpétrées au nom du plus fort qui se prétendait aussi le plus juste. De l'inquisition aux procès de Moscou, les Etats et les Eglises ont continué à imposer aux esprits cette loi du plus fort qui avait réglé le destin des espèces. Le peuple de la Bible avait subi cette loi, quitte à en profiter lorsqu'il était vainqueur.

Pourtant, le christianisme avait déjà introduit dans le monde cette idée, en somme assez étrange, que la fin ne justifie pas les moyens, que le succès ne juge pas une action et que vainqueurs et vaincus se retrouveront un jour devant un autre juge. Mais, depuis deux mille ans, les chrétiens ont continué à se conduire comme si le Christ avait parlé pour d'autres, comme si ses propos ne pouvaient concerner qu'un tout petit nombre d'élus, tandis que d'autres s'occupaient des choses sérieuses. L'Eglise proposait bien aux individus des modèles de vertu, d'honneur et d'abnégation, mais ces modèles ne réglaient pas le destin des peuples ; ceux-ci subissaient la loi du prince. Et le prince avait tous les droits.

Mais aujourd'hui, tout a changé. Depuis 1789, les hommes ont pris en charge leur destin. La vie éternelle ne leur suffit plus. Ils veulent être heureux dès cette terre. Certes, ils n'y parviennent pas tous. Mais au fur et à mesure que s'ancre cette universelle aspiration au bonheur qui remplace partout la vieille croyance du salut, la vie des hommes devient réellement sacrée, puisqu'elle est maintenant leur unique bien. Les crimes contre l'humanité, le génocide, existent toujours, mais, désormais, ils nous font horreur. Nous n'admettons plus qu'ils restent impunis. Ils sont devenus imprescriptibles. Ceux qui les ont commis ne doivent connaître ni trêve ni repos. Et c'est pourquoi l'enlèvement d'Eichmann ou la campagne de Beate Klarsfeld ont pris une valeur exemplaire.

Pourtant, je m'interroge.

Je voudrais être sûr que le souci de la justice soit seul en cause.

Il y a, dans la Croisade de Mme Klarsfeld, qui soulève tant d'enthousiasme chez les purs, une hâte suspecte et même un petit côté publicitaire qui me gênent.

Ce malaise, je l'ai ressenti bien des fois.

Au procès de Pétain, vieillard à demi-gâteux, à qui « chacun s'empressait de refiler l'ardoise de ses erreurs » (Loustanau-Lacau). Devant l'exécution de Pierre Laval.

Lorsque Eichmann a été arrêté, j'ai commencé par dire, comme tout le monde : « Bien joué ! » Mais j'aurais davantage admiré l'Etat d'Israël si la peine capitale, assurément méritée par un des plus grands tortionnaires de notre temps, était restée suspendue sur sa misérable tête. Oui, Eichmann, prisonnier à vie, aurait eu vraiment tout le loisir d'expier.

Nous savons que la justice n'est pas infaillible, mais nous continuons à partager l'humanité en bons et en méchants. Et nous sommes toujours du côté des bons...

Mais sommes-nous si purs ?...

Prenons le pays de l'*habeas corpus*, la Grande-Bretagne. Il dressait des potentes, voici quarante ans, pour empêcher les Irlandais d'être libres ; il continue à faire régner en Ulster le droit du plus fort.

Prenons le peuple d'Israël, héritier d'une malédiction millénaire, victime du plus atroce génocide des temps modernes. Le voici devenu à son tour un peuple « sûr de soi et dominateur », un peuple de conquérants et d'occupants.

Quant à nous... Lorsqu'un gouvernement faible, et faisant de l'humiliation nationale vertu, consentit à livrer au vainqueur les réfugiés auxquels il avait donné asile, qui a protesté ? Aucun magistrat, que je sache, n'a déposé sa toge, aucun évêque n'a renoncé à sa mitre, aucun préfet n'a démissionné. L'été 1942, quand la police française procéda aux premières rafles de juifs, avons-nous tous ressenti la même honte, l'avons-nous manifestée ?

Il n'y a pas quinze ans, nous nous battions en Indochine. Certes, nous n'avions pas les moyens des Américains, qui défolieront les arbres et déverseront sur le Vietnam autant de bombes qu'en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale... Mais enfin, nous n'avons pas ménagé le napalm. Que se serait-il passé si M. Dulles nous avait prêté une bombe ?...

Quelques intellectuels (je n'en étais pas...) protestaient. Qui s'en souciait ?

Quant à la vertueuse Amérique... Nixon a payé pour le Watergate. Mais qui a payé pour les bombardements d'Hanoï, pour la bombe d'*Hiroshima* ? *Personne*...

Quant à l'Algérie... Le terrorisme F.L.N. et la torture érigée en moyen de renseignement, les crimes de l'O.A.S. et les harkis égorgés, font un assez bel équilibre.

Inutile d'insister, n'est-ce pas ?

Nous avons amnistié les survivants de ce triste temps et nous avons eu, je crois, raison de le faire. Mais cela nous rend-il si forts pour obliger les autres à expier ?

Alors, quoi ? N'y aurait-il au monde qu'un seul peuple de criminels, et ce peuple serait-il allemand ? N'y a-t-il en liberté sur terre que des criminels allemands ? Faut-il exterminer les derniers nazis, plus ou moins blanchis, plus ou moins repentis, et relâcher, aussitôt leur crime accompli, les terroristes de Munich, d'Athènes ou de Rome ? Le moindre incendiaire, s'il est corse, basque ou breton, passe pour un héros, mais dès la première révolte, on tue dans nos prisons, et le bon peuple d'applaudir...

Que de contradictions !

Je sais bien que les terroristes se battent pour la liberté de leurs peuples... L'histoire leur donne raison puisque le terrorisme est aujourd'hui la seule arme qui puisse faire fléchir les Etats. Je sais aussi que les crimes contre l'humanité tels qu'ils ont été définis à Nuremberg sont des crimes inoubliables. Ce qui a été fait à Auschwitz — et je l'ai dit ici-même (1) — est inexpiable. Mais ce qui a été accompli à Katyn est-il plus reluisant ? (2) Des généraux de la Waffen SS, des capos de Buchenwald ou de Dachau sont libres. C'est regrettable. Du moins ont-ils changé de vie, de nom. Du moins se cachent-ils.

L'important n'est peut-être pas que les criminels expient, c'est que nul, aujourd'hui, ne puisse plus les imiter. La loi du talion a fait son temps. On ne lave plus le sang dans le sang, ni la honte dans une autre honte. Et nul ne peut se faire justice à lui-même sans trahir la justice dont il se réclame.

Il est commode de trouver un bouc émissaire — qu'il s'appelle Pétain, Rudolf Hess ou Kurt Lischka — et de lui faire payer pour tous ceux qu'on n'a pas pu prendre sur le fait. Mais le temps des boucs émissaires est passé. C'est en devenant un peu moins sûrs de *notre vérité*, un peu moins manichéens, que nous finirons par traiter les autres comme nos semblables.

Oserai-je le dire ? J'aurais aimé qu'une voix juive s'élevât pour demander pitié pour Eichmann, des milliers de fois assassin. Comme j'aimerais qu'un jour Soljénitsyne puisse réclamer la grâce de ces techniciens de l'aveu, qui firent couler tant de sang et de larmes...

(1) *Le Monde* daté 8-9 juillet 1972.

(2) Le massacre de Katyn, mis à la charge des Allemands au procès de Nuremberg, dut être retiré du réquisitoire.

Réforme pénitentiaire et « opérations coup de poing »

En Égypte, aussi...

De notre correspondant

Le Caire. — *Est-ce une coïncidence ? Ou bien le régime de M. Sadate qui, comme celui de M. Giscard d'Estaing, se veut « libéral » s'est-il dans une certaine mesure, et* mutatis mutandis, *inspiré de l'exemple français pour ce qui a trait aux prisons et à l'ordre public ?*

C'est ainsi qu'outre la fermeture des camps de concentration légués par Nasser, on note un adoucissement de la condition pénitentiaire. Les travaux forcés dans les carrières de pierre, traditionnels en Egypte depuis la construction des pyramides il y a quatre millénaires, ne sont plus qu'un souvenir. Près des carrières de Tourah, au sud du Caire, exploitées par les forçats depuis l'empereur Trajan, le bagne, situé au bord du Nil, sera remplacé par un nouveau musée des civilisations égyptiennes et un espace résidentiel et ludique. Un journaliste influent a proposé dans la presse du Caire que « le directeur des prisons soit mis de temps en temps dans une cellule durant une semaine pour qu'il se rende compte par lui-même de ce qui ne va pas dans les geôles ».

D'autre part, le département cairote de la sécurité a procédé par deux fois, à la fin du mois d'août, à des « opérations coup de poing » dans les lieux de plaisir publics et clandestins de la capitale égyptienne, mégalopolis qui compterait aujourd'hui huit millions d'habitants. Trois mille sept cent quatre-vingt-deux suspects ont été arrêtés, dont cinq cent quarante-cinq « individus dangereux », *trois cent quatorze insoumis, les membres de quatre bandes de voleurs organisés et plusieurs dizaines de* « contrevenants aux bonnes mœurs et aux règlements sur le port d'armes et l'usage des stupéfiants ». *En revanche, aucune danseuse du ventre n'a été surprise sans la résille — aujourd'hui presque toujours symbolique — dont elle doit se couvrir la région du nombril depuis la révolution.*

Bien que Le Caire soit à maints égards moins dangereuse que la plupart des grandes villes de sa taille dans le monde, d'autres opérations-surprises de ce type sont, paraît-il, en préparation sous l'égide de M. Mamdouh Salem, vice-premier ministre chargé de l'intérieur, dont la carrure et le visage poupin, ainsi que ses liens étroits avec le chef de l'Etat, ne sont pas sa évoquer M. Poniatowski.

Il est toutefois un domaine où l'Egypte reste encore en deçà de la France : les écoutes téléphoniques dont l'usage, notamment pour les communications internationales, reste notoire. En outre, il n'est pas rare de recevoir son courrier portant la mention : « Censure égyptienne. Ouvert avec l'accord du censeur. » *Ce système a pour principal inconvénient d'entraîner de longs retards dans l'acheminement des lettres. Nombreux sont les Egyptiens à souhaiter que leur Constitution qui dispose depuis 1971,* que « les respondances et les entretiens téléphoniques (...) sont inviolables et leur secret est garanti », *soit enfin là aussi appliquée.* — J.-P. P.-H.

LYON, CAPITALE DE LA RÉSISTANCE ET SA LIBÉRATION

Lyon attendra jusqu'au 3 septembre 1944 pour connaître le grand frisson de la libération qui, auparavant, a parcouru Paris, Marseille et plusieurs autres villes du Sud-Est : Privas dès le 13 août, Annecy et Grenoble le 22, Montélimar le 29, Valence le 31. L'émotion que manifesteront les habitants de la capitale de la Résistance n'en sera pas moins forte. Acclamations, cris, chants, drapeaux, larmes de joie et de chagrin, mais la ville aura aussi sa ration de coups de feu : Allemands cernés, miliciens pourchassés ; elle aura aussi des morts de la dernière heure.

Paradoxalement, la capitale de la Résistance ne connaîtra pas l'insurrection souhaitée par les uns, redoutée par les autres. Les tentatives de soulèvement populaire, courageuses mais désordonnées, échouent. A Villeurbanne pourtant, le groupe F.T.P. « Carmagnole », soutenu par deux mille membres des milices patriotiques entrés dans la danse au cours de la nuit du 23 au 24 août, tient durant quarante-huit heures. Il libère l'hôtel de ville, hisse le drapeau tricolore, dresse des barricades. Insuffisamment armés, isolés — certains diront « abandonnés » — ces éléments doivent décrocher le lendemain devant les Allemands : le 26 août, la répression fait huit morts et trois blessés place de la Bascule.

Par BERNARD ELIE

« Ce non-armement des patriotes était voulu », affirmera Charles Tillon, chef d'état-major national des F.T.P. Certes l'état-maor interallié est opposé à un soulèvement insurrectionnel. Commandant régional des F.F.I. et chef régional du MUR — Mouvements unis de la Résistance, — le colonel Alban (Vistel) n'est pas partisan d'une action urbaine susceptible de provoquer une réaction impitoyable chez un ennemi aux abois. Après Villeurbanne, Oullins, dans la banlieue sud, où la tentative a raté, Alban évoque, dans une note opérationnelle, les *« autres folies qui se préparent à la Croix-Rousse »* et qui lui font redouter *« des échecs très sanglants »*.

Jusqu'au 1er septembre, les troupes allemandes placées sous le commandement du général Wiese occupent encore la ville en nombre important : cinq à sept mille hommes — selon des renseignements français — répartis dans les casernements de la Manutention, la Vitriolerie, la Part-Dieu, ainsi que sur des points hauts hérissés de canons de 105 : Fourvières, Sainte-Foy-lès-Lyon, Saint-Just. Sur les ponts Gallieni, de la Guillotière, des « 88 » sont en batterie. Tous les ponts sur le Rhône et la Saône sont minés et placés sous la protection de mitrailleuses. Pour le commandement allemand, Lyon doit tenir afin d'assurer la sécurité des unités remontant la vallée du Rhône, fuyant dans le désordre l'avance rapide des alliés, et évitant tant que faire se peut les coups de bélier des maquis.

« Dans ces conditions, attaquer de front les troupes allemandes encore cantonnées avec le peu d'armement dont nous disposions, c'était risquer des représailles », soutient aujourd'hui encore Alban-Vistel.

La libération se fera donc à partir de l'extérieur. Les maquis des environs reçoivent l'ordre de converger sur la métropole. Le bataillon de Chambarand (commandant Mariotte) pénétrera le premier sur la rive gauche, le 2 septembre au début de l'après-midi. Les deux mille F.F.I. de Bayard (général Descour) et de Bousquet, venant du Vercors et du Dauphiné, ceux de l'Ain avec le colonel Romans-Petit suivent.

A la même heure, le conlonel Alban « prend » la préfecture — pratiquement abandonnée — et y installe « Grégoire » : Yves Farge, commissaire de la République pour la région Rhône-Alpes.

La ville tremble : en se retirant les Allemands font sauter systématiquement les ponts, d'abord ceux sur le Rhône, et dans la soirée, ceux qui enjambent la Saône. Les liaisons avec la presqu'île sont coupées.

« Je me souviens très bien de cette gamine sur les quais — dix-huit ans, des joues creuses, le regard fiévreux — qui nous servit d'agent de liaison, raconte Alban Vistel. *C'est elle qui porta mon message sur l'autre rive et rapporta la réponse, en franchissant à deux reprises le Rhône en barque sous les tirs allemands... »*

A 6 h. 30 le dimanche 3 septembre, les derniers soldats allemands harcelés par les F.F.I. et les F.T.P. abandonnent Lyon. A 8 h., le 1er bataillon de la Légion étrangère et le 22e bataillon de marche nord-africain — deux unités de la 1re D.F.L. du général Brosset chargé de déborder la ville par l'ouest — s'avancent sur les hauteurs de Vaise, précédés par une sourde rumeur : *« Je revois encore ces légionnaires, calés sur les banquettes de leur jeep, lisant, imperturbables, leurs revues alors qu'au-dessus d'eux les balles se croisaient »*, dit aujourd'hui le commandant Berthier (Louis Challeat). Un peu plus tard, F.F.I. et troupes du débarquement de Provence sont alignées côte à côte place Bellecour.

L'hystérie gagne la ville, ses habitants, ses combattants. Les tirs d'armes automatiques se multiplient. Il suffit qu'un impact soulève un petit nuage de poussière sur la façade d'un immeuble et c'est immédiatement la fusillade en chaîne. *« Ils deviennent complètement fous ! partons d'ici »* glissera un officier de la 1re D.F.L. à Challeat. Le lendemain le dôme de l'Hôtel-Dieu, œuvre de Soufflot ou de son successeur on ne l'a jamais su très bien, disparaîtra en fumée, incendié par des balles. Tirées par qui ? Sur qui ?

« Paul a des jouets pour Tony »

En ce dimanche ensoleillé, Lyon retrouve sa dignité. Depuis deux ans elle se bat pour ce jour-là. Berceau incontesté de la Résistance, elle en est devenue le symbole. Qu'il est loin pourtant ce premier parachutage effectué à la lune d'août 42 sur le petit terrain de Septème, sommairement signalé par des torches électriques. Qu'il paraît désuet — et un tantinet chargé d'humour — le message codé annonçant que *« Paul a des jouets pour Tony. »* Des jouets pour grandes personnes : mitrailleuses, charges de plastic, mines magnétiques pour les péniches blindées circulant sur la Saône.

L'étrange bataille commence. Quelques semaines plus tard, Alban, qui deviendra le chef régional des résistants, est arrêté par une « brigade antiterroriste ». Il est incarcéré à Montluc. Dix mille personnes feront connaissance avec les geôles de cette forteresse, les nerfs de bœuf entourés de fil de fer barbelé, les bassines d'eau bouillante et les baignoires d'eau savonneuse, les coups et les humiliations. Sept mille mourront entre les mains de leurs bourreaux. Jean Moulin, arrêté le 21 juin 1943 à Caluire, y sera torturé avant de mourir pendant son transfert en Allemagne.

Alban mis sur la touche pour un an, d'autres prennent le relais. Ceux qui rejoignent le mouvement ont environ vingt-cinq ans, quelquefois plus, souvent moins.

Louis Challéat, jeune officier d'artillerie, devenu très vite sous le pseudonyme de Berthier — faux comptable dans une vraie fabrique de tulle à Tarare — le chef du secteur III, se souvient d'un groupe de jeunes gens, de *dix huit* à vingt ans, venus le contacter à son P.C. Ils formaient déjà une bande de copains. On les appelait les « bidulards ». A leur tête, le « Gus », un garçon au courage physique exceptionnel. *« Voilà, on nous a dit qu'il y avait moyen d'aider »*, déclarèrent-ils en se présentant. Le « Gus » et sa bande, intégrés au secteur III, se lancèrent dans les opérations « récupération d'armes », dans les gendarmeries notamment, ces gendarmeries où parfois la moitié de l'effectif penchait du côté de la Résistance *et où* l'autre moitié ne demandait qu'à se laisser convaincre. La difficulté de ces attaques bidon résidait dans l'impossibilité pour les maquis de laisser des « victimes ».

« Pour beaucoup de jeunes, c'était l'aventure, le goût du risque qui les tentaient », explique Challéat. *« Un désintéressement total et un grain de folie, voilà ce qui caractérisait les p'tits gars qui rejoignaient nos rangs. »* D'autres agissaient cependant par idéologie — politique ou philosophique, — au risque parfois *d'être traités de « terroristes »* par leurs proches et d'être désavoués. D'autres, enfin, pour « disparaître » et échapper au service du travail obligatoire.

« Groupes francs » animés par Ramus — le journaliste M.-G. Rivière, — un vieux de trente-cinq *ans, entré tout de suite* dans la bagarre, F.F.I., F.T.P. : ce sont eux qui assaillaient les convois de ravitaillement allemands transitant dans la vallée du Rhône, les dépôts de munitions ou d'essence. Ce sont eux qui « enlevèrent » des prisonniers français dans les hôpitaux, qui organisèrent des évasions, attaquèrent des fourgons cellulaires comme celui qui transportait Raymond Aubrac, le libérant ainsi que treize de ses camarades.

Eux qui, dès le 6 juin — le colonel Alban ayant capté la veille sur son petit poste, de son refuge du Point du Jour, le message tant attendu, — se chargèrent d'appliquer avec ardeur les plans « vert » (voies ferrées) et « violet » (télécommunications), et d'activer la guérilla.

Bientôt les sabotages succédèrent aux sabotages. Dès le 6 juin au soir, grâce à des renseignements fournis par des cheminots, le dépôt d'Ambérieu, dans l'Ain, considéré comme un important nœud ferroviaire, saute : 52 locomotives, 10 machines-outils, 1 plaque tournante furent détruites. Le 15 juillet, les F.T.P. bloquent un train allemand de 58 wagons en provoquant le déraillement de 3 locomotives et de 5 wagons de marchandises dans le tunnel de Tarare, puis en immobilisant le train-atelier de Lyon-Mouche.

Le 23 juillet, le colonel Mary (Basset), à qui revient le commandement régional du Rhône, réussit, avec le chef départemental adjoint de la Loire, Ferrières (Gentgen), et quinze de leurs hommes, un coup spectaculaire en détruisant un convoi d'essence allemand en gare de Reventin-Vaugris, au sud de Lyon. Tandis que les obus de mortier, les grenades et les rafales de pistolets-mitrailleurs clouent les quatre-vingts gardes allemands dans leurs wagons, Mary et Gentgen visent patiemment au bazooka un wagon-citerne sur trois, provoquant une explosion en chaîne dévastatrice.

Dans Lyon même, officiers allemands et miliciens tombent sous les balles des résistants. Des réseaux sont découverts. Des hommes, des femmes, arrêtés, torturés, fusillés. Mais la résistance tient. Elle s'étoffe même grâce à la presse clandestine qui ne cesse un instant de réagir contre la propagande de Vichy.

Officiellement un seul quotidien, le *Nouvelliste*, qui bafoue la Résistance, est autorisé. Mais, pendant toute cette période noire, le rôle des artisans imprimeurs et des employés du Livre sera primordial pour le maintien d'une presse « libre ». Ainsi pendant plus d'un an va fonctionner une imprimerie clandestine, rue Viala, dans une villa abritant officiellement un *« bureau de recherches géodésiques et géophysiques »*.

Pour atténuer le ronflement de la presse — acquise à Grenoble et introduite en pièces détachées — *les murs ont été renforcés*. Le papier ? Des stocks sont obtenus de l'office de répartition de Vichy, grâce à des complicités. Une partie provient d'imprimeurs qui réussissent à disposer de *stocks* supérieurs à ce qu'ils consomment. Pendant plusieurs mois sortiront *ainsi de la rue Viala des dizaines* de milliers de numéros de *Combat*, *Franc-Tireur*, *la Marseillaise*, *Défense de la France*, *Action*, *Témoignage chrétien*, etc. Des dizaines de milliers de tracts également, si importants pour la lutte contre l'occupant.

Mais le 17 juin 1944, à 14 heures, la presse cesse à tout jamais de fonctionner. La villa a été repérée. Des miliciens et des Allemands l'encerclent. André Bollier, le patron, Francis Vacher et Paul Jaillet, deux typos, succomberont sous les rafales ennemies non sans avoir abattu quelques-uns de leurs adversaires. Seule Lucienne Servillat, la secrétaire, grièvement blessée, survivra : un commando l'arrachera quelques mois plus tard à la Gestapo.

« La révolte des imprimeurs »

Malgré ce coup dur, d'autres imprimeurs prendront la relève. Comme Louis Agnel, l'imprimeur de Miribel (Ain) qui, depuis avril *1942*, tirait chaque nuit vingt mille à trente mille exemplaires de *Franc-Tireur*, prenant soin, au petit jour, de saupoudrer les pignons et les engrenages d'une poussière innocente...

Ainsi, partout, par le labeur ou leurs renseignements, des hommes, des femmes contribuent à la préparation de la victoire, tissent des réseaux de plus en plus structurés. C'est « Favier », par exemple, jeune inspecteur des renseignements généraux, qui fournit des indications sur les opérations préparées par la milice et la Gestapo, et « donne » en échange aux autorités un local abandonné contenant quelques numéros d'un journal clandestin. La Résistance elle-même lui en a fourni l'adresse.

Aux P.T.T., dans la S.N.C.F., dans les services officiels, la Résistance a ainsi des oreilles et des yeux. « Germain », par exemple, un autre fonctionnaire de police, est employé au chiffre : c'est lui qui décode les messages en provenance de Vichy, ou qui sont adressés aux autorités collaboratrices. Chaque fois qu'il le *juge utile, il conserve* un *double* du texte qu'il est aussi chargé de dactylographier. De la même façon, avec un aplomb étonnant, il fait signer, dans le courrier qu'il soumet à l'intendant de police Cussonac — condamné à mort et exécuté à la libération, — des *dizaines*, des *centaines* de laisser-passer. Enfin, le soir venu, il passe en revue la correspondance des corbeilles à papier : il a convaincu la femme de ménage qu'il est un collectionneur de timbres passionné...

Bourré ainsi de renseignements, *qui sauvèrent la vie à bon nombre* de personnes, il ne lui reste plus ensuite qu'à rencontrer « Boulon » — Henri Demonchy, un homme tout en rondeur, qui sera arrêté par la Gestapo le 12 mars 1944 et fusillé le 12 juin, avec vingt et un autres patriotes. Les prétextes de visites sont les plus divers. *C'est* l'occasion pour les deux hommes d'aller vider « un petit canon de rouge » au café proche de la préfecture : les renseignements changent de mains.

Jusqu'au 3 septembre 1944, Germain Forest abritera soigneusement son secret derrière le masque impassible de son visage. Ce jour-là, il apprendra que les trois compagnons de son service dont il s'était, par principe, méfié jusqu'ici avaient été contactés par d'autres réseaux de résistance, et qu'ils travaillaient pour la même cause !

La Résistance, c'était eux. Un sapeur-pompier, un libraire, un chauffeur de taxi, un gardien de la paix, un prêtre. 5 % de la population ? Sans doute. 5 % de modestes gens qui refusaient la domination allemande. *« Cette femme déjà âgée — elle pouvait avoir soixante-cinq ans, — que j'ai surprise un jour, dans le tram 28, en train de dérober le poignard d'un officier allemand, participait, comme nous tous, à la résistance »*, raconte René Fusier. Leurs regards se sont croisés. Ils étaient du même bord. A l'arrêt suivant, la vieille femme avait disparu. Le poignard aussi.

(1) *Le Progrès*, qui s'est sabordé le 12 novembre 1942, a reparu le 8 septembre 1944.

CEUX DE LA DUCHÈRE

L'ancien fort sur les collines qui dominent Lyon est devenu aujourd'hui l'ensemble immobilier de La Duchère. Sur l'espace vert, les enfants jouent. Quelquefois, leur ballon rebondit contre une stèle sur laquelle sont gravés 39 noms : ceux de 39 résistants fusillés en 1944.

Près de 4 000 furent ainsi exécutés à *Lyon* pendant *l'occupation*, 4 000 « terroristes », comme les appelaient les journaux de l'époque. Dix de ceux de La Duchère appartenaient à « des partis extrémistes de gauche » (« le Nouvelliste » du 21 février 1944).

Cela suffisait pour qu'on fusille. Très souvent, les fusilleurs étaient des Français et les condamnations avaient été prononcées par des cours martiales françaises.

Une mention sur la pierre : « La tristesse et la peur leur étaient inconnues »... Bernard Guy, Roland Boeglin, Tibor Weisz, Jacques Oustenko, Paul Durand et leurs 34 camarades : parmi eux, des Alsaciens qui n'avaient pas choisi l'Allemagne, des étrangers qui avaient choisi la France.

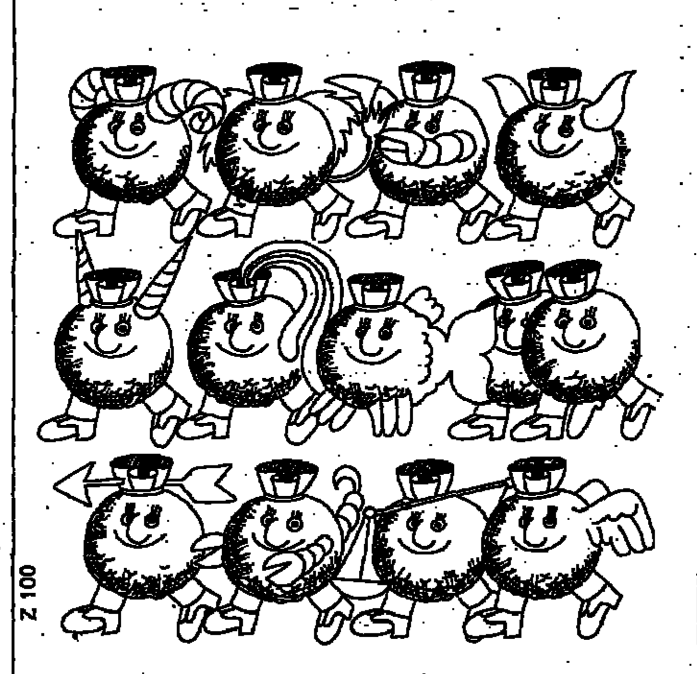
LE MASSACRE DE SAINT-GENIS-LAVAL

C'est à Lyon et dans sa région que la Gestapo a pratiqué les plus nombreuses exécutions d'otages, ordonnant presque toujours le maintien des corps des suppliciés sur la voie publique.

Des massacres de femmes et d'hommes internés à Montluc et parfois aussi de simples passants, des agriculteurs dans leurs champs, ont été ainsi commis à Neuville-sur-Saône, Toussieu, Châtillon-d'Azergues, Genas, Bron — *où 109 corps seront* découverts dans plusieurs charniers, — à Lyon enfin, rue Tronchet, place Bellecour et place de la Bascule, etc.

Mais le crime de guerre le plus sanglant sera perpétré, le dimanche 20 août — douze jours avant la Libération — à Saint-Genis-Laval, au sud-ouest de Lyon : environ 110 détenus extraits à l'aube de leur cellule, attachés deux par deux, ont été abattus au premier étage d'un bâtiment du fort. Celui-ci fut ensuite détruit à l'explosif et incendié. Pas un seul des otages n'a échappé au massacre. Le cardinal Gerlier, venu en personne constater l'horreur de cette exécution massive, portera lui-même au chef de la Gestapo une lettre dans laquelle il élevait « une protestation solennelle contre l'abominable cruauté » de la police allemande.





ÉDUCATION

Réunie à Bologne jusqu'au 7 septembre

La conférence des recteurs européens pourrait s'ouvrir plus largement aux pays de l'Est

La cinquième assemblée générale de la conférence permanente des recteurs et vice-chanceliers des universités européennes s'est ouverte ce lundi 2 septembre à Bologne, en présence du président de la République italienne. Elle réunit jusqu'au 7 septembre les dirigeants (présidents, recteurs ou vice-chanceliers) de deux cent cinquante universités de vingt-quatre pays d'Europe. *Consacrée à l'avenir des universités de 1975 à 1985, elle étudiera cinq thèmes :* l'université et les besoins nouveaux de la société ; la formation universitaire ; l'université et la recherche ; le gouvernement des univerités ; le financement des universités. Mais il sera aussi question d'un autre problème : la modification des statuts de la conférence, qui devrait permettre de l'ouvrir plus largement aux pays de l'Est. Cette assemblée sera immédiatement suivie d'une autre réunion (du 7 au 9 septembre) : l'assemblée des universités européennes réunie à l'initiative de l'UNESCO, conformément à une recommandation de la conférence des ministres européens de l'éducation, qui s'était réunie à Bucarest en décembre 1973.

La conférence des recteurs est une instance d'information et de réflexion et n'a pas de pouvoirs de décision. Son rôle est d'étudier les grands problèmes que se posent les responsables d'établissements d'enseignement supérieur en Europe (financement, réglementation, organisation des études, rôle de la recherche, accès et sélection, participation et organes de décision, spécialisation, décentralisation...). Un de ces thèmes est à l'ordre du jour de chaque réunion semestrielle qui se tiennent entre les assemblées générales qui ont lieu tous les cinq ans.

La conférence a été créée en 1950, à l'initiative de certains pays européens : *la Hollande, la* Grande-Bretagne, auxquels se sont joints la Belgique, la France, l'Allemagne et l'Italie. Elle a tenu sa première assemblée générale à Cambridge en 1955. A sa seconde assemblée à Dijon, en 1959, elle prit un caractère plus formel en se dotant de statuts et d'un comité permanent. L'originalité de cette association est de réunir des responsables d'universités à titre personnel, indépendamment des Etats ou des administrations. En 1964, pour sa troisième assemblée générale à Gottingen, elle compte près de cent-cinquante universités *et admet certains établissements* des pays de l'Est à titre d'observateurs. Une autre étape de son évolution sera franchie à sa quatrième assemblée à Genève, en 1969, lorsqu'elle se dote d'un secrétariat permanent, logé à l'université de Genève. Son nouveau président, M° Sloman, vice-chancelier de l'université d'Essex (Grande-Bretagne), cherche à lui donner une impulsion nouvelle en l'ouvrant davantage sur les pays de l'Est, et en organisant des réunions semestrielles destinées à étudier plus précisément certains thèmes.

La participation des pays de l'Est a longtemps été faible, ceux-ci voyant dans cette conférence, créée dans des circonstances internationales particulièrement tendues, un relent de guerre froide. Cette impression s'était atténuée lorsque la conférence avait décidé de renoncer à l'aide matérielle que lui apportait le Conseil de l'Europe, et qui la « marquait » trop aux yeux de certains. Elle n'a toutefois pas entièrement disparu. C'est pourquoi les pays de l'Est souhaiteraient, comme conditions de leur participation sans réticences, que la conférence modifie ses statuts, et surtout l'esprit de son préambule, trop empreint à leurs yeux d'une idéologie liée à la *« défense du monde libre »*.

Un élément nouveau est intervenu cette année avec la recommandation des ministres européens de l'éducation, réunis à Bucarest par l'UNESCO en décembre 1973, de créer une assemblée des universités européennes, qui réunirait tous les établissements sans exceptions. Cette assemblée, dans laquelle les pays de l'Est seront fortement représentés, se tiendra aussitôt après la conférence des recteurs et sera organisée par l'université de Bologne. L'existence de deux organisations parallèles réunissant les universités européennes est évidemment paradoxale. Va-t-on aboutir à leur fusion pour n'avoir qu'un organisme représentatif de tous les pays européens ? C'est une possibilité qui a ses partisans. Cette question sera notamment l'un des enjeux de l'élection du nouveau président de la conférence. — F. G.

UN CONCOURS EST OUVERT POUR LA CONCEPTION DU MOBILIER SCOLAIRE DES VILLES NOUVELLES

Un appel d'offres-concours est lancé par le ministère de l'éducation et le secrétariat des villes nouvelles pour la conception et la réalisation du mobilier scolaire qui équipera les établissements de second degré à construire dans ces villes. Les équipements devront être adaptés aux nouvelles tendances pédagogiques et à la nouvelle architecture des établissements.

Les inscription sont ouvertes du 2 septembre au 31 décembre, aux groupes « concepteurs - industriels » de toutes nationalités. Les demandes de règlement, d'inscription et de renseignements doivent être envoyées à Concours mobilier scolaire-villes nouvelles, E.P.C.B./C.C.I.-UGAP, 34, boulevard de Sébastopol, 75001—Paris.

● *Ramassage scolaire.* — La municipalité de Bouguenais (Loire-Atlantique) crée son propre service de ramassage scolaire, à la suite de la décision de l'unique transporteur privé de la commune d'augmenter ses tarifs de 22 %. La préfecture avait fait savoir lors de la remise en adjudication, pour la rentrée, des services de ramassage, que la subvention de l'Etat — couvrant 65 % des dépenses — ne serait accordée qu'aux transporteurs acceptant de contenir leur hausse dans les limites de 6 %. Devant le refus du transporteur de Bouguenais, le conseil municipal a décidé d'acquérir quatre cars pour assurer en régie directe la desserte des dix circuits de ramassage, et d'embaucher des chauffeurs.

● L'Ecole et la Ville, expérience d'école « parallèle » ou « alternative », qui fonctionne depuis un an, ouvrira à nouveau le 23 septembre. Elle s'adresse à une trentaine d'enfants des classes du premier cycle du second degré, et oriente sa pédagogie selon le principe du mi-temps pédagogique : travail « intellectuel » (mathématiques, français, anglais) le matin, expression, observation, sports, activités culturelles l'après-midi. Le coût de la scolarité varie de 250 à 500 F par mois, selon les revenus. L'association l'Ecole et la Vie a d'autre part mis au point un dossier comportant les adresses des principales écoles nouvelles ou parallèles, expériences pilotes publiques et privées, ouvertes ou en projet. Envoi contre 4,50 F en timbres.

★ L'Ecole et la Ville, 12, rue d'Enghien, 75010 Paris, tél. 824-49-98.

TOURISME

LA PRESSE ITALIENNE CONFIRME QUE DES TRAINS INTERNATIONAUX SONT PILLÉS PAR DES BANDES

(De notre correspondant.

Rome. — *L'article de M. Jean Marabini sur les attaques de voyageurs, dont il a été victime sur le parcours Domodossola - Milan, et publié dans* le Monde *du 31 août, a provoqué des enquêtes immédiates des carabiniers et de la police. La presse italienne a fait, elle, ses propres recherches, et le* Corriere della Serra *et* la Stampa *publient de nouvelles informations à ce sujet. Il en ressort que depuis douze ou quinze mois, à bord des trains internationaux, sur ce parcours, et en particulier dans les wagons-lits, des bandes armées dépouillent les voyageurs en les endormant. Si des plaintes ont été rarement portées c'est que la victime ne s'apercevait pas immédiatement d'avoir été dépouillée de son argent et de ses papiers. Bien souvent, la mauvaise surprise n'intervenait qu'une fois la frontière passée ou à la fin du voyage.*

Selon la Stampa, *les bandes de pilleurs de trains internationaux voyagent sans billets ni papiers ; ils sont très souvent armés et n'hésitent pas à menacer le personnel des chemins de fer, qui s'en est plaint à différentes reprises. L'Orient-Express serait l'un des parcours favoris de ces bandes. La police des chemins de fer estime que ses effectifs sont trop peu nombreux pour lutter contre cette forme de pillage et pour escorter les trains. Sur le parcours de Trieste à Milan, les mêmes faits se sont d'ailleurs produits à différentes reprises. Mais très peu d'échos en étaient parvenus jusqu'à présent à la presse.*

J. N.

PRESSE

TÉMOIGNAGE

LA MORT DE « COMBAT »

Histoire d'un journal

Par CLAUDE BOURDET

Un journal a disparu.

Ce n'était pas le même, depuis bien des années, mais le nom persistait, comme un écho d'un autre temps : *Combat*. Et on avait conservé, bizarrement, la devise : « De la Résistance à la Révolution », inventée pendant les journées de la Libération par Pascal Pia et Albert Camus. En tous petits caractères, c'était comme un rappel furtif des anciennes espérances.

Le journal eut, dans la clandestinité, des collaborateurs de premier plan, entre autres Pierre Scize, Rémy Roure, Georges Bidault ; plus tard Jean-Paul Sartre, Pierre Herbart, Albert Ollivier. Henri Frenay fut son animateur jusqu'à son départ pour Londres, en juin 1943 ; je lui succédai jusqu'à mon arrestation, en mars 1944. Mais, dès l'automne 1943, j'avais fait appel, pour diriger la rédaction, à Pascal Pia, à la fois journaliste professionnel et l'un de nos dirigeants régionaux. C'est lui *qui nous amena*, au début de 1944, Albert Camus, primitivement pour mettre sur pied une revue littéraire avec Maurice Clavel. Après mon arrestation, Pia prit certaines de mes fonctions et Camus s'occupa du journal. Après la Libération, Pia, Camus et Ollivier s'adjoignirent Jean Bloch-Michel, qui avait été, lui aussi, l'un de nos dirigeants régionaux, et *Jacqueline Bernard d'Auriol, qui* avait assuré le secrétariat de rédaction clandestin pendant de longues années et rentrait de déportation. Et ils furent rejoints par Raymond Aron et d'autres journalistes de grand talent.

Camus donna, dès août 1944, au quotidien *Combat* une qualité littéraire exceptionnelle et un « ton » de hauteur moralisatrice qui contribuèrent à lui faire une place à part dans la nouvelle presse. Mais au milieu de 1947 le journal faillit disparaître : des dissensions, causées par l'apparition du R.P.F., de graves difficultés financières, provoquées par les longues grèves des imprimeries de presse au début de 1946 et de 1947, enfin la mauvaise santé d'Albert Camus, se sont conjuguées pour rendre nécessaire un changement de direction.

***

L'équipe se mit d'accord pour me rendre le journal, m'estimant le plus proche de son esprit. Mais il fallait trouver de l'argent... C'est ainsi qu'après de *hâtives et difficiles* recherches je fus amené à céder 50 % des parts du journal à Henry Smadja, qui fit ainsi son entrée à *Combat*. Homme d'affaires, propriétaire d'un journal à Tunis et d'une imprimerie à Paris, ayant travaillé pendant la guerre pour les Alliés en Tunisie, il désirait prendre pied dans la presse parisienne, et l'accord se fit aisément. Mon contrat avec lui, qu'il qualifia plus tard de « léonin », me confiait la direction politique et journalistique exclusive, lui laissant la *gestion* administrative. Avec 50 % des parts en main, je pouvais espérer maintenir cette situation quasi indéfiniment...

Georges Altschuler, Marcel Gimond, de l'équipe Camus, restaient avec moi, ainsi que Maurice Nadeau, Charles Estienne et beaucoup d'autres. J'invitai Pierre Herbart et Jean Texcier (l'un des dirigeants de Libération-Nord dans la clandestinité) à partager avec moi l'éditorial : je complétai l'équipe avec des journalistes de gauche, tous solidement formés sur le plan politique : Victor Fay, Hector de Galard, Jacques Armel, Maurice Laval, Daniel Nat, etc. Le nouveau *Combat*, différent de celui de Camus, sans doute moins intellectuel mais plus engagé, prit fortement position dans un certain nombre de luttes essentielles de l'époque, notamment pour l'indépendance de la France vis-à-vis des Etats-Unis comme de l'U.R.S.S. (ce qu'on appela le « neutralisme »), contre la guerre du Vietnam, contre le truquage des élections algériennes de 1948, et pour la Yougoslavie socialiste.

Ces batailles, et surtout la bataille anticolonialiste (qui, avec le recul, *paraît aujourd'hui bien timide...*), scandalisaient mon associé Smadja et accentuaient son désir de prendre en main le journal. Malheureusement, j'avais, en dépit des conseils de Camus et de Pia, trouvé moralement nécessaire de faire participer à la propriété du journal d'autres dirigeants de la clandestinité, et surtout Henri Frenay, sans lequel *Combat* n'aurait pas existé. J'avais partagé mes parts avec eux, n'imaginant pas qu'ils s'allieraient contre moi avec Henry Smadja. Mais eux aussi étaient horrifiés par mes positions anticoloniales, et Smadja n'eut pas de peine à les circonvenir, promettant même à l'un d'eux ma place de directeur... Au début de 1950, je dus démissionner. J'eus, en partant, une ahurissante conversation avec mon associé, qui me dit sans rire : *« Nous avons été opposés, mais vos amis ont été indignes... Soyez tranquille, je vous vengerai ! »*

Effectivement, Smadja s'empara de la majorité de la société, par je ne sais quel procédé imprévu, lors de la transformation de la S.A.R.L. en société anonyme, et le journal fut, *depuis lors, tout à fait à lui*. Après des tentatives malheureuses avec J.-F. Devay et L. Pauwels, pour rompre entièrement avec sa tradition de gauche, il revint à une politique plus raisonnable avec Philippe Tesson, qui en fit un journal assez éclectique, un peu anarchiste et zigzaguant, souvent intéressant. Seulement, Tesson n'obtint pas lui non plus du financier, pourtant seul maître à bord depuis 1950, les moyens matériels qui lui eussent permis de faire mieux que de vivoter. Au début de 1974 il en eut assez, et partit avec son équipe fonder *le Quotidien de Paris*. Cette rupture, puis la mort d'Henry Smadja, sonnèrent le glas de *Combat*.

***

La leçon de cette histoire, que j'ai apprise à mes dépens, c'est qu'on ne peut pas, en France, partager un journal avec un capitaliste. A l'étranger, surtout dans les pays anglo-saxons, cela se peut. Il y a eu, il y a encore, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, des financiers qui possèdent des journaux et laissent les journalistes à peu près libres. Il y en a même qui ont longuement soutenu des journaux de gauche efficaces et combattifs ! En France, à une exception près peut-être, cela paraît impossible.

Le déclin de la Résistance et de la gauche, après 1946, a coïncidé avec le rétablissement du pouvoir des financiers dans la grande presse, qui tomba aux mains de Prouvost, de Boussac, du trust Hachette, etc.

Devant cette reconquête, les journalistes se sont défendus plus ou moins bien, et sans mes « amis », par exemple, j'aurais tenu bien plus longtemps. Mais, en fin de compte, c'est toujours l'argent qui gagne et la liberté qui perd.

La seule chance d'une presse libre, dans notre pays, réside dans les journaux qui appartiennent, pour l'essentiel, à l'équipe qui les rédige. Ce n'est pas une condition « suffisante », mais elle est « nécessaire ».

On peut se demander s'il sera indéfiniment impossible de venir à bout de cette tyrannie de l'argent sur l'opinion et si chaque matin les 49 % de Français qui ont voté pour Mitterrand devront encore longtemps, à Paris comme en province, lire avec résignation un journal conservateur, plus au moins camouflé en « journal d'information » ? Ce grand quotidien de gauche que *Combat* aurait dû et pu être, faudra-t-il toujours en parler au passé ?

La mode « rétro »

RÉÉDITION DE « SIGNAL »

Le magazine *Signal*, organe de propagande nazi, qui parut entre 1941 et 1944, fait l'objet d'une réédition sous forme d'album imprimé en Belgique. Cet album étant mis en vente en France, M. Pierre Villon, député de l'Allier (P.C.), demande au ministre de la justice *« s'il n'estime pas devoir interdire la diffusion de cette réédition en vertu des lois qui répriment l'apologie de la collaboration et la propagande raciste ».*

Dans sa réponse, le garde des sceaux *« croit devoir préciser que le problème juridique posé par la publication d'un recueil d'extraits de la collection de l'ancienne revue allemande* Signal, *a fait l'objet d'un examen très attentif de la part des autorités judiciaires. Il est apparu que lorsque la publication des deux premiers tomes de l'album ci-dessus évoqué a été signalée aux autorités judiciaires, la prescription prévue par la loi du 29 juillet 1881 était déjà acquise. Il va de soi que si le troisième tome annoncé par l'éditeur venait à être mis en vente en France, il ne manquerait pas de faire l'objet d'un examen minutieux dans le cadre des dispositions légales réprimant l'apologie de la collaboration ou celle des crimes de guerre, ou encore la propagande raciste. Le garde des sceaux croit devoir par ailleurs rappeler qu'il n'a pas le pouvoir d'interdire la diffusion d'une publication ».*

[Le garde des Sceaux aurait peut-être pu préciser que si lui-même n'a pas le pouvoir d'interdire une publication, le ministre de l'intérieur le possède. Aux termes de l'article 14 de la loi sur la presse, les « journaux et écrits de provenance étrangère rédigés en langue française, imprimés à l'étranger ou en France », peuvent être « interdits » par décision du ministre de l'intérieur. Ce fut le cas, en 1971 et 1972, pour deux livres édités par M. François Maspero et pour la revue « Tricontinental » (édition française), interdite en janvier 1969. En février de la même année, « le Point », journal syndicaliste révolutionnaire, édité en Belgique, était interdit et saisi sur le territoire français.]

● *La librairie Hachette* vient de prendre une participation de 50 % dans le capital de la société éditrice (S.P.M.S.) de l'hebdomadaire *Moto - journal*, société gérée par M. Pierre Barret, ancien directeur général d'Express Union (groupe Express).

Ce rachat, dont le montant global — par achats séparés à plusieurs porteurs — s'élèverait à plus de 2 millions de francs, préluderait au changement de formule de *Moto-journal*, qui augmenterait sa pagination et améliorerait sa présentation à partir du 5 septembre.

● *M. Alastair Burnet*, qui dirigeait depuis 1965 l'hebdomadaire britannique *The Economist*, deviendra à la fin d'octobre rédacteur en chef du quotidien conservateur *Daily Express*. Il y succède à M. Ian McColl, lequel prend sa retraite après quarante et un ans de collaboration au journal. Agé de quarante-six ans, M. Burnet est l'un des commentateurs les plus connus de la télévision anglaise. Avant de venir à Londres, il avait collaboré au *Glasgow Herald*, puis dirigé le *Scottish Daily Express*. — *(A.P.)*

● *Le New York Times* a porté son prix de vente de 15 à 20 cents à partir du lundi 2 septembre. Le journal justifie cette augmentation par l'élévation des coûts de production, et en particulier des frais d'impression. — *(U.P.I.)*

RELIGION

QUARANTE MILLE JEUNES AU « CONCILE » DE TAIZÉ

Comme un fleuve qui remonte à sa source

(Suite de la première page.)

Et puis, dans un coup d'œil panoramique, se découvre un paysage doucement tourmenté dans une alternance de collines et de vallées, de bosquets et de champs enclavés, où, derrière des murets de pierre ocre, des bœufs blancs mènent leur vie de charolais.

La beauté du lieu, cette plénitude tranquille qui s'en dégage et qui, immédiatement, saisit le nouvel arrivant, sont probablement essentielles. Taizé n'est pas terril. Taizé n'est pas béton. Taizé est beauté, silence, campagne.

Combien étaient-ils, ces jeunes, filles et garçons, Français et étrangers, venus ici pour l'ouverture de leur « concile » ? Trente-cinq à quarante mille probablement. Mais laissons aux responsables le temps de comptabiliser les petits bulletins blancs offerts, en même temps qu'un verre d'eau, à chaque « pèlerin » par les sentinelles bienveillantes des postes d'accueil. Taizé n'est pas non plus un problème d'arithmétique, même de l'arithmétique des âmes.

Frère Roger, prieur de la communauté œcuménique de Taizé, rappelant, en avril 1973, l'ouverture prochaine du « concile », avait dit : *« Il faudra prendre des avions, des bateaux... Nous allons vivre à l'image d'une église pérégrinante.* » Ils sont venus, mais serait-on tenté d'ajouter, comme ils ont pu. En avion, en bateau, certes, mais aussi à pied, à vélo, à moto, en auto, en stop, par cars, par trains entiers, puisque la petite gare de Taizé, désaffectée depuis que la S.N.C.F. n'aime plus la campagne, était, pour l'occasion, « réaffectée ».

Des miliers de lucioles

« Le « concile des jeunes » sera comme un fleuve qui s'étale, comme un tissu qui s'élabore, en Asie on dirait comme un lotus qui s'épanouit... » Sur un plan matériel, c'est aussi cela. Un fleuve remontant pour une fois vers sa *source*, les vagues *successives* d'une jeunesse, elle aussi pérégrinante, et partie à l'assaut d'une colline bourguignonne. Jeunes des cinq continents Noirs, Jaunes, Blancs, catholiques, protestants, orthodoxes, juifs, anglicans, athées et agnostiques, croyants ou incroyants, novices ou habitués. Les quelques gendarmes mis en place autour de Taizé — vit-on jamais aussi peu de gendarmes pour autant de « manifestants » — ont vu passer de drôles de pèlerins, dans leur tenue de route baroque, leur uniformité du jean et des cheveux longs, avec, pour certains, de vieux feutres mous de braconniers, pour d'autres un imperméable taillé à la va-vite dans un emballage plastique.

L'obstacle : ne voir que les apparences, le campement bariolé et baroque, cette armée de Bourbaki version Taizé, lancée dans une fête colorée. Couleurs, oui, avec cette Megalopolis du camping et du système D. Couleurs, avec ces rassemblements devant les feux de bois qui font toujours recette. Couleurs, avec ces chants parfois fort païens et cette musique de bric et de broc, d'harmonicas et de guitares.

Couleurs toujours avec le camping du Grillon, véritable ville des champs où samedi matin, après un orage, qui avait duré toute la nuit, des milliers de jeunes ont, dans une mélasse boueuse, vérifié que le lotus taizéen ne saurait, comme de juste, s'épanouir que dans de l'eau mêlée de terre; couleurs des files d'attente devant des sanitaires spartiates; couleurs de ces corvées bénévoles qui chantaient les Beatles en lavant au jet d'eau les chaudrons immenses de la « tambouille » communautaire; couleurs de ces nuits — celles sans orage — où des milliers de lucioles répondaient aux millions d'étoiles, où rires et chansons des jeunes faisaient écho au chant des grillons, où le silence au moment des offices s'établissait à la mesure de l'immensité du public.

Et puis... et puis arrivé là, en quelque sorte dans un fauteuil, en spectateur, et capable de parler encore, d'aligner des mots et des *mots sur l'« épiphénomène Taizé »*, et même sur l'épiphénomène de l'épiphénomène — en vrac, les dragueurs, les « voleurs », la drogue, présents ici aussi, le boy-scoutisme, cette formidable auto-discipline qui semble la règle du jeu taizéen, le confusionnisme mystique de nombreux orateurs, — il faut bien constater qu'on est resté au « comment » sans toucher à l'essentiel, le « pourquoi ».

« Il faudrait, disent les jeunes, *ne pas être spectateur mais acteur, imprégné de l'esprit taizéen, pour comprendre Taizé.* » Plus facile à dire qu'à faire. Est-il possible au reste qu'une personne, une seule, même la plus imprégnée de cet « *esprit taizéen* », sonde cœurs et cerveaux et livre un recensement fidèle des multiples aspirations qui se manifestent en ce lieu ? La foi, l'espérance, la prière, la spiritualité restent des données fort peu journalistiques.

Une « Église écologique »

Au-delà d'un débat religieux passionnant et cruel — « *Taizé, lieu de récupération de toute une jeunesse par quelques tours de passe-passe liturgiques, ou, au contraire, avant-signe d'un printemps de l'Eglise* », — Taizé est aussi un révélateur de quelques grands thèmes vécus par la jeunesse en 1974.

Derrière l'effet boule de neige, derrière ce plaisir d'être jeune avec tous les jeunes et du désir de communiquer ensemble — imaginez des dizaines de milliers d'adolescents qui chantent en chœur leur foi ou leur désir de foi sous des chapiteaux, la nuit, durant un office, — il y a, c'est incontestable, un phénomène de quête d'un idéal. Pour parler plus prosaïquement, on dira que Taizé, mais pas seulement Taizé, est un marché d'échange entre des demandeurs d'espérance et des offreurs d'espoir. Aspiration flagrante d'échapper à une vie de non-sens, aspiration manifestée dans toutes les conversations qui se sont établies ici.

Vient ensuite, plus diffus mais combien évident, ce que l'on pourrait appeler le thème du « nécessaire dépouillement », de l'indispensable rupture avec un monde trop matérialiste. Le « succès » de Taizé passe aussi par la séduction exercée sur les jeunes par l'ordre monastique de Taizé, par le radicalisme du triple vœu : pauvreté, obéissance, chasteté. C'est un peu comme si, dans un prodigieux raccourci, le désir d'idéal et le souci écologique s'étaient rejoints pour *laisser* place à une aspiration, mythique ou mystique, d'une « église écologique », dépouillée, pauvre, apostolique.

Troisième thème, celui de la fraternité humaine. « *Peu m'importe qui tu es, d'où tu viens ou ce que tu crois, je t'aime.* » Sauf chez les plus avertis en matière de théologie, les jeunes taizéens affichent, non, plutôt possèdent, l'œcuménisme viscéral. Au point de n'en même plus parler, tellement cela leur paraît évident et naturel.

Enfin, la nécessité, la « *volonté d'un engagement pour l'homme victime de l'homme* », comme l'écrivait, dans une lettre de Taizé, Frère Roger. Notion plus confuse et souvent mal exprimée dans un contraste entre la générosité des intentions et l'absence d'une analyse précise. La proposition du « concile » des jeunes, « *contemplation et lutte* », dépasse pourtant de beaucoup le seul cadre religieux. Or tout s'est passé à Taizé — hormis le communiqué final rédigé par les *dirigeants du rassemblement* — comme si cette prise de conscience réelle des jeunes se doublait d'une dépolitisation partielle, comme si d'une approche globale et commune ne pouvaient surgir que des réponses individuelles. Réponses souvent admirables. Il faut rappeler que des centaines de jeunes gens présents avaient auparavant essaimé par des communautés taizéennes à travers le monde, luttant contre le paupérisme, l'ignorance, la maladie, le racisme.

PIERRE GEORGES.

Ce « peuple de Dieu » qui vit sur une « terre inhabitable »

Taizé. — Deux enfants, seize, dix-sept ans, trempés, grelottant de froid. Il a plu pendant toute la nuit de samedi, et ils n'avaient que leurs sacs de couchage pour abri. Venus en stop de Bretagne, ils sont désarmés, timides — ils n'ont pas osé frapper à une porte « *pour ne pas déranger* » — mais ils gardent leur bonne humeur et leur joie d'être enfin arrivés à Taizé, leur Mecque.

« *Nous en avons tellement entendu parler ! Nous cherchons des réponses à nos questions, sur la vie, sur les jeunes, sur la religion...* » Ils sont l'image d'une certaine jeunesse en désarroi, vulnérable. Ils n'ont pas connu l'ivresse de 1968 — ils étaient encore enfants — mais *ils sont* poussés par la même soif d'authenticité, de justice, d'amitié.

A l'autre extrême, une fille comme Dominique, Parisienne, très sûre d'elle, qui faisait partie de l'équipe de mille jeunes qui a veillé, pendant trois semaines, à la préparation *matérielle de ce* week-end. Elle parle, sur un ton assuré, des objectifs du « concile », qui n'est pas un but en soi, de la spiritualité de Taizé, de la prière, de la multiplication, à Paris et ailleurs, de petits groupes de discussion et de prière nés à Taizé. Elle parle des problèmes œcuméniques, notamment celui de l'impossibilité actuelle de l'intercommunion, c'est une chrétienne engagée, militante : elle est catholique pratiquante.

Entre ces deux exemples, pris au hasard parmi les trente-cinq à quarante mille jeunes venus à Taizé, on trouve de tout : des convaincus et des curieux, des croyants et des non-croyants, des hippies et des militants politiques et, ce qui frappe le plus, des jeunes des cinq continents. A travers cette grande diversité, cependant, on pressent une réelle communion — ils parlent sinon la même langue, du moins le même langage — voire une certaine unité qui s'est cherchée et *s'est précisée* tout au long de la rencontre.

Un « espace de silence »

D'abord, 80 % environ des jeunes participent aux offices religieux. Il ne s'agit pas pourtant de messes « yé-yé ». Les cérémonies sont classiques, du point de vue liturgique, et austères, par leurs longs silences. Les incroyants qui y assistent parlent de leur besoin d'intériorisation, de cet « espace de silence » nécessaire à l'action.

Ensuite, sur le plan de l'engagement concret, les discussions font avancer les uns et les autres. Les jeunes du tiers-monde et ceux de la classe ouvrière, surtout, interpellent ceux — ils sont les plus nombreux — qui sont issus d'un milieu aisé, intellectuel, occidental. Certains témoignages apportés au cours des célébrations — celui sur la situation au Portugal, celui d'un paysan du Paraguay ou d'une Italienne à propos du divorce — étaient reçus comme autant de *gifles par les privilégiés des pays* nantis.

Les jeunes d'Amérique latine étaient écoutés avec une attention particulière, car beaucoup avaient payé très cher leur témoignage. Et ceux qui ont choisi la voie évangélique de la non-violence — une non-violence active et coûteuse — ont remis en question les théories souvent faciles des révolutionnaires de salon.

« *Pour beaucoup de jeunes chrétiens latino-américains*, a déclaré Margareta Moyano, professeur (Argentine), qui a collaboré de près à la préparation du « concile des jeunes », *le dualisme classique : foi et politique, terre et ciel, temporel et spirituel, n'a absolument plus de sens. Etre chrétien pour eux, c'est précisément tenter de faire réelle, d'actualiser pour chaque homme, pour chaque peuple, la Pâque du Christ ; bâtir ensemble l'histoire à partir d'une « foi subversive » qui renverse les pauvres valeurs : gain, argent, puissance, prestige, pour remettre à leur place les vraies valeurs évangéliques : fraternité, justice, partage, communion entre tous.* »

Cette prise de conscience progressive a trouvé son expression finale dans la « Lettre au peuple de Dieu », seul document à sortir de cette phase préparatoire du concile. « *Nous sommes nés sur une terre qui est inhabitable pour la plupart des hommes*, déclare la Lettre d'emblée. *Une grande partie de l'humanité est exploitée par un minorité qui jouit de privilèges intolérables. Les régimes policiers sont nombreux à protéger les puissants. Des sociétés multi-nationales imposent leurs lois. Le profit et l'argent règnent. Ceux qui détiennent le pouvoir n'écoutent presque jamais les hommes sans voix.* »

Après avoir défini la préparation et les objectifs de leur « concile » les jeunes examinent la situation des Eglises : « *Certaines d'entre elles donnent la preuve que, sans liens avec le pouvoir politique, sans moyens de puissance, sans richesses, l'Eglise peut connaître une naissance nouvelle, devenir force libératrice pour les hommes et rayonner Dieu.*

» *Une autre partie du peuple de Dieu, dans l'hémisphère nord comme dans l'hémisphère sud, pactise avec l'inégalité. Des chrétiens individuellement et beaucoup d'institutions d'Eglise ont capitalisé les biens, amassé d'immenses richesses en argent, en terres, en bâtiments, en actions dans les banques. Il est des pays où les Eglises demeurent liées aux pouvoirs politiques et financiers. Prenant sur leur superflu, elles donnent de fortes sommes pour le développement mais ne modifient pas pour autant leurs propres structures. (...) Beaucoup constatent que, peu à peu, la vie s'en va, laissant les institutions tourner à vide. Les Eglises sont de plus en plus abandonnées par les hommes de notre temps. Leur parole perd sa crédibilité.* » La Lettre se termine par une apostrophe adressée à l'Eglise : « *Que dis-tu de ton avenir ?* »

Des manifestes dans ce genre, dira-t-on, on en a déjà vu. Mais, c'est la première fois, peut-être, qu'un aussi grand nombre de jeunes, dont la sincérité et la générosité ne font aucun doute, adressent un avertissement aussi solennel à leurs aînés.

ALAIN WOODROW.

« Église, que dis-tu de ton avenir ? »

La « Lettre au peuple de Dieu », dont le texte a été établi à Taizé, se termine par une apostrophe adressée à l'Eglise :

« *Eglise, que dis-tu de ton avenir ?*

» *Vas-tu renoncer aux moyens de puissance, aux compromissions avec les pouvoirs politiques et financiers ?*

» *Vas-tu abandonner les privilèges, renoncer à capitaliser ?*

» *Vas-tu enfin devenir « communauté universelle de partage », communauté enfin réconciliée lieu de communion et d'amitié pour toute l'humanité ?*

» *Localement et sur toute la terre, vas-tu ainsi devenir la semence d'une société sans classes et sans privilégiés, sans domination d'un homme sur l'autre, d'un peuple sur l'autre ?*

» *Eglise, que dis-tu de ton avenir ?*

» *Vas-tu devenir « peuple des béatitudes », sans autre sécurité que le Christ, peuple pauvre, contemplatif, créateur de paix, porteur de la joie et d'une fête libératrice pour les hommes, quitte à être persécutée pour la justice ?* »

Mgr ELCHINGER APPORTE DES PRÉCISIONS A SON HOMÉLIE DU 14 JUILLET

Dans un article publié par *l'Eglise en Alsace*, Mgr Léon-Arthur Elchinger, evêque de Strasbourg, apporte quelques précisions sur le sens de l'homélie qu'il a prononcée le 14 juillet dernier. Cette homélie avait été vivement critiquée par les mouvements chrétiens ouvriers (*le Monde* du 16 juillet, et du 11-12 août).

« *Des chrétiens de bonne volonté n'admettent pas que des mouvements d'Eglise puissent faire l'option socialiste et se trouver à l'aise dans la lutte des classes* », écrit-il après avoir rappelé que le texte de son homélie avait été conçu avant le grand rassemblement de la JOC à Paris. « *J'ai souligné la nécessité du combat pour la justice sociale et la portée chrétienne de la promotion collective des masses ouvrières. Il suffit d'un peu d'objectivité pour reconnaître que je me suis prononcé aussi contre l'esprit matérialiste du capitalisme, qui fait du profit la loi suprême de l'économie moderne* », précise encore l'évêque de Strasbourg.

Mgr Elchinger demeure enfin sur la réserve qu'il avait manifestée dans son homélie quant aux libertés de plus en plus grandes offertes aux jeunes : « *Le Parlement a pris récemment certaines décisions — et en prépare d'autres — qui risquent de détériorer encore le climat moral et éducatif de la jeunesse (...) Nous ne pouvons pas prendre à la légère les problèmes complexes et délicats que pose aujourd'hui la vie sexuelle des jeunes et des adultes. Le respect de la vie et l'éducation à l'amour ont des exigences qui dépassent notre bon plaisir* », conclut l'évêque de Strasbourg.

Aux Pays-Bas

L'ÉVÊQUE DE ROERMOND REFUSE DE PARTICIPER A LA CONCERTATION NATIONALE

Le malaise persiste entre Mgr Johannes Gijsen, évêque de *Roermond*, dans la province de Limbourg, et les autres membres de la conférence épiscopale hollandaise. Mgr Gijsen, dont la nomination par Paul VI en 1972 avait suscité de vifs remous dans le diocèse de Roermond, où il lui est reproché d'être trop conservateur, a, *en effet*, refusé d'assister à la deuxième session de la « concertation pastorale nationale », réunie à Noordwijkerhout, près de La Haye, du 30 août au 1er septembre.

Cette rencontre, sur le thème « L'attitude du chrétien dans la société de production, de concurrence *et de consommation* », a été qualifiée par Mgr Gijsen d'« inutile et sans intérêt pour l'Eglise », tandis que le cardinal Bernard Alfrink, primat des Pays-Bas, déclarait, dans son discours d'ouverture de la session, que les débats seraient « salutaires et fructueux pour l'Eglise ».

RADIO - TÉLÉVISION

● *L'Intersyndicale des journalistes de l'O.R.T.F.* (S.N.J., F.O., C.F.D.T.) pose la question : « *Quelle sera la liberté des sociétés de radio-télévision, dont le gouvernement nommera le P.-D.G., tous les membres du conseil d'administration, et définira le cahier des charges et des recettes ? (...) Au moment où le président de la République propose à tous les Français une société de progrès, l'Intersyndicale des journalistes de l'O.R.T.F constate que le gouvernement est, à l'heure actuelle, incapable de rassurer les journalistes de l'Office, menacés dans leur emploi et dans leurs droits à une vie et à une retraite « de qualité ».*

CIRCULATION

POINT DE VUE

PACIFIER LES ROUTES FRANÇAISES

PHILIPPE GAUTRAT (*)

En cinquante ans, les Français ont réussi l'exploit peu enviable de perdre, aux yeux de leurs voisins, une bonne partie de la réputation d'hospitalité, d'esprit et de gaîté qui jadis caractérisaient la vie dans notre pays. Persuadé qu'il est d'être le plus intelligent du monde, notre compatriote s'est mué en un râleur impertinent et renfrogné, dont l'individualisme exacerbé interdit toute vie sociale harmonieuse. Comme ces époux excédés qui ne savent même plus « paraître » dans le monde, le Français ne peut cacher sa grogne aux étrangers, et la plupart des visiteurs de notre pays déplorent l'impatience, le manque de chaleur humaine, l'arrogance et parfois le peu de scrupules de la majorité de leurs interlocuteurs. Certes, la France fourmille encore de braves gens, de tous âges et de tous milieux sociaux. Mais il est un endroit où leur espèce s'éteint irrémédiablement : la route.

Sur toute la planète, la possession d'une automobile confère à son possesseur un bien illusoire sentiment de puissance qui peut *entraîner de regrettables comportements* psychologiques. Mais dans aucun pays d'Europe, ces « perversions » n'atteignent une ampleur semblable à celles dont semble frappé l'automobiliste français à son volant, et il suffit de sillonner le Vieux Continent pour en faire rapidement l'amère constatation. Le retour des vacances est particulièrement éclairant à cet égard ; débouchant, au choix, d'une autoroute allemande, belge, suisse ou italienne, le conducteur change soudain de monde. Alors que la vitesse est officiellement limitée à 140 kilomètres à l'heure sur les autoroutes et à 90 km/heure sur la plupart des routes, nos champions d'occasion, galvanisés par la puissance de leur véhicule et souvent encouragés par des passagers inconscients, se livrent une lutte sans merci ponctué par d'incessants appels de phares, de concerts d'avertisseurs, de magistrales « queues de poisson » et de fabuleux coups de frein... souvent suivis par d'inévitables carambolages.

Nulle part ailleurs en Europe ne règne ce climat de compétition sauvage, fidèle reflet de ce qu'est toute l'année la vie des grandes villes françaises. Alors, malheur aux véhicules lents, malheur aux indécis, malheur à ceux qui se conforment aux vitesses prescrites ! Lors du dépassement, des regards haineux seront adressés à l'importun (qu'il soit français ou non, et la plaque étrangère ne met nullement à l'abri de l'injure). Ce regard, que François de Closets a remarquablement dénoncé dans un ouvrage récent (1), est symbolique de tout le reste : la puissance de l'argent, l'indiscipline sociale, le mépris d'autrui.

Les routes et les autoroutes, révélateur du malaise de notre société ? Peut-être. Les pays voisins de la France connaissent également bien des difficultés, mais la hargne collective et l'absence de chaleur dans les rapports humains n'y ont pas encore atteint le niveau où nous sommes déjà parvenus, et le comportement général des automobilistes étrangers témoigne de cet état de fait.

* *

A un moment où l'on ressasse les mots de « qualité de la vie », il est urgent de définir en France un véritable code de la conduite dont le respect préfigurerait peut-être l'établissement de relations moins belliqueuses entre nos concitoyens.

— La limitation de vitesse, tout d'abord, ne sera respectée que lorsque les Français craindront réellement d'être pris en flagrant délit de dépassement. L'installation systématique de radars de contrôle sur les autoroutes et les grands axes est une mesure indispensable et de bon sens pour dépister les infractions.

— Par ailleurs, les sanctions au code de la route devraient être considérablement aggravées et sans aucun passe-droit. Les « tribunaux » placés sur le bord des routes ont été un échec parce que certaines « personnalités » y ont échappé. Il faut convaincre l'opinion que la liberté des Français ne sera pas en danger si le retrait immédiat et durable du permis de conduire est la conséquence d'un dépassement dangereux ou de toute infraction relativement sérieuse.

— Quant à l'alcoolisme, comment n'être pas scandalisé par le verdict rendu récemment contre des camionneurs meurtriers qui n'ont été frappés que de légères peines de prison ! (2).

— Enfin, le possesseur du permis de conduire devrait être soumis à des contrôles périodiques tant de conduite que de code ainsi qu'à des visites médicales (vue, ouïe, état cardiaque, etc.).

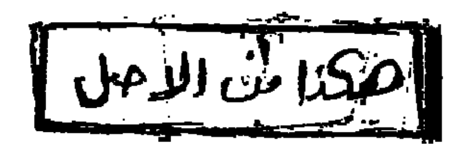
Certes, il est aujourd'hui de meilleur ton d'éduquer que de sanctionner, mais le problème de la route en France appelle des solutions qui pourront paraître rétrogrades car recourant à des méthodes « violentes » de surveillance ou de répression. En effet, malgré le massacre quotidien sur les routes, le Français veut continuer d'ignorer la discipline au volant et c'est dans son petit habitacle en métal qu'il prétend épanouir une personnalité par trop bridée le reste du temps. Muni une fois pour toutes du permis de conduire, il se croit pratiquement libre de toute contrainte, sans comprendre que la possession d'une automobile entraîne de réelles obligations. Monsieur le délégué à la sécurité routière doit se faire moins discret et lancer une véritable campagne nationale persuadant une opinion encore sceptique de tous les méfaits de l'interminable guerre que se livrent les automobilistes français. Mais, parallèlement, le ministre de l'intérieur et celui de la justice ont le devoir de mettre en [illegible] nos [illegible] contre les sanctions implacables qui les attendront s'ils persistent à être les conducteurs les plus sauvages d'Europe.

On ne manquera pas de déplorer alors les atteintes à la liberté individuelle : on critiquera les dépenses excessives (généralisation des contrôles électroniques, multiplicité des voitures banalisées, renforcement de la surveillance par la police et la gendarmerie). Mais c'est à ce prix que la paix reviendra sur les routes, car l'amélioration du réseau ne peut avoir de réelles conséquences bénéfiques que si un véritable « code de la bonne conduite » s'instaure dans notre pays. Dans un domaine où les belles paroles n'ont jamais servi à rien, seule la « peur du gendarme » pourra infléchir des comportements solidement enracinés. Une telle modification des habitudes prises aurait valeur de symbole et serait de bon augure pour l'instauration de meilleurs rapports entre les Français qui n'est en fin de compte que le retour à un certain art de vivre aujourd'hui bien oublié. On pourra seulement déplorer que la contrainte soit la seule méthode possible de « pacification » des routes françaises.

(*) Secrétaire des affaires étrangères.

(1) *Le Bonheur en plus*, Denoël.

(2) Seule l'instauration d'un contrôle sérieux par alcootest (ainsi que cela est pratiqué chez tous nos voisins) pourra quelque peu limiter les conducteurs dans leur consommation de boissons alcoolisées.



SPORTS

ATHLÉTISME

OUVERTURE DES CHAMPIONNATS D'EUROPE A ROME

Une nouvelle génération veut affirmer ses ambitions

Rome. — Vingt-neuf pays représentés, quelque mille deux cents athlètes engagés pour participer à trente-neuf épreuves, tels sont les chiffres permettant d'apprécier l'importance des XI[es] championnats d'athlétisme. Placée sous le patronage de M. Giovani Leone, président de la République italienne, la cérémonie d'ouverture a surpassé, par ses extravagances et sa pompe, le dimanche 1[er] septembre, les sommets baroques du genre.

Organisés pour la première fois à Turin en 1934, avec le concours de quinze pays mais sans la participation des Britanniques, déjà partagés au sujet de l'unité européenne, ces championnats ont rencontré un succès grandissant. Ceux-ci se dérouleront, jusqu'au 8 septembre, sur les magnifiques installations qui, en 1960, avaient accueilli les concurrents des XIV[es] Jeux olympiques. Leur éclat ne devrait pas souffrir de la comparaison avec des compétitions ont on n'a cessé de souligner l'exceptionnel intérêt.

Voici quatorze ans, un Italien, Livio Berruti, s'était particulièrement mis en évidence en faisant pièce, dans le 200 mètres, à la supériorité américaine. Un autre Italien, Pietro Mennea, meilleur élément d'une équipe trop faible pour enthousiasmer le public romain, est promis cette fois-ci à une gloire aussi retentissante si, d'aventure, il battait le Soviétique Borzov. De son compatriote, sprinter de noble race, Mennea n'a ni l'allure altière ni la superbe aisance en course. Son visage osseux, son regard vif et ses maigres épaules voûtées évoqueraient plutôt un génie des mathématiques égaré sur les pistes. Ses jambes sont cependant incroyablement nerveuses. Troisième aux Jeux olympiques de Munich, il peut infliger un échec au coureur le plus rapide du monde.

Au demeurant, aucune vedette ne sera à l'abri d'un revers, et les victoires seront toujours difficilement acquises, la concurrence étant extrêmement serrée. Au lancement du poids féminin, où les positions sont généralement pourtant bien établies, la Soviétique Tchichova a tout à redouter des fulgurants progrès de la Tchécoslovaque Fibingerova. En deux ans, cette solide paysanne, devenue comptable dans une usine métallurgique d'Ostrava, a amélioré de 2 mètres sa meilleure performance. Comptant déjà une victoire, lors des derniers championnats d'Europe en salle, sur celle qui occupe le sommet de la hiérarchie depuis cinq ans, elle entend détrôner définitivement sa rivale.

L'absence de Puttemans

En revanche, personne ne semble mieux assuré de la victoire que l'équipe féminine de la R.D.A. du relais 4 × 100 mètres, chronométrée avant l'ouverture de ces championnats en 42 sec. 6/10 (record du monde égalé), et... Guy Drut. Encore le vice-champion olympique devra-t-il se défendre, sur la ligne de départ, du souvenir paralysant de l'accident qui l'expédia à terre, trois ans plus tôt, dans la finale du 110 mètres haies des championnats d'Europe d'Helsinki. Dans sa chute, Drut avait entraîné bien des espérances (trois médailles seulement et seize places de finaliste pour la formation française). Considérablement renouvelée, l'équipe engagée à Rome aura la lourde tâche d'effacer un cuisant échec qui marqua le début du déclin de l'athlétisme français.

Un homme, le Belge Puttemans, avait manifesté un talent suffisamment éclatant, au cours de ces deux dernières années, pour pouvoir revendiquer les premiers rôles. N'avait-il pas établi un nouveau record du monde du 5 000 mètres en 13 min. 13 sec., au lendemain des Jeux de Munich, et dominé régulièrement les meilleurs coureurs mondiaux ? Empêché de courir à l'étranger, où les organisateurs se disputaient sa présence à prix d'or, au moment où il connaissait des difficultés financières pour achever la construction d'une villa aussi luxueuse, dit-on en Belgique, que celle de Merckx, le doute aura miné sa confiance.

Sa sensibilité blessée et sa forme disparue, sans que les médecins aient rien trouvé de défectueux dans le merveilleux mécanisme de son corps, Puttemans a renoncé à faire le voyage de Rome. En son absence, les Britanniques Foster et Black devraient tirer parti, dans le 5 000 mètres et le 10 000 mètres, de l'ahurissante perte d'efficacité des coureurs finlandais.

Héros de Munich, Lasse Viren n'est plus que l'ombre d'un double champion olympique. A l'occasion de ce grand rendez-vous, situé précisément au milieu d'une olympiade, sa réputation ne manquera pas d'être ternie. D'autres vedettes céderont aussi le devant de la scène, cependant qu'une nouvelle génération d'athlètes — le Belge Brydenbach (400 mètres), le Yougoslave Susanj (800 mètres), le Polonais Slusarski (saut à la perche), l'Anglais Thompson (marathon), la Finlandaise Salin (400 mètres), la Roumaine Suman (800 mètres), les Allemandes de l'Est Witchas (saut en hauteur), Schmalfeld et Woelzke (saut en longueur, — pourra affirmer ses ambitions.

De notre envoyé spécial

Sera-t-il permis de prolonger vers le haut la courbe ascendante de l'athlétisme européen (19 titres sur 28 à Munich, dont la totalité des titres féminins) ? Ce qui est certain, c'est que l'U.R.S.S. et la R.D.A. s'attribueront, une fois de plus, les médailles en priorité. Comme toujours, des records seront battus. A Rome, Ville éternelle, on mesurera ainsi ce que les repères humains ont d'éphémère.

La capitale d'un pays économiquement et politiquement très trouble ne saurait, du reste, vivre hors du temps : à leur arrivée à l'aéroport, les délégations étaient attendues par d'impressionnants pelotons de police, et les électriciens, qui menacent de faire grève les 2 et 3 septembre, ont déjà procédé à des coupures de courant. Fâcheuse affaire : le programme prévoit que les compétitions se termineront bien après l'heure du crépuscule.

RAYMOND POINTU.

NATATION

Les États-Unis battent nettement la République démocratique allemande (198 à 145)

Les Etats-Unis ont nettement battu la République démocratique allemande (198 pts à 145 pts) dans le match qui les a opposés, les 31 août et 1[er] septembre, à Concord (Californie). L'écart (53 pts) est cependant beaucoup moins important que celui (98 pts) qui avait sanctionné la première rencontre entre les deux pays, en 1971, à Leipzig.

A Concord, la R.D.A. a quand même réussi à enlever dix des vingt-neuf épreuves, contre quatre succès seulement il y a trois ans, à Leipzig. Ces dix succès sont allés aux nageuses est-allemandes, à qui quatre des cinq courses en nage libre ont échappé (200, 400, 800 et relais 4 × 100 mètres). Kornelia Ender, souffrant d'un refroidissement, avait dû déclarer forfait le 31 août pour le 200 mètres (enlevé par Shirley Babashoff en 2 min. 2 sec. 94/100, record du monde égalé). Elle a pris sa revanche le 1[er] septembre en gagnant le 100 mètres (57 sec. 81/100).

Les classements séparés masculins et féminins montrent bien quelle part a pris l'équipe féminine est-allemande dans le résultat final. Les filles de la R.D.A. ont battu les Américaines par 84 à 79, les garçons ont été défaits par 61 à 119. Toutes les épreuves masculines — quinze — sont revenues aux Etats-Unis, y compris les deux courses de dos, dont l'issue a mis un terme à la suprématie de Roland Matthes. Invaincu depuis 1967, Matthes a dû s'incliner devant John Naber sur 100 mètres et 200 mètres (57 sec. 96/100 contre 57 sec. 74/100 et 2 min. 5 sec. 34/100 contre 2 min. 2 sec. 83/100). De toute évidence, Matthes n'a pas dû s'astreindre au même entraînement, en 1974, que les années précédentes.

Tim Shaw, détenteur depuis les championnats américains des records du monde du 200 mètres (1 min. 51 sec. 66/100), du 400 mètres (3 min. 54 sec. 69/100) et du 1 500 mètres (15 min. 31 sec. 75/100), a remporté ces trois épreuves en se contentant d'assurer le succès de son équipe (1 min. 53 sec. 10/100, 3 min. 57 sec. 38/100, 15 min. 49 sec. 93/100).

Mark Spitz, retiré de la compétition depuis les Jeux olympiques de Munich (1972), détient toujours trois records du monde (100 mètres nage libre, 100 mètres et 200 mètres papillon). Si personne encore ne s'était autant approché que Mike Bottom du record du 100 mètres papillon (54 sec. 87/100 contre 54 sec. 27/100), il s'en est fallu de deux centièmes de seconde pour que celui du 100 mètres nage libre ne soit battu. Dans le premier parcours du relais 4 × 100 mètres nage libre, le seul qui puisse donner lieu à une homologation, Andy Coan a réalisé 51 sec. 23/100 (le record de Spitz est de 51 sec. 22/100), Jim Montgomery et Tom Hickox, deuxième et dernier relayeur, ont été chronométrés en 50 sec. 53/100 et 50 sec. 54/100. Ces performances, qui ne sont pas homologables compte tenu de l'avantage que donne la prise de relais, correspondent cependant à un temps qui est estimé à environ 51 sec. 20/100. Tom Hickox avait enlevé le 100 mètres individuel en 51 sec. 59/100.

En quinze jours, trente-trois records du monde ont été établis : à Vienne aux championnats d'Europe (17), à Concord aux championnats américains (8) et encore à Concord dans le match Etats-Unis - R.D.A. (8). Il ressort de cet ensemble de compétitions que si la R.D.A. demeure de loin, grâce à son équipe féminine, la meilleure nation d'Europe, les Etats-Unis sont sur la bonne voie pour relever le défi féminin est-allemand, en 1976, aux Jeux olympiques de Montréal et peut-être même aux prochains championnats du monde qui seront disputés à Cali, en Colombie, en 1975. — F. J.

LES HUIT RECORDS DU MONDE BATTUS

MESSIEURS

100 mètres brasse : John Hencken (E.-U.), 1 min. 03 sec. 88 (ancien record par lui-même : 1 min. 4 sec. 8/100.

200 mètres brasse : John Hencken (E.-U.), 2 min. 18 sec. 21 (ancien record par lui-même : 2 min. 18 sec. 93).

Relais 4 × 100 mètres nage libre : Etats-Unis (Coan, 51 sec. 23, Montgomery, 1 min. 41 sec. 77, M. Bottom, 2 min. 34 sec. 63, T. Hickox, 3 min. 25 sec. 17) ancien record par les Etats-Unis en finale des Jeux olympiques de Munich, 3 min. 26 sec. 42.

DAMES

800 mètres : Jo Harsbarger (E.-U.), 8 min. 47 sec. 59 (ancien record par elle-même en 8 min. 47 sec. 66).

100 mètres papillon : Rosemarie Kother (R.D.A.), 1 min. 1 sec. 88 (ancien record 1 min. 1 sec. 99).

100 mètres dos : Ulrike Richter (R.D.A.), 1 min. 1 sec. 98 (ancien record par elle-même : 1 min. 2 sec. 8).

100 mètres brasse : Renate Vogel (R.D.A.), 1 min. 12 sec. 28 (ancien record par Justen (R.F.A.) : 1 min. 12 sec. 55).

Relais 4 × 100 mètres nage libre : Etats-Unis (Heddy, 57 sec. 99, Marshall, 1 min. 56 sec. 06, Peyton, 2min. 52 sec. 99, Babashoff, 3 min. 51 sec. 99) ancien record par la R.D.A., 3 min. 52 sec. 45.

BOXE

Les premiers championnats du monde amateurs de Cuba consacrent... Cuba

Pour le quinzième anniversaire de la révolution cubaine, les premiers championnats du monde amateurs, disputés depuis le 17 août à La Havane et terminés le 31 août, ont remporté un franc succès, et l'organisation, sans luxe mais efficace, a été à la hauteur de la compétition sportive.

Cuba, avec cinq médailles d'or, a remporté de haute main le championnat par équipes avec le titre des lourds (Teofilio Stevenson, champion olympique à Munich), des super-welters (Garbey), des welters (Correa), des mouche (Douglas Rodriguez) et des mini-mouche (Jorge Hernandez). Les autres titres se sont répartis entre l'U.R.S.S. (deux médailles), les Etats-Unis, Porto-Rico, la Yougoslavie et l'Ouganda.

Quelque trois cents concurrents, représentant quarante-cinq pays, ont participé à l'épreuve.

Les succès remportés par les boxeurs cubains aux Jeux de Munich (trois médailles d'or, une d'argent et une de bronze) avaient déjà défrayé la chronique.

Pourtant Fidel Castro, tout fier qu'il fût, n'était pas forcément favorable à un sport qui dégénérait la plupart du temps dans l'exploitation mercantile de ses pratiquants.

Déjà lorsque le 19 mars 1962, une loi stigmatisant « *l'exploitation de l'homme par l'homme* » et rappelant que le sport a pour finalité de concourir à l'instruction civique et morale des pratiquants, avait supprimé le professionnalisme, on n'avait pas manqué de prophétiser la fin de la boxe à Cuba. La fin de quelle boxe ? Celle qui poussait hâtivement sur le ring les membres les plus désespérés d'une armée de six cent mille chômeurs ? Celle qui vouait à une avalanche de coups ceux que leur pauvre science pugilistique laissait désemparés ? Celle qui, misant sur l'engouement que les Cubains ont toujours manifesté pour ce sport, favorisait la prolifération des paris, la corruption, les tricheries ?

Immédiatement après la révolution, les nouveaux dirigeants politiques, en dépit des multiples difficultés qui les assaillaient, accordèrent au sport, totalement désorganisé, et à l'éducation physique, complètement délaissée, une très grande importance. A partir de 1959, la pratique sportive fut donc encouragée sous toutes ses formes. Les résultats de ce prodigieux élan d'enthousiasme ? Au classement officieux des Jeux olympiques, Cuba arriva trente-cinquième à Tokyo (1964), vingt-septième à Mexico (1968) et quatorzième, sur cent vingt-six pays engagés, à Munich (1972).

Comme tous les autres sports, la boxe cubaine, réorganisée sur de nouvelles bases, a bénéficié d'un fort développement : 678 licenciés en 1962, 2 147 en 1963, 6 022 en 1964 et 12 853 en 1972. La France, six fois plus peuplée, ne compte pas plus de trois mille six cents boxeurs amateurs. Naturellement doués, les boxeurs cubains ont beaucoup travaillé sous la direction d'anciens champions professionnels, de techniciens rompus à toutes les finesses du pugilisme, et d'un entraîneur soviétique, Andréï Tchervonenko (1). La boxe a cessé pour eux d'être un jeu de massacre pour devenir une escrime du poing.

Quant à l'argent, le moteur des ambitions des professionnels et des amateurs qui aspirent à le devenir, il a totalement disparu. Considérant que les compétitions sportives apportent « *un élément de distraction et de participation culturelle du peuple, qui ne doit pas être apprécié économiquement, mais en fonction de sa véritable dimension éducative* », une loi du 16 mars 1967 a supprimé jusqu'à l'entrée payante. Dès lors, faut-il s'étonner si Teofilio Stevenson a refusé l'offre d'un million de dollars (4 820 000 F) faite par les Américains au lendemain de sa victoire olympique pour qu'il accepte de devenir professionnel ?

R. P.

(1) En 1972, il y avait à Cuba 54 entraîneurs et techniciens étrangers originaires des pays suivants : U.R.S.S., 34 ; Bulgarie, 3 ; Pologne, 4 ; Tchécoslovaquie, 3 ; Hongrie, 10 ; R.D.A., 2 ; Corée du Nord, 1 ; divers, 2.

Basket-Ball

LES ARABES BOYCOTTENT LES ISRAÉLIENS AUX JEUX ASIATIQUES

Les organisateurs des Jeux asiatiques de Téhéran ont dû procéder à un tirage au sort « dirigé » du tournoi, les Arabes de l'Irak, du Koweït et de Bahrein refusant de se trouver dans le même groupe éliminatoire qu'Israël. Ils risquent de se trouver bientôt devant un sérieux embarras si les athlètes arabes et israéliens, de par leurs performances respectives étaient opposés sur le terrain.

LES RÉSULTATS

Aviron

Les représentantes de la République démocratique d'Allemagne ont dominé les premiers championnats du monde féminins d'aviron à Lucerne. Avec six bateaux engagés dans les six épreuves, les rameuses de l'Allemagne de l'Est ont gagné quatre titres, une médaille d'argent et une médaille de bronze. L'Union soviétique, qui fut longtemps la meilleure nation européenne en aviron féminin, a dû se contenter d'un titre, de deux médailles d'argent et de deux médailles de bronze. Les Françaises se sont qualifiées pour deux finales : en skiff, où Annick Anthoine après un très mauvais départ a terminé cinquième, et en quatre barré où l'équipe composée de Sulin, Cologni, Meniaesse et Bastien a pris la quatrième place.

FINALES

Skiff. — 1. Scheiblich (R.D.A.), 3 min. 46 sec. 32/100 ; 2. Romashkieue (U. R. S. S.), 3 min. 52 sec. 38 ; 3. Wasterlain (Bel.), 3 min. 53 sec. 8 ; 4. Eckbaner (R.F.A.), 3 min. 53 sec. 74 ; 5. Anthoine (Fr.), 3 min. 56 sec. 14 ; 6. Jordanova (Bul.), 4 min. 4 sec. 19.

Double-scull. — 1. Ermolaeva-Antonova (U. R. S. S.), 3 min. 24 sec. ; 2 Hohl-Adam (R. F. A.), 3 min. 26 sec. 43/100 ; 3. Medefindt-Schmidt (R. D. A.), 3 min. 28 sec. 78 ; 4. Ambroziak-Franczyk (Pol.), 3 min. 30 sec. 12 ; 5. Borrias-Dubbelboer (Pays-Bas), 3 min. 30 sec. 95 ; 6. Alexieva-Otzetova (Bul.), 3 min. 36 sec. 10.

Deux sans barreur. — 1. Neacsu-Ghita (Roum.), 3 min. 43 sec. 12/100 ; 2. Bansch-Heinze (R. D. A.), 3 min. 45 sec. 18 ; 3. Gzhibovskaya-Velberga (U. R. S. S.), 3 min. 45 sec. 43 ; 4. Peckna-Ticha (Tch.), 3 min. 46 sec. 44 ; 5. Brown-Youghoim (E.-U.), 3 min. 48 sec. 58 ; 6. Leidermann-Gondolatsch (R. F. A.), 3 min. 49 sec. 22.

Quatre de couple. — 1. R. D. A., 3 min. 19 sec. 81/100 ; 2. Roumanie, 3 min. 21 sec. 92 ; 3. U. R. S. S., 3 min. 22 sec. 64 ; 4. R. F. A., 3 min. 25 sec. 44 ; 5. Tchécoslovaquie, 3 min. 26 sec. 5 ; 6. Hongrie, 3 min. 27 sec. 79.

Quatre barré. — 1. R. D. A., 3 min. 28 sec. 99/100 ; 2. Pays-Bas, 3 min. 31 sec. 19 ; 3. Roumanie, 3 min. 32 sec. 71 ; 4. France, 3 min. 35 sec. 33 (Sulin, Cologni, Massiasse, Bastien) ; 5. U. R. S. S., 3 min. 37 sec. 10 ; 6. Pologne, 3 min. 37 sec. 54.

Huit. — 1. R. D. A., 3 min. 4 sec. 82/100 ; 2. U. R. S. S., 3 min. 5 sec. 5 ; 3. Roumanie, 3 min. 8 sec. 31 ; 4. R. F. A., 3 min. 9 sec. 74 ; 5. Pays-Bas, 3 min. 12 sec. 11 ; 6. Pologne, 3 min. 16 sec. 55.

Basket-Ball

Après ses deux victoires sur la France par 84 à 38 le 31 août à Cagliari, et sur la Bulgarie par 95 à 69 le lendemain, l'équipe d'Union soviétique compte désormais cinq victoires en cinq matches et ne peut plus être rejointe à la première place du Championnat d'Europe féminin, qui prendra fin le 3 septembre. Battues par la Hongrie par 53 à 39, le 1[er] septembre, les Françaises ont perdu leurs dernières chances d'obtenir une médaille.

Cyclisme

Le Belge Eddy Merckx a facilement gagné le Critérium des as, disputé le 1[er] septembre sur le circuit de Nogaro, près d'Auch (Gers). Il a devancé son compatriote Maertens, battu au sprint, et le Néerlandais Kartens de 25 secondes. Raymond Poulidor, sixième et premier Français, a terminé à 1 min. 50 sec.

Football

La Pologne, prochain adversaire de la France le 7 septembre à Wroclaw, a battu la Finlande par 2 buts à 1 le 1[er] septembre à Helsinki dans une rencontre comptant pour la Coupe d'Europe des nations.

CHAMPIONNAT DE FRANCE
PREMIÈRE DIVISION
(Septième journée)

*Troyes b. Metz 4-1
*Bastia b. Lyon 2-0

Les autres matches de la septième journée seront disputés ce lundi 2 septembre.

DEUXIÈME DIVISION
(Troisième journée)

GROUPE A. — Rouen* b. Lorient, 2-0 ; Brest b. Mantes*, 3-1 ; Quimper* b. Cambrai, 1-0 ; Angoulême* b. Paris F.C., 2-0 ; Hazebrouck* et Boulogne, 0-0 ; Sedan* b. Laval, 2-1 ; Fontainebleau* et Gueugnon, 0-0 ; Valenciennes* b. Amiens, 5-0 ; Auxerre b. Dunkerque*, 1-0.

1. ex æquo, Valenciennes, Angoulême, Sedan, Rouen, Boulogne, Fontainebleau, 5 pts.

GROUPE B. — Avignon* et Sète, 1-1 ; Nancy* b. Montluçon, 2-1 ; Blois* b. Martigues, 3-0 ; Béziers* b. Châteauroux, 2-1 ; Epinal* b. Ajaccio, 6-1 ; Chaumont* b. Tours, 4-1 ; Besançon* et Mulhouse, 2-2 ; Bourges* et Toulouse, 2-2 ; Cannes* et Toulon, 1-1.

1. Nancy, 8 pts ; 2. Chaumont, 7 pts ; 3. Béziers, 6 pts ; 4. Martigues, 5 pts.

Hippisme

Le prix de la Table, disputé à Longchamp et comptant pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été remporté par Mezzotinto, suivi de Djarvis et de Courbet. La combinaison gagnante est 11-9-6.

Tennis

La cinquième journée des championnats « open » des Etats-Unis sur herbe à Forest-Hills n'a pas amené de surprise, sinon l'élimination de l'Anglaise Virginia Wade, victorieuse de l'épreuve féminine en 1968, par une jeune inconnue, Ann Kiyomira. Parmi les résultats du troisième tour, Newcombe a battu Tony Roche (4-6, 7-6, 6-3, 7-5) ; Ray Moore, vainqueur de Gorman au tour précédent, a facilement disposé de Graebner, tandis que Vijay Amritraj, qui avait créé la surprise en éliminant Borg, a dû besogner cinq sets pour venir à bout du Sud-Africain Yull. Les autres têtes de série, Connors, Ashe, Rosewall, Nastase, Kodès, ont passé leur tour sans problème.

Depuis l'élimination de Goven (par l'Australien Sydney Ball) et de Françoise Durr (par l'Anglaise Sue Mappin), il n'y a plus de Français en lice.

Voile

Eckard Wagner (R.F.A.) à bord de North Star *a gagné le 1[er] septembre à La Rochelle la Half Ton Cup. Il a devancé* Grégal-IV *de Jean-Pierre Péché (Fr.) et* Scampi V *de Peter Noling (Suède).*

CATASTROPHES

En Yougoslavie

L'ACCIDENT DE CHEMIN DE FER DE ZAGREB A FAIT AU MOINS CENT CINQUANTE MORTS

Zagreb (*A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter*). — Le bilan, encore provisoire, du déraillement en gare de Zagreb, vendredi 31 août, du train spécial Belgrade-Dortmund, s'établit à cent cinquante morts et cent cinquante blessés (*le Monde* du 1[er]-2 septembre). Le convoi transportait des travailleurs yougoslaves émigrés en Allemagne qui rentraient de vacances. Parmi les victimes, il y a également des Turcs, des Grecs et des Allemands de l'Ouest.

La lecture de la « boîte noire » de la motrice a révélé que le train roulait à 80 - 90 km/h dans une courbe précédant l'entrée en gare de Zagreb, sur une portion de voie où il n'aurait pas dû dépasser 50 km/h. La commission d'enquête a établi que le train avait passé un signal d'approche qui ne fonctionnait pas et « brûlé » le signal principal qui était au rouge. Le conducteur du train a reconnu avoir dépassé ce signal, mais a affirmé que les freins de la motrice avaient lâché, ce qui a été démenti par la commission d'enquête, qui a pu examiner la motrice, presque intacte après l'accident. Les alcootests auxquels ont été soumis le conducteur du train et son adjoint se sont révélés négatifs.

Selon l'agence Reuter, il est possible que le conducteur se soit assoupi, et qu'un brutal coup de frein à l'entrée de la gare ait fait dérailler le convoi. Selon des rescapés et des témoins, le train est entré en gare « *comme un obus* ».

Le conducteur du train, son adjoint, un aiguilleur et le chef de la sécurité de la gare ont été arrêtés. Dimanche soir, les voies avaient été dégagées et le trafic avait repris normalement.

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé un message de condoléances au président Tito, qui a décrété un deuil national dans tout le pays.

LES PRÉCÉDENTS

Au cours des dernières années, les principales catastrophes ferroviaires ont été les suivantes :

1950, Rio-de-Janeiro (Brésil), 120 morts ;

1952, Rio-de-Janeiro (Brésil), 120 morts ;

1952, Harrow (Angleterre), 112 morts ;

1953, Waiouri (Nouvelle-Zélande), 155 morts ;

1953, Sakvice (Tchécoslovaquie), 103 morts ;

1956, Ariaylur (Inde), 102 morts ;

1957, Montgomery (Pakistan), 300 morts ;

1957, Gambor (Inde), 100 morts ;

1958, Rio-de-Janeiro (Brésil), 112 morts ;

1959, Djakarta (Indonésie), 183 morts ;

1960, Pardubice (Tchécoslovaquie), 117 morts ;

1962, Mikawashima (Japon), 163 morts ;

1963, Tsurumi (Japon), 164 morts ;

1970, Buenos-Aires (Argentine), 200 morts ;

1970, Langalanga (Nigéria), 105 morts ;

1972, à Vierzy (France), l'éboulement d'un tunnel avait provoqué le déraillement et la collision de deux trains, 105 morts ;

1974 (4 août), accident de l'express Caen-Rennes à Dol-de-Bretagne, 18 morts ;

1974 (15 août), déraillement en Belgique du train Charleroi-Anvers, 17 morts.

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LUNDI 2 SEPTEMBRE

● CHAINE I

20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?

20 h. 30 Feuilleton : « l'Odyssée », d'Homère. Scénario : E. Bona. Adaptation française : J. Soumet, E. Bernard, J. Muller. Réal. : F. Rossi. Avec : B. Fhemiu, I. Papas et R. Verley.

Ulysse, roi d'Ithaque, n'est jamais revenu de la guerre de Troie. Au bout de vingt ans sa femme Pénélope le croit toujours vivant. La déesse Athéna incite Télémaque, fils d'Ulysse, à partir à la recherche de son père.

21 h. 25 Cinéastes témoins de leur temps. Café microcosme de la cité, de W. Klein.

● CHAINE II (couleur)

19 h. 45 Feuilleton : Malaventure.

20 h. 35 Actuel 2 : François Mitterrand. Le pouvoir et l'opposition.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, répond aux questions des journalistes invités d'« Actuel 2 ».

21 h. 35 Le cabaret de l'histoire.

● CHAINE III (couleur)

19 h. 40 Pour les jeunes : Regards sur le monde.
19 h. 55 Documentaire cinéma : Côté courts, de G. de Caunes et A. Duval.

20 h. 30 Film : « Une nuit à Casablanca », de A. Mayo (1946). Avec les Marx Brothers.

Groucho, Chico et Harpo aux prises avec un ancien nazi installé dans un palace de Casablanca où se trouve caché un trésor.

Parodie du Casablanca *de Michael Curtiz. Les frères Marx un peu assagis mais toujours à l'aise dans les situations les plus absurdes.*

● FRANCE-CULTURE

20 h., Perspectives du XXe siècle : Orchestre symphonique de l'O.R.T.F.-Alsace, dir. Roger Albin : « Time spans » (Brown), « Trois rencontres pour trio à cordes et orchestres » (Jolas), « Variations pour orchestre » (Carter), « Three places in New England » (Ives). — 21 h. 30, Indicatif futur, par C. Dupont : le concile des jeunes à Taizé. — 22 h., Black and Blue, par L. Maison, retour sur les festivals d'été. — 22 h. 45, Disques. — 23 h. 15, Libre parcours récital.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Musique ancienne, concert donné par le Chœur national de l'orchestre de chambre, les Virtuoses de Paris, dir. J. Grimbert, avec R. Yakar, A. Ringart, J.-M. Gouelon, M. Lecocq, U. Reinemann, J. Elchorn, M. Marchesini : « la Passion » (Haendel). — 23 h., Reprises symphoniques (Roizenbat, Trebinsky).

TRIBUNES ET DEBATS

TELEVISION (chaîne II) : 20 h. 35, M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, répond aux questions de J. Boissonnat (« l'Expansion »), J. Ferniot (R.T.L.), J. d'Ormesson (« le Figaro ») et G. Suffert (« le Point »).

EUROPE 1 : 19 h., M. J.-P. Fourcade, ministre de l'économie et des finances, répond aux questions d'Etienne Mougeotte.

R.T.L., 19 h. : Interview de M. J.-P. Fourcade, ministre de l'économie et des finances

MARDI 3 SEPTEMBRE

● CHAINE I

20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
20 h. 30 Variétés : Mini show Mick Micheyl.
21 h. 30 Magazine : Pourquoi pas ? L'exploit, de J. Goddet et E. Bollard.

Le club de football Paris-Saint-Germain ; athlétisme (Jean-Claude Nallet) ; sport de force au Pays basque ; les pompiers du ciel.

● CHAINE II (couleur)

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : Malaventure.
20 h. 35 Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot : « La route est ouverte », de H. Watt (1946), avec Ch. Rafferty et J. Nugent Hayward (N.).

L'évacuation des côtes d'Australie du Nord en 1942, devant la menace d'un débarquement japonais. Un groupe de fermiers conduit vers le sud, en traversant le désert du Queensland, un troupeau de mille bêtes à cornes.

D'après un fait authentique de la deuxième guerre mondiale, un film d'aventures de style documentaire.

Débat : « L'Australie, un continent sans hommes. »

Avec M. André Fauvereau, ancien ambassadeur de France en Australie ; Mlle A. Gay, bibliothécaire à l'ambassade d'Australie ; R. Lacour-Gayet, historien ; Max Olivier-Lacamp (le Figaro).

● CHAINE III (couleur)

19 h. 40 Pour les jeunes : Regards sur le monde.
19 h. 55 Initiation artistique : L'œil apprivoisé. Jour de pluie.
20 h. 30 Dramatique : « Padena ou le soir de ce jour-là », d'A. Magrou. Réal. A. Magrou. Avec Ph. Léotard, Cl. Evrard, D. Croisy.

Une nuit, un homme roule dans une voiture volée. Assailli de fantasmes, il refait ce qu'il a, peut-être, déjà accompli un jour d'été.

21 h. 20 Portrait : Henri Bosco ou l'amour de la vie, de R. Ytier. Réal. J. Manceau.

● FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues : « Justice et délinquance », avec R. Badinter et J. Leaute. — 21 h. 20, Orchestre symphonique et chœurs de la Bayerischer Rundfunk, dir. Rafaël Kubelik : « les Béatitudes » (C. Franck), avec J. Norman, B. Fassbaender, B. Finnila).

● FRANCE-MUSIQUE

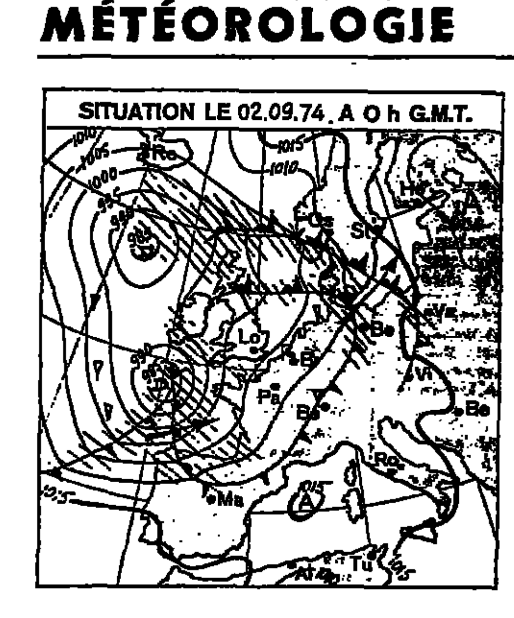
20 h. 30 (S.), Orchestre national, dir. K. Kondrachine, avec A. Slobodianik et A. Yourlov : « Karaminskaïa » (Glinka), « Concerto n° 1 pour piano et orchestre » (Tchaïkovski), « Cantate Octobre » (Prokofiev). — 22 h. 40 (S.), Concours international de guitare. — 23 h., Double audition. — 24 h. (S.), La musique et ses classiques. — 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

TRIBUNES ET DEBATS

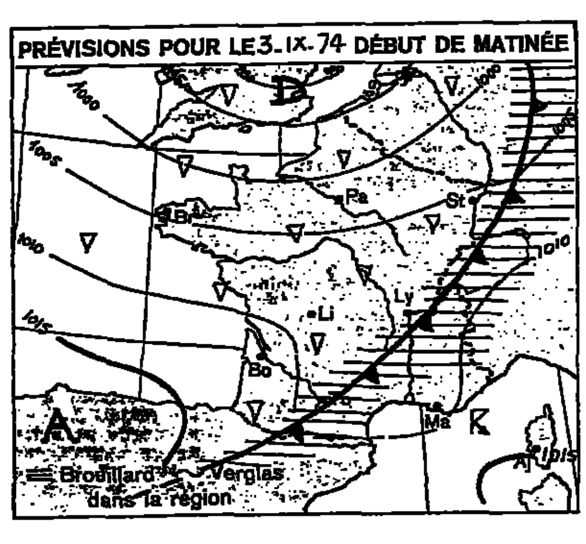
EUROPE 1 : 19 h., M. A. Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., répond aux questions d'Etienne Mougeotte.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 02.09.74 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 3-IX-74 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averses orages Sens de la marche des fronts
Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 2 septembre à 0 heure et le mardi 3 septembre à 24 heures :

La profonde dépression accompagnée de vents forts qui abordait lundi matin le sud de l'Irlande se déplacera vers le nord-est. La perturbation pluvieuse qui accompagne cette dépression traversera la France et sera suivie par un type de temps plus instable.

Mardi matin, la perturbation donnera encore des pluies des Vosges et de l'Alsace aux Alpes et aux Pyrénées-Orientales, tandis que des orages pourront localement se développer près de la Méditerranée, où les vents de sud-est se renforceront. Cette zone pluvieuse s'éloignera ensuite vers l'est et le temps instable, qui se sera établi le matin sur le reste de la France, se généralisera. Il sera caractérisé par des éclaircies passagères et des nuages accompagnés d'averses. Ces dernières, d'abord plus fréquentes sur la moitié nord, tendront le soir à s'atténuer dans les régions de l'Ouest. Les vents, du secteur ouest, seront encore assez forts le matin sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique au nord de la Charente, puis faibliront lentement ; ils tourneront au nord-ouest sur le golfe du Lion après le passage perturbé et seront assez forts. Dans l'ensemble, les températures varieront peu sur la France.

Lundi 2 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 004,9 millibars, soit 753,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er septembre; le second, le minimum de la nuit du 1er au 2) : Biarritz, 20 et 18 degrés ; Bordeaux, 22 et 16 ; Brest, 16 et 13 ; Caen, 19 et 8 ; Cherbourg, 16 et 10 ; Clermont-Ferrand, 20 et 12 ; Dijon, 20 et 12 ; Grenoble, 22 et 12 ; Lille, 18 et 9 ; Lyon, 23 et 13 ; Marseille, 26 et 19 ; Nancy, 20 et 9 ; Nantes, 19 et 13 ; Nice, 24 et 17 ; Paris-Le Bourget, 20 et 10 ; Pau, 22 et 16 ; Perpignan, 24 et 17 ; Rennes, 20 et 13 ; Strasbourg, 23 et 12 ; Tours, 18 et 11 ; Toulouse, 23 et 16 ; Ajaccio, 26 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 19 et 9 degrés ; Athènes, 31 et 21 ; Bonn, 18 et 9 ; Bruxelles, 18 et 10 ; Le Caire, 32 et 22 ; îles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 23 et 14 ; Genève, 21 et 11 ; Lisbonne, 23 et 17 ; Londres, 18 et 9 ; Madrid, 28 et 18 ; Moscou, 20 et 8 ; New-York, 27 et 20 ; Palma-de-Majorque, 29 et 14 ; Rome, 28 et 21 ; Stockholm, 21 et 13 ; Téhéran, max. 31.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 936

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III									
IV						■			
V			■		■	■			
VI				■					
VII		■			■				■
VIII					■		■	■	
IX									
X	■						■		
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Ne peuvent que pleurer doublement celui qui ne laisse que des regrets. — II. On ne saurait donc l'épater ; Dépend du train que l'on a choisi. — III. Ensemble de perles fausses. — IV. Donnent des idées au poète ; Ne mangea pas le morceau. — V. Saint inversé ; Sa demeure était des plus simples. — VI. Extraite ; Compagne du cordonniers. — VII. Possessif ; Sont rutilants. — VIII. Mauvaise façon de régner. — IX. Vaut bien le beurre dans les épinards. — X. Cage pour oiseau de mauvais augure ; Abréviation. — XI. Occasion de faire le point ; Ne se gêne pas pour dire ce qu'il pense.

VERTICALEMENT

1. Est à la fois un instrument d'exécution et un instrument de salut. — 2. Place d'arme ; Ne se laisse pas couler. — 3. On est souvent joyeux d'en voir jaillir le sang (pluriel) ; Allongés. — 4. Ne sont pas réalisables tant qu'elles restent vagues ; Langue vivante. — 5. Identiques ; Article étranger. — 6. Rivière du bassin parisien. — 7. Découvrir ou rafraîchir. — 8. Nous détendrions ; Travail définitif. — 9. Mot d'introduction ; Sut convaincre un célèbre Sicambre.

Solution du problème n° 935

I. Malandrin. — II. Unité ; Ers. — III. Na ; Rubans. — IV. It ; Ev ; Rat. — V. Torsion. — VI. Im ; Edom. — VII. Oie ; Me ; Io. — VIII. — Nerveuses. — IX. Au ; Râle. — X. Otée ; Iles. — XI. — Brest ; Nés.

1. Munitions. — 2. Anatomie ; Or. — 3. Li ; Erate. — 4. Atres ; Vues. — 5. Neuvième ; Et. — 6. Odeur. — 7. Arno ; Sain. — 8. Iéna ; Miellé. — 9. Neste ; Osées.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 1er septembre 1974 :

DES LISTES

● Des élèves ayant obtenu en 1974 le diplôme d'ingénieur des arts et manufactures ;

● Des élèves ayant obtenu en 1974 le diplôme d'ingénieur de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Metz ;

● D'admission à la section administration de l'Ecole du service de santé des armées en 1974.

Transports

L'AÉROPORT DE CLERMONT-FERRAND ROUVERT

Depuis le dimanche 1er septembre, l'aéroport de Clermont-Ferrand-Aulnat, où le trafic a été interrompu le 27 juillet pour permettre des modernisations est rouvert. Les travaux ont permis l'élargissement de la piste et sa longueur sera portée de 2 200 mètres à 3 000 mètres dès le printemps, ce qui permettra l'atterrissage des Boeing-707. En 1975, les avions pourront atterrir par tout temps. *Clermont-Ferrand-Aulnat* sera alors l'aéroport le plus important du centre de la France.

Éducation

● *Les « 10 % » continuent.* — Pendant l'année scolaire 1974-1975, comme l'année précédente, 10 % de l'horaire annuel des classes du second degré seront utilisés pour des activités originales (études pluridisciplinaires, travaux de groupes; travail indépendant, activités d'expression, sorties à l'extérieur de l'établissement, etc.). Une circulaire publiée au *Bulletin officiel* de l'éducation du 29 août reconduit, avec quelques modifications, les allégements de programmes qui permettent de libérer le dixième du contingent horaire. Ces modifications concernent le droit, l'économie générale, l'organisation de l'entreprise, les mathématiques, les sciences économiques et sociales, les sciences naturelles et les sciences physiques dans les classes de seconde, première et terminales. De portée limitée, elles ont pour but, indique le ministère de l'éducation, un meilleur équilibre entre les disciplines.

AÉRONAUTIQUE

Pour la première fois

Le Salon de Farnborough est ouvert à tous les exposants étrangers

Le salon aéronautique de Farnborough, organisé par l'industrie aérospatiale britannique, du 1er au 8 septembre, à 60 kilomètres au sud de Londres, est, pour la première fois cette année, ouvert à tous les exposants étrangers. Jusqu'à présent, en effet, n'étaient invités à ce Salon que les pays coopérants à des réalisations avec la Grande-Bretagne. Treize pays et près de quatre cents sociétés, dont deux cent cinquante britanniques, quarante-deux françaises, soixante-seize américaines, seize italiennes, présenteront leur matériel. Plus de cent avions prendront part aux démonstrations quotidiennes.

L'U.R.S.S., dont le Tupolev-144 s'était écrasé l'an dernier, on s'en souvient, au Salon du Bourget, ne sera pas représentée.

L'industrie aérospatiale britannique, malgré les difficultés économiques que connaît le pays, est encore en bonne santé. Son chiffre d'affaires pour 1973 est de 520 millions de livres, et les nombreuses commandes qu'elle a satisfaites permettent de penser qu'en 1974 ce chiffre sera largement dépassé.

Une partie de la présentation française met en valeur la coopération avec les Britanniques : avions de combat Jaguar ; hélicopères *Gazelle*, Lynx, Puma, Lama, Super-Frelon ; missiles air-air Martel, et mer-mer Exocet. Pour la première fois, cette année encore, le ministère de la défense a un stand où seront présentés, à l'aide de photos ou de *maquettes*, les *matériels qui* équipent, ou équiperont, les forces armées françaises — notamment le Mirace F 1 construit par la société Dassault. La Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) présentera dans son propre stand des maquettes de Concorde, Airbus, Frégate et Corvette.

New-York - Londres en une heure cinquante-cinq minutes

La vedette incontestée du Salon de Farnborough est le McDonnel-Douglas F 15-Eagle, présenté pour la première fois en Europe. Le F 15 est un biréacteur dont les moteurs ont une poussée unitaire de plus de 14 tonnes, commandé par l'armée américaine. Tandis qu'en levee de rideau, un Lockheed SB 71, avion espion américain, réalisait sur l'Atlantique nord une performance sans précédent, ralliant New-York à Londres en une heure cinquante-cinq minutes. Le précédent record appartenait à un Phantom de la RAF en quatre heures quarante-six minutes.

Les présentations en vol ont été inaugurées, dimanche après-midi, par Concorde 001. La participation du deuxième prototype de l'avion de transport supersonique franco-britannique a dû être annulée à cause d'une défaillance technique du mécanisme du train d'atterrissage survenue le 27 août. L'incident est sans conséquence, puisque Concorde 002, après une période d'essais très poussés, devait être remis au Musée de l'aéronautique britannique.

Un accident a marqué l'ouverture du Salon. Un hélicoptère Sikorski Black Hawk H 53 s'est écrasé au sol. Le pilote a été tué.

CARNET

Réceptions

— A l'occasion du cinquième anniversaire de la révolution du 1er septembre, l'ambassadeur de la République arabe libyenne et Mme Kadri Elatrash ont offert une réception le samedi 31 août 1974.

Naissances

— Ignacio Ramonet et Noëlle de Chambrun ont la joie d'annoncer la naissance de leurs fils,
Tancrède et Axel.
Le 28 août 1974.
15, rue Saint-Gilles, 75 003 Paris.

Mariages

— M. et Mme Georges Piquet,
Mme E. Tereau,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Dominique et Patrice.
La bénédiction nuptiale leur sera donnée le samedi 7 septembre, à 16 h. 30, en la chapelle Notre-Dame-des-Otages (81, rue Haxo, 75 020 Paris).
9, rue Henri-Poincaré, 75 020 Paris.
24, boulevard de la Boissière,
93 230 Romainville.

Décès

— M. Jean Aubonnet et ses enfants, Jean-Pierre et Bernard,
M. et Mme Stéphane Meunier et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jean AUBONNET,
née Henriette Meunier,
rappelée à Dieu le samedi 31 août, munie des sacrements de l'Eglise.
Ses obsèques auront lieu en l'église de Montvalezan par Séez (73) le mardi 3 septembre 1974, à 15 h. 30.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
20, rue du Renard, 75 004 Paris.
18, rue de l'Abreuvoir, 75 018 Paris.
S.A.P., 73 210 La Plagne.
59, rue Nicolo, 75 016 Paris.
Les Laix, Hauteville,
73 430 Montvalezan.

— M. André Canal,
M. et Mme Alexis Hayoun,
M. et Mme Henri Clergue,
Mme Louise Hayoun,
M. et Mme Henri Bava,
M. et Mme André Chassaigne,
Mme veuve Lucien Hayoun,
M. et Mme Jean-Michel Canal,
Mme veuve Aline Canal-Feucquières,
M. et Mme Louis Canal,
M. et Mme Patrice Michel de Chabannes,
Mme Michèle Bava-Bono,
Les familles Ayoun, Zenati, Lebhar, Strouk,
ont le chagrin de faire part du décès de
Mme Berthe HAYOUN-CANAL,
survenu le 28 août 1974.
Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 30 août 1974, au cimetière de La Pie, à La Varenne-Saint-Hilaire.
Qu'elle vive dans nos souvenirs.
Cet avis tient lieu de faire-part.
11, avenue Jeanne-d'Arc,
94 La Varenne-Saint-Hilaire.

— Mme Robert Labbé,
Mlle Catherine Labbé,
M. Antoine Labbé,
M. et Mme Léon Labbé, leurs enfants et petits-enfants,
M. Claude Taffanel et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès, survenu subitement le 27 août 1974, dans sa soixante-huitième année, à Milon-la-Chapelle (Yvelines), de
M. Robert LABBÉ,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur du Mérite maritime,
ancien inspecteur des finances,
associé-gérant
de MM. Worms et Cie,
président d'honneur
du comité central
des armateurs de France,
président
de la Société française
d'archéologie,
trésorier des Amis du Louvre,
membre
du conseil du musée Rodin.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 30 août 1974, en l'église de Milon-la-Chapelle.
Un service religieux sera célébré ultérieurement.
8, avenue Gourgaud, 75017 Paris.

— Les associés-gérants de Worms et Cie
ont la douleur de faire part du décès survenu subitement le 27 août 1974, de
M. Robert LABBÉ,
associé-gérant
de MM. Worms et Cie,
président
de la compagnie navale Worms,
de Worms compagnie maritime
et charbonnière,
de Worms distribution,
vice-président de Sofical,
de la Compagnie bancaire,
de l'Union de crédit
pour le bâtiment,
administrateur
de la compagnie Air France,
de la banque Worms,
de la Société française
de transports maritimes,
de Pechelbronn,
de la Compagnie nationale
de navigation,
de la Préservatrice IARD,
du Port autonome du Havre,
de l'Association nationale
des sociétés par actions,
membre du conseil supérieur
de la Marine marchande,
du conseil supérieur des transports.
45, boulevard Haussmann,
75009 Paris.

— 87 Magnac-Laval.
Mme Gaston Maestrati
Et ses enfants
font part du décès du
colonel Gaston MAESTRATI (E.R.),
commandeur de la Légion d'honneur,
survenu en son domicile à Magnac-Laval, rue du Collège.
Les obsèques ont eu lieu le lundi 2 septembre, à 10 heures, en l'église Saint-Maximin.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Paul Mazo, entourée de ses enfants Isabelle et Gilles,
Toute leur famille et leurs proches,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul MAZO,
survenu à Paris le 25 août 1974, à l'âge de cinquante-neuf ans.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le jeudi 29 août 1974, à 16 h. 30, à Behoust par Orgerus (Yvelines).

— M. et Mme Jean-Charles Picard et leurs enfants,
M. et Mme Gilbert-Charles Picard, leurs enfants et petits-enfants,
Et toute leur famille et leurs alliés,
ont la douleur d'annoncer la mort de
Mme Charles PICARD,
née Marie-Thérèse Schmitter,
agrégée de l'Université,
décédée le 25 août 1974 à Ferrières-en-Gâtinais (Loiret).
Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
1, rue de l'Averse, 94 000 Créteil.

— M. Georges Rambeau, administrateur en chef de la France d'outre-mer en retraite, officier de la Légion d'honneur,
M. et Mme André Rambeau, ses enfants,
M. et Mme Yves Rambeau,
M. et Mme Alain Guilhon et leur fille,
ses petits-enfants et son arrière petite-fille,
Ainsi que ses parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Fernande RAMBEAU,
née Bonhomme,
survenu le 29 août 1974 à Evian.
La cérémonie religieuse a été célébrée le 2 septembre en l'église Saint-Paterne, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Orléans (Loiret).

Remerciements

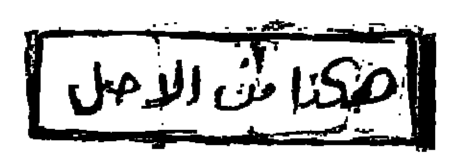
— Dans l'impossibilité de répondre, Reine GIANOLI prie tous ceux qui ont apporté le réconfort de leur sympathie de bien vouloir trouver ici l'expression de sa profonde gratitude.

Visites, conférences

MARDI 3 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h., métro Saint-Georges, Mme Garcy : « Autour de la place Saint-Georges ». — 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Saint-Girons : « Hôtel de Lauzun ». — 15 h., 58, rue de Richelieu, Mme Vermeersch : « La Bibliothèque nationale ». — 15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'Ile Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h., métro Halles : « A l'intérieur et au sommet de la colonne astrologique » (Connaissance de Paris). — 15 h., grille esplanade des Invalides : « L'hôtel des Invalides et ses secrets » (Jadis et Naguère). — 15 h., portail de l'église Saint-Médard : « Jardins secrets de la montagne Sainte-Geneviève » (Paris et son histoire).





Le Monde DE L'ÉCONOMIE

LES PERSPECTIVES POUR L'EMPLOI ET L'ACTIVITÉ A LA RENTRÉE

L'expansion se poursuit dans des conditions de plus en plus dangereuses

C'EST dans un climat d'inquiétude diffuse, mais profonde, que va s'opérer la « rentrée » pour les chefs d'entreprises, les banquiers, les hauts fonctionnaires et, d'une façon plus générale, pour tous ceux qui, à un poste ou à un autre, détiennent une part de responsabilité dans la gestion de l'économie française. Pourtant, de graves troubles sociaux ne sont pas en vue. Bien au contraire : à tort ou à raison, on a l'impression que les salariés ne sont pas disposés à se mobiliser sur des mots d'ordre offensifs, comme, du reste, semble l'attester la modération des propos tenus par les leaders de la C.G.T. et de la C.F.D.T. lors de leur dernière rencontre. Pourtant, rien ne laisse présager, du moins pour l'immédiat, un retournement de la conjoncture. Certes, les dernières statistiques disponibles, celles du mois de juillet (*le Monde* du 30 août), font apparaître une augmentation sensible des demandeurs d'emploi, mais, dans les conditions où fonctionne actuellement la machine économique, ces chiffres traduisent plutôt le passage d'un état de surchauffe à un rythme d'activité plus normal. Ce qui caractérise encore le « marché du travail », comme on dit (malheureusement), c'est la pénurie de travailleurs qualifiés.

Depuis le lancement du plan de redressement du 12 juin, il ne se passe pas de semaine qu'un représentant attitré des P.M.E. ne dénonce la grave menace qui pèse ou qui pèserait sur des milliers d'entreprises françaises « étranglées » par l'encadrement du crédit. En réalité, l'échéance de juillet, pourtant alourdie par la perspective de paiement de l'impôt supplémentaire (de 18 %) sur les bénéfices des sociétés, s'est, dans l'ensemble, bien passée et, comme on le lira ci-contre dans l'article de Josée Doyère, il ne semble pas qu'une crise de faillites en chaîne soit — encore une fois sur la base des données actuellement connues — en vue. Alors ?

Et bien, les industriels, les commerçants, les financiers, n'ont pas tort, malgré le maintien probable pour les mois à venir du plein emploi et d'un volume satisfaisant d'affaires, d'être mal dans leur peau. Pourquoi ? Parce que si le moteur économique continue à « tourner », ils sont en général bien placés pour savoir qu'il est « poussé » par des moyens de plus en plus artificiels. Il ronfle, mais le bruit familier qu'il laisse encore entendre recouvre de plus en plus mal des ratés dus à l'état défectueux de certaines pièces, au grippage de certains mécanismes, dont il n'est pas sûr qu'on puisse à la longue se passer — sans changement plus ou moins radical de la société capitaliste telle qu'elle existe. Prenons d'abord l'exemple du crédit, puisque c'est de lui — et pour cause — dont il est le plus question aujourd'hui.

Les emprunts à l'extérieur ne sont pas « encadrés » et sont officiellement encouragés par les pouvoirs publics, qui y voient un moyen facile et presque invisible de financer sans douleur le déficit de notre balance des paiements rendu, paraît-il, inévitable par le renchérissement des produits pétroliers (voir bulletin ci-dessous). Il ne se passe pas de jour qu'une entreprise, publique ou non, ne lance ainsi une émission (crédit à taux ajustable tous les six mois) sur le marché de l'euro-dollar. La semaine dernière, c'était la R.A.T.P. et les filiales d'Unilever, demain ce sera d'autres. Le fait nouveau, depuis deux ou trois mois, c'est que les grandes sociétés ne sont plus seules dans ce cas. Indirectement, par l'intermédiaire des banques, un grand nombre d'entreprises moyennes — celles qui peuvent justifier d'un courant d'affaires régulier avec l'étranger — sont emprunteuses de devises. De par la réglementation en vigueur, ces emprunts doivent être contractés pour une période d'un an minimum. Et il est impossible de se garantir contre le risque de change, la couverture à terme étant interdite pour les opérations financières. Est-il sain que, fût-ce pour des sommes marginales (mais la différence entre la prospérité et le marasme est une question de marge), le financement de l'appareil productif français dépende d'un marché international des capitaux dont les risques d'effondrement complet ne paraissent plus, même aux optimistes impénitents, impossibles ?

L'inflation, ce monstre insaisissable

Mais, revenons sur le terrain plus connu des entreprises et voyons comment l'inflation, ce monstre insaisissable, se manifeste de la façon la plus perceptible dans le bilan de la plupart d'entre elles. Alors que nous sommes dans une période d'encadrement du crédit, on pourrait penser que les entreprises se désendettent, *volens nolens*, vis-à-vis des banques. Mais il n'en est rien. Autant qu'on peut se faire une idée générale de l'évolution de la structure financière des sociétés françaises, on s'aperçoit que celle-ci se dégrade rapidement depuis au moins l'automne 1973, en ce sens que l'endettement à court terme s'est beaucoup accru par rapport à l'endettement à long terme et par rapport aux fonds propres. Comment redresser cette situation inconfortable, alors qu'avec la baisse de la Bourse il est devenu presque impossible de recueillir de l'argent « frais » par des émissions d'actions nouvelles et que le marché obligataire s'est pratiquement écroulé ? Là encore, le mal n'est pas toujours perçu dans toute son ampleur parce que, dans la France contemporaine, les circuits financiers sont à ce point « manipulés » par la puissance publique que la part des investissements financés classiquement par des appels directs et francs à l'épargne est elle aussi « marginale ». Mais, dans les pays à structure capitaliste plus « avancée », ce phénomène inquiète à juste titre les économistes.

La course frénétique après l'argent

C'est ainsi qu'aux Etats-Unis on commence à se préoccuper sérieusement de la détérioration de la « liquidité », qui se mesure par différents « ratio » qui reviennent tous à comparer les actifs immédiatement mobilisables (dont le compte en banque est la plus parfaite expression) par les entreprises au montant de leurs exigibilités à court terme. Il fut un temps où l'on considérait qu'une société bien gérée devait disposer de sommes liquides (cash) et de titres à court terme négociables (bons du Trésor, bons de caisse, etc.) d'un montant égal à celui de ses dettes à court terme. Aujourd'hui, selon *Business-Week*, la proportion moyenne ne dépasse pas un cinquième...

C'est ici qu'une confusion ne doit pas être commise. Il est incontestable qu'une gestion moderne vise à réduire au minimum le capital inactif que représente le disponible, et les progrès accomplis dans ce sens sont, dans les circonstances que nous traversons, particulièrement utiles. C'est ainsi qu'en France, depuis deux ou trois ans, les grands groupes industriels ont progressivement mis en pool la trésorerie de leurs différentes filiales, ce qui permet de subvenir aux besoins de l'une avec les disponibilités momentanées de l'autre. Cela est peut-être une des raisons qui explique pourquoi les banques, obéissant aux directives de la Rue de Rivoli, ont pu faire peser davantage sur les grandes entreprises que sur les P.M.E. le poids de l'encadrement, sans trop grand dommage pour les premières. Mais, si la rationalité économique exige d'économiser au maximum sur le fonds de roulement (ce qu'on obtient, notamment, en accélérant les « rentrées » et en faisant coïncider les sorties avec ces dernières), cette même rationalité conduit, ou devrait conduire, à se méfier des facilités offertes par le crédit apparemment indéfini. En dernière analyse, la formidable hausse des taux d'intérêt dans le monde a pour cause la course frénétique des entreprises (et des petites et moyennes banques) après l'argent. Ainsi s'explique le paradoxe apparent que celui-ci apparaisse de plus en plus « rare » au fur et à mesure que la masse monétaire, qui est en réalité la masse des passifs bancaires, se gonfle.

Tout ceci a cessé d'être hypothétique. Le pays où l'expansion du crédit a été le plus rapide depuis quelques années, la Grande-Bretagne, connaît actuellement une vague de faillites, dont la plus récente et la plus spectaculaire est celle de la Court Line, agence de voyages qui représente environ le tiers des affaires faites dans ce domaine outre-Manche. En Allemagne, c'est dans le secteur des banques, dont beaucoup se sont lancées à corps perdu dans la spéculation sur devises, que se produisent les mises en liquidation. On redécouvre avec une étonnante stupeur le vieux schéma du château de cartes que d'aucuns s'imaginaient, sans expliquer pourquoi, caduc.

Lié à l'évolution du système monétaire international

En France, même le patronat qui, naguère encore, se faisait — en paroles — le champion d'un libéralisme « pur et dur », reconnaît aujourd'hui que la surveillance exercée par l'administration ou la Banque de France a jusqu'à un certain point préservé entreprises et banques de notre pays d'un certain nombre d'excès. Mais il n'est pas dans le pouvoir de l'administration de modifier les conditions « objectives » dans lesquelles travaillent les banques, et ces conditions sont extrêmement dangereuses puisqu'elles les obligent à emprunter à court terme et à un taux exorbitant des sommes qu'elles immobilisent ensuite dans les prêts à long terme (le danger n'est que partiellement atténué par le fait que le taux de prêt est réajustable tous les six mois). Quant à l'industrie française, qui vend à l'étranger désormais environ 40 % de sa production, elle ne serait pas à l'abri de très graves difficultés si le marché mondial devait tout à coup se contracter. Or c'est là où le sort des entreprises, et à leur suite de millions de salariés, se trouve directement lié à l'évolution de ce qu'on appelle abstraitement le « système monétaire international », et qui se réduit aujourd'hui au fonctionnement du marché des capitaux flottants, à travers lesquels sont financés les déficits.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 17.)

BULLETIN

Une étrange présentation du déficit commercial

M. NORBERT SEGARD, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, a déclaré l'autre jour à la radio que le déficit de la balance commerciale française était entièrement dû au renchérissement du coût des produits pétroliers importés et que, si l'on faisait abstraction du poste « énergie », cette balance était positive. Le quadruplement du prix des hydrocarbures se traduira cette année, a-t-il précisé, par une dépense en devises de l'ordre de 40 milliards de francs, soit une moyenne mensuelle de 3,3 milliards, alors que, globalement, le solde négatif de nos échanges de marchandises avec l'étranger n'est chaque mois que de 2 milliards environ. Le secrétaire d'Etat français n'est pas le seul à produire de tels chiffres et à se hasarder dans un tel raisonnement. Le gouverneur de la Banque d'Italie, M. Guido Carli, pour plaider la cause de son pays auprès des pays créanciers auxquels il demande de nouvelles facilités, soutient lui aussi que si l'on met à part la « note à payer » du pétrole, la balance commerciale italienne s'est nettement améliorée par rapport à la même période de l'année dernière. Dans les pays anglo-saxons et dans les organisations internationales, il est de même courant de distinguer entre les chiffres relatifs à la balance « pétrole compris » ou « hors pétrole ».

Une telle présentation est devenue si habituelle et surtout elle apparaît tellement conforme au bon sens qu'elle semble en quelque sorte aller de soi, et on imagine mal un député interpeller M. Ségard pour lui reprocher d'égarer l'opinion publique sur ce domaine. Cependant, le sens commun cache parfois des sophismes, et il s'est trouvé récemment, dans le pays le plus touché par la crise, la Grande-Bretagne, des économistes pour rappeler qu'une élévation, fût-elle brusque, du coût des produits importés ne provoquait pas « automatiquement » un déficit des comptes extérieurs. Nous disons « rappeler », car l'analyse du professeur Wynne Godley de Cambridge renoue en fait avec les enseignements que professe l'économie politique non keynésienne et dont les conclusions sont malheureusement obscurcies de nos jours par les modes de calcul de la comptabilité nationale. Cette dernière découpe en quelque sorte en tranches la balance des paiements et raisonne comme si, par exemple, l'évolution des importations n'était pas liée à celle des exportations. En réalité, rien ne peut faire qu'un pays achète plus (de biens, de services, de titres de Bourse, etc.) à l'extérieur qu'il ne lui vend, à moins de puiser dans ses réserves ou d'accepter de s'endetter. Un surcroît de dépenses à l'étranger sur les entrées en devises ne peut avoir pour origine qu'un déséquilibre interne entre, d'une part, la masse des revenus distribués et, de l'autre, la capacité de l'offre globale. Si un produit importé augmente de valeur, il se produit progressivement ou bien un effet de substitution (au profit de produits qui ont baissé de valeur), ou bien une baisse de la consommation interne. C'est ce qu'a soutenu avec une grande logique le professeur Godley (dont les prévisions, au cours des années passées, se sont en général révélées plus justes que celles des « experts » officiels). Du reste, un certain nombre de pays, tels les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale, ne connaissent aucun déficit et, pourtant, eux aussi ont à payer le pétrole plus cher.

Ajoutons que si l'on isole arbitrairement tel ou tel poste de la balance des comptes, il est toujours possible de « prouver » que celle-ci est en équilibre. Si un habitué des casinos établit son budget sans tenir compte de ses dépenses de jeu, il lui sera sans doute facile de montrer qu'il est en excédent...

Les P.M.E. aux prises avec l'échéance

« *IL s'agit de combattre l'inflation ; il ne s'agit pas de rendre plus difficile, ou plus incertain, l'avenir de notre économie (...). C'est pourquoi vous devez avoir confiance dans les chances de l'économie française et ne pas vous laisser aller à je ne sais quel découragement, qui serait injustifié et déraisonnable.* » Les chefs de petites et moyennes entreprises entendront-ils ce langage, que leur tenait le 27 août le président de la République ? Pour l'instant, le vent est au pessimisme, car, si on en croit leurs représentants traditionnels, l'encadrement du crédit met en cause la vie de centaines d'entreprises et l'emploi de milliers de salariés. La disparition de huit mille entreprises au cours du premier semestre (23 % de plus que durant la même période de 1973) semble justifier leur inquiétude. Dans le même temps, le ministre de l'économie et des finances annonce que les comités départementaux créés pour étudier le cas des entreprises mises en difficulté par le plan anti-inflation a reçu mille onze dossiers. Ce chiffre *paraît somme toute assez faible si on* le compare au million et demi d'entreprises de moins de cinq cents salariés (industrielles, commerciales ou de services) susceptibles d'être gênées par l'encadrement du crédit.

Dans le monde complexe, hétérogène, multiforme, foisonnant des petites et moyennes entreprises, que la statistique ne parvient pas à cerner, toutes les expériences coexistent et M. Léon Gingembre lui-même, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, qualifie la situation de « très confuse ».

Les P.M.E. formulent toute une série de griefs contre les pouvoirs publics et les banques. Les comités départementaux ? Créés à la veille des vacances, à un moment où les organisations professionnelles sont trop légères pour relayer efficacement l'information, à un moment où le personnel comptable est absent de l'entreprise, ces comités se réunissent à une cadence trop lente (toutes les trois semaines parfois) pour être efficaces. De plus, la procédure est trop compliquée. Enfin, il est certain qu'il existe une répugnance viscérale dans le petit patronat à parler de ses propres affaires aux fonctionnaires du Trésor et des impôts. Une telle démarche déclenchera des rumeurs alarmistes chez les clients et les fournisseurs et c'est une éventualité qui fait reculer.

« *Depuis trois ans*, dit M. Gingembre, *les pouvoirs publics nous ont poussés à investir et à nous développer, et les banquiers nous ont incités à leur demander de l'argent. Maintenant, on nous dit : « Revenons en arrière » ; mais c'est impossible. On peut, au mieux, ralentir le mouvement. Qui est le plus responsable ? Le tentateur ou celui qui se laisse tenter ? M. Fourcade oublie un peu trop facilement qu'au Crédit industriel et commercial, il a fait partie des tentateurs.* »

La stratégie des banques

Les banquiers ne nient pas qu'ils ont systématiquement prospecté depuis quelques années l'univers des P.M.E. pour y trouver de nouveaux clients, de la même façon qu'ils incitaient les particuliers à ouvrir chez eux des comptes. Il est exact également qu'ils ont incité les chefs d'entreprises moyennes à recourir davantage au crédit et moins à l'autofinancement pour leurs investissements à long terme.

La stratégie des banques se justifiait par le désir d'adjoindre à la clientèle traditionnelle mais difficile des grandes sociétés, devenue de moins en moins rentable, une clientèle plus stable, moins exigeante et surtout plus fidèle : « *Les grandes sociétés mettent leurs dépôts aux enchères. Leurs dépôts sont « volatils », même si ce ne sont pas des pétroliers, et ils vous quittent pour 1/16 de mieux ailleurs...* » nous a dit un banquier.

Mais les banques se défendent d'avoir fait supporter aux P.M.E. le poids de l'encadrement du crédit, qui pourtant, de leur propre aveu, n'a jamais été aussi sévère. Les crédits aux particuliers, qui avaient littéralement explosé ces dernières années (jusqu'à représenter près du quart des sommes réutilisées), ont été totalement supprimés ainsi que les prêts personnels, et tout cet argent frais a été dirigé vers les petites et moyennes entreprises. Les grandes entreprises, elles capables d'assumer les risques de change, se sont de plus en plus dirigées vers les crédits en devises, qui ne supportent aucune mesure d'encadrement. Il reste qu'un certain nombre de très grandes entreprises continuent à bénéficier de crédits en forte augmentation. « *Il est difficile de refuser du crédit sur stocks à une entreprise d'automobiles ; en le faisant, on mettrait d'ailleurs en difficulté toute une masse de petites affaires sous-traitantes* », nous confie un autre banquier.

Il est cependant indéniable que l'atmosphère de facilité des dernières années avait conduit les banques à consentir des crédits excessifs et certaines entreprises, au nom de la poursuite d'une expansion galopante, se sont endettées, en court, moyen et long terme, bien au-delà du raisonnable. Les banquiers, malgré leur peu de goût pour cette situation, se sont parfois retrouvés en position de commanditaires. Il existe aussi des entreprises qui suivent, depuis des mois, une courbe descendante et à qui les restrictions de crédit peuvent facilement porter le coup de grâce.

Une autre raison d'inquiétude, celle-ci beaucoup plus psychologique. Un chef d'entreprise moyenne ne recourt généralement qu'aux services financiers de l'une de ses deux banques, sans avoir jamais fait appel aux possibilités de découvert que son deuxième banquier lui avait verbalement laissé entrevoir. Aujourd'hui, il apprend que ces propositions sont devenues caduques. Même si sa situation est confortable, le chef d'entreprise sent ainsi céder un rempart sur lequel il pensait pouvoir compter, en cas de besoin, et cette constatation est moralement éprouvante.

Tous ces raisonnements sont valables pour les entreprises moyennes et industrielles. Quant aux toutes petites affaires commerciales, artisanales et industrielles, elles ont plus, pour les banques de dépôt, le caractère d'une clientèle particulière, avec simplement le recours au découvert mensuel pour assurer l'échéance. Leurs investissements à long terme sont souvent répercutés sur le Crédit hôtelier industriel et commercial. Cet établissement, à la fin juillet, n'avait pas, en contentieux, plus d'affaires que les années précédentes à la même date, et, jusqu'ici, les demandes de report d'échéances ne sont pas nombreuses.

La situation est-elle alors bien meilleure que les P.M.E. ne veulent le laisser croire ? Et certains, au C.N.P.F., ont-ils raison de laisser entendre que les petites entreprises gémissent par anticipation ? Certes, c'est seulement en septembre et octobre que devraient apparaître les signes tangibles des difficultés des P.M.E. Dans certains secteurs, cependant, le commerce et la réparation automobile par exemple, ou dans les travaux publics et le bâtiment (où le poids des marchés de l'Etat, si mauvais payeur, est considérable), la crise est d'ores et déjà sensible : les demandes de financement sont là en nette régression.

Il faut donc chercher une explication complémentaire à l'angoisse des chefs d'entreprise : on la trouve dans le recours trop habituel au découvert bancaire et au crédit assuré par les fournisseurs. Au laxisme passé des banquiers a correspondu, chez trop de chefs d'entreprise, une euphorie dangereuse qui les a conduits à trop faire appel aux facilités de trésorerie à court terme, qui deviennent ruineuses à une époque où les taux d'intérêt légaux sont ceux de l'usure d'il y a quelques années. L'inflation, qui devient objet de spéculation pour les crédits à long terme, inflige là des pénalités coûteuses pour toutes les entreprises grandes ou petites.

Et c'est par ricochet que l'encadrement du crédit gêne le règlement des échéances. Les sociétés les plus puissantes ont eu tendance à raccourcir les crédits de paiement qu'elles consentent à leurs clients ; ceux-ci, obligés de régler leurs factures à trente ou soixante jours, au lieu de quatre-vingt-dix, n'ont pas toujours la possibilité d'obtenir pour les marchandises qu'ils ont livrées la même rigueur dans le paiement. Il n'en faut pas plus pour gêner des trésoreries habituellement saines, au moment précis où le banquier est obligé de répartir la pénurie.

Dans le commerce, grand ou petit, les exigences des fournisseurs devraient être mieux supportées, puisque le consommateur paie comptant ses achats, apportant jour par jour de l'argent frais dans le tiroir-caisse.

La situation est évidemment variable d'un secteur à l'autre, d'une entreprise à l'autre. Mais ces soucis s'ajoutent aux causes extérieures qui ont frappé l'année dernière les entreprises. Même si aujourd'hui les coûts de certaines matières premières baissent et si la hausse des prix de l'énergie a tant bien que mal été digérée, aucun palier n'a permis de reprendre son souffle avant de remettre en cause les habitudes acquises de relative facilité.

Le passage est difficile, et les mois qui viennent révéleront qui, de M. Gingembre ou de M. Fourcade, avait raison. On ne peut que souhaiter aux entreprises françaises et à leurs salariés que ce soit M. Fourcade.

JOSÉE DOYÈRE.

COMBIEN Y A-T-IL D'ENTREPRISES ?

Nul ne connaît avec quelque précision le nombre actuel des entreprises françaises.

En 1970, selon l'INSEE, il y avait 665 000 entreprises industrielles et artisanales, dont 86 % employaient moins de 10 salariés. Seules 519 entreprises employaient plus de 1 000 salariés. Près de 90 000 entreprises emploient donc de 10 à 99 salariés. Il faut y ajouter 570 000 *entreprises commerciales* et 430 000 prestataires de services.

Les chiffres que prend en considération le Crédit hôtelier, commercial et industriel sont quelque peu différents :

— 285 000 entreprises industrielles ou artisanales (sans le bâtiment) employant moins de 50 salariés, 12 000 sociétés industrielles de 50 à 500 salariés et 1 350 employant plus de 1 000 personnes ;

— Dans le bâtiment, 283 000 entreprises employant moins de 50 salariés, 4 800 de 50 à 500 salariés et 200 de plus de 500 salariés ;

— 607 000 commerçants indépendants ou associés ;

— 220 000 prestataires de services ;

— 226 000 entreprises de tourisme.

Selon ces chiffres, il y a donc 1 636 000 entreprises industrielles, commerciales ou de services employant moins de 500 personnes.

PESSIMISME DES MILIEUX D'AFFAIRES DE DEUX CÔTÉS

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le gouvernement veut donner l'impression qu'il continuera à serrer les freins

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement fédéral allemand s'est donné jusqu'au 11 septembre pour examiner la situation économique et décider s'il est nécessaire de prendre des mesures pour relancer l'économie. Face aux assauts conjugués du patronat et des syndicats des branches actuellement en difficulté ainsi que des représentants des collectivités locales, les membres du cabinet avaient adopté des attitudes divergentes. Les uns, comme M. Apel, ministre des finances, laissaient entendre que des décisions allaient être prises incessamment. Les autres, comme le chancelier et le ministre de l'économie, estimaient que la situation n'était pas encore suffisamment sérieuse pour que la politique de stabilité soit abandonnée. Lors d'un récent conseil des ministres, M. Helmut Schmidt a repris ses troupes en main. La doctrine officielle du gouvernement de Bonn est que « la politique qui a conduit à une relative stabilité des prix sera poursuivie avec une grande sérénité ».

Jusqu'à maintenant les responsables *économiques se sont efforcés de desser*rer pas à pas leur programme de stabilité pour ne pas donner l'impression aux employeurs comme aux salariés que la lutte contre l'inflation est terminée. En annonçant la diminution, à partir du 1er septembre, des réserves obligatoires des banques auprès de la Bundesbank, le vice-président de l'institut de Francfort déclarait encore que cette décision « ne devait pas être interprétée comme un changement de la politique conjoncturelle ». Morceau après morceau il ne reste pourtant plus grand-chose des programmes de stabilisation adoptés en février et mai 1973. Les pouvoirs publics s'apprêtent même, selon toute vraisemblance, à puiser dans les 10 milliards de deutschemarks « gelés » auprès de la Bundesbank. Mais seule une faible partie de cette somme serait utilisée. A la veille des négociations salariales il n'est pas mauvais, estime le ministre de l'économie, qu'une certaine crainte du chômage modère les revendications.

Les commandes étrangères

Malgré la sérénité officielle, certains chiffres inquiètent le gouvernement. Le nombre des chômeurs s'est élevé à quatre cent quatre-vingt-dix mille au mois de juillet, soit 2,1 % de la population active. L'office fédéral du travail, qui comptait sur un taux moyen de chômage de 2,2 % au cours de cette année, parle maintenant de 2,5 %. Selon le magazine de Hambourg *Der Spiegel*, un groupe d'experts du ministère des finances estimerait que le nombre d'un million de chômeurs n'est pas exclu pour l'hiver prochain si le gouvernement ne prend pas rapidement des mesures.

Le ministère de l'économie espère que le produit national brut augmentera de 1,5 % en 1974, mais l'activité économique, et notamment industrielle, est uniquement nourrie par les commandes étrangères. La consommation des ménages stagne, et l'Institut d'études économiques de Munich ne s'attend pas à un renversement de cette tendance avant le début de l'année prochaine. Dans l'industrie, la demande intérieure a diminué de 4,5 % pendant les sept premiers mois de cette année par rapport à la période correspondante de 1973. Cependant, les commandes venues de l'étranger ont augmenté de 11,7 %.

Les secteurs les plus touchés par la récession sont l'automobile, l'industrie du bâtiment, ainsi que le textile et l'habillement. La production automobile a diminué de 20,2 % en six mois, et les exportations ont reculé de 11 %. Dans le bâtiment les commandes sont inférieures de 16 % au niveau de l'année dernière, et la production textile a diminué de 11 %.

Au mois de juillet la balance commerciale ouest-allemande a enregistré une nouvelle fois un excédent record de 4,4 milliards de deutschemarks (soit environ 8 milliards de francs). Pendant les sept premiers mois de cette année le solde du commerce extérieur a pratiquement atteint le niveau enregistré en 1973 pour l'ensemble de l'année. Toutefois, les experts s'attendent à un fléchissement des exportations au cours des prochains mois, aussi bien dans les industries mécanique ou électrique qu'automobile.

Bien que la République fédérale ait le taux d'inflation le plus bas d'Europe (7,1 %), le ministère de l'économie estime que la hausse des prix n'est pas jugulée et que les entrepreneurs pourraient être tentés de répercuter dans leurs prix de vente les différentes hausses des coûts. On remarque, par exemple, que les prix des importations ont augmenté de 30 % de juillet 1973 à juillet 1974.

Fiers des résultats de leur politique de stabilité, les Allemands ont eu quelque peu tendance au cours des derniers mois à se donner en exemple aux autres pays occidentaux. D'un côté ils souhaitent que leurs principaux partenaires puissent résoudre rapidement leurs problèmes de balance des paiements, mais de l'autre *ils craignent qu'un ralentissement géné*ral de l'économie mondiale ne gêne leurs exportations, seul moteur de leur croissance.

DANIEL VERNET.

ÉTATS-UNIS

Les nuages s'accumulent

De notre correspondant

New-York. — C'est seulement vers la fin de cette année — un peu plus tôt si les choses se gâtent vite, ou un peu plus tard, au printemps 1975, si rien ne vient accélérer les dangereuses tendances actuelles — que les Etats-Unis risquent de se trouver dans une situation économique difficile. Voici les principaux facteurs :

- Une montée continue des prix à la consommation, qui atteint actuellement, en rythme annuel, 15 %, principalement en raison de la poussée des prix agricoles et des matières premières industrielles importées ;
- Une aggravation de la crise de liquidités, qui atteint principalement les sociétés industrielles, de moins en moins capables de dégager des bénéfices suffisants pour assurer leurs besoins en capitaux roulants. L'endettement des sociétés industrielles croît très rapidement, à tel point que, non seulement le nombre des faillites parmi les entreprises moyennes est en progression nette, mais un certain nombre de grandes sociétés ont touché la limite de leurs possibilités d'emprunter. Leur situation est d'autant plus précaire que les fonds de retraite créés par nombre de ces sociétés sont investis dans des valeurs mobilières qui ont « fondu » avec la Bourse (1). Pour faire face à leurs engagements vis-à-vis de leurs employés retraités ou près de le devenir, les sociétés privées doivent donc prélever sur leurs bénéfices courants ;
- Une légère augmentation du chômage, qui atteint déjà le taux de 5,3 % pour l'ensemble du territoire des Etats-Unis. Ce taux est beaucoup plus élevé dans les grandes villes affectées par la semi-récession. Il était, par exemple, de 7,5 % à New-York pour juillet ;
- La pression sur les taux d'intérêt — *déjà intolérables, à leur niveau* actuel, dans ce pays d'économie libre — qui atteignent 12 % pour le taux bancaire de base, 15 % pour le commun des mortels(et sont inaccessibles pour les candidats à la construction de maisons ou d'immeubles. Les taux seront-ils plafonnés ? C'est une des mesures auxquelles le président Ford pourrait songer. La politique actuelle peut manquer de poids, mais il sait où trouver du lest parmi les membres du Congrès — avant ou après novembre — qui sont d'humeur à l'aider.

JAY McCULLAY.

(1) Les syndicats américains ont obtenu dans bien des industries des victoires illu*soires, en ce sens que les retraites accordées* — parfois égales au salaire maximum encaissé par l'employé pendant son service actif — ont été fondées sur des investissements « en papier », c'est-à-dire en valeurs mobilières, qui ont suivi le sort de la Bourse.

GRANDE-BRETAGNE

Baisse du niveau de vie

De notre correspondant

Londres. — Le ralentissement de l'économie britannique s'accentue. Les prévisions des spécialistes ne se distinguent à cet égard que par le degré variable de pessimisme dont les uns ou les autres font preuve.

L'un des avertissements les plus sérieux vient d'être publié par le professeur Jim Ball et M. Terry Burns de la London Business School, dont les extrapolations sont toujours attendues avec le plus grand intérêt par les connaisseurs. Selon eux, le mouvement inflationniste ne manquera pas de s'aggraver dans les mois à venir, ce qui à vrai dire ne cause aucune surprise. Les prix à la consommation *pour l'ensemble* de l'année en cours enregistrent une hausse moyenne de 16,5 % sur leur niveau de 1973. A la fin de l'année toutefois l'augmentation devrait atteindre 20 %. Quant aux perspectives à plus long terme, les experts de la L.B.S. croient que le mouvement ne se ralentira pas avant 1977, année à partir *de laquelle on pourra espérer une inflation* réduite à quelque 7 % par an.

Le nombre des chômeurs atteint 691 000

Les milieux économiques ont également subi un choc ces jours-ci en apprenant que le nombre des chômeurs s'est accru de presque cent mille entre la mi-juillet et la mi-août. C'est là un record que l'économie britannique n'avait pas battu depuis vingt-six ans. Le total à l'heure actuelle est donc de 691 000 chômeurs réels, le chiffre ne tenant pas compte des jeunes gens qui viennent de quitter l'école et qui se présentent sur le marché du travail. Aussi n'est-il pas surprenant que certains experts s'attendent déjà à voir le nombre des chômeurs dépasser un million avant la fin de l'année. Sur ce point, toutefois, l'étude de la L.B.S. est un peu plus réconfortante, puisque, à l'en croire, le cap du million de chômeurs ne sera franchi qu'au cours de l'hiver 1975-1976. Encore une autre étude due à une firme très respectable de la City n'hésite-t-elle pas à prévoir deux millions de chômeurs d'ici dix-huit mois.

Les menaces sur le marché de l'emploi ne suffisent pas cependant à freiner la hausse des salaires. Le meilleur exemple en est fourni par les travailleurs du bâtiment qui sont déjà affectés d'une façon très sérieuse par le marasme dans leur secteur, mais qui n'en revendiquent pas moins des augmentations allant de 80 à 100 %. D'autre part, selon les calculs de la revue *Economist*, le taux des salaires à la fin juillet était supérieur de 18 % à celui de l'année précédente, et il faudrait s'attendre à une hausse de 25 % en 1975.

Le produit intérieur brut de la Grande-Bretagne en 1974 enregistrera une baisse que la plupart des experts évaluent à 1 %. Même si l'on admet qu'en 1975 la reprise pourrait atteindre 1,2 %, la production à la fin de l'année prochaine serait donc tout juste supérieure de 1 % à ce qu'elle *était au début de 1973.*

Déficit extérieur

La baisse de la consommation est en tout cas indéniable et ne manquera pas de se poursuivre, l'an prochain, à cause de l'augmentation massive qui est intervenue dans le coût des importations. Sur ce point, l'étude de la L.B.S. estime que, depuis le début de 1973, le pouvoir d'achat des Britanniques a déjà été réduit de 8 %, ce qui représente 3 livres sterling par semaine et par travailleur. Au total, la consommation réelle devrait baisser de 1,5 % en 1974 et de 1,3 % en 1975. La chute du niveau de vie de la population serait donc de quelque 3 % entre 1973 et 1975.

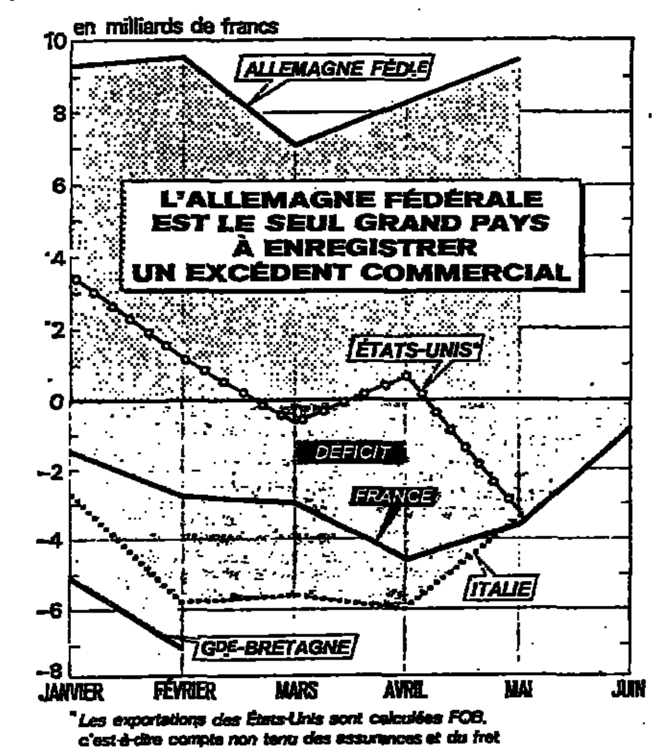
L'une des perspectives les plus sombres se présente dans le domaine de la construction, qui, selon les meilleures estimations, enregistrera cette année une baisse de 25 %, qui se poursuivra l'an prochain au rythme de 9 %.

Quant aux exportations, on s'attend, certes, qu'elles s'accroissent en volume au rythme de 7 % par an environ. En*core faudrait-il pour cela* — toujours selon la L.B.S. — que le fléchissement de la livre sterling s'accentue légèrement et passe de 18 % (par rapport à janvier 1972) à 20 % environ. Dans ces conditions, la balance des paiements, dont le déficit pour l'année en cours est estimé maintenant à *plus de 4 milliards et demi de livres* — c'est-à-dire 7 % du produit national brut — pourrait l'an prochain être ramené plus près de 3 milliards.

JEAN WETZ.

FAITS ET TENDANCES

SITUATIONS DE PLUS EN PLUS CONTRASTÉES D'UN PAYS A L'AUTRE POUR LES PRIX ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR



* Les exportations des États-Unis sont calculées FOB, c'est-à-dire compte non tenu des assurances et du fret

LE fossé se creuse entre l'Allemagne fédérale et les autres grands pays industriels de l'Occident. D'un côté, la balance commerciale continue à enregistrer des excédents substantiels et les prix n'augmentent qu'à un rythme relativement modéré ; de l'autre, les déficits s'accroissent et l'inflation ne cesse de sévir.

Ainsi les prix de détail n'ont augmenté en juillet que de 0,2 % en R.F.A., alors qu'ils ont progressé de 0,8 % aux Etats-Unis, de 0,9 % en Grande-Bretagne, de 1,3 % en France et de 2,4 % en Italie. En un an, par rapport à juillet 1973, la hausse du coût de la vie s'est établie respectivement dans ces cinq pays à 6,9 %, 11,8 %, 14,4 %, 17,1 % et 19,3 %.

La situation est comparable dans le domaine du commerce extérieur. L'excédent commercial allemand a atteint en juillet 4,4 milliards de deutschemarks, ce qui correspond à 8 milliards de francs. Pour les sept premiers mois de 1974, il s'est établi à 29,7 milliards de deutschemarks (53,8 milliards de francs) et dépasserait, en 1974, 45 milliards de deutschemarks (81,5 milliards de francs). En revanche, la balance commerciale française a été déficitaire de 3 milliards de francs en juillet et de 11,7 milliards de francs depuis le début de l'année. En 1974, le déficit commercial serait de l'ordre de 25 milliards de francs.

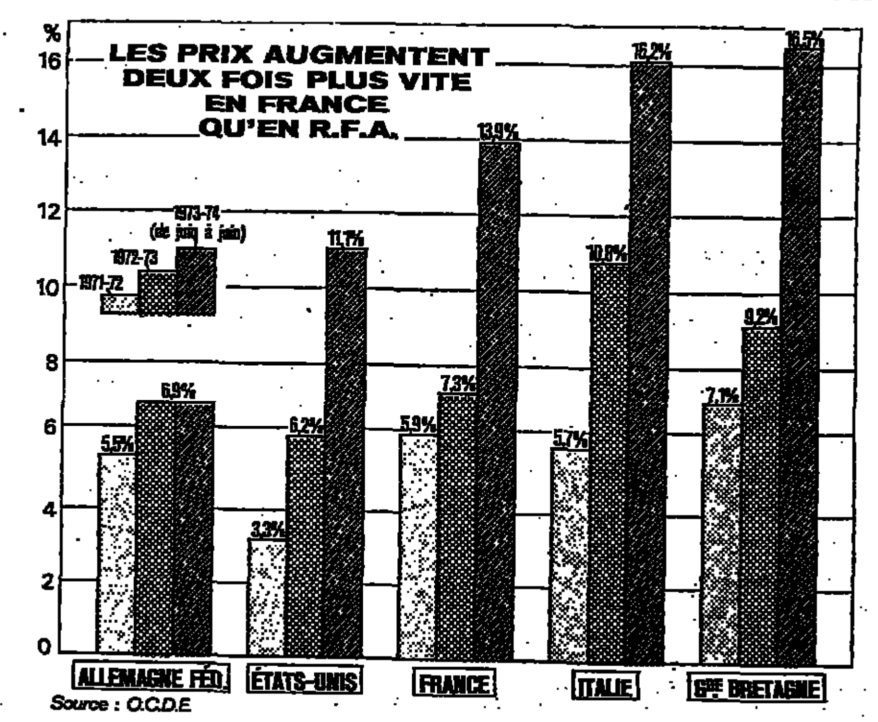
Les Etats-Unis ont, quant à eux, enregistré un troisième déficit mensuel consécutif : 728 millions de dollars en juillet, ce qui correspond à 3,5 milliards de francs. Le déficit commercial américain s'est élevé en sept mois, en raison des excédents de janvier et février, à 983 millions de dollars (4,7 milliards de francs) et, en 1974, atteindrait entre 4 et 5 milliards de dollars (de 19 à 24 milliards de francs).

En Grande-Bretagne, le déficit de la balance commerciale est encore plus élevé : 375 millions de livres en juillet, ce qui correspond à 4,2 milliards de francs. Le déficit de la balance des paiements courants s'élèverait cette année à 4 milliards de livres (44,7 milliards de francs). Enfin, l'Italie a enregistré, en six mois, de janvier à juin 1974, un déficit commercial de 3 941 milliards de lires, ce qui correspond à 28,8 milliards de francs.

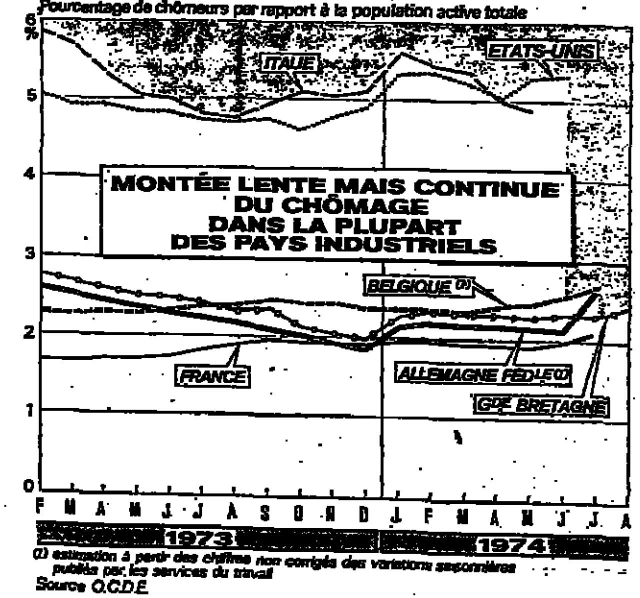
En résumé, l'excédent commercial de l'Allemagne fédérale est en gros égal, pour le dernier mois connu, à la moitié du déficit global des quatre autres pays. Un tel contraste ramène à l'état d'espérances, sinon d'illusions, les propositions françaises de relance de l'union monétaire et économique européenne.

« *NOUS sommes encore en situation de plein emploi* », a déclaré en substance le vice-président du C.N.P.F., M. Yvon Chotard. Cette observation, au moment même ou des faillites d'entreprise et des licenciements sont annoncés, peut paraître choquante. En fait, elle illustre bien la situation paradoxale de l'emploi en France. Dans la plupart des pays industriels, comme le montre le graphique ci-dessus, on assiste à une montée lente mais continue du chômage : le phénomène est net aux Etats-Unis depuis six mois déjà, depuis moins de temps en Belgique et en Allemagne. En France, qu'il s'agisse des demandes d'emploi non satisfaites ou des chômeurs secourus, l'augmentation a été de 13 % en un an. Et encore faut-il ajouter que ces statistiques ne reflètent pas tout à fait l'évolution de l'activité économique : la fermeture des frontières et le renouvellement des contrats à durée déterminée accordés à des étrangers, par exemple, allègent d'autant le groupe des chômeurs, puisque certains immigrés ne pourront pas revenir en France. En outre, les menaces qui continuent à peser sur de nombreuses entreprises en difficulté et l'arrivée massive des jeunes en fin de scolarité risquent d'aboutir à une véritable dégradation.

Mais, à l'heure actuelle, de nombreuses firmes industrielles n'arrivent pas à embaucher la main-d'œuvre — surtout qualifiée — dont elles ont besoin. Les distorsions sur le marché du travail demeurent persistantes : d'un côté une relative pénurie d'ouvriers qualifiés, de d'autre un accroissement indiscutable à la fois du nombre des chômeurs et de la durée du chômage. Rapportée à la population active, le nombre des chômeurs prend sans doute une dimension moins inquiétante. En France, le taux dépasse à peine 2 %, alors qu'aux Etats-Unis il atteint plus de 5 %, écart qui demeurerait aussi grand si les statistiques étaient homogènes (le nombre des chômeurs secourus atteint en effet 3 % de la population active). Il importe cependant de noter que, en raison des mécanismes économiques, de l'influence du secteur agricole et des mœurs sociales très différentes d'un pays à l'autre, les taux de chômage, même en période de crise, a toujours été plus bas en France qu'outre-Atlantique.



Source : O.C.D.E.



(1) estimation à partir des chiffres non corrigés des variations saisonnières publiés par les services du travail
Source O.C.D.E.

Evolution du nombre de chômeurs, après correction des variations saisonnières, par rapport à la population active. *Les comparaisons de* pays à pays doivent être faites avec prudence en raison des notions différentes données au chômage. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis les statistiques portent sur la population *disponible* (chômeurs secourus, demandeurs d'emploi inscrits ou non), alors qu'elles regroupent les chômeurs secourus et les demandeurs inscrits en France, en Grande-Bretagne et en *Allemagne*, et seulement les chômeurs secourus en Belgique.

ITALIE
Un climat de plus en plus pesant

De notre correspondant

Rome. — Aucun chiffre d'aucune sorte n'est donné pour évaluer les perspectives à court terme de l'économie italienne à la rentrée. Le ministre du travail, M. Bertoldi, lance la prophétie d'un million de chômeurs ; mais son prédécesseur, M. Donat-Cattin, estime qu'ils viendront s'ajouter au demi-million existant. M. Umberto Agnelli, administrateur délégué de la Fiat, s'engage à ne licencier personne et à ne pas réduire les horaires de travail avant le 30 septembre, mais annonce de sombres perspectives pour la suite.

De certitudes ou même de vraisemblances, il n'y en a pas, et l'atmosphère est emplie de rumeurs qui concourent à rendre le climat psychologique plus pesant. La seule chose concrète est la décélération de la croissance. L'indice de la production industrielle est par rapport à 1973 en ralentissement constant : × 20,9 % en janvier, × 13,6 % en février, × 11 % en mars, × 14,2 % en avril, × 2,6 % en mai, × 5,7 % en juin. Viendra ensuite la chute normale de l'été. Il y aura nécessairement reprise en septembre, mais quelle sera-t-elle ?

Symptômes contradictoires

On doit donc se borner à signaler les symptômes contradictoires : l'automobile s'est installée dans la dépression. Les ventes de Fiat et Alfa-Romeo ont baissé de 40 % depuis le début de l'année, et ces deux firmes ont procédé à leur troisième relèvement des prix en huit mois. Le bâtiment s'attend au pire : les chantiers ferment un peu partout, par suite notamment de la réduction des adjudications publiques ou de la construction de logements de luxe. L'électroménager marche bien, lorsque, comme Zanussi, il ne vend en Italie que 35 % de sa production et exporte sur des marchés stables. Mais il réduit de moitié les horaires de travail et commence à licencier quand, comme Indesit, il vend trop sur le marché italien.

Quels seront les effets de la restriction des crédits bancaires ? Certains soutiennent que les ressources d'autofinancement mises en réserve permettront aux entreprises de tenir jusqu'au printemps prochain. Nulle preuve n'en apparaît.

Il est, en revanche, tout à fait vraisemblable que les centrales syndicales sont dans l'incapacité de continuer à contrôler les poussées revendicatives nées de la course des salaires et des prix. L'inflation ne se ralentit pas ; loin de là. La hausse des prix des services publics, en particulier de l'électricité, dont les gros consommateurs vont être les plus frappés, ne fait que l'encourager.

Les mesures de restriction des importations ne semblent pas avoir eu grande efficacité. Et déjà les agents civils des douanes ont décidé pour le 2 septembre une grève du zèle à outrance, accompagnée du refus de faire des heures supplémentaires, pour réclamer l'alignement des augmentations de leurs traitements sur les autres services publics. On a déjà, dans un passé récent, mesuré combien une telle manifestation durant plusieurs semaines pouvait peser sur les échanges de l'Italie avec l'extérieur.

JACQUES NOBÉCOURT.

L'industrie automobile française s'attend à une crise prolongée

AU premier rang des dossiers préoccupants de la rentrée figure celui de l'industrie automobile. Dossier d'autant plus lourd que ce secteur, qui fut longtemps considéré comme le « nerf de la croissance » française, occupe une place considérable dans l'industrie. Son poids se mesure non seulement à son chiffre d'affaires total (40,8 milliards de francs en 1973), mais aussi au nombre de salariés qu'il emploie directement ou indirectement (plus de 2,3 millions de personnes) et surtout à son rôle de pourvoyeur de devises : il a dégagé l'an passé un excédent commercial de plus de 8 milliards de francs, supérieur à lui seul au déficit global de la balance commerciale française (— 6,36 milliards de francs). « Quand l'automobile tousse, l'économie s'enrhume », dit-on. Or, la santé de l'automobile dans les mois à venir a de quoi inspirer l'inquiétude.

Chez les constructeurs, le pessimisme est de règle. Après six mois de valse hésitation, il semble que le marché intérieur s'installe cette fois dans la crise. La dégradation constatée en juin (les immatriculations ont chuté de 20 % par rapport à l'an passé) s'est encore aggravée en juillet (la diminution *des ventes en France aurait atteint* 25 %) et, selon les premières estimations, les résultats du mois d'août ne seraient guère meilleurs. L'automne ? « *On ne voit pas très bien ce qui pourrait provoquer un renversement de tendance. Le lancement de nouveaux modèles donnera peut-être un léger coup de fouet au marché, mais cela restera limité* », estime-t-on chez Renault.

Quant aux exportations, nul ne se hasarde plus à prévoir une reprise prochaine des marchés européens. Pour l'Allemagne, où les immatriculations ont chuté de 23 % au cours des sept premiers mois, on se borne à espérer que la dégradation a maintenant atteint son point le plus bas. La Grande-Bretagne et l'Italie, par contre, suscitent de sérieuses inquiétudes.

La crise semble donc avoir atteint les constructeurs français avec six mois de retard sur leurs concurrents étrangers. « *On ne peut parler de crise qu'à partir du mois de juin* », affirme-t-on à la chambre syndicale des constructeurs. Au cours du premier semestre, en effet, la production française n'a diminué que de 0,1 % (contre 10 % au Japon, 28 % aux Etats-Unis, 15 % en Allemagne), les exportations n'ont baissé que de 1 % et les ventes intérieures de 8 % par rapport à l'année précédente. Pourquoi ce décalage ?

Les producteurs avancent des motifs d'ordre essentiellement psychologique. La France n'a pas connu, même au plus fort de la crise pétrolière, expliquent-ils, de menaces réelles sur son approvisionnement en hydrocarbures. Les incitations du gouvernement aux économies d'énergie ne se sont pas accompagnées de mesures draconiennes, comme par exemple l'interdiction *de circuler le week-end aux Pays-Bas ou* en Allemagne. La « psychose de crise » ne s'est pas installée aussitôt en France.

Il convient d'ajouter deux remarques :

— La diminution relativement limitée des ventes sur l'ensemble du semestre masque des fluctuations mensuelles accentuées. *Le marché intérieur,* après un mois de janvier satisfaisant, a nettement fléchi en février et mars pour remonter en avril et surtout au début du mois de mai, avant de s'effondrer à nouveau en juin.

— Les constructeurs n'ont dû le maintien du nombre total de véhicules vendus et produits qu'au véritable « rush » sur les petits modèles, qui a compensé la chute des voitures plus puissantes. Mesurée en chiffre d'affaires, la baisse des résultats est beaucoup plus sensible. Les acheteurs, dans un premier temps, n'ont pas renoncé à l'acquisition d'une automobile, mais modifié leur choix en faveur de modèles aux moindres performances et consomment moins de carburant. L'exemple des R-5, dont le succès a permis à Renault de tirer son épingle du jeu, vendues aussi bien à des ménages modestes qu'à des cadres supérieurs, est à *cet égard significatif. Il semble qu'on soit* parvenu depuis quelques mois à une situation nouvelle d'équilibre et que l'engouement pour les petits modèles se soit un peu apaisé.

Pour les constructeurs, le marché automobile a moins souffert de la crise de l'énergie que des mesures de lutte contre l'inflation. « *Tous les éléments de la crise existaient avant juin, mais à l'état latent. L'annonce d'un train de mesures a servi de révélateur* », affirme la chambre syndicale. Les mesures de ponction fiscale sur les hauts revenus, la limitation draconienne des crédits à la consommation et de façon plus générale les appels à la prudence et à la raison des consommateurs ont sans doute pesé sur les décisions des clients, qui semblent avoir, dans la majorité des cas, repoussé leurs achats de voitures neuves. Aussi peut-on raisonnablement prévoir une fin d'année 1974 difficile. Sans doute faut-il faire la part, dans ces pronostics pessimistes, du désir des constructeurs de voir alléger à leur profit une part du dispositif anti-inflationniste — notamment en ce qui concerne le crédit à la consommation et le blocage de leurs prix de vente. Il reste que le passage à vide de l'industrie automobile risque, en se prolongeant, de provoquer des réactions en chaîne dans de nouveaux secteurs de l'économie. Déjà, le syndicat des fabricants d'équipements et de pièces pour automobiles (S.F.E.P.A.), inquiet de la dégradation du marché, vient de faire une demande auprès des pouvoirs publics dans l'espoir d'obtenir une aide.

VÉRONIQUE MAURUS.

Point de vue

RENAISSANCE DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

Le congrès européen de la Société d'économétrie se tient cette semaine à Grenoble, du 3 au 6 septembre. La Société d'économétrie a été fondée en 1930 par le Français Divisia, l'Américain Irving Fisher, le Norvégien Frish et le Hollandais Jan Tinbergen. Elle a compté parmi ses présidents ultérieurs les Français Roy, Boiteux, Malinvaud, Debreu. M. Serge-Christophe Kolm expose ci-dessous quel est le rôle des chercheurs français dans cette discipline.

Par SERGE CHRISTOPHE KOLM

« *QUAND j'entends parler de physique française,* disait Louis Armand, *je demande que l'on me montre un électron bleu, blanc, rouge.* » Bien sûr : l'expression « science économique française », comme « physique française » est, en soi, idiote. La science n'a pas de patrie. Mais on s'entend bien : il s'agit de la contribution du milieu français à la science économique mondiale, internationale et apatride, à la science tout court.

L'économie politique, a-t-on souvent dit et écrit, est une science anglaise, entendant par là créée et développée par des gens de cette nation. Sans doute, tout d'abord, voulait-on dire britannique (pour l'important rôle des Ecossais), ou anglo-saxonne. De toute façon, cette assertion est une contre-vérité historique. Ou, si on l'accepte, il faut alors ajouter que la forme scientifique de cette discipline pourrait encore plus légitimement porter l'adjectif de française. Les personnes cultivées en histoire de la pensée économique ne s'y trompent pas. L'une d'elles était Joseph Schumpeter, et lorsque, dans les années 30, un petit provincial du Middlewest sortit de son Iowa natal pour aller suivre les cours de troisième cycle d'économie à Harvard et entendit ce maître déclarer que, des cinq grands économistes de l'histoire, trois étaient français, il en fut profondément choqué. Cet étudiant a beaucoup appris depuis : il s'appelait Paul Samuelson.

La lignée des pionniers et maîtres français de l'économie scientifique est étroite mais très longue et au plus haut niveau : Isnard, Cournot (monopole, duopole, fonction de demande), Dupuit (économie publique), Walras (équilibre général), Pareto (un Franco-Italien), Colson, Divisia et elle se prolonge plus près de nous par Roy, Allais, Massé, Boiteux, Malinvaud, Debreu, et quelques autres.

Cette lignée (moins de sept générations) a une caractéristique : elle s'occupe presque exclusivement de « micro-économie ». La « macro-économie », elle, vient d'Angleterre (Keynes), avec des précurseurs allemands (Marx) et, plus lointains encore, anglais (Ricardo). Comme les non-économistes se trompent sur le sens de ces deux termes, il est utile de le préciser. Disons d'abord quelles significations ces expressions n'ont pas. La micro-économie serait ce qui s'occupe des agents (une entreprise, ou un consommateur) et la macro-économie ce qui concerne l'ensemble de la vie économique, ou le rôle de l'Etat, ou les grandes firmes, etc. : ce n'est pas cela. En outre, « macro-économique » serait bon et « micro-économique » légèrement péjoratif : de telles impressions sont en fait ridicules. Il faut d'abord noter que, pour les économistes, les termes « micro-économie » et « macro-économie » se rapportent à la représentation du réel par l'homme de science, et non pas au réel lui-même. Ils appellent « micro-économique » une étude qui distingue les divers agents et biens, et le couronnement de la « micro-économie » est la considération de tous ces éléments de l'économie ensemble en mettant l'accent sur leurs interdépendances. Une étude « macro-économique », au contraire, consiste en relations entre agrégats », c'est-à-dire entre grandeurs qui sont de larges sommes de biens divers concernant divers agents (par exemple, la « consommation nationale », ou l' « investissement national », etc.). En quelque sorte, la micro-économie part de l'homme, la macro-économie part des statistiques.

Afin d'éviter tout malentendu, précisons que tout cela n'a à peu près rien à voir avec les options politiques des économistes : parmi les Français cités et leurs élèves et successeurs, on trouve des libéraux de droite, des libéraux de gauche, des socialistes, des communistes et un anarchiste.

La discipline reine

Des définitions données, il ressort clairement que la discipline reine, sur le plan de l'explication scientifique, devrait être la micro-économie. Elle explique le monde économique à partir des comportements des personnes, eux-mêmes expliqués par leurs préférences, connaissances et droits, les goûts et informations pouvant eux-mêmes être expliqués par l'inné, les capacités et l'expérience passée. A côté d'elle, la macro-économie semble avoir un statut scientifique bien douteux. Par exemple, elle décrit la consommation *globale* (nationale) comme fonction du revenu global (somme des revenus individuels) ; or, si la distribution du revenu change, mais pas son niveau d'ensemble, la consommation globale change certainement en fait. Seule l'analyse complètement micro-économique est à l'abri de tels écueils.

Du point de vue de leur utilité sociale, cependant, le classement de ces deux approches est sans doute inversé. Certes, la micro-économie a de nombreuses et fort importantes applications : politique de la concurrence (laisser faire ou lois antitrust) : choix des investissements privés ou publics ; plus généralement, choix des dépenses publiques par ces analyses nommées « calcul économique » et « rationalisation des choix budgétaires » ; politiques d'environnement ; choix des tarifs publics ; et, dans un proche avenir, mise sur pied de la fiscalité optimale. Des Français comme Boiteux, Lesourne, Lévy-Lambert, sont connus à l'étranger pour ce genre d'application. Plus généralement, les méthodes de l' « analyse micro-économique » constituent le fondement de tout le mode économique de pensée et de raisonnement, quel que soit le sujet — petit ou grand, économique ou non — auquel il s'applique. Toutefois, l'inflation, la croissance, le niveau de l'emploi, la balance des paiements, et les politiques correspondantes, tout ceci relève essentiellement de la macro-économie.

Ce qu'il fallait faire est donc clair : pour traiter des problèmes les plus importants pour la société par la méthode scientifique (parce que c'est la plus efficace), on devait construire la théorie micro-économique des questions macro-économiques. Or l'absence d'une telle analyse était, jusqu'à tout récemment, la principale, la grande, l'immense lacune de la science économique. La nature de cette carence peut être précisée. Quand il s'agissait de décrire l'ensemble de l'économie, la micro-économie n'avait essentiellement à offrir que le modèle de « concurrence parfaite ». Or les problèmes globaux les plus importants, le chômage involontaire à grande échelle notamment, violent les présupposés de cette théorie. Il fallait donc construire une autre micro-économie, ou, plutôt, de nouveaux chapitres de la micro-économie. La réponse à ce défi est arrivée dans les quelques dernières années, sous deux formes mettant respectivement l'accent l'une sur l'inflation, l'autre sur le chômage.

Deux familles de travaux

La première consiste en explications micro-économiques de la relation entre les taux de hausse des prix et de non-emploi, c'est-à-dire de ce que l'on appelle la courbe de Phillips (si l'on considère la hausse des salaires), et que l'on devrait en fait appeler courbe de Tinbergen, voire corrélation d'Irving Fisher. Le premier article de ce type a été écrit et publié en France ; il considérait les déséquilibres sur tous les marchés et les mouvements de tous les prix ; il a été suivi par une série de fort bonnes études américaines restreintes au marché du travail et mettant l'accent sur la demande d'emploi, dont elles analysent la stratégie en présence d'information fort imparfaite et de coûts de recherche.

Ces analyses, cependant, sont sans doute trop sommaires ou trop partielles. La seconde famille de travaux considère plus explicitement l'ensemble des agents et des marchés. Sous le nom d' « équilibre temporaire », ou de « micro-économie du déséquilibre », elle constitue en gros l'explication micro-économique — et donc, enfin, sérieusement élaborée — de la théorie keynésienne. Les questions d'information, connaissance et prévisions des agents y jouent un rôle central, comme il se doit puisque l'existence de chômage involontaire — comme, ajouterais-je, celle de monopoles gaspilleurs ou de tout autre gaspillage économique — est due à une faillite du système des prix, c'est-à-dire du mécanisme de transmission d'information de l'économie de marché. Il reste, certes, encore bien des pierres à ajouter à l'édifice, les plus grosses étant une théorie micro-économique complète de l'inflation et de rendre ces modèles opératoires, mais cette construction n'en apparaît pas moins déjà comme un renouvellement fondamental des outils conceptuels de la science économique.

Sur ce sujet essentiel, les jeunes chercheurs français en science économique produisent une grande part des résultats de la recherche mondiale. Au congrès européen d'économétrie (qui, de nos jours, est en fait le congrès international général de science économique) qui se tiendra à Grenoble du 3 au 6 septembre, deux sessions leur sont consacrées. Les meilleurs économistes théoriciens du monde entier découvrent qu'ils doivent connaître les noms de Benassy, de Grandmont, de Laroque, de Younès, ainsi que de quelques-uns de leurs amis qui produisent des travaux de même niveau sur d'autres sujets de la science économique, comme Guesnerie, Henry, Milleron, Balasko, Deleau, Jeanjean, Fuchs, Champsaur, auxquels s'ajouteront peut-être bientôt deux ou trois jeunes prometteurs. Ces économistes, plus quelques-uns plus anciens (Baudier, Malinvaud, Fourgeaud, etc.), sont les Français dont des travaux sont publiés par des revues de science économique de niveau international, et ceux qui sont couramment invités par les grands centres mondiaux de recherche et d'enseignement (1). Pour l'essentiel, ces chercheurs se regroupent au Cepremap, Centre de recherches lié au commissariat du Plan, à l'INSEE ou au laboratoire d'économétrie de l'Ecole polytechnique. Malgré leur nouveauté (quelques années), ces équipes sont suffisamment étoffées et productives pour que l'on puisse parler, sinon déjà d'une nouvelle école française de science économique, du moins d'un renouveau de la recherche économique en France. Si ces chercheurs acquièrent la possibilité de former des étudiants, ce pays pourrait reprendre dans ce domaine la place qui fut et devrait être la sienne.

(1) *Cf.* le numéro d'*Entreprise* du 15 juin 1974.

L'expansion se poursuit dans des circonstances de plus en plus dangereuses

(Suite de la page 15.)

Les dépêches de nos correspondants qu'on lira par ailleurs montrent à l'évidence que, dans des pays aussi différents que l'Allemagne, l'Italie ou la Grande-Bretagne, *les entreprises prospères sont encore plus* qu'en France (où la demande intérieure reste forte) celles qui travaillent pour l'exportation. Or, dans le monde tel qu'il est, la libre circulation des biens et des services ne pourra sans doute être maintenue qu'aussi longtemps que les pays déficitaires trouveront sur le marché de l'eurodollar les capitaux nécessaires pour faire face au déséquilibre de leur balance des paiements (10 milliards de dollars cette année pour la seule Grande-Bretagne !). Mais ce marché lui-même résistera-t-il longtemps à la course effrénée à la « liquidité » ? Globalement, l'expansion se poursuit dans le monde capitaliste, mais ses bases financières sont de plus en plus fragiles. C'est cette vulnérabilité qui s'exprime dans le malaise croissant des milieux d'affaires et dans la « psychologie des foules ».

PAUL FABRA.

SPECTACLES

Lundi 2 septembre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 272-42-34

(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

théâtres

Les théâtres

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Les portes claquent.
Gymnase, 21 h. : le Cheval évanoui.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Michel, 21 h. 10 : *Duos sur canapé.*
Nouveautés, 20 h. 45 : Pauvre France.
Poche-Montparnasse, 30 h. 45 : le Premier.
Saint-Georges, 20 h 30 : l'Arc de triomphe.
Saint - Julien - le - Pauvre (église), 21 h. 30 : Passion noire, de Rouben Melick.
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : Comment harponner le requin ? ; 22 h. 30 : Phèdre.

Les cafés-théâtres

Le Fanal, 21 h. : Une île pour le five o'clock ; 23 h. : Confession d'une bourgeoise
Orphée II, 22 h. 30 : le Bel indifférent.

Les festivals

ESTIVAL MUSIQUE

Ampli Richelieu de la Sorbonne, 18 h. 30 : André Gorog (les douze études de Chopin).
Grand Hôtel, 20 h. 30 : *Guy Fallot* et E. Lamasse, piano et violoncelle.

Les opérettes

Châtelet, 20 h 30 : les Trois Mousquetaires.

Le music-hall

Alcazar, 23 h. : Une nuit à l'Alcazar.
Elysée - Montmartre, 21 h. : Oh ! Calcutta.
Olympia, 21 h. 30 : If.

Les cabarets

Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue
Lido, 22 h 30 et 0 h 45 : Grand Jeu.
Mayol, 16 h 15 et 21 h. 15 : Q nu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.
Tour Eiffel, 21 h. 30 : 1925, les Années folles.

Le cirque

Carré Thorigny, 20 h. 30 : Cirque Gruss.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Sept ans pis... sept ans mieux.
Deux-Anes, 21 h. : Satire... dans tous les coins

La danse

Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : les Capoeiras de Bahia, ballets brésiliens.

Audio-visuel

Jardins du Palais-Royal, 21 h. : Molière côté jardin.

Son et lumière

Invalides, 22 h. : Ombres de gloire (de Louis XIV à Napoléon et à l'Aiglon)



cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Battling Butler (le Dernier Round), de et avec Buster Keaton ; 18 h. 30 : Boudu sauvé des eaux, de Jean Renoir ; 20 h. 30 : Hallelujah, de King Vidor; 22 h. 30 : Monsieur Verdoux, de et avec Charlie Chaplin ; 0 h. 30 : le Golem, de Paul Wegener.

Les films nouveaux

LES SKINS DE GLACE, film français de G Lautner, avec Claude Brasseur, Alain Delon et Mireille Darc. — George-V, 8e (225-41-46), Ermitage 8e (359-15-71), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder (770-40-04), Moulin - Rouge, 18e (606-63-26), Boul'Mich', 6e, (033-48-29), Paramount-Montparnasse, 15e (326-22-17), Mistral, 14e (734-20-70), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Murat 16e (288-99-75), Méliès-Montreuil (858-45-33)

MAHLER, film anglais de Ken Russel, avec P. Powell et G. Hale. — (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67), Gaumont-Rive Gauche (548-26-36); v.f.: Impérial, 2e (742-72-52).

LA PALOMA, film français de Daniel Schmid, avec Ingrid Caven. — Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Ciné-Halles, 2e (236-71-72), Hautefeuille, 6e (633-79-38)

CONTES IMMORAUX, de Borowczyk, avec Paloma Picasso — Studio des Ursulines, 5e (033-39-19), Dragon, 6e (548 - 54 - 74), Elysées-Lincoln, 8e, (359-36-14) Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41), Cambronne, 15e (734-42-96), Bienvenüe - Montparnasse, 15e (544-25-02), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Artel-Port.

LE PASSAGER, film anglo-français de G Reeve, avec Charlotte Rampling. — Richelieu-Gaumont, 2e (233-56-70), Gaumont - Ambassade, 8e (359-19-08), Fauvette, 13e (331-60-74), Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13) Cambronne, 15e (734-42-96), Images, 18e (522-47-94), Danton, 6e (326-08-18).

LES GUICHETS DU LOUVRE, film de Michel Mitrani. — Quintette, 5e (033 - 35 - 40), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Concorde, 8e (359-92-84), Gaumont - Opéra, 9e (073-95-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-51), Artel-Nogent

EXECUTIVE ACTION, film américain de David Miller, avec Burt Lancaster, Robert Ryan, Wim Geer — (v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v f.) : Maine-Rive Gauche, 14e (567-06-96), Grand Pavois Babord, 15e (531-44-58), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Capri, 2e (508-11-69).

Les exclusivités

AMARCORD (It., v.o.) (**) : Gaumont Champs-Elysées SF II (8e) (359-67-29), Madeleine - Gaumont (8e) (073-56-03) ; v f. : Bosquet-Gaumont (7e) (551-44-11), P.L.M. Saint-Jacques (14e) (589-68-42), Caravelle (18e) (387-50-70), Gaumont-Convention (15e) (828-42-27), Artel-Nogent
L'ARNAQUE (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08), Elysées-Cinéma (8e) 225-37-90), v.f. Bretagne (6e) (222-57-97), Helder (9e) (770-11-24).
ATTENTION ON VA SE FACHER (It., esp v.f.) : Rex (2e) (236-83-93), Rotonde (6e) (633-08-22), Ermitage (8e) (359-15-71), Telstar (13e) (331-06-19), Paramount-Orléans (14e) (580-03-75), Paramount-Maillot (17e) (758-24-24).
AXEL (All., v.o) : Marais (4e) (278-47-86)
LE BRISE-CŒUR (A., v.o.) : Saint-Germain Studio (5e) (033-42-72)
COMMENT REUSSIR DANS LA VIE QUAND ON EST C... ET PLEURNICHARD (Fr.) : Concorde (8e) (359-92-84), Saint-Lazare Pasquier (8e) (387-56-16), Gaumont - Gambetta (20e) (797-02-74), Méliès-Montreuil (858-45-33).
LE CUISINIER DE LUDWIG (All., v.o) : Marais (4e) (278-47-86)
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Galaxie (13e) (580-76-86), Cluny-Ecoles (5e) (033-20-12), Publicis Saint-Germain (6e) (222-72-80), Triomphe (8e) (225-45-76), Paramount - Orléans (14e) (580-03-75), Paramount-Montmartre (18e) 606-34-75), Lux-Bastille (12e) (343-79-17), Marivaux (2e) (742-83-90), Paramount - Montparnasse (14e) (326-22-17), Passy (16e) (288-62-34), Plaza (8e) (073-74-55), Paramount-Maillot (17e) (758-24-24), Artel-Nogent
LA FEMME DE JEAN (Fr.) : Bonaparte (6e) (326-12-12), U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19).
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : Saint-André-des-Arts (6e), (326-48-18), U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19).
LA GRANDE TROUILLE (Fr.) : Saint-Lazare Pasquier (8e) (387-56-16).
GRANDEUR NATURE (Fr.) (**) : Biarritz (8e) (359-42-33), Madeleine-Gaumont (8e) (073-56-03), Bienvenüe-Montparnasse (15e) (544-25-02), U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08), Clichy-Pathé (18e) (522-37-41), Magic-Convention (15e) (828-20-32), La Clef (5e) (337-90-90), Ciné Halles (2e) (236-71-72), Maxeville (9e) (770-72-87) Artel-Nogent.
HOSPITAL (A., v.o.) : Marais (4e) (278-47-86).
LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o) (**) : Studio Médicis (5e) (633-25-97), Bilboquet (6e) (222-87-23), Biarritz (8e) (359-42-33), Studio Raspail (14e) (326-38-98) ; v.f. : Hollywood - Boulevard (9e) (770-10-41), Mistral (14e) (734-20-70), Napoléon (17e) (380-41-16), Cinémonde-Opéra (9e) (770-01-90), Liberté (12e) (343-01-59), Clichy-Palace (17e) (387-77-29), Méliès-Montreuil (858-45-33)
MISTER MAJESTYK (A., v.o.) : Marignan (8e) (359-92-82), Cluny-Palace (5e) (033-07 76) ; v.f. : Wepler (18e) (387-50-70), Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13), Gaumont-Gambetta (20e) (797-02-74), Gaumont-Convention (15e) (828-42-27).
PECHE VENIEL (It., v.o.) (**): U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08), Normandie (8e) (359-41-18) ; v.f : Bretagne (6e) (222-57-97), Omnia (2e) (231-39-36), Clichy-Pathé (18e) (522-37-41), Caméo (9e) (770-20-89).
PORTIER DE NUIT (It v angl.) (**) : Quintette (5e) (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-83 (6e) (544-14-27)
Q (Fr. (**) *Mercury (8e) (225-75-90)*, ABC (2e) (236-55-54), Gaumont-Sud (14e) (331-51-16) Quintette (5e) (033-35-40), Clichy - Pathé (18e) (522-37-41)
SOLEIL VERT (A., v.o.) (*) : Publicis - Matignon (8e) (359-31-97), Cluny-Palace (5e) (033-07-76) ; v.f. : Maxeville (9e) (770-72-87), Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13), Gaumont-Sud (14e) (331-51-16), Murat (16e) (288-99-75).
STAVISKY (Fr) : Marignan (8e) (359-92-82), Ternes (17e) (380-10-41).
SWEET MOVIE (Fr.-Can., v.o) (**) : Quintette (5e) (033-35-40) ; v f. : Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13), Gramont (2e) (742-95-82)
TERREUR DANS LA NUIT (A., v.o.) (**) : Colisée (8e) (359 29-46) ; v.f. : Français (9e) (770-33-88)
LES VALSEUSES (Fr) (**) : Templiers (3e) (272-94-56) (sf le mar), U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19), Rio-Opéra (2e) (742-82-54).
LES VIOLONS DU BAL (Fr.) : Maxeville (9e) (770-72-87), Montparnasse-83 (6e) (544-14-27)
WOODY ET LES ROBOTS (A., v.o.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38).

Les rééditions

ADALEN 31 (Suède, v.o.) : 14-Juillet 11e (700-51-13)
BEN HUR (A., v.f.) : Fauvette, 13e (331-60-74)
LA POISON (Fr.) : Saint-Germain-Huchette 5e (633-87-59), Elysées-Lincoln 8e (359-36-14).

Les grandes reprises

LA CROISIERE DU NAVIGATOR (A.) : Action-Champo 5e (033-51-60).
CUL-DE-SAC (Ang., v.o) : Saint-Germain-Village 5e (633-87-59).
2001 ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) Studio de la Contrescarpe 5e (325-78-37).
HELLZAPOPPIN (A., v o.) : Luxembourg 6e (633-97-77).
LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES (A., v.o.) : Action-Christine 6e (325-85-78)
LES FEUX DU MUSIC-HALL (It., v.o.) : Artistic-Voltaire 11e (700-19-15).
MUSIC LOVERS (v. o) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LA NUIT DES MORTS VIVANTS (A., v.o.) (**) : Styx 5e (633-08-40) ; v f. : Lumière 9e (770-84-64), Montparnasse - Pathé 14e (326-65-13), Cambronne 15e (734-42-96), Clichy-Pathé (522-37-41), Gaumont-Gambetta 20e (797-02-74).
LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : et SATYRICON (It., v.o.) : Studio Bertrand 7e (783-64-66) à 20 h 15.
LA PECHE AU TRESOR (A.) : 14-Juillet 11e (700-51-13).
TRAMP, TRAMP, TRAMP (A.) : Studio Galande 5e (033-72-71).
LES TROIS AGES (A) : Saint-Séverin 5e (033-50-91), Studio Magny 8e (225-20-74), à 20 h. et 22 h.
UN JOUR AUX COURSES (A.) : *Champollion 5e (033-51-60)*
UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v o.) : Quartier latin, 5e (326-84-65).

Les festivals

LES MEILLEURS POLICIERS : (v o.) André-Bazin (13e) (337-74-39) : le Secret derrière la porte.
GANGSTERS : (v.o.) Mac-Mahon (17e) (380-24-81) : la Femme à abattre.
G. COOPER SUPERSTAR : (v.o.) Noctambules (5e) (033-42-34) : Désir.
W.C. FIELDS : (v.o.) Studio Logos (5e) (033-26-42) : les Joies de la famille et Une riche affaire.
A. CHRISTIE : (v.o) Grands Augustins (6e) (633-22-13) : le Train de 16 h. 50.
I. BERGMANN : (v o) Racine (6e) (633-43-71) : la Source (**).
VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITE : (v.o.) (**). Studio Parnasse (6e) (326-58-00) : Myra Breckinridge.
ÉTÉ 74 : la Pagode (7e) (551-12-15), I la Salamandre ; II. Français, si vous saviez (première époque).
H. BOGART (v.o) : Action-République (11e) (805-51-53) : le Port de l'angoisse. — Action-La Fayette (9e) (878-80-50) : le Mystérieux Docteur Clitterhouse. — Paramount-Elysées (8e) (359-49-34) : la Caravane héroïque. — Arlequin (6e) (548-62-25) : les Anges aux figures sales.
J. BOND : (v.o.) Acacias (17e) (754-97-83), 14 h. : Bons Baisers de Russie ; 16 h. : On ne vit que deux fois ; 18 h. : Opération tonnerre ; 20 h : J Bond contre Dr No ; 22 h : Goldfinger. (V.f.) Capri (2e) (508-11-69). Bons baisers de Russie.
A. PENN : (v o.) Boîte à films (17e) (754-11-10), 14 h., 18 h. et 22 h. : la Poursuite impitoyable : 16 h et 20 h . Bonnie and Clyde
J. LEWIS : (v.o) Boîte à films (17e), 14 h., 20 h. : Boeing Boeing : 16 h., 22 h : Trois sur un sofa (V f) 18 h. : Jerry chez les Cinoques
HITCHCOCK : (v.o) Action-Christine (6e) (325-85-78) : les Amants du Capricorne.
FELLINI : (v.o.) Olympic (14e) (783-67-42) : Il Bidone.

Dessins animés

MICKEY, DINGO, DONALD ET PLUTO EN VACANCES (A., v.f.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), France-Elysées, 8e (225-19-73), La Royale, 8e (265-82-66), Maxeville 9e (770-72-87), Fauvette, 13e (331-56-86), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
UN PETIT GARÇON APPELE CHARLIE BROWN (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) à 13 h. 30 et 15 heures.

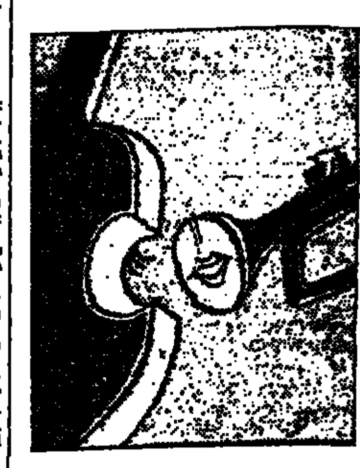
Les séances spéciales

A TOUCH OF CLASS (A., v.o.) : Ranelagh 16e (224-14-08), à 20 h., sam et dim à 14 h 30 et 20 h
CRIS ET CHUCHOTEMENTS (Sué., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90) à 12 h et 24 h
DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
EASY RIDER (A., v.o.) : Châtelet, 1er (236-12-83), à 12 h. et 0 h. 15.
IMAGES (Irl., v o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
JULES ET JIM (Fr): Luxembourg, 6e (633-97-77) à 10 , 12 h et 24 h.
MASCULIN FEMININ (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h et 24 h
OUT SPECTRE... ONE (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. (durée 4 h.).
POINT LIMITE ZERO (A., v.o.) : Luxembourg 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
THX 1138 (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
UN HOMME QUI DORT (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h. 15 (sf dim.) 14 h. 15 et 16 h. 15.
ZABRISKIE POINT (A) (**) : Studio-Parnasse, 6e (326-58-00), à 22 h.
ZORBA LE GREC (Gr., v.o.) : Châtelet, 1er (236-12-83), à 13 h. 35 et 16 h.
LES ZOZOS (Fr.) : Châtelet, 1er (236-12-83), à 18 h. 30, 20 h. 25 et 22 h. 20.





Variétés



Pop' stars au Bus Palladium

● Où aller le soir à Paris quand on aime la musique Pop ? Peter Towsen du groupe des Who a demandé un jour à Sam Bernett de l'emmener dans un endroit où il pourrait « faire un bœuf ». Celui-ci est resté perplexe : « Aujourd'hui, je pourrais lui répondre : viens au Bus Palladium. »

Depuis deux mois, l'idole des douze à seize ans, des assidus du « Super-Club » de R.T.L., règne sur ce qui fut le temple du jerk. Chaque soir sur la scène du Bus version 1974, se produit un orchestre. Samedi soir, c'était le groupe français Atoll. La moustache triomphante, vêtu d'une veste en cuir « style cowboy », Sam recevait ses clients, ses amis. « Depuis le Rock and Roll Circus, il ne se passait rien à Paris. (Le Rock and Roll Circus appartenait déjà à Sam Bernett. C'est là que débutèrent, il y a quatre ans, le Martin Circus et le groupe Triangle.)

» Las de Castel et de Régine, où c'est la routine, j'ai repris le Bus Palladium. Pas dans un but lucratif ; pour qu'il y ait enfin un endroit où l'on puisse *écouter de la bonne musique.* »

L'animateur de R.T.L. ne manque ni d'idées ni d'ambitions. « Bientôt, des films seront projetés sur un grand écran placé derrière la scène. » Certains seront des films musicaux, comme « Woodstock », ou des courts-métrages sur les Rolling Stones par exemple. « On pourra danser pendant la projection. » D'autres seront des « Dracula », des « James Dean »... qui passeront sans son « pour créer une ambiance ».

Il y aura également des démonstrations de karaté, de kung-fu : « La soirée-type devrait être : disques, projection de 20 minutes, un spectacle de sport de combat, à nouveau des disques et enfin un groupe de musiciens : Live. » Déjà, des groupes sont retenus, des anglais, des américains et des français : Mungo Jerry, Triangle, Johnny Rivers, David Bowie...

Dès la fin de la semaine prochaine, « comme au Speak easy à Londres », il sera possible de manger dans une petite salle isolée par une paroi de verre. Début octobre, un « restaurant chic » devrait ouvrir ses portes au premier étage.

Rétro oblige, les nostalgiques du rock devraient également pouvoir dans un proche avenir écouter leurs airs préférés et se déchaîner dans un « quarante-huit heures de rock non stop ».

Malgré tout, le Bus Palladium ne sera pas le lieu de rencontre de *tous* les *amateurs de* pop music : la sélection se fait à l'entrée, où le prix est de 28 francs, et de 50 à 60 francs lors du passage de « grands » comme Eric Clapton, ancien guitariste de Cream, The God, aux Etats-Unis.

Sam Bernett n'oublie pas les douze à seize ans : il compte faire des matinées, le mercredi, le samedi « et peut-être le dimanche ». Ils pourront écouter « leurs chanteurs » : Cl. François, Stone et Charden... Le prix des entrées sera plus abordable : Sam Bernett, grâce au Super-Club, a de nombreux amis, et « on s'arrange toujours entre amis ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

■ ERRATUM. — Une erreur de transcription dans les propos de Jacques Sallebert sur France-Culture (« le Monde » daté 1er-2 septembre) nous a fait écrire que France-Inter serait « amputé de ses réseaux F. M. » (modulation de fréquence) et que « France-Culture reprendrait ses émissions propres en F. M. vers 8 h. 30 » ; c'est O. M. (ondes moyennes) qu'il fallait lire les deux fois.



ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

A propos d'« Exécutive Action »

(Suite de la première page.)

Qui croit-on captiver par ce feuilleton à grand spectacle sur l'assassinat de Dallas ? On connaît, certes, l'« idée » qui a servi de point de départ. Le film est tourné, selon l'affiche, « d'après le roman de Mark Lane et Donald Freed ». Si nous ne nous abusons pas, le nommé Mark Lane n'est pas « romancier » de profession. Dès 1964, il engage son talent d'avocat dans une campagne très populaire à l'époque : la démolition du rapport de la commission Warren, qui tendait à conclure — tendait seulement, car, dans l'exposé des faits et de leur enchaînement, il s'avançait avec beaucoup plus de prudence qu'on ne l'a dit — que J. F. Kennedy avait été victime d'un tueur unique, Lee Harvey Oswald. Les mobiles de ce dernier, était-il suggéré, relevaient de la psycho-pathologie la plus banale : c'était un « dingue » qui avait voulu « se payer » un président très insuffisamment protégé par les diverses polices chargées de sa sécurité.

Le rapport Warren n'était pas sans reproche, sa démonstration comportait des lacunes, les travaux de la commission, créée par décret présidentiel du 30 novembre 1963, avaient été expédiés en neuf mois : il se prêtait à la critique. Mais pour beaucoup — nous n'en fûmes pas — ce n'était pas seulement un document bâclé et boiteux, c'était une entreprise officielle de mystification. La Maison Blanche, de mèche (assez curieusement) avec la famille Kennedy, ne visait qu'à étouffer une affaire criminelle aux ramifications infinies et d'une portée explosive, qu'en conséquence il fallait à tout prix « écraser » en accréditant la thèse du meurtrier solitaire qui n'avait emporté aucun secret dans sa tombe.

Aussitôt, les contre-expertises, balistiques et autres, de proliférer, les vocations de détective de se déclarer par légions. C'était à qui referait « correctement » l'autopsie du président-martyr. Mᵉ Lane est à la première heure au premier rang de ces révisionnistes. Devant des auditoires convaincus d'avance, il multiplie aux États-Unis et en Europe les conférences vengeresses contre le rapport Warren ; il est à Paris le 30 mai 1964. Pour lui, on falsifie sciemment la vérité. Il faut crier au scandale. Pourquoi pas, après tout ?

Mais le temps n'a pas joué en faveur de cette agitation. Tenons-nous aujourd'hui le fin mot, le mot de la fin, de ce 23 novembre 1963 qui plongea dans les larmes l'univers tout entier ? Nullement. Onze ans plus tard, aucun élément nouveau n'a été versé au dossier. Les lecteurs incrédules ou indignés du « Warren Report » sont restés sur leur faim. Le crime — le « vrai », bien entendu, pas celui imputé à dessein à ce « pigeon » d'Oswald — a-t-il été si « parfait » que rien n'en ait transpiré, qu'aucun de ses auteurs n'ait cédé à la tentation si américaine de faire des « révélations », qu'on ne puisse même pas imaginer à qui il aurait pu profiter ?

Il y avait une manière simple de résoudre ces énigmes. Après le générique d'« Executive Action », une voix « off » (celle de la mauvaise conscience ?) répond d'une phrase à toutes les objections que le scénario va soulever : « La conspiration que nous allons montrer a-t-elle existé ? Nous supposons seulement qu'elle a pu exister. » Le pas est franchi. Mᵉ Lane dépose sa toge au vestiaire et passe du réquisitoire au « roman ». Puisque la réalité historique refuse de se laisser « dévoiler », on va la draper dans la fable. « Executive Action » est un film sur l'assassinat de J.-F. Kennedy comme le pont est sur la rivière. C'est l'événement tel que les cerveaux de Mark Lane et de ses associés le réinventent en toute fantaisie, enjambant en cours de route ce qui pourrait lui faire obstacle.

Les scènes du début nous introduisent au cœur du sujet : luxueuse résidence de style néo-gothique quelque part au Texas ou aux environs ; à la fois la patine de l'ancien — acajou à gogo — et la « super-gadgeterie » d'un sous-marin atomique. Un groupe de milliardaires délibèrent gravement, verre en main, comme il se doit, du destin américain et du sort de la planète. Ils en parlent comme s'ils avaient la charge de l'un et de l'autre. A ce double titre, ils considèrent qu'avec Kennedy la mesure est comble. A l'extérieur, le jeune président encourage la prolifération des « races inférieures » (l'objectif de ces messieurs est de « ramener » la population du globe à cinq cent millions d'être humains d'ici à l'an 2000) ; il s'apprête à brader le Vietnam, « verrou » qui retient les hordes asiatiques impatientes de déferler sur les pays riches, justifie la revendication des Noirs ; il prêche la détente, et autres révolutions cauchemardesques. Une seule solution : supprimer cet ennemi du bien public sainement conçu.

Ce « Shadow Cabinet » — c'est bien le cas de le dire — n'est pas pris au dépourvu par cette tâche titanesque. Il dispose déjà des moyens d'un véritable « contre-gouvernement ». Ses commandos, qui marchent sur instructions codées, s'exercent scientifiquement sur cibles mouvantes parmi les sables et les cactus. Ses agents sont partout (ils provoqueront même une panne de téléphone d'une demi-heure qui coupera Washington du reste du monde au moment fatal), et jusqu'à la Maison Blanche. Et l'on a beau être d'enragés réactionnaires, on a épousé son temps : Oswald est « choisi » par ordinateur parmi quatorze candidats — inconscients et involontaires — au suicide de diversion...

L'attentat réussit conformément au plan : pas un accroc, pas une bavure. Les trois tireurs d'élite postés pour prendre la limousine présidentielle sous un feu triangulaire s'acquittent de leur mission sans être inquiétés et s'envolent sans encombre pour l'étranger où ils couleront des jours heureux de rentiers du sang. La suite... Eh bien, ce sera pour un prochain numéro. Kennedy abattu, les conspirateurs indemnes, le film s'arrête pile. Cette géniale machination n'a pas de lendemains qui la rendent intelligible (au contraire, comme on sait, le choc causé par le drame de Dallas permettra à Lyndon Johnson de faire aboutir au Congrès certaines initiatives de J.-F. Kennedy, qui y étaient bloquées de son vivant). Alors, à quoi aura rimé ce « sauvetage » de la civilisation occidentale ? Qu'advient-il de ces puissances occultes après leur glorieux fait d'armes ? Pas une séquence là-dessus. La fiction retourne à son néant.

Il n'y aurait pas lieu de s'attarder à ce nouveau pari sur l'ignorance humaine s'il ne se doublait d'une très mauvaise action. Car pour donner un cachet de véracité à son intrigue de carton-pâte, le film puise largement dans les bandes d'actualité en noir et blanc de l'époque. Kennedy est constamment sur l'écran, presque jusqu'à son dernier soupir. Nous revivons ses plus riches heures, ses grands discours, son voyage tragique au Texas ; instants d'intense émotion — les seuls du film, il va sans dire.

C'est là que l'imposture atteint l'intolérable. Un film de pure affabulation sur Kennedy ne s'exposerait qu'au ridicule. Mais exhumer, pour ainsi dire, le cadavre du mort, embarquer de force son ombre dans cette galère véreuse, mobiliser son sourire, son charme, le rayonnement encore extraordinairement présent de sa personne, la nostalgie qu'éveille cette voix aux accents inimitables, tout cela aux fins d'une opération commerciale avilissante et creuse... comment juger ce procédé sinon en l'appelant un acte de nécrophilie cinématographique ?

ALAIN CLÉMENT.

★ Ermitage (v.o.), Maine-Rive gauche, Grand-Pavois, Paramount-Opéra, Capri (v.f.).

« LA PALOMA », de Daniel Schmid

Ami de Werner Schroeter, son émule, disent parfois les puristes, *Daniel Schmid, l'auteur de Cette nuit ou jamais* (*) et de *la Paloma* (**), se distingue assez nettement de son collègue allemand aussi bien par un goût assez pervers de la musique *kitsch* que par son souci de construire une histoire, de livrer un récit en bonne forme. Ou du moins les apparences d'un récit.

Cette nuit ou jamais, titre repris d'un ancien succès de Jean Kiepura, figeait dans le temps et dans l'espace un étrange jeu de cache-cache entre des maîtres, leurs serviteurs et une troupe de comédiens : *« Nous sommes des formalistes, des révolutionnaires »*, déclamait à la cantonade un bouffon italien. Les bourgeois, fossiles en smoking ou en robe de Poiret, pouvaient quelques heures céder leur place aux domestiques, ceux-ci portaient en eux une rigidité cadavérique, comme transmise par leurs maîtres. Un sketch extraordinaire, *la Mort de Madame Bovary* (déjà interprété par les comédiens de *la Paloma*, Peter Kern dans le rôle de Charles Bovary, Ingrid Caven dans celui d'Emma, sa femme), accentuait le côté farce funèbre de l'entreprise.

La Paloma n'est que mélodrame, accumulation de clichés repris non plus des drames bourgeois du romancier Flaubert ou du cinéaste Stroheim, mais de la comédie musicale et du film d'horreur. Viola (Ingrid Caven), chanteuse fatiguée d'un cabaret peuplé d'enfants et de vieillards, accepte de tout quitter pour devenir la maîtresse puis la femme du plus fidèle de ses admirateurs, le comte Isidor Palewski (Peter Kern). Un semblant d'intrigue se noue : Viola est amoureuse de l'amour que lui porte le comte, de cette passion aveugle et sans partage dont elle est l'objet. Elle se croit tout permis, et même de lui demander un jour de l'argent pour partir avec le beau Raoul, son ami.

Devant son refus, elle ourdit une *vengeance grand-guignolesque*, macabre à souhait, qui illustre à la folle cette « force de l'imagination » concrétisée dans le film par un travesti, qui déclenche tout le processus romanesque.

Un thème musical particulier accompagne Viola, la Paloma du *titre : une rengaine chantée*, tantôt en anglais, tantôt en allemand, *Shanghai*, chanson d'époque sur les lointains départs et le grand amour ; un autre thème, du compositeur Eric Korngold, le futur musicien de la Warner des années 30, symbolise la rêverie du comte. Un somptueux duo d'amour sur un sommet helvétique (car il s'agit d'un film suisse-alémanique), immédiatement après le mariage d'Isidor et de Viola, reprend en fait une scène d'un opéra du compositeur Eugène d'Albert chantée par Lotte Lehman et Richard Tauber.

Par un patient travail de recréation, Daniel Schmid accumule, dans *un même élan*, le pathos dramatique, musical, le plus éculé, et donne vie à des marionnettes incolores, émouvantes de banalité, proches des super-stars lancées par Andy Warhol aux États-Unis comme du cinéma « camp » célébré par Susan Sontag, celui de « Bogey », du vieil Hollywood.

Un monde s'écroule, la mort est partout à l'œuvre et d'abord au cinéma. Schmid le dit, dans *Cette nuit ou jamais*, dans *la Paloma*, avec une frénésie, une sorte de joie féroce rarement rencontrées à l'écran. La couleur, admirablement composée, ajoute à cette magie noire.

Le spectacle est cassé, vraisemblance, continuité, ont disparu : seuls règnent les fantasmes, les fantômes. Fin du mélodrame, fin du rituel bourgeois des grands sentiments et des petites ambitions. On attend la suite d'une œuvre (celle de Schmid) trop personnelle pour pouvoir être vraiment rattachée à une mode, quelle qu'elle soit, fût-elle « rétro ».

LOUIS MARCORELLES.

(*) Le Marais (v.o.), en reprise.
(**) Élysées-Lincoln, Hautefeuille, Les Halles (v.o.).

■ L'université de Reims organise du 3 au 6 septembre un congrès international sur le thème de la culture, avec la participation de M. Eugène Ionesco, de l'Académie française ; de M. Pierre Grasse, de l'Académie des sciences ; de M. Jean Fourastié, de l'Académie des sciences morales et politiques, et de M. Tony Aubin, de l'Académie des beaux-arts. Renseignements : 40-64-48, à Reims.

En bref

Cinéma

« Le Passager »

Micmac aux Baux-de-Provence, à Arles et en Camargue autour d'un savant amené clandestinement de Hongrie dans une roulotte de gitans. Un aventurier américain bien sympathique doit prendre le savant en charge et l'emmener à New-York. Une bande de tueurs ne recule devant aucune violence pour le récupérer.

On ne comprend pas grand-chose à l'histoire (tirée d'un roman d'Alistair MacLean) que Geoffrey Reeve a pourtant traitée avec sérieux. Mais cette « série noire » accomplit un magnifique circuit touristique qui se termine — à un moment de tension dramatique — par le survol de l'étang de Vaccarès. Alors, on peut se laisser au plaisir des images. Charlotte Rampling, en vedette sur les affiches, ne fait que promener ses yeux bleus et ses cheveux blonds dans une aventure où s'affrontent — hommes d'action et chefs mystérieux — des personnages cent fois vus. — J. S.

★ En v.f. : Gaumont-Richelieu, Danton, Gaumont-Ambassade, Fauvette, Montparnasse-Pathé, Cambronne, Les Images.

Radio

Les pirates se taisent en Hollande

Amsterdam. — Le samedi 31 juillet, les trois radios-pirates Véronica, Nordsee et Carolyne, *diffusant leurs émissions « pop »* de trois vieux cargos juste en dehors des eaux territoriales néerlandaises, se sont définitivement tues. Après avoir joui pendant quatorze ans d'une grande popularité auprès de la jeunesse hollandaise, les lois et les traités internationaux ont finalement eu raison de cette piraterie des ondes qui avait tant irrité les patrons des radios légales installées à Hilversum. Dans le courant du mois d'août, La Haye avait ratifié le traité de Strasbourg interdisant les radios-pirates. La loi devait prendre effet le 1ᵉʳ septembre.

L'adieu des plus anciens des pirates, Radio-Véronica, était pathétique et presque hors de proportion : *« Avec la disparition de Véronica, la démocratie se meurt un peu »*, disait samedi à 18 heures le dernier des disc-jockeys marins. Ensuite les émissions étaient interrompues pour de bon. Tout le monde, sauf les vrais marins, quittait le bateau pour rejoindre la terre. Deux heures plus tard, Radio-Nordsee diffusait son dernier disque, tandis que l'équipage du *Mio-Amigo* (Radio-Carolyne) s'apprêtait à virer de cap pour se diriger vers la Méditerranée, où les Italiens, dit-on, vont connaître les joies de la piraterie. — *(Corresp.)*

Télévision

LE DÉLIRE ET LA SAGESSE

Philippe Ducrest aime les palaces et les châteaux, les femmes de luxe, la faune internationale — aventuriers ou milliardaires — et les intrigues compliquées jusqu'à l'extravagance. Avec le Faux (d'après une nouvelle de Romain Gary), il a trouvé de quoi satisfaire cette mégalomanie (samedi, première chaîne, 20 h. 30). On peut même penser qu'il s'est pris pour Orson Welles.

Le héros, Gregory Sillan, homme d'affaires richissime, collectionneur de tableaux, qui a la passion de l'authentique dans les œuvres d'art, est né dans les bas-fonds de Smyrne et fait penser à Gregory Arkadin. Et puis, la volonté de puissance, les fantasmes, l'étrange croisière où Sillan traite ses invités en pantins adorant le veau d'or, la lutte avec Baretta, collectionneur impur, et, pour finir, l'intolérable révélation que la beauté de la femme aimée est due à la chirurgie esthétique, cela vous a bien — vie Romain Gary — de petits airs wellesiens.

Le Faux — *tourné en 1972 — n'est pas un chef-d'œuvre littéraire et baroque comme la Duchesse d'Avila qui fit tant parler de Philippe Ducrest. C'est un « à la manière d'Orson Welles » où s'accumulent les artifices de mise en scène les plus énormes. Une copie, et il n'y a pas besoin d'être expert pour s'en rendre compte ! Mais, enfin, en ces temps où la dramatique télévisée n'est même plus un objet de consommation possible, la mégalomanie de Philippe Ducrest — je le dis sans plaisanter — a de quoi enchanter.* Le Faux *est le spectacle le plus délirant de l'année, incroyable défi à la planification. Le triomphe du kitsch à la télévision.*

Accrochée à cette « locomotive » ravageuse, l'émission du service de la recherche consacrée à Indira Gandhi a aiguillé la fin de la soirée sur une voie de garage. Il fallait suivre les traductions simultanées des questions et commentaires de Susan Sontag (menant l'entretien) et des réponses de Mme Gandhi. Alors, on ne sentait plus la présence vivante du premier ministre de l'Inde confrontée à de gigantesques problèmes de société et de gouvernement. Réforme agraire, socialisme, rôle des capitalistes indiens, nationalisations, utilisation de l'audio-visuel, enseignement, université... Susan Sontag cherchait des réponses, des prises de position à tout. Mme Gandhi, bien droite sur son siège, lui répondait poliment, sagement, d'une manière au fond très formaliste. Pour rendre l'émission plus attrayante, on l'avait illustrée de documents. En vain.

JACQUES SICLIER.

■ L'association Musique en Nivernais organisera son premier festival les 14 et 15 septembre à la cathédrale Saint-Cyr et à l'église Saint-Étienne de Nevers. Deux concerts sont prévus : l'un consacré au « Messie », de Haendel, l'autre à un ensemble d'œuvres pour cuivres, orgues et chœurs, « De Monteverdi à Verdi ». Le R. P. Martin, qui sera directeur artistique du festival, amènera à Nevers les chœurs de Saint-Eustache, auxquels seront associés l'Orchestre des concerts Pasdeloup et le quintette de cuivres Ars Nova. — (Corresp.)

SCIENCES

La D.G.R.S.T. et l'aide aux laboratoires industriels

450 millions pour les actions concertées de recherche

Le délégué général à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), M. Hubert Curien, a récemment exposé un état des subventions attribuées ces dernières années à un certain nombre *de laboratoires industriels privés, afin de promouvoir diverses recherches. Parmi les résultats des travaux présentés à la D.G.R.S.T., deux surtout retiennent l'attention : les travaux sur la déshydratation des boissons et sur le rein artificiel.*

La D.G.R.S.T. dispose de deux moyens pour aider les laboratoires industriels : les actions concertées et l'aide au développement. Lancées en 1961, les actions concertées ont pour objet de soutenir des recherches d'intérêt national dans les domaines de la science fondamentale et de la recherche appliquée. Mais au lieu de créer un nouvel organe de recherche, on s'appuie sur les laboratoires publics ou privés existants. Divers thèmes de recherches sont ainsi retenus périodiquement, et les travaux peuvent durer plusieurs années. Après quoi, l'action peut être abandonnée, soit parce qu'elle a atteint son but, soit parce qu'elle a échoué.

Si l'action de recherche a besoin d'être prolongée par des travaux de développement, la D.G.R.S.T. peut continuer d'apporter son soutien par le biais de la procédure d'aide au développement, mise en place en 1965. Cette aide permet aux industriels de concevoir des prototypes ou des produits nouveaux.

L'action concertée et l'aide au développement interviennent à des moments différents dans le cours des travaux de recherche. La méthode de financement, aussi, est différente. Les crédits d'actions concertées sont des subventions, en général modestes, de l'ordre du million de francs ou moins par laboratoire. L'aide au développement est, au contraire, une avance de fonds remboursable en cas de succès. Dans tous les cas, le montant de l'avance, en général plus importante, est égal à la moitié seulement des sommes nécessaires, l'industriel devant prendre à sa charge le reste de la dépense.

Ne pas défavoriser la province

Le budget des actions concertées est passé de 111 millions de franc en 1971 à 158 millions en 1973 et à 210 millions en 1974, tandis que celui de l'aide au développement était de 138 millions en 1971, de 154 millions en 1974 (soit, au total, 450 millions en 1974). La moitié environ du *budget des actions concertées en* 1974 aura servi au financement de travaux à finalité industrielle : automatisation, composants, électrotechnie, instruments de mesure, mécanique, métallurgie, matériaux plastiques, chimie analytique et appliquée, technologie alimentaire et agricole, génie biologique, recherche médicale. Le montant *moyen* des crédits accordés à chaque secteur varie de 3 ou 4 millions à 10 ou 15 millions pour les secteurs comme la mécanique ou l'électronique. Parfois, l'orientation d'une action concertée change en cours d'action pour mieux l'adapter aux besoins.

La D.G.R.S.T. s'efforce de ne pas distribuer trop de crédits dans la région parisienne, au détriment de la province, et aussi d'intéresser les petites et moyennes entreprises à des travaux de recherches. Elle a, par exemple, aidé la société Nœud (180 millions de francs de chiffre d'affaires, hors filiales, et mille trois cents personnes) à mettre au point une turbine pour récupérer les gaz toxiques sous pression provenant des hauts fourneaux. Une installation pilote a été réalisée en Belgique, et la licence de la turbine a été vendue à la société japonaise Kawasaki, qui fera prochainement *fonctionner* une turbine de 8 000 kilowatts. Une autre aide a été accordée pour mettre au point un procédé d'orientation des fibres textiles afin d'alimenter les machines à tisser en nappes de fils orientés.

Un autre exemple est l'aide *apportée par la D.G.R.S.T.* à la petite société Microondes industrielles afin d'étudier un procédé, concurrent de la lyophilisation, pour mettre les boissons en poudre. Ce nouveau procédé, la déshydratation par microondes, étudié en collaboration avec l'Institut des fruits et légumes, a donné de bons résultats. Un nou*vel appareil de déshydratation de* 30 kilowatts, plus puissant que le premier prototype de 5 kilowatts, sera réalisé avec l'aide de la D.G.R.S.T. et avec la société Pernod, qui a pris une participation dans la société Microondes industrielles. Cette dernière a aussi étudié, en collaboration avec le Commissariat à l'énergie atomique, un procédé permettant de doser la présence d'eau lourde dans les boissons, jus de fruits, boissons mentholées, etc., et aussi de déterminer si ces boissons contiennent de l'eau qui a été ajoutée, du menthol de synthèse ou du menthol naturel. La teneur en eau lourde est en effet différente selon qu'il s'agit du produit *naturel ou d'un additif*.

Deux réussites

Il s'en faut que toutes les actions de la D.G.R.S.T. aboutissent au succès, mais, certes, on parle plus volontiers de ses réussites que de ses échecs. L'action concertée dont la D.G.R.S.T. est *le plus satisfaite est sans doute* celle qui concerne le poumon et le rein artificiels. Elle a été menée avec la société Rhône-Poulenc, qui a bénéficié au total d'une aide publique de 5,5 millions de francs et qui a investi, de son côté, une somme quadruple ou quintuple.

Aujourd'hui, les reins artificiels de Rhône-Poulenc représentent 34 % des reins utilisés en France et constituent un marché de plus de 140 millions de francs par an. La moitié de la production est exportée en Europe et au Japon

Dans les deux cas, il s'agissait de mettre au point des membranes artificielles semi-perméables permettant de débarrasser le sang des produits toxiques qu'il contient pendant les quelques heures où *il circule en dérivation extra-cor*porelle. Le poumon artificiel permet d'oxygéner le sang tout en retirant le gaz carbonique, et le rein artificiel permet d'éliminer l'urée, le glucose, la créatinine, le sucrose, etc. Le poumon artificiel, qui est utilisé dans le cas d'insuffisances respiratoires graves (traumatismes thoraciques, noyades, brûlures), et qui pourrait l'être chez les nouveau-nés, a donné à quatre malades la possibilité de vivre trois ou quatre jours en 1974 sans poumon.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

Lettres

Dans un nouvel ouvrage

SOLJENITSYNE SE DEMANDE SI CHOLOKHOV EST BIEN L'AUTEUR DU « DON PAISIBLE »

Alexandre Soljenitsyne se demande si Mikhaïl Cholokhov est bien l'auteur du *Don paisible* qui lui valut en 1965 le prix Nobel, rapporte le *New Yok Times*. Ce doute est exprimé dans un ouvrage qui sera prochainement publié par les éditions Ymcapress, à Paris.

Selon l'exilé, il est fort possible que Cholokhov se soit servi d'une chronique sur les cosaques du Don écrite par un certain Fedor Krioukov, mort en 1920 durant la guerre civile et dont tous les manuscrits disparurent.

Soljenitsyne reproduit dans son ouvrage l'étude commencée sur ce sujet par un critique soviétique, « D. », mort il y a un an. Selon ce dernier, Cholokhov aurait simplement rajouté au manuscrit de Krioukov quelques portraits de bolcheviks.

A l'appui de sa thèse, Soljenitsyne note que Cholokhov n'avait que vingt-trois ans lors de la parution du *Don paisible* et que jamais depuis il n'a fait preuve d'une telle maîtrise ni d'une telle rapidité d'écriture.

[Agé de soixante-neuf ans, Mikhaïl Cholokhov, marié à la sœur de Mme Khrouchtchev, est aussi l'auteur de *Terres défrichées* sur la collectivisation, d'une nouvelle *le Destin d'un homme*, et de plusieurs *Récits du Don*. Il travaille depuis plusieurs années à un nouveau roman, *Ils ont combattu pour la patrie*, sur la deuxième guerre mondiale. Il s'est distingué ces dernières années par des interventions très dures, aux congrès du parti et à ceux des écrivains, contre les écrivains dissidents, notamment Alexandre Soljenitsyne, André Siniavski et Youli Daniel.]

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat – Vente – Location	21,00	24,51
AUTOS – BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi



emplois internationaux

Création et développement d'affaires à l'étranger
NÉGOCIATIONS DE CONTRATS PÉTROLIERS

Nous sommes une société française ; nous implantons nos équipes dans le monde entier.

Nos Directeurs à l'étranger ont besoin de conseils pour leurs études de « montages » d'opérations au niveau international.

Nous cherchons un cadre de haut niveau justifiant d'une grande expérience des accords pratiqués par les Sociétés Pétrolières au niveau de la prospection et de l'exploitation.

Intéressante perspective de carrière active pour un homme de premier plan.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae sous le numéro 7.011, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE recherche

chef de produits

pour développer en **ALLEMAGNE** son département Tissus Enduits Plastiques dans les secteurs ameublement, maroquinerie et vêtements.

Il sera chargé de
- promouvoir le développement des ventes
- animer et contrôler les agents en place
- faire la synthèse des marchés
- assurer les liaisons avec la Direction Centrale, ce qui suppose de fréquents voyages à PARIS.

Allemand parlé et écrit très couramment.
Age minimum 30 ans.

Adresser CV manuscrit au service 5329 M
plein emploi 118 rue réaumur paris 2

IMPTE SOCIETE BATIMENT TRAVAUX PUBLICS en expansion recherche pour Filiale
Afrique francophone

DIRECTEUR D'AGENCE

- RESPONSABILITES :
  - — Gestion financière et administrative.
  - — Relations commerciales et générales.
  - — Supervision de l'exécution des travaux.
  - — Recherche et mise au point Marchés.
- CARACTERISTIQUES DEMANDEES :
  - — Formation Ingénieur Grandes Ecoles.
  - — Volonté et réalisme.
  - — Qualités humaines.
  - — Esprit d'entreprise.
  - — Esprit d'équipe.
- CADRE DE VIE :
  - — Grande ville Africaine.
  - — Logement très agréable.
  - — Collège à niveau Terminale.

Conviendrait à Homme, minimum 35 ans, de niveau exceptionnel ayant solides références.

Adress lettre manuscr. et C.V. s'référ. 84.605 PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra au Président. Discrétion totale assurée.

FILIALE SOCIETE INTERNATIONALE

mondialement implantée, fabriquant et commercialisant ses produits de haute qualité technologique, recherche pour sa division européenne Fils et Câbles, installée en Angleterre

INGENIEUR de développement

L'homme que nous recherchons est Ingénieur électricien et il a une expérience acquise au sein d'une Société fabriquant des fils et des câbles électriques dans des départements de recherche, spécifications, contrôle qualité ou service technique.

Le candidat sera âgé de 25 ans minimum, parlera anglais et sera disposé à travailler en Angleterre pendant quelques années.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous No 65981 CONTESSE Publicité - 20, avenue Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm.

C&C 3467

Côte d'Ivoire

Société multinationale recherche pour sa filiale d'ABIDJAN

un CADRE COMPTABLE

Pour assister le Directeur des Services Comptables de Côte-d'Ivoire — Formation D.E.C.S. ou équivalent. Expérience professionnelle de plusieurs années en comptabilité générale acquise dans moyenne ou importante entreprise — Goût et aptitudes pour la formation du personnel.

Contrat de travail — Voyages avec famille payés — Logement fourni — Régime de prévoyance très complet — Congés annuels en France.

Adresser C.V. très détaillé à no 65.003, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra (1er), qui. tr.

Vous êtes OPTICIEN E.O.A. Vs aimez le polissage de précis. LA FUNBEC vous offre CONTRAT DE 2 ANS à SAO-PAULO, BRESIL. Ecr. av. CV, à F. Mercadé, Tour Onyx, 75644 Paris Cedex 13.

Société d'un très important groupe, spécialisée dans la vente de matériels et biens d'équipement, rech. pr l'une de ses agences d'AFRIQUE NOIRE :

UN ADJOINT AU DIRECTEUR

Ce poste convient. à diplômé HEC, ESSEC, ESCP ou équiv. 30 ans min., ayant acquis de préfér. dans entreprise similaire une solide expér. des affaires et de la gestion. Très intéressante situation de départ.

Possib. d'étudier recasement après carrière de 8 à 10 ans dans autres sociétés du même groupe.

Adr. lettre manuscrite et C.V. détaillé ss référence 1.641 à : P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui trans.

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES recherche pour sa base de lancement de KOUROU (Guyane française)

LE CHEF DE SON DEPARTEMENT

« SUPPORT - MESURES »

Celui-ci dirigera une équipe de 80 personnes, chargées de l'installation, l'exploitation, l'entretien et la gestion des moyens de contrôle de distribution, de liaison et de télécommunications du Centre spatial guyanais.

Formation souhaitée INGENIEUR Grande Ecole E.S.E. de préférence. Plusieurs années d'expérience sont nécessaires. Contrat de 3 ans renouvelable. Avantages importants.

Adr. C.V. manuscrit à no 66.867 CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

IMPTE SOCIETE FRANÇAISE recherche pour **AFRIQUE NOIRE**

J.H. COMPTABLES

CELIBATAIRES D.E.C.S. OU EQUIVALENT pour gestion administrative et comptable de succursales import. Connaiss. de l'anglais souhaitée.

Avantages habituels d'expatriement.

Adresser C.V. et prétentions à no 68.916 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

Impt Bureau d'études français de niveau international rech. pr sa Division TRANSPORTS ET ECONOMIE

CHEF DE PROJET

pour études de transports 100.000 F PAR AN.

X, ENPC, CENTRALE ou MINES + format. complémentaire en Economie ou Gestion (licence Sciences ECO - SEPE - INSEAD - M.B.A. ou équivalent), avec au min. 8 ans d'expér. en Economie de transports, études de planification, de transports urbains ou de développement régional, pr prendre la direction de groupes pluri-disciplinaires pour des études importantes dans des pays en voie de développement en Asie, Afrique ou Amérique latine.

Avantages substantiels en missions.

Anglais courant nécessaire, espagnol souhaité.

EXPERT FINANCIER

pr études de transports 65.000 F PAR AN.

HEC, SUP de CO, M.B.A. OU EQUIVALENT, avec au minimum 4 ans d'expérience en analyse financière d'investissement ou de gestion, acquise, soit dans un bureau d'affaires, soit dans un bureau de conseil d'entreprises.

Séjours fréquents dans des pays en voie de développement, avec avantages financiers substant.

Connaissance de l'anglais ou de l'espagnol appréciée.

Veuillez envoyer v. candidature (C.V. détaillé + photo + salaire), en indiquant la référ. 273/530, à PUBLIPRESS 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02.

IMPTE SOCIETE recherche :

2 COMPTABLES QUALIFIES

parlant couramment anglais
- — Pour sa filiale au LIBERIA. Statut expatrié ;
- — Pour divers déplacements en Afrique anglophone.

Env. C.V. manuscrit et photo no 66.246 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

IMPT CENTRE D'ETUDES recherche pour postes intéressants à l'ETRANGER

INGENIEURS ROUTIERS

ayant quelques années d'expérience dans domaines des études géotechniques ou des contrôles de qualité sur chantiers.

Ecr. avec C.V. à C.E. B.T.P., 12, rue Brancion, 75737 Paris Cedex 15.



emplois régionaux

TOULOUSE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Nous sommes une entreprise moyenne (300 personnes) et notre activité s'exerce dans l'industrie photo-couleurs, où nous sommes un des premiers sur le plan national.

Dans notre nouvelle structure, voulue par notre expansion, nous créons le poste de Secrétaire Général.

Homme de Conseil pour les grandes options de politique générale, le Secrétaire Général sera chargé de la Direction du Personnel, de l'Information, de la Politique Sociale, il mettra en place le Contrôle de gestion. Il supervisera le Service Informatique.

Le Secrétaire Général fait partie du Conseil de Direction.

Ce poste intéresse un homme de 35 ans minimum, de formation supérieure et de personnalité affirmée, ayant acquis une solide expérience du management et de la communication.

sélé CÉGOS — Adresser lettre de candidature et curriculum vitae détail sous référence *M. 75.169*. Discrétion assurée.
33, quai Gallieni, 92153 SURESNES.

Le Vaudreuil VILLE NOUVELLE

recherche

HEC, ESSEC ou similaire

responsable de la commercialisation des parcs industriels et ensembles de bureaux.

JEUNE JURISTE

pour suivi des actions de commercialisation, promesse de vente, baux à la construction, baux commerciaux, concessions immobilières, relations avec notaires.

HEC, ESSEC ou similaire

responsable du montage et de la promotion d'opérations de logement.

HEC, ESSEC ou similaire

futur responsable de la communication pour suivi, conception et mise en œuvre de la politique de communication ; coordination des intervenants extérieurs : bureaux d'études marketing et agences de publicité.

ASSISTANT(E) DE PUBLICITE

pour collecte, transmission, classement des données nécessaires aux fournisseurs (créateurs ou fabricants), contrôle de leur intervention (respect programme, budget, planning.).

Adress.CV, photo et prét.à M.VIGER
Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle du Vaudreuil
B.P. 5 - 27690 LERY

Pierre Lichau s.a

DIRECTEUR COMMERCIAL EXPORT CONFIRMÉ

30 ans minimum, rompu à tous les problèmes d'export. Parfaitement bilingue français-anglais. Déplacem. fréquents de courtes durées à l'étranger.

CHEF DE SERVICE EXPORT

parfaitement bilingue français-anglais. Rompu aux aspects administratifs d'un service important.
- — Adjudications internationales.
- — Douanes.
- — Transports.
- — Crédits documentaires, etc.

recherché par :

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
LEADER DANS SA PROFESSION
OSCAR EXPORTATION 1972

Filiales en Belgique - Allemagne - Grande-Bretagne Pays-Bas - U.S.A.

Situés à 160 km au sud de Paris - Ville universitaire à proximité d'un plan d'eau permettant la voile et tous sports.

Adresser C.V. manuscrit et photo récente, ainsi que tous documents utiles à la candidature, ss no 7.035, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

S.A. PERMALI

Leader européen stratifiés industriels

En forte expansion continue (600 personnes, 3 usines métropole, filiales européennes et associés internationaux) recherche :

a) ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

pour contrôle général de gestion, finance internationale.

b) ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

pour gestion administrative du département, contrôle rentabilité des activités et opérations prospectives.

Profil souhaité pour ces 2 postes : formation type H.E.C. + I.C.G. ou INSEAD, anglais obligatoire, allemand apprécié, âge 28 ans minimum.

c) SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS

pour Etat-major Direction, formation sténodactylo dans ces deux langues, âge indifférent.

Résidence à **NANCY** (siège social et usine principale)

Ecrire à **R. CHARLES**, Secrét. Général, S.A. PERMALI, B.P. 12 54320 MAXEVILLE.

Société multinationale fabriquant et commercialisant des biens d'équipement mécanique recherche

un responsable export europe

Animateur des Agents à l'étranger, il aura des contacts directs avec les industriels pour les marchés les plus importants.
Déplacements très fréquents.
Expérience de la vente de biens d'équipement et ANGLAIS courant indispensables. Formation technique appréciée. (réf. V267)

un responsable de l'administration des ventes

Assisté d'une équipe de 6 personnes, il devra en liaison avec la fabrication coordonner les divers services commerciaux, assurer le suivi des commandes, définir les priorités de livraison, superviser le Service pièces détachées. (réf. V268)

Lieu de travail : ville de moyenne importance de la région RHONE-ALPES.

Les candidatures précisant la référence du poste choisi et le niveau de rémunération souhaité, seront étudiées en collaboration avec
plein emploi 40 Pl. Herriot Lyon 2e
Structures d'entreprises et carrières

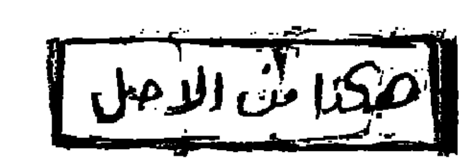
LABORATOIRE

Banlieue Ouest de Lyon spécialisé dans la fabrication de réactifs diagnostiques

recherche

BACTÉRIOLOGISTE

Ayant expérience bactériologie médicale souhaitée. Pharmacien de préférence.
Envoyer C.V. et photo à HAVAS LYON 8627.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat – Vente – Location	21,00	24,51
AUTOS – BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
recherche plusieurs

spécialistes software

Ces ingénieurs travaillent en étroite collaboration avec nos ingénieurs commerciaux, et assistent notre clientèle dans l'utilisation et le développement de Software sur nos ordinateurs.

- Vous avez une solide expérience dans le développement ou la maintenance de Software et une connaissance approfondie d'un ou plusieurs systèmes d'exploitation.
- Vous aimez traiter les problèmes les plus variés d'Assistance Software.
- Vous recherchez un poste à responsabilités techniques nécessitant un goût marqué pour les contacts humains.
- Vous avez une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit.

Envoyez votre curriculum vitae avec photo (référence SWSM4) au *Responsable du Personnel.*

digital
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Silic - Cidex L. 225
94533 RUNGIS Tél. : 687-23-33

INSTITUT DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE LA COMMUNICATION
(Université Paris-Nord)
recherche pour rentrée 1974-1975.

DEUX PROFESSEURS

Certifiés détachables d'anglais (1) d'allemand (1)

Pour assurer :
— enseignement de langue de communication et de documentation
— tâches de coordination pédagogique.

2 CHARGES de cours, de préférence certifiés ou agrégés, maîtrisant parfaitement la langue anglaise, la langue allemande.

Envoyer curric. vitae à ISTECO, av. J.-B.-Clément, 93430 VILLETANEUSE.

Compagnie Française d'Informatique
recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Il est demandé :
— des connaissances de la gestion et de l'informatique ;
— le sens des responsabilités.

Envoyer curriculum vitae à :
C O F I
138, rue Montmartre, 75002 Paris - Tél. : 236-47-40.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
recherche pour
PARIS et GRENOBLE

ingénieurs commerciaux

ayant une très bonne connaissance des marchés OEM et Industriels.

Ce poste exige :
- une formation scientifique ou technique (Ingénieur en électronique et/ou informatique);
- une réelle expérience technique dans l'étude ou la réalisation de projets d'informatique industrielle;
- une capacité certaine de travailler d'une manière autonome tout en faisant preuve d'un esprit d'équipe;
- *une bonne pratique de l'anglais parlé et écrit.*

Nous vous proposons :
- un travail enrichissant dans une Société dynamique leader mondial de la mini-informatique;
- des responsabilités réelles dans un climat de dialogue et d'efficacité;
- un recyclage technique et humain permanent;
- une formation de 2 mois aux U.S.A.

Adresser votre C.V. détaillé avec photo sous référence TGM2 au Responsable du Personnel.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Silic - Cidex L. 225
94533 RUNGIS Tél. : 687-23-33
digital



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Direction Médicale jeune, structurée, vivante, dynamique, recherche

délégués médicaux
HOMMES

Pour les secteurs suivants :
1) Ain, Haute-Savoie
2) Cher, Allier, Saône-et-Loire
3) Nord (en partie)
4) Aube, Yonne, Nièvre.

Il est demandé :
- le bac minimum
- si possible une formation universitaire
- un enthousiasme convaincant et une grande puissance de travail.
- expérience non nécessaire.

Il est offert :
- l'intégration dans un groupe pharmaceutique Français en pleine expansion
- une solide formation
- un salaire *évolutif pour des candidats* de valeur.

Stage Septembre, rémunéré, d'une durée d'environ huit semaines.

Envoyer c.v. manuscrit et photo sous réf. 43436 à Havas Contact, 156 Bd Haussmann, 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

RÉGION MELUN
IMPORTANTE ENTREPRISE DU BATIMENT EXPLOITANT BREVET DE PREFABRICATION
recrute

INGÉNIEUR BÉTON ARMÉ

29 ans minimum.

CONTENU DU POSTE
dans le cadre du bureau d'études responsable :
- des études d'avant-projets et des calculs spécifiques de structure à l'aide d'un ordinateur.

PROFIL DU CANDIDAT
- sur le plan professionnel :
  — diplôme ETP (B ou TP) ou équiv. ;
  — environ 3 ans d'expérience.
- sur le plan personnel :
  — grande capacité de calcul ;
  — esprit critique et créatif ;
  — sens du concret et des contacts.

POSSIBILITES D'ELARGISSEMENT DES TACHES ET DE PROMOTION.
Salaire selon capacités.

Adr. d'URGENCE, C.V. et prétent. sous REF. 121.251,
30, rue Mogador, Paris (9e).



IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
SUD BRETAGNE
(Bord de Mer)
Effectif : 6.700 personnes
recherche

CADRE SÉCURITÉ
ADJOINT AU CHEF
DU SERVICE SÉCURITÉ

FORMATION DE BASE
NIVEAU INGENIEUR

Ayant 5 ans d'expérience de la Fonction Sécurité dans l'industrie lourde (Mécanique lourde, Grosse chaudronnerie, Chantier Naval, Sidérurgie, etc.).

Ecrire avec C.V., photo attachée et prétentions, n° 72.276, PUBLIALE, B.P. 153-02, 75062 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE
DE PRODUITS CHIMIQUES
recherche pour BASSE-SEINE

INGÉNIEURS-MÉCANICIENS

Pour assurer, sous les ordres du Chef de service, l'entretien d'une usine de produits chimiques et d'engrais.

Quelques années d'expérience seront nécessaires.

Sécurité d'emploi assurée.

Env. C.V., photo et rémunér. souhaitée au n° 1.231, SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui tr.

---

chef de produits

La Compagnie Européenne d'Horlogerie
recherche un responsable du marketing des produits
LIP

Rattaché au Directeur Commercial, il devra proposer la politique marketing des lignes de produits qui lui seront confiées, et en assurer la mise en œuvre sous tous ses aspects.

Ce poste, à pourvoir à BESANÇON, suppose des déplacements relativement fréquents en Europe au moins.

Il concerne un diplômé HEC, ESSEC, ESC... ayant au minimum 2 à 3 ans d'expérience, intéressé par l'application des méthodes marketing aux biens industriels-semi-durables et désireux de se joindre à une entreprise au plan de développement ambitieux.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé, sous la réf. 33955
à Havas Contact,
156 Bd Haussmann 75008 Paris.

lip

HAVAS CONTACT

UN

DIRECTEUR DE MARKETING

est recherché
par le groupe PHILIPS
pour l'une de ses branches d'activité en France

- Directement rattaché au Président de la filiale française et en étroite relation avec l'organisation internationale, il participera à l'élaboration des politiques de marketing, établira des plans d'action sur son marché (France entière) et aura la responsabilité de leur mise en œuvre.
- Le poste conviendrait à un homme de caractère ayant déjà acquis une solide connaissance et expérience du marketing et désirant accéder à un poste *d'entière responsabilité dans cette* discipline. Le niveau de développement atteint par la Société sur le plan des structures et des produits, de même que les méthodes élaborées et dynamiques pratiquées dans le groupe, assureront à un candidat de qualité les meilleures chances de valoriser son action.
- Le poste est situé dans la région lyonnaise. La rémunération initiale sera en rapport avec l'expérience acquise. Des possibilités d'accéder dans l'avenir à de plus hautes responsabilités, y compris sur le plan international, existent pour un homme qui aura rempli avec un succès confirmé la fonction proposée.

Adresser dossier de candidature à la
Compagnie Française PHILIPS
Département du Personnel, 50, avenue Montaigne, 75008 Paris. La plus grande discrétion sera observée.

OREAM-LORRAINE
(organisme officiel d'aménagement du territoire)
recherche

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE « TRANSPORTS »

susceptible de prendre la responsabilité de l'étude d'une :

PLANIFICATION RÉGIONALE
DE TRANSPORTS DE VOYAGEURS

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à OREAM-LORRAINE - Rue Robert-Blum, 54700 PONT-A-MOUSSON, qui garantit le secret absolu des candidatures.

Entreprise Industrielle 270 millions de C.A.
très forte expansion
recherche

ROUEN

RESPONSABLE RECRUTEMENT

de Formation Supérieure

— Adjoint direct du Directeur du Personnel.
— Il assurera en outre l'intégration et le suivi du personnel, Cadres et Employés.
— Une première expérience de 2 ans dans la fonction serait appréciée.

Envoyer C.V. + *photo* sous n° 352, à SNP HAVAS, B.P. 907 - 76002 ROUEN, CEDEX.

L'ÉCOLE RÉGIONALE
DE SERVICE SOCIAL D'AMIENS

après avoir recruté un Responsable Pédagogique, ouvre un nouveau concours afin de pourvoir 4 postes, au moins, de Moniteurs ou Monitrices.

CONDITIONS : Diplôme d'Etat de Service Social et exercice de la profession pendant 2 ans au moins.

DATE LIMITE de dépôt des candidatures : 15 SEPTEMBRE 1974.
Indices provisoires de rémun. : 403 à 533 (arrêté du 24 mai 74) soit actuellement : 2.409 à 3.104 francs.

Tous renseignements seront fournis sur demande par la direction de l'Ecole Régionale de service social, 50, rue Albéric-de-Calonne - 80000 AMIENS, à laquelle les candidatures *devront être présentées.*

Le Groupe
PECHINEY UGINE KUHLMANN
recherche
pour Usine SUD-EST (220 personnes)

CHEF DU PERSONNEL

et des SERVICES ADMINISTRATIFS et COMPTABLES

Le poste s'adresse à un candidat ayant :
- Une formation supérieure de gestion (HEC - ESSEC - SUP. de CO. - IEP - ou équivalent).
- Une expérience professionnelle de 5 ans immédiatement adaptable fondée sur de solides références industrielles.
- Une classe personnelle évidente.

La fonction comporte de larges possibilités de promotion dans les sociétés du Groupe.

Adresser dossier de candidature manuscrit, détaillé et motivé à N° 7099 EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

Il sera *répondu à toutes les candidatures.*

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
INTERNATIONAL
recherche

CHEF COMPTABLE
HOMME

— Accoutumé à la comptabilité américaine.
— Très bonne maîtrise de l'anglais, impérieux.
— Très sérieuses références professionnelles.

Adresser C.V. détaillé, photo (ret.), prétentions.
Laboratoires ABBOTT.
Service du Personnel.
B.P. n° 3 — 28380 - SAINT - REMY - SUR - AVRE.

DISTRICT DE LA REGION AUDOMAROISE - ST-OMER 62
Recrute
ECONOMISTE
Deux années d'expérience professionnelle minimum pour Agence d'Urbanisme.

Env. C.V. à M. le Président du District de la rég. Audomaroise Hôtel de Ville, 62504 ST-OMER.

USINE MATER. HOSPITALIER
MARSEILLE
recherche
JEUNE TECHNICIEN
pour création
Service ordonnancement de la fabrication devant assurer :
- Programmation de la fabrication.
- Gestion des stocks.
- Evolution des techniques de fabrication (tôlerie, serrurerie, assemblage des métaux).

Formation souhaitée : B.T.S. + expérience 3 ans minimum.
Envoyer C.V. détaillé + photo + prétentions à
N° 7009 *« le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

CENTRE de RECHERCHE
région SUD-EST
recrute
pour son service
Coupe Engrenages
UN INGENIEUR
ayant de 5 à 10 ans d'expérience et possédant *une bonne connaissance* des problèmes posés par la coupe des métaux et les transmissions mécaniques, ainsi que de ceux relatifs à la normalisation et aux procédés de fabrication.

Adress. C.V., photo et prét. à N° 66.351 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

CENTRE DE FORMAT. POUR ANIMATEURS-EDUCATEURS D'ORGANISMES SOCIAUX et SOCIO-CULTURELS, 8, av. GROS-MALHON, RENNES
RECHERCHE
ANIMATEUR (TRICE)
DE FORMATION
Condit. : Format. à une profes. de travail social expér. profes. minimum 3 a. expér. d'activités psychopédagogiques.
Adresser dossier de candidature jusqu'au 10 septembre.

RHONE-PROGIL
recherche pour usine de
ROUEN (76)
PROGRAMMEUR DE GESTION
ayant quelques années d'expérience, soit BTS Informatique, soit formation comptable, avec très bonnes connaissances informatique.

Poste à pourvoir au 1er octobre 74. Rest. entreprise.

Ecr. av. C.V. détaillé, photo et prétent. R.S.F.R., 25, quai Paul-Doumer, COURBEVOIE-92.

Laboratoire d'économie forestière
recherche
INGENIEUR EAUX et FORETS
INGENIEUR TRAVX FOREST.
ING. ECOLE SUP. DU BOIS

Ecrire avec C.V. détaillé à : Laborat. d'économie forestière, Inst. Nat. Rech. Agronomique, 14, rue Girardet, 54042 NANCY CEDEX.

ECOLE de Français pour Etrangers Nice ch. professeur expérience audio-visuel par *Méthode VIF indispensable.*
Pl. temps. Tél. (93) 80-88-44.

POLA

ALBERT PONTAROLI S.A.
OYONNAX
Nous sommes une Société de transformation de matières plastiques couvrant les marchés du Ménager et du Sanitaire (780 personnes).
Si vous avez :
— 28 ans minimum.
— Un diplôme d'une école de commerce.
— Une expérience de 2 à 3 ans de vente.
— *Une bonne dose* d'enthousiasme.

Nous vous proposons un travail de VENTE.
(Déplacement 80 % du temps.)
Pouvant par la suite déboucher sur une gestion de produit.
Lieu de résidence :
Région Rhône-Alpes.
Voiture de société et frais de déplacement payés.
Env. C.V. détail., photo, prét. à PONTAROLI S.A., 25, av. Président-Roosevelt, 01104 OYONNAX.

Centre animation musicale, banlieue de GRENOBLE, recrute d'urgence professeur de piano et violon. Adr. candidature au N° 7021 *« le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e,* qui transmettra.

Rech. INGENIEUR débutant, Grandes Ecoles, pour études transports en milieu urbain. 3 500 F mensuel après confirm. Ecrire Equipement G.E.P., 9, rue Abbé-de-l'Epée, 63033 Clermont-Ferrand Cédex.

COLLEGE CEVENOL
43400 Chambon/Lignon,
cherche pour rentrée sept. 1974
1 Prof. Licencié Italien.
1 Prof. Licencié Allemand.
1 Prof. enseignement technique Comptabilité avec D.U.T. ou B.T.S. Comptabilité.
1 Prof. éducat. physique femme.

BAUSCH AND LOMB LAMARD
FILIALE
SOCIETE AMERICAINE
verres optiques + montures
rech. pour usine 300 personnes
28 NOGENT-LE-ROI
(75 KM OUEST PARIS)

SPÉCIALISTE COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE

CHARGE PAR LE DIRECTEUR ADMIN. DE REORGANISER LE SERVICE (méthode des prix standards) ET DE LE DIRIGER
— HOMME ou FEM. ayant très *bonne formation comptable ;*
— EXPERIENCE COMPTABILITE INDUSTRIELLE USINE 2/3 ans MINMUM, sinon s'abstenir ;
— ANGLAIS souhaité mais pas indispensable.

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, expérience, rémunérat. et photo (retournée) sous référ. 3.005 à
sc sélection conseil
8, PLACE PEREIRE - PARIS 17 -

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat – Vente – Location	21,00	24,51
AUTOS – BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

analyste comptable

Nous tenons une comptabilité par centre de profit et par produit.

Aimeriez-vous en analyser les comptes, les contrôler, les commenter aux responsables budgétaires ?

Si OUI et si vous avez :

- une formation supérieure en comptabilité (D.E.C.S. - E.S.C. option finance),
- une bonne connaissance de l'Anglais,
- un excellent contact humain,
- de préférence une expérience de 2 ans dans une société Anglo-saxone.

Envoyer-nous CV et prét.s/réf.c.41 à F.ESCOFFIER

RANK XEROX

4, r.Nicolas Robert 93600 Aulnay/Bois.

fonction personnel

organisation, formation, développement de carrière, relations du travail...

- QUE VOUS SOYEZ DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DEPUIS PEU
- QUE VOUS AYEZ DEJA PLUSIEURS ANNEES D'EXPERIENCE DE LA FONCTION

CETTE ANNONCE VOUS INTERESSE....

SI DE PLUS VOUS JUSTIFIEZ :
- d'une excellente connaissance de l'anglais,
- de capacités analytiques développées,
- d'un désir de développer votre carrière dans une société dynamique,

NOUS DESIRONS VOUS RENCONTRER....

Nous sommes un groupe multinational de constructions de matériel de T.P. et nous souhaitons renforcer notre équipe de direction de personnel tant pour notre Siège parisien que pour nos usines de province.

Les candidats les plus expérimentés seront particulièrement retenus pour les postes de relations du travail et d'organisation.

Les affectations dépendront de l'importance de l'expérience et de la qualification.

Les dossiers de candidatures comportant C.V., photo et prétentions devront être adressés à No 66004 CONTESSE PUBLICITE 20 av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transm.

C&C3482

LE GROUPE AKZO

(Chimie – 100.000 personnes)
crée à PARIS une nouvelle filiale pour une de ses divisions.
Il recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

de formation supérieure, ayant de bonnes connaissances en chimie et en marketing, doublées d'une expérience de plusieurs années dans le domaine commercial.

En étroite collaboration avec le Directeur Commercial, et travaillant en petite équipe, il contribuera à la mise en route et au développement de cette nouvelle filiale.

Ce poste est largement ouvert sur l'extérieur, et il est donc indispensable de faire preuve d'une grande souplesse d'adaptation.
Anglais courant nécessaire.

Rémunération départ : 65.000 F

Démarrage souhaité : 1er Octobre.

Ecrire Service B

Psychologie appliquée JUSTET 6, rue Brey - Paris 17e

Le Groupe PECHINEY UGINE KUHLMANN

recherche de

FUTURS CHEFS DU PERSONNEL

qui devront avoir :
- une vocation explicite et réaliste pour la fonction,
- un profil psychologique et intellectuel répondant aux trois aspects essentiels du poste : animation, négociation, administration,
- une disponibilité géographique entière en France métropolitaine.

Cette offre s'adresse :

Soit à des débutants diplômés grandes écoles (HEC-ESSEC-ENSCAE-IEP) ou ayant une Formation juridique niveau 3e cycle.

Soit à des cadres pouvant faire état d'une expérience hiérarchique en usine ou dans tout autre style d'activité leur ayant donné le sens et le goût des relations humaines dans une structure comparable à l'Industrie.

La situation comporte de larges possibilités de promotion tant inter-usines qu'aux sièges des sociétés.

Adresser dossiers manuscrits, détaillés et motivés à n° 7100 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

Nous répondrons à toutes les candidatures.

Importante Société de Produits industriels faisant partie groupe international recherche pour sa Division Abrasifs appliqués

ingénieur chimiste

(Ecole Nationale Supérieure de Chimie)
auquel il sera confié des responsabilités de RECHERCHE APPLIQUEE :
développement de nouveaux produits,
étude de nouveaux procédés de fabrication,
amélioration des produits existants.

Dépendant du DIRECTEUR TECHNIQUE de la Division, il sera en relation permanente avec les différents services de la Société.

Une première expérience acquise en Laboratoire d'Essai ou en Fabrication serait appréciée.

Connaissance de l'Anglais nécessaire.
Lieu de travail : banlieue Nord-Ouest.

Veuillez écrire sous référence M 5349

INTERCARRIÈRES 5, rue du Helder 75009 Paris

SOCIETE MULTINATIONALE

leader dans sa branche recherche pour renforcer sa Direction Organisation et Informatique

un ingénieur en organisation

Diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une solide expérience en Informatique de gestion, gestion d'entreprise, techniques O.S.T.

Il sera responsable :
* dans un premier temps d'un chantier d'organisation administrative portant sur les services administratifs de plusieurs succursales.
* dans un second temps de projets divers impliquant ou non un recours à l'Informatique.

Anglais courant nécessaire.
Salaire en fonction des compétences.
Merci d'envoyer votre candidature avec CV sous référence C.39 à C. LELOUVIER

RANK XEROX Service O.R.I. B.P. 63 93602 Aulnay-s/Bois

Pierre Lichau s.a.

TRES IMPORTANT GROUPE FRANCAIS

recherche pour l'Equipe de Direction Générale d'une de ses Branches d'activité (20.000 personnes – C.A. 3 Milliards de F)

DEUX CADRES HAUT NIVEAU

ILS DOIVENT :
- avoir 32 ans au moins
- être diplômés Grandes Ecoles ou niveau Maîtrise Gestion minimum
- avoir acquis, par leur expérience professionnelle, une connaissance générale des problèmes de l'Entreprise, notamment dans les domaines juridique, financier et de la gestion.

ILS SERONT :
- placés au sein d'une Direction administrative, financière et du Contrôle de Gestion
- amenés à jouer un rôle de Consultant tant à l'intérieur du Groupe qu'à l'extérieur
- à même de se créer par l'ampleur et la valeur de leur personnalité une carrière de tout premier plan.

Ecrire en indiquant prétentions à Service C

Psychologie appliquée JUSTET 6, rue Brey - Paris 17e

Compagnie Générale d'Informatique (CGI)

Recherche,
pour faire face à son développement
10 ingénieurs informaticiens.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs *Grandes Écoles* débutants ou confirmés.

Dès leur entrée dans la Société (le 1er octobre) les candidats retenus percevront une rémunération en harmonie avec les salaires de la profession.

En outre :
- s'ils sont expérimentés, ils recevront **une formation complémentaire** aux techniques de la société (CORIG-PAC)
- s'ils débutent en informatique, ils recevront **une formation complète** à ces techniques.

Envoyer C.V. + photo à Madame JAMET C.G.I. 84, rue de Grenelle 75007 PARIS

34-52

BÂTIMENT

Une importante Entreprise Française de bâtiment recherche des INGÉNIEURS DE GRANDES ÉCOLES pour assurer son développement continu.

ingénieur d'affaires

Responsable d'un CA de 100 millions : contacts, prospection, suivi de la clientèle, études de prix, soumissions, mise au point des marchés. Pour un ingénieur ayant exercé la même responsabilité ou occupé un poste de chef d'agence. Réf. 748 A.

directeur de production

Chargé d'animer plusieurs services Travaux (150 M de CA). Il aura une grande compétence technique (Bâtiment et BA), le sens des responsabilités, le goût de la gestion. Il s'appuiera sur des services auxiliaires très étoffés : méthodes, études, matériel... Age souhaité : 35 ans. Expérience professionnelle très sérieuse. Réf. 748 B

directeur de travaux GO

Chef de service chargé d'animer plusieurs centres de responsabilité (50 M de CA). Expérience analogue dans le bâtiment BA. Réf. 748 C

ingénieur de travaux GO

Adjoint au Directeur de Travaux. Pour un jeune ingénieur de 2 ans d'expérience des travaux. Réf. 748 D

ingénieur adjoint au chef du bureau d'étude BA

Secondera le chef d'un BET de 25 ingénieurs et projeteurs. Il aura une spécialisation poussée en Béton Armé et 4 ans d'expérience. Réf. 748 E

ingénieur adjoint au chef du bureau des méthodes

Secondera le chef d'un BDM de 35 personnes comprenant : 2 services méthodes, 1 service OST, 1 service coffrage, 1 service études mécaniques. Pour un ingénieur de Grandes Ecoles ayant le goût de l'organisation, le sens de la physique. Une expérience analogue est souhaitable. Réf. 748 F

ingénieur calculateur BA

Etudes de grands projets de structure en Béton Armé, calculs théoriques. Pour un jeune ingénieur de Grandes Ecoles ayant 2 ans d'expérience dans ce domaine. Réf. 748 G

- *Pour tous ces postes, le travail est à Paris.*
- *Ecrire avec C.V. et photo sous référence BLOOD (à mentionner sur l'enveloppe) à :*

EMPLOIS et CARRIERES 30 rue Vernet 75008 PARIS

NEGOCE MATIÈRES PREMIÈRES SERVICE FINANCIER

Nous sommes une importante Société française de négoce international de métaux non ferreux.

Nous confierons à un Cadre confirmé (Homme ou Femme, 40 ans minimum) la responsabilité de notre service financier.

Chargé de toutes les opérations tant bancaires qu'administratives liées à l'achat et au paiement en devises pour des marchés au comptant ou à terme, c'est aussi le responsable de la trésorerie (prévision des recettes et dépenses, opérations de placement et de crédit). C'est enfin un organisateur : il définit au mieux les procédures de travail et coordonne l'activité de son équipe

sélé CEGOS garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier sous référence M. 22.177, 33, quai Gallieni, 92153 SURESNES.

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche

CADRE DE DIRECTION

Age 30 ans minimum, licencié en droit et formation administrative et commerciale (ex. HEC-ESSEC), libre de suite. Envoyer curriculum [illegible] à Boite Postale n° 186, M. du MAZET, 75062 PARIS CEDEX 02 [illegible]



Société Mutuelle Assurances Bâtiment & T.P.

recherche pour son Département Informatique

- **chef de projet**
- **adjoint à chef de projet**

Les candidats devront avoir :
- une formation supérieure, Grande Ecole de préférence ou diplôme universitaire,
- une expérience en Informatique supérieure à 3 ans,
- des connaissances en temps réel, augmentées, pour le Chef de Projet, de solides notions de comptabilité.

Envoyer dossier manuscrit, photo et prétentions à Melle VIARD (ACP), S.M.A.B.T.P. 114, avenue Emile Zola 75739 Paris cédex 15.

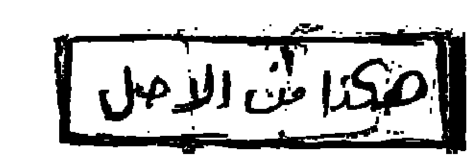
Groupe industriel multinational

spécialisé dans équipements électromécaniques recherche pour siège à PARIS

INGENIEUR

Grande Ecole
2 ans d'expérience production

Désireux faire carrière dans problèmes généraux organisation et informatique appliquée, pour prendre en main organisation technique du secteur production.
Références exigées.
Ecrire avec CV précis (lettre envoi manuscrite) sous n° 2052 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra



	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

à un ORGANISATEUR

EN CABINET CONSEIL OU EN ENTREPRISE DEPUIS ENVIRON 2 ANS.

Vous avez participé à la conception et à la réalisation de «chantiers» d'organisation administrative.

Vous avez l'intention de préciser et d'élargir votre expérience professionnelle ?

Le «SERVICE ETUDES DE SYSTEMES D'INFORMATIONS» de notre société chimique multinationale peut vous aider dans cette démarche :

selon les systèmes fonctionnels et informatiques à réaliser, elle vous propose :

- *un travail de groupe (chefs de projet - organisateurs-analystes-programmeurs)*
- une formation continue
- une expérience diversifiée étant donné l'importance des projets envisagés pour les 5 ans à venir.

Vous recevrez rapidement une réponse en envoyant votre curriculum vitae à Monsieur Ph. SONOLET Société CIBA-GEIGY - 8, rue Lionel Terray - 92505 - RUEIL-MALMAISON.

C&C 3466

everitube

Filiale de Saint-Gobain Industries
AMIANTE - CIMENT - POLYESTER
Recherche pour son Service ETUDES et DEVELOPPEMENT

INGÉNIEUR
NOUVEAUX PRODUITS

Centrale, A. M., Ponts et Chaussées, T.P. ou équivalent

Spécialiste commercial et technique des familles Produits dont il a la charge, il veille, dans le cadre des marchés actuels et potentiels, à les améliorer, à les développer et à les renouveler par la recherche de nouveaux produits. Il est en liaison permanente avec l'usine pilote, les usines et les services commerciaux du Siège et des Directions Régionales.

Expérience pratique du Bâtiment (Chantiers, bureau d'études techniques, engineering indispensable.

Adr. C.V. dét. et prét. sous n° 121.269

30, rue de Mogador, Paris-9e



RANK XEROX

recherche

AUDITEUR
Homme ou Femme

Diplômé d'une grande école de commerce et titulaire du D.E.C.S.
Vous avez un ou deux ans d'expérience des techniques de l'audit ou de la révision comptable,
vous pourrez élargir cette expérience au sein de notre Société qui vous demande aussi d'intervenir comme :

CONSEIL
de toutes les fonctions de la Société.

L'Anglais est indispensable.
Le poste implique une collaboration étroite avec les services correspondants de notre siège à Londres; dans le cadre de la coordination de l'Audit au niveau international.

Merci de nous envoyer votre candidature avec C.V. sous référence C.42 à F.ESCOFFIER.
RANK XEROX B.P. 63 93602 Aulnay/Bois

Pour une de ses Sociétés spécialisée dans la commercialisation de Produits Oléochimiques, UNILEVER propose à des Ingénieurs chimistes un poste d'

INGENIEUR COMMERCIAL

Il sera responsable de la commercialisation en France de nouveaux produits (étude de clientèle, négociation, vente...).
Il aura une expérience technico-commerciale acquise si possible dans le secteur des produits chimiques et une bonne connaissance de l'Anglais
Le poste basé à Paris nécessitera des déplacements nombreux en France et parfois à l'étranger.

Ecrire avec c.v. et prétentions à Département Central du personnel (référence XIV/74) 8 avenue Delcassé 75384 Paris Cedex 08.

La Direction Financière d'un groupe d'établissements financiers recherche

JEUNES DIPLOMÉS (ÉES)
HEC - ESSEC - ESC

(ou équivalent), ayant une première expérience au sein d'une Direction Financière.

POSTES A POURVOIR :

UN (E) ATTACHÉ (E) DE DIRECTION
(secrétariat général, études financières)

UN ASSISTANT
au Chef du Service Trésorerie

Les candidats retenus auront, en fonction de leurs résultats la possibilité d'évoluer vers d'autres postes de la Direction Financière, et pourront ainsi acquérir une formation complète.

Ecrire avec curric. vitae + photo à n° 95.463 B. BLEU PUBLICITE, 17 rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

LE DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS d'une société multinationale spécialisée dans le négoce de céréales, recherche

2 cadres

pour participer sous sa responsabilité directe :
- aux études de rentabilité
- à la mise en forme et à l'exploitation de statistiques
- à l'établissement des budgets
- aux analyses des résultats
- aux études prospectives ou d'implantations.

L'activité sera répartie en fonction du goût et des aptitudes particulières des candidats retenus.

Ces postes conviendraient à de jeunes diplômés de grandes écoles (ESSEC, IEP, Sciences Eco., Sup. de Co. ...) ayant le goût des études, l'aptitude au maniement des chiffres, le désir d'appliquer leurs connaissances théoriques à des objectifs concrets.

Cette activité formatrice favorisera leur développement personnel dans une entreprise en forte expansion.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions au service 5347
plein emploi 118 rue réaumur paris 2

Société Industrielle d'importance nationale recherche pour faire face au développement de ses activités et à la décentralisation régionale de ses unités

CADRE PERSONNEL

Le Poste est créé à la Direction du Personnel du Siège (PARIS).

Avec l'équipe actuellement en place, il lui sera confié la responsabilité de recrutements (Techniciens et Cadres).

Il participera à des actions d'information et d'animation.

Cette expérience des hommes et de l'Entreprise doit lui permettre d'évoluer vers des missions de gestion de carrières ou de formation.

L'homme que nous attendons est un jeune Sup. de Co, psycho ou équivalent pouvant allier des capacités d'action et de contact à une bonne rigueur de jugement.

Adresser curr. vitae et photo ss réf. 7.348 à ORGANISATION et PUBLICITÉ 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

CONTROL DATA

Fonction Achats : centralisation des responsabilités chez Control Data

Pour son nouveau service central des achats, Control Data recrute dès maintenant

RESPONSABLE DES ACHATS (h. ou f.)

Selon la politique définie par le purchasing manager dont il dépendra, le candidat retenu aura la responsabilité des marchés qui lui seront confiés : négociation, étude des contrats, suivi des opérations.

Le candidat que nous souhaitons recruter possède :
- une première expérience de la fonction achats de matériel électrique et électronique.
- une "présence personnelle".
- des bases de droit commercial et des notions d'anglais.
- une voiture pour déplacements région parisienne.

Envoyer c.v., photo et prétentions à : CONTROL DATA Service du Personnel 195, rue de Bercy 75582 Paris.

IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES - PARIS

recherche

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

- Ayant une expérience industrielle en *FERMENTATION*
- Age minimum 35 ans

Pour ce poste, le candidat devra nécessairement :
— Connaître l'anglais.
— Pouvoir se déplacer en France et à l'étranger.

Env. C.V. détaillé (photo et rémunération souhait. à SWEERTS, BP 269, 75424 PARIS CEDEX 09, q. tr. sous référence n° 1230

SI VOUS AVEZ :
— Un diplôme d'Etudes Supérieures ou de Grande Ecole,
— Exercé des responsabilités de Direction,
— 35 ans ou moins.

SI VOUS ETES :
— Financier,
— Informaticien,
— Bilingue français-anglais.

SI VOUS VOULEZ :

prendre au 1er janvier 75 la DIRECTION GÉNÉRALE d'un établissement financier

Envoyez C.V. manuscrit avec photo, niveau de salaire actuel et prétentions, à REGIE-PRESSE, n° 74.885 85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris.

BANQUE PRIVEE

poursuivant expansion et en prévision ouverture prochaine de nouvelles Agences
ACCUEILLE
en Agences paris. et au Siège (Paris 9e)
PLUSIEURS

ATTACHES CLIENTELE PARTICULIERE
CADRES, PROF. LIBER, COMMERC.

PROSPECTION et ENTRETIEN DE CETTE Clientèle : travail au sein de petites équipes EFFICACES.
CLASSE II/III

IL FAUT
- HOMME, BAC ou NIVEAU + B.P. BANQUE minimum
- Connaissance des produits bancaires, des placements et TITRES, des crédits aux Particuliers.
- EXPERIENCE (2/3 ans) de la MEME CLIENTELE et des MEMES PRODUITS.

DISCRETION ABSOLUE
en vue contact et décision rapides, lettre manuscr., CV, fonctions actuelles, classe, rémunérat. et phot. (ret.) ss réf. 2087 à

SC sélection conseil 6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

Importante Centrale d'Achats - PARIS

recherche pour superviser Ensemble de Groupes comprenant 40 ACHETEURS

DIRECTEUR DES ACHATS
NOUVEAUTÉ - BAZAR

PERSONNALITE 1er PLAN - FORMAT. SUPERIEURE
Ayant assuré fonction analogue

INDISPENSABLE :
— Expérience divers postes achats, ventes dans magasins de types différents ;
— Excellentes relations avec les fournisseurs toutes branches ;
— Maîtrise des problèmes Direction, échelon élevé ;
— Goût de la gestion.

SITUATION HAUT NIVEAU

Pour premier contact, écrire avec C.V. détaillé et références GENER, 159, bd Bineau, 92200 NEUILLY. DISCRETION RIGOUREUSE ASSUREE.

Un des leaders de l'Edition Scolaire recherche un

délégué pédagogique

pour lui confier sur un secteur (PARIS NORD, 95 et 60) déjà en pleine activité, la promotion des livres scolaires, des ouvrages de formation et du matériel pédagogique auprès des Etablissements scolaires, libraires spécialisés et autres clientèles potentielles.

Cette fonction conviendrait à un homme rompu aux rapports humains (minimum 28 ans), de FORMATION SUPERIEURE ou ayant pratiqué l'enseignement quelques années, et attiré par la négociation et la vente.

- Formation assurée
- Fixe mensuel important + intéressement aux ventes (l'ensemble pouvant atteindre 40.000 F dès la première année) + indemnités de repas + *voiture fournie (entretien et frais payés).*

Ecrire avec curriculum vitae détaillé et photo au service 1103
plein emploi Membre de l'ANCERP 10 rue du mail paris 2e
Structures d'entreprises et carrières

ENTREPRISE DE FROID A CASABLANCA

recherche

TECHNICIEN FRIGORISTE QUALIFIÉ

capable d'assurer poste de DIRECTEUR TECHNIQUE

Compétent pour Etudes et Réalisation d'Entrepôts frigorifiques de moyenne dimension, Climatisation.

Adresser curriculum vitae et prétentions à : UNIVAS, B.P. 550, CASABLANCA, n° 5.134.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
AFFILIÉE A GROUPE D'IMPORTANCE MONDIALE

recherche pour son siège à PARIS

E.S.C.P - H.E.C. E.S.S.E.C.

ayant de préférence quelques années d'expérience en Audit ou contrôle de gestion pour un poste

D'ATTACHE DE DIRECTION

relevant directement du Président Directeur Général.

- Bonne connaissance de la langue allemande (écrite et parlée) indispensable.
- Option gestion financière, D.E.C.S.
- Poste susceptible de déboucher à moyen terme sur responsabilités importantes au sein de la Société.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 95568 à BLEU PUBLICITE 17, rue du Dr Lebel, 94300 Vincennes qui transmettra

Important Groupe Privé d'Assurances à Paris recherche, dans le cadre de son évolution et de *son nouveau plan Informatique qui sera axé sur* le télétraitement et les bases de données,

SON RESPONSABLE SYSTEME

directement rattaché à la
Direction Informatique

Il encadrera et animera le Groupe Système, et sera chargé :
— d'étudier et de piloter la constitution d'une base commune de données ;
— de définir l'ensemble des moyens hardware et les systèmes d'exploitation s'y rapportant, pour faire face à tous les nouveaux besoins ;
— de bâtir avec les équipes d'Etudes et d'Exploitation les systèmes de télétraitement pour l'ensemble du groupe.

Ce poste peut convenir à un homme de « forte carrure », de formation supérieure (X, Mines, Supelec, Centrale, Télécommunications, Ponts, etc.), âgé de 30 ans minimum et pouvant témoigner d'une bonne expérience du système.

sélé CÉGOS — Adr. lettre man., C.V. dét., photo et dem. rémun. ss réf. M 77044, 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

SNCF

JEUNES GENS JEUNES FILLES

la SNCF offre 157 emplois dans ses bureaux d'études "Equipement"

Recrutement par Concours des 24, 25 et 26 septembre (Pas de diplôme exigé - Niveau terminale C ou E).
Connaissances en dessin nécessaires.

Hommes et femmes âgés de 18 à 30 ans.
Salaire mensuel brut de début : 2300 F environ.
Carrière intéressante. Emploi stable.
Avantages sociaux.

Pour renseignements et inscriptions avant le 5 septembre s'adresser à M. le Directeur (Département du personnel) :
- Direction de l'Equipement : 42 r. de Châteaudun, Paris 9e (72 postes)
- Réseau EST : 13 r. d'Alsace, Paris 10e (16 postes)
- Réseau NORD : 18 bis r. de Dunkerque, Paris 10e (9 postes)
- Réseau OUEST : 20 r. de Rome, Paris 8e (7 postes)
- Réseau SUD-OUEST : 1 place Valhubert, Paris 13e (35 postes)
- Réseau SUD-EST : 20 boulevard Diderot, Paris 12e (18 postes).

HAVAS CONTACT

THOMSON — CSF
DIVISION SEMICONDUCTEURS
sescosem

recherche pour ses Services Commerciaux de COURBEVOIE

2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
POSITIONS II et III

Minimum 30 ans — SUP.-ÉLEC. ou équivalent — pour promotion et vente de semi conducteurs, spécialement circuits intégrés à des fabricants d'équipements civils et militaires.
Conviendrait à des ingénieurs ayant quelques années d'expérience dans services d'études ou de développement d'équipements électroniques.

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo à : THOMSON CSF, Division Sescosem 50, rue Jean-Pierre-Timbaud, 92403 COURBEVOIE.

offres d'emploi

JEUNE DIPLOMÉ (E)
de l'enseignement supérieur
(IUT - IPAC - etc)

Vous avez 25 ans, une formation financière ou comptable, et une première expérience acquise soit dans un service financier, soit dans une banque (contrôle des changes).

Nous sommes une Société française de négoce international de métaux non ferreux, et nous vous proposons d'entrer dans notre service financier Nous vous formerons aux opérations financières qu'imposent les achats et règlements en devises, et la gestion de trésorerie.

Ce poste peut évoluer, à terme, vers des responsabilités plus importantes.

sélé CÉGOS garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier sous référence M 22.178, 33, quai Gallieni, 92153 SURESNES.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche pour son
SERVICE ÉTUDES ET ORGANISATION

UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Le candidat aura :
- — 30 ans minimum.
- — Une formation supérieure, Sup de Co., Sc. Eco. etc.
- — Une bonne expérience en organisation acquise de préférence au sein d'un établissement financier ou similaire.
- — Des connaiss. réelles en informatique.
- — Des qualités de personnel lui permettant d'assurer des contacts à tous les niveaux de l'entreprise.

Ses missions le conduiront à participer à l'étude et à la mise en place de solutions nouvelles concernant l'organisation et la gestion des différentes fonctions de l'entreprise.

Avantages de la profession bancaire.

Envoyer C.V. détaillé, expérience, photo et niveau rémunération à nº 65.773 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

PETITE FILIALE FRANÇAISE
D'UN GROUPE INTERNATIONAL
LEADER DANS SA BRANCHE
recherche

UN CHEF COMPTABLE
(HOMME)
diplômé de l'enseignement supérieur
capable :
- d'être pleinement responsable de la comptabilité,
- de réorganiser cette comptabilité et d'introduire de nouvelles méthodes,
- de mettre sur pied la comptabilité de nouvelles usines et sociétés.

Expérience de plusieurs années.
Anglais courant nécessaire.
Salaire en fonction de l'expérience.
Envoyer CV et lettre manuscrite à :
Pierre LICHAU S.A.
10, rue de Louvois 75063 Paris cédex 02
qui transmettra (sous référence 2438)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE MATÉRIEL DE PRÉCISION
proche banlieue parisienne
recherche :

INGÉNIEUR CHIMISTE
30 ans minimum

Expérience en chromatographie et appareils d'analyses.

Diplôme d'Ingénieur et connaissance de la langue anglaise exigés.

Le lieu définitif de travail pourrait être en province.

Envoyer curriculum vitae, photo et prét., no 63.504, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, PARIS-1er, qui tr.

- Vous avez une formation supérieure niveau EXPERTISE COMPTABLE et quelques années d'expérience en *AUDIT* et *ORGANISATION*.
- Vous avez des connaissances en INFORMATIQUE.
- Le contrôle et l'organisation comptables vous intéressent.
- Vous avez le goût des voyages et vous maîtrisez parfaitement l'Anglais.

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

Vous propose au sein de sa Direction Financière (groupe) un poste d'

AUDITEUR - ORGANISATEUR

Pour interventions dans ses filiales et participations en FRANCE ainsi qu'à l'ETRANGER

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo et prétentions au Dépt. Gestion du Personnel/R-GP. 5, r. Michel-Ange, 75781 Paris Cédex 16 ss réf. 74018.

ORGANISME DE PRÉVOYANCE
recherche dans le cadre de son expansion

JEUNES GENS

Libérés obligations militaires
Diplômés ou niveau études supérieures

Lieu de travail PARIS

Adresser C.V., prét. en joignant photo à nº 69.017 Contesse Publicité - 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

IMPORTANTE
SOCIETE D'ELECTRONIQUE
recherche pour PARIS puis ORLEANS

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

Connaissances matériel télécommunication et numérique, réalisation circuits imprimés. Expérience bureau d'études comme Responsable exécution dossiers pour fabrication série.

Ecrire avec C.V. et prétent. sous nº 65346, Contesse Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

B. SESTRE

BANQUE PRIVÉE
Quartier Champs-Elysées
recherche pour son siège social

EMPLOYÉS (ÉES) ADMINISTRATIFS (VES)
réf. 3545 A.

les candidats devront avoir une bonne expérience de la rédaction, accompagnée de connaissances comptables (C.A.P.).

COMPTABLES
1er et 2e échelon
réf. 3545 B.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Régime de prévoyance.

Adr. C.V. et photo en rappel. la référence du poste choisi à AXIAL Publ., 91, faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

---

pipeline engineering

Notre société possède une longue expérience en PIPELINE ENGINEERING.

Son développement passe naturellement par la recherche de nouveaux contrats.
Pour les négocier à haut niveau nous désirons la collaboration d'un :

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
(X, MINES, CENTRALE, etc...)

Vous avez 30 ans minimum, parlez bien l'anglais, possédez plusieurs années d'expérience d'engineering ou d'entreprise dans les domaines pétroliers ou de pipelines.

Vous n'hésitez pas à vous déplacer fréquemment à l'étranger, alors écrivez sous référence 80/M, à EUREQUIP.

EUREQUIP
40, av. du Président Wilson, 75116 Paris

LA RADIOTECHNIQUE
recherche

CADRES DÉBUTANTS
E.S.C. - E.S.S.E.C.
H.E.C.

Ces jeunes cadres recevront une préparation permettant de leur confier dans l'avenir des responsabilités de

CONTROLEUR DE GESTION

dans un établissement de la région parisienne ou de province.
Une formation comptable complémentaire serait appréciée.

Adresser C.V. manuscrit au Chef du Personnel. La Radiotechnique, 51, rue Carnot, 92150-Suresnes.

AUDIT INTERNE

LE GROUPE NOBEL BOZEL crée au sein du service Audit Interne de sa Holding un poste qui conviendrait à un candidat ayant une expérience d'Audit de 2 ans au moins, acquise dans une société ou un cabinet anglo-saxon.
Pour réussir à ce poste, il faut posséder de solides connaissances comptables et fiscales, le sens des contacts humains et le goût du travail en équipe ; il est également nécessaire de savoir lire l'anglais.
Le poste, situé à Paris la Défense, implique des déplacements fréquents mais de courte durée.
Les perspectives de carrière sont largement ouvertes au sein du Groupe pour un candidat de valeur.

Envoyer lettre man. dét., photo et rém. envisagée, sous référ. 121 B, à NOBEL BOZEL, Département Encadrement, Tour Roussel Nobel, Cédex 3. — 92080 Paris la Défense.

Crédit Industriel et Commercial
cherche pour son SERVICE FISCAL

collaborateur

ayant formation et expérience confirmée en matière fiscale.
Adressez c.v., photo et prétentions au CIC Service du recrutement, 66 r. de la Victoire 75009 Paris

---

Christofle
recherche
pour son service approvisionnements
à SAINT-DENIS (93)

UN ADJOINT au CHEF DES ACHATS

Poste cadre exigeant formation de niveau supérieur et expérience professionnelle (Diplôme E.S.A.P. apprécié)
Anglais indispensable — Allemand souhaité
Développement intéressant pour candidat motivé et dynamique dans une Société de 1 800 personnes en pleine expansion

Adr. C.V., photo et prétent., à Chef du Personnel, 112, rue Ambroise-Croizat. — 93206 SAINT-DENIS.

IMPTE SOCIETE INTERNATIONALE DE SERVICE
recherche pour son
DÉPARTEMENT DU PERSONNEL

Jeune collaborateur capable d'occuper dans un délai de 2 ou 3 ans, le poste de :

RESPONSABLE DU PERSONNEL DU SIÈGE

Le candidat devra :
- — être licencié en droit I.E.P. ou équivalent ;
- — posséder quelques années d'expérience dans le domaine de gestion du personnel.

Envoyer C.V. détaillé manuscrit avec photo et prétentions sous le nº 1700 à :
J.R.P. 39, rue de l'Arcade, PARIS-8e qui transmettra.

INTERTECHNIQUE

Equipements aérospatiaux - Instruments scientifiques et médicaux - Informatique

recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

de formation type Institut de Programmation ayant une solide expérience des systèmes temps réel sur mini-ordinateur.
Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser curr. vitae avec prétentions, en précisant référence annonce 482 à Direction du Personnel,

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Proche PORTE D'ORLEANS, recherche

CADRE COMPTABLE

Ayant quelques années d'expérience

Pour seconder le Chef du Service Comptabilité (effectif 60 personnes environ)

Outre de bonnes connaissances en comptabilité générale et analytique ce cadre doit être familiarisé avec la gestion informatisée.

Une bonne aptitude à diriger du personnel est indispensable.

Envoyer C.V. à nº 66.167 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

Une PME très performante, — papiers et cartons — implantée dans la banlieue parisienne 77, recherche :

adjoint du directeur général

- un homme jeune 30 ans min. pour seconder le Directeur Général (gestion et commercial)
- de *formation supérieure (H.E.C. - E.S.S.E.C. Sup. de Co. - Sc. Po.)*
- rémunération non inférieure à 70.000 F/an
- poste à pourvoir rapidement.

pour inf. compl. écrire s/référence 210014 A m

ORES 29, rue Tronchet 75008 Paris

Banque Privée en expansion
recherche pour
son Siège Social Paris (8e) :

GRADÉS confirmés
Classe III ou IV

en vue constitution équipe volante appelée à renforcer temporairement effectif services parisiens et provinciaux.
Les candidats devront avoir également bonne expérience administrative et comptable.
Avantages sociaux. Restaurant entreprise. Régime de prévoyance.

Adr. C.V. et photo à nº 3.540, AXIAL Publ., 91, fbg Saint-Honoré, Paris-8e, qui transm.

Nous recherchons
INGÉNIEUR COMMERCIAL

- — Ing. électronicien - mini 2 ans expér. tech. ou commerciale, préf. Hardware Informatique.
- — Dynam., ambitieux, responsable, conn. anglais.

Pour vente produits de haute technicité (périphériques) aux construct. d'ordinateurs et systèmes.

Nous :
- — sommes une Société U.S. bien implantée en Europe, avec un support industriel local.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, à

AMPEX

leader mondial de l'enregistrement magnétique, 21, rue du Dôme - 92100 BOULOGNE.

MATRA
La division système civil recherche pour ses activités informatiques un

INGENIEUR ANALYSTE

Pour développer le software de système d'automatismes
Le profil recherché peut concerner un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience en analyse programmation sur des systèmes T. 2000, T. 1600 ou NOVA.
Le poste est disponible dès maintenant.

Adresser lettre manuscrite et prétentions à

MATRA Direction des Affaires Sociales BP Nº 1 - 78140 VÉLIZY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE MATÉRIEL DE PRÉCISION
proche banlieue parisienne
recherche

UN CHEF COMPTABLE

35 ans minimum

Niveau expertise

Possibilité d'évolution.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, à no 63.502, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, PARIS (1er).

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
Leader dans sa branche

recherche
pour sa Société Française

CHEF DE FABRICATION
MECANIQUE DE PRECISION

Expérience technique et de gestion des ateliers indispensable. Dynamisme et aptitude au commandement. — Anglais souhaité.
Rémunération annuelle : 70.000 francs.
Pourrait être plus élevée pour candidat de qualification supérieure dans cette spécialité.

Ecr. CANET, nº 7.656, 62, rue de Richelieu, Paris.

Import. Société de Tuyauterie Industrielle
(Groupe de premier plan)
recherche

INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES

qui seront chargés de la coordination et de la gestion de commandes importantes.
Lieu de travail : REGION PARISIENNE

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétention à Nº 8606 PUBLICITE REUNIES 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS, qui trans.

L'Equipe MARKETING de la

GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE

(première entreprise française de vente par correspondance, spécialisée dans la culture et les loisirs)
recherche

un jeune CHARGÉ D'ÉTUDES
enthousiaste et dynamique

- — HEC, ESSEC ou SUP. de Co ;
- — Bon esprit d'analyse ;
- — Travail passionnant ;
- — Appointements intéressants ;
- — Possibilité de promotion dans un groupe international ;
- — Lieu de travail : EVREUX.

Ecr. à Mme Deroide, G.I.D., B.P. 1000, 27029 Evreux.

GROUPE D'ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS
recherche
pour son Service Contentieux

RÉDACTEURS
de différents niveaux

Ayant de préférence : connaissances juridiques ou pratique professionnelle.

Ecrire avec curriculum vitae + photo, nº 95.462, BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel. 94300 VINCENNES, qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME DE CRÉDIT
recherche pour son
SERVICE PRÉ-CONTENTIEUX

UN JEUNE CADRE

- 25 ans minimum.
- Solide formation JURIDIQUE sanctionnée par un diplôme.
- Expérience souhaitée du recouvrement d'impayés acquise de préférence dans une société de Crédit ou chez un Officier Ministériel.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions, sous référence 94.640, Publicité ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL
20 km Est de Paris
recherche
pour sa direction financière

CONTROLEUR DE GESTION

- — E.S.C., E.S.S.E.C. ou équivalent ;
- — bonne formation comptable de base ;
- — Connaissances problèmes budgétaires, gestion prévisionnel et analyse de gestion ;
- — homme de dialogue ;
- — si possible expérience cabinet organisation ou audit ;
- — connaissance anglais appréciée.

Ecrire avec C.V., B. Monier, 11 bis, rue du Parc. 94360 BRIE-SUR-MARNE.

offres d'emploi

Importante Société Métallurgique (Groupe Multinational)

recherche

COLLABORATEUR (H. ou F.)
ADJOINT AU CHEF SERVICE PUBLICITE.

Le candidat devra avoir :

— Plus de 30 ans ;
— Bonne expérience agence publicité ou marketing, biens d'équipement et gestion budgets publicitaires. Connaissances langues anglaise et allemande et références poste similaire appréciées.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. et prétentions n° 8600 PUBLICITES REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PROCHE BANLIEUE SUD

recherche

PROGRAMMEUR

NIVEAU BAC ou MATHS SUP.

POUR :
PROGRAMMES SCIENTIFIQUES (FORTRAN, ASSEMBLEUR ou COMPASS) 1 ou 2 ans Expérience.
ANGLAIS LU.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous réf. T.R. 27, n° 72.367, PUBLIALE, B.P. 153-02 75062 PARIS, CEDEX 02, qui transmettra.

Imp. laborat. pharmaceutique BANLIEUE SUD DE PARIS 10 km Porte d'Orléans recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE 370 - 135 (384K) DOS/VS TELETRAITEMENT

ANALYSTE

Informatique de GESTION
— Bonne formation générale.
— Exp. min. 3 a. ds la fonct.
— Conn. : Assembleur, Cobol CICS indisp., DL 1 souhait.

Avantag. sociaux, restaur. entr., facilités transp. depuis Pte d'Orléans et Place d'Italie. Env. C.V. + prét. à VI N° 746, 162, bd Montparnasse, Paris-14e.

Société multinationale de PUBLICITE, dynamique cherche

AGENTS COMMERCIAUX

débutants ou déjà expérimentés pour vente aux industriels et commerçants (région Paris et départ.)

La commission offerte est équivalente à la qualité de service que nous demandons.

Premier rendez-vous mardi 3 et mercredi 4 septembre au SOFRAMOTEL PARIS - SUD s. N. 20 près de LONGJUMEAU Demander M. JUNG de 9 heures à 19 heures.

Société immob. en pleine expansion (3 agences) recherche

NEGOCIATEURS

expérimentés, libres rapidem. Gros pourcentages. Se prés. mardi 3, au 96, av. Général-Leclerc, PARIS-14e ou tél. : 828-34-84.

STE IMPORT. EN EXPANSION recherche

1 ADJOINT A SON CONTROLEUR DE GESTION

Plusieurs années d'expérience de la comptabilité analytique, du contrôle budgétaire, des stocks et des prix de revient.

Situation stable et évolutive pour personne compétente.

Libre immédiatement.

Adr. C.V., prétentions et photo, au chef du Service du personnel de la SOCIETE PORGES, 25, quai Anatole-France, 75007 PARIS.

CAISSES DE RETRAITES COMPLEMENTAIRES

recherchent

JEUNES GENS

21 ans minim. - Niveau BAC ou supérieur, ou diplôme de comptabilité, av. ou sans expér. professionnelle, mais souhaitant se former à des tâches administratives entraînant rapidement la prise de responsabilité.

40 h. 5 jours - Avant. sociaux. Cantine - Retraite Emplois très stables.

Ecr. avec C.V., photo et prét., n° 66.526 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

STE FRANCO-AMERICAINE EN PLEIN ESSOR recherche jeune

CHEF COMPTABLE

dynamique minimum diplômé D.E.C.S. ou équivalent, connaissant les techniques modernes, ayant 8 à 10 ans d'expérience.

Ecr. av. C.V. et prétentions : n° 66.293 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er q.t.

IMPT CENTRE DE RECHERCHE grande banlieue NORD DE PARIS recrute

UN INGENIEUR-METALLURGISTE

28 ans minimum, ayant une très bonne connaissance des TRAITEMENTS THERMIQUES des aciers - Quelques années d'expérience si possible en recherche appliquée.

Il sera chargé, au sein d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, de travaux de recherche et d'assistance technique dans le domaine des matériaux utilisés en construction mécanique et de leurs traitements thermiques.

Allemand souhaité.

Adr. C.V., photo et prétentions, à n° 66.354 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

Sté banlieue NORD rech.

AIDES CHIMISTES TECHNICIENS-CHIMISTES

Débutants ou expérimentés, pour synthèse organique -contrôles analytiques. Env. C.V. à ISOCHEM, 15, rue Thomas-Edison, 92230 GENNEVILLIERS.

COCEI
ENGINEERING RUEIL-MALMAISON recherche :

INGENIEUR

Formation cimentier. Expér. engineering appréciée. Bonne connaiss. de l'anglais. Age minimum : 32 ans.

Intéressé appelé progressivem. à prendre en charge projets cimenteries.

Poste à pourvoir rapidement

Env. C.V., photo et prétent. à : COCEI, 44, av. de Charenton, 92-Rueil-Malmaison.

Importante Société de PRODUITS CHIMIQUES recherche d'urgence pour son centre de LEVALLOIS

UN COMPTABLE 2e DEGRE

Homme, 30 ans minimum, B. P. ou D.E.C.S. 5 ans d'expérience minimum, connaissant comptabilité analytique et gestion par ordinateur, en vue poste responsabilités ultérieures.

Ecr. n° 64.979, Contesse Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

LA SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE ST-OUEN-L'AUMONE recherche

JEUNE COLLABORATEUR
Pour SERVICE PUBLICITE

Expérience 2 ans annonceur ou agence pour suivi campagne publicité. Notions d'Edition.

Bonnes connaissances d'ANGLAIS ou d'ALLEMAND souhaitées.

Adresser C.V. et prétentions à Direction du Personnel de la S.A.F. - B.P. n° 24, 95310 ST-OUEN-L'AUMONE.

URGENT

IMPORTANTE SOCIETE CHIMIQUE près Porte de CLICHY recherche

AGENT SERVICE EXPORT

Connaissant l'ANGLAIS Expérience similaire très souhaitable. Libéré O. M.

40 h. en 5 jrs. Self. 13e mois. Avantages Sociaux.

Ecrire av. C.V. et prét. à PLASTIMER, Service du Personnel, 98, bd Victor-Hugo, 92115-CLICHY ou tél. 739-33-00, poste 490.

EUROPE ETUDES
66, route de la Reine, 92-BOULOGNE recherche

PROGRAMMEUR SCIENTIFIQUE

(Fortran et/ou Algol) dont la formation IUT ou équiv. permettrait de s'intégrer à une équipe spécialisée dans le domaine du Génie Civil.
Adr. C.V. détaillé et prétent. SERVICE DU PERSONNEL

IMPORTANTE SOCIETE proche banlieue SUD recherche

1 ADJOINT CHEF COMPT.

38 ans minimum, formation B.P. ancien régime

FONCTION :
— Mise en place cpte ordin.
— Contrôle budgétaire
— Formation personnel

QUALITES REQUISES :
— Sens de l'organisation, méthodes, diplomatie
— Meneurs d'hommes

Adr. C.V. + lettre manuscrite + photo, sous N° 4.658, à LEVI-TOURNAY, 5, cité Pigalle-9e, q.t.

Impte Sté Produits chimiques recherche pour poste TECHNICO-COMMERCIAL

INGENIEUR CHIMISTE

Libre rapidement. Connaissance de l'anglais souhaitée. Poste à Paris avec nombreux déplacem. de courtes durées. Adr. C.V., photo perdue et prét., s/référ. 2.450, à Publicité LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

ENTREPRISE GENERALE recherche d'urgence ELECTRICIEN QUALIFIE pour installation électrique de pavillons. - Se présenter : C.G.I.F - 106, rue Gabriel-Péri, 93 ST-DENIS - Tél. 243-27-49.

Pr son départ. format. Société sect. nation. rech. Hme 21 a. min. Form. second. ou universit. Le poste qui comporte de fréq. déplacem. en province conviendr. à élément dynam. désireux d'acquérir une solide expér. dans le format. cciale d'une import. force de vente. Adr. C.V. et photo réc. n° 2.452 GAUTRON, 29, r. Rodier, 75009.

STE IMMOBILIERE en expansion cherche pour sa filiale

RESPONS. ADMIN. et COMM. pr créer et organiser le dép. vente. SITUATION AVENIR pr pers. cap. IPG, 755-92-86 et 87.

Centre chirurgical Marie-Lannelongue cherche MANIPULATEUR-TRICE de radiologie diplômé (e) libre début septembre pour remplacement 4 mois. Tél. pr r.-vs 707-47-39, p. 314.

Collège catholique contrat d'association cherche UN PROF. SCIENCES ECO. UN PROF. DE MATH. DES SURV. INTERN. Collège de Juilly, 77230-Dammartin-en-Goële. Tél. : 436-23-85.

Succurs. Paris. Une import. banque américaine cherche UN COMPTABLE. Excellente occas. pour une pers. ayt de l'init., aim. trav. seule et aspir. à un poste de responsab. Le poste requiert une connaiss. approfond. de la comptab. et des règlement. bancaires franç. au niveau du siège. Une connaiss. comptab. améric. serait apprée. Le candidat devra pouv. au ms lire l'angl. aisém. Adr. C.V. et réf. n° T 59.307 à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Concours sur épreuve pour recrutem. 3 sténodactylographes + agents de bureau pour le mardi 1er octobre 74. Candid. à adr. au direct. de l'hôpital. Clôture des inscriptions le 28 septembre 74, 30, rue Kilford, 92 - COURBEVOIE. 788-82-55.

Très important groupe international quartier Etoile recherche

CHEF COMPTABLE Hme

Expérimenté et organisation, connaissant l'informatique, connaissance des règles de financement du négoce international appréciée. Anglais souhaitable.

Envoyer C.V., lettre manusc. et prétentions à Activente (réf. 501), 5, rue Coq-Héron, 75001 PARIS, qui transm.

MUTUELLE DES ARCHITECTES FRANÇAIS

Assurances professionnelles des architectes. 9, rue Hamelin, 75783 Paris, Cédex 16.
Recrute pour diriger son service statistiques

STATISTICIEN ECONOMISTE

expér. informatique indispensable.
Adr. C.V. manusc. détaillé + photo + prétentions M. CLERET M.A.F., 9, rue Hamelin, 75.783 Paris, Cédex 16.

Recherchons à Paris

JEUNE COLLABORATEUR

25 ans environ.
Bonne formation de base, pour participation au contrôle de gestion et des procédures informatiques.
Formation spécifique assurée par l'entreprise.
Adresser C.V. manuscrit précisant les prétentions à N° 7.024 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

IMPTE SOCIETE PRIVEE

recherche

INGENIEUR

GRANDES ECOLES Préfér. SUP ELEC, Option radio communications

AGENT TECHNIQUE

Titulaire B.T.S., option télécommunications.

Début. ou quelques années d'expér. dans les domaines des circuits hyperfréquence de transistors.

Spécialisé en émission et réception pour travaux d'études en laboratoire et pour développement d'équipement ds les bandes L et S et ds les bandes C et X.

Nationalité française exigée. Dégagés des oblig. milit. Transport assuré par car.

Ecr. avec C. V. détaillé et prét. en précisant N° 66.657.

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS 18, rue Grange-Dame-Rose, 78140 - VELIZY-VILLACOUBLAY

SARAZIN

S.A. Cap. 7.200.000 F Produits et matériels pour SOUDAGE A L'ARC et OXYCOUPAGE recherche

INGENIEUR A.M.
ou écoles équivalentes

Intéressé par fonction TECHNICO-COMMERCIALE

Esprit curieux, dynamique, accrocheur.

Mission essentielle : Développer le chiffre d'affaires sur le secteur géographique du Nord de la France, selon les objectifs de la Sté. Poste actif. Nbreux déplacem. avec résidence dans la région parisienne - Formation complémentaire technique et commerciale assurée par la Société.

Adresser C.V. et photo : 95, bd Jean-Jaurès, 78800 HOUILLES, au Service du personnel. Discrétion absolue garantie.

IMPORTANTE SOCIETE recherche pour services administrations et financiers.

JEUNE E.S.C.

OU EQUIVALENT
Ecr. avec C. V. et prétent. à N° 8586 SPERAR, 75, Champs-Elysées, PARIS-8e, qui transm.

JOINVILLE, près R.E.R. IMPORTANTE SOCIETE recherche

COMPTABLE

ayant expér. système mécanog. pour import. service paie. Libre rapidement. Hor. hebdom. 42 h. ½ sur 5 jrs. Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée C. V. détaillé adressé à Mme JEAN, 7 r. de la Liberté, 94-JOINVILLE-LE PONT.

Société semi-conducteurs de puissance en expansion recherche

UN INGENIEUR

D'APPLICATION
très expérimenté dans l'utilisation Diode Thyristors et circuits de redressem. Anglais exigé. lieu de travail banlieue Sud. Adresser C. V., photo et prétent. sous N° 96.082 BLEU, 17, rue Lebel, 94 - VINCENNES, qui transm.

A.T.

recherche pour ses départem. aéronaut., mécanique et tuyauterie

E 2 - PROJ. 1 et 2 PREPARATEURS 3

Se présenter avec références : 8 bis, rue Balzac, PARIS (8e). Mo GEORGE-V

JEUNE HOMME

Formation marketing ou gestion pour organisation et animation réunions province. Place stable - Références exig. Se prés. Confédération PME, 18, rue Fortuni, Paris (17e), Mo Monceau ou Malesherbes.

Impte Sté produits chimiques recherche pour son labo

CHIMISTE

Niveau ingénieur ou technicien supérieur. Connaiss. la formulation de prod. d'entret. et industriels. Doué d'imagination, et de préfér. libre rapidement. Adr. C.V., photo (perdue) et prétentions, ss référence 2.451 à P. LICHAU S.A. 10, rue Louvois, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Société d'études de marché spécialisée dans l'immobilier recherche

AGENTS COMMERCIAUX

pour diffuser ses produits auprès des industriels du bâtiment, des investisseurs et des promoteurs. Cette filiale d'un import. groupe offre de très réelles possibilités de promotion aux plus compét. Rémunération : fixe + frais + commissions.

TEL. : 824-63-22

UNIVERSITE DE TECHNOLOGIE DE COMPIEGNE

Pour le développement de ses services informatiques recherche :

1) 1 PROGRAMMEUR SYSTEME

Quelques années d'expérience.

2) 1 TECHNICIEN HARDWARE

Pour Interfaces et Capteurs.

Excellente opportunité carrière et responsabilités.

Adresser C.V. à : M. TOUZOT Département M.A.I. - U.T.C. B.P. 233 - 60200 COMPIEGNE

Sté études de marchés rech. Assitant chargé d'Etud. Prière env. C. V. à SUMS, B.P. 61, 78170-La Celle-St-Cloud.

SOCIETE BANLIEUE OUEST cherche

TECHNICIEN

EXPERIMENTE mécanique, hydraulique, électrique, connaissances forage.

Capable déplacements durée moyenne. ANGLAIS APPRECIE. Poste à pourvoir immédiat.

Ecrire à I.P.P. - B.P. 18 - 92502 RUEIL-MALMAISON ou tél. 967-11-10 (poste 685)

Société en pleine expansion Défense - Pont de Neuilly recherche

CHEF COMPTABLE
QUALIFIE

Expérience professionnelle exigée : comptabilité générale, analytique. Connaissance lois sociales. Poste également administratif. Devra diriger du personnel sous ses ordres. Amené si capable à seconder Direction générale.

Adr. lettre manus., C.V., photo, Cabinet BUFFARD 30, r. des Mathurins, Paris-8e.

Entreprise Travaux Publics, dragage et fondations spéciales

recherche

INGENIEUR ETUDES DE PRIX

CONFIRME
Expérience chantier souhaitée. Envoyer C.V. complet, à : S. T. O. 11, rue Géricault - 75016 Paris.

Filiale important groupe international recherche

CADRE COMPTABLE

30 ans minim., ayant bnes connaiss. bancaires, libre rapidem., langue anglaise souhaitée. Poste d'avenir. Ecrire à n° 14.481 P.A., S V P, 37, rue du Général-Foy - 75008 Paris.

ROULEMENTS SKF CLAMART recherche

pour seconder responsable Groupe administratif EXPORTATION

COLLABORATEUR

connaissant langue anglaise, problèmes douane, transports, formalités exportation.

Expérience dans fonction similaire indispensable.

Adr. lettre manus. C.V. et prét. au Service du Personnel N° 17/D - B.P. 72 92140 CLAMART

ORGANISME de formation pour adultes cherche professeurs intervenant à temps partiel Enseignement général, commercial, technique et langues. Ecrire : I.P., 15, rue du Pensionnat, Lyon-3e.

SOCIETE BOUREAU-GUEDELOT 77, rue de la Plaine, Paris-20e recherche pour Maintenance des Programmes existants et Mise en place d'une application Téléprocessing

2 PROGRAMMEURS COBOL ANS

2 ans de pratique

Envoyer C.V. détaillé.

Kleber

recherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS

Homme ou femme ayant expérience de l'enseignement.

- Préférence sera donnée aux candidats de langue maternelle anglaise.
- Fixés en France depuis un certain temps et souhaitant y demeurer.

Enseignement audio-oral.

Ecr. avec C.V. et prétent. au SERVICE DU PERSONNEL 6, av. KLEBER, 75016 PARIS.

TRES IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

à PARIS

recherche

de

JEUNES INGÉNIEURS

Postes de début en fabrication mécanique.

Après deux ans toutes les autres orientations sont envisageables, aussi bien vers les études, essais que vers la gestion, en usine ou au siège social

Formation A.M. ou I. DN. appréciée

Ecr. avec C.V. à M. PERROT 37, rue de l'Université 75007 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES

recherche

CAPACITAIRE EN DROIT

Ayant le sens des contacts humains en vue de le former au poste d'

INSPECTEUR ADMINISTRATIF

(règlement des sinistres corporels) contact avec les sinistrés et avocats pour règlements et transactions. Formation rémunérée. — Situation évolutive.

Ecr. av. C.V. dét. s/réf. 7.434 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, r. Marengo 75001 Paris, q. t.

CENTRE audio-visuel PARIS cherche professeurs ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL, origine Marché commun, ou muni carte de travail. Réf. et exp. Env. CV n° 7.029 « le Monde » P. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

AGENCE MARITIME Quart. Saint-Augustin, recherche Collaborateur cadre shipping, expér. contacts hauts niveaux. Ecr. avec C.V. : no. T 59.415 REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARIS (Sud-Ouest)

recherche pour son département Administration des ventes

CORRESPONDANTE
ou CORRESPONDANT

INFORMATIQUE

Sera chargé (e) d'exposer et de définir les différents problèmes concernant la gestion administrative, le contrôle de gestion et les statistiques du départ. afin de préparer leurs traitements sur ordinateur.

Elle (il) travaillera en équipe avec organisateurs et informaticiens. Devra posséder de bonnes connaissances informatiques associées à un contact aisé.

Il faut une formation supérieure LICENCE SCIENCES ECO ou MAITRISE de GESTION et une première expérience acquise si possible au sein d'un établissement financier ou assurances.

Avantages de la profession bancaire. Statut cadre.

Env. C.V., photo et prétentions, à n° 66.326, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

THOMSON C.S.F.
Division « Faisceaux hertziens »

recherche

pour : sa plate-forme d'essais ses laboratoires ses chantiers

ÉLECTRONICIENS A.T. E 1 - A.T. E 2
(Bac F2, F.P.A., B.T.S., D.U.T.)

Ecrire avec C.V., sous réf. 360, Service Recrutement - 53, rue Greffulhe - 92300 LEVALLOIS

Société de RECHERCHES PHARMACEUTIQUES

ZONE INDUSTRIELLE PETIT-CLAMART

recherche

DOCUMENTALISTE

avec diplôme ou licence en chimie

Expérience souhaitée en chimie thérapeutique.

ANGLAIS lu, indispensable. Allemand lu, apprécié.

Cantine sur place.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous référence 7.393, à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo, 75001 Paris, q.t

---

Sté d'ELECTRON. MEDICALE INTERNATIONALE recherche pour son serv. Assist. technique rég. Paris, 1 jeune technicien de service client. connaiss. et qualités requises : Electromécanique ou Electronique. Goût du service rendu. Bonnes élocution et présentation. Ponctualité. - Ecr. av. C.V. et prétent. Service Administratif Société Gilford Europe, 39, rue Chauvelot, 92240 MALAKOFF.

Ch. Valet toutes mains sachant conduire+bonne tt faire, sépar. ou couple, bien log. dans propriété pr. PARIS. Se présenter SANTIR, 32, allée de la Tour, 93-VILLEMOMBLE. T. 738-51-64.

Importante Sté rech., urgent, COMPTABLE H. ou F. Not. angl. apprec. Sal. import. Tél. pr rdez-vs 626-05-60, B.S.R. 64 rue des Binelles, 92-Sèvres.

Organisme de formation rech. Animateur de préf. exp. radio, connais. éco. pr milieu maritime. Adr. C.V. et lettre manuscrite : no T 59.406 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

AUTO-ECOLE DES CHENES Centre commercial des Chênes à Ermont, cherche MONITEURS - MONITRICES Temps complet et mi-temps. Tél. : 959-54-16, 803-85-24.

---

proposit. comm. capitaux

BORDEAUX

Propriétaires vignobles Pomerol - St-Emilion — spécialistes vins fins, nombreuses exclusivités — cherchent agents représentants ou toutes personnes susceptibles faciliter développement ventes, tant en France qu'à l'exportation.

Ecrire LEGENDRE, Boîte Postale 43. 33500 LIBOURNE.

Importante Société Immobilière recherche capitaux. Garantie hypothèque sur immeubles appartenant à la Société. Apports minimum 200.000 F. Intermédiaires acceptés. Téléphoner : GIRPA 325-25-25.

P. E. recherche capitaux pour extensions en augmentation de capital. 644-01-59.

IMPORT. S.A. recherche pour direction départ. 1 directeur actif. Sens des affaires, rapport très élevé. Participation départ 35.000 F. — Ecrire : HAVAS GRENOBLE n° 13.814.

cours et leçons

Management English Courses ok, your english is good but you want to perfect it. Fine! you can now simultaneously learn vital management data. I assure efficient personal service to give you superb results. M. Pattinson 605-20-49.

Maths Leç. part., rattrap. rep. LOU. 84-97, midi à 14 h.

travail à domicile

Demande

J.F. étud. sup. effec. ts trav. de dactylo (à domicile). Ecrire Mlle FILLON, 29, rue VERON PARIS 75018.

enseignem.

Internat catholique filles, 1er cycle et transition, cadre unique 88500 Mattaincourt, tél. 66-52-69. Danse, sports, activités diverses. Surveillance week-ends.

autos-vente

Part. vd Citroën SM 1974, 25.000 km. Tél. le soir après 20 heures à Périgueux au n° 53-28-49.

Vend Opel Diesel 2100 1973. 65.000 km. Tél. : 655-56-09

boxes-autos

Empl. Park. souterrain à céder. Chps-Elys. Tél. 256-60-20, p. 905.

SPÉCIALISTES EN MESURE DU TRAVAIL

— Un important cabinet américain de conseillers en gestion recherche des professionnels expérimentés pour des projets en France et en Allemagne.
— 3 à 5 années d'analyse du cheminement, d'amélioration des méthodes et de mesure du travail, surtout dans les secteurs de main-d'œuvre directe de fabrication.
— La connaissance du MTM ou du Work Factor serait souhaitable.
— Excellents salaires et dépenses pour candidats qualifiés.
— Les candidats sont priés de faire parvenir leur C.V., salaire désiré, disponibilité et numéro de téléphone à :

MCS / EUR a/s Isenhour 21, rue de la Faisanderie 75016-PARIS.

Importante Société Négoce en Produits métallurgiques recherche pour son service Marketing

1 ENQUÊTEUR

— Formation B.T.S. ou I.U.T. ;
— Connaissances en mécanique et chaudronnerie indispensables, sens des contacts, dynamisme, esprit d'analyse ;
— Résidence Paris avec nombreux déplacements en province — Assimilé Cadre — Indemnités voiture — Possibilité évolution.

Adresser C.V. et photo à n° 8.621 PUBLICITES REUNIES, 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

emplois féminins

CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES Entreprise générale d'ensembles industriels, 5, r. Monttessuy-7e recherche Pour son service paie

1. EMPLOYEE
QUALIFIEE

Ayt quelques années expérience dans l'établissement de la paie.

2. EMPLOYEE

Sachant taper à la machine et aimant les chiffres.

42 h 45 en 5 jours. Mutuelle. Restaurant entreprise. Tél. pr rendez-vous. 555-92-90, p. 507.

Recherchons

STENODACTYLOGRAPHE

Proximité Gares NORD et EST. Se présenter : G.E.C.E.P., M. DENES, 13, rue d'Enghien, 75010 PARIS.

Société Américaine de Travail Temporaire

Kelly Girl

recherche : Dactylos, Sténos, Secrétaires, Aid.Comptables, Standardistes, Télexistes, etc.
ANGLAIS APPRECIE
Nombreux avantages
Très hauts salaires
Agence Opéra 3, rue du Helder 9e 770.95.49
Agence Montparnasse : Tour Maine-Montparnasse 5e étage 538.74.00 ou 72.30

ORGANISME PROFESSIONNEL rech. pr son Bureau des études jeune femme esprit méthodique, intéressée par les questions économiques et capable d'assur. petit secrétariat. Libre rapidement. Ecrire F.N.T.R., Service du pers., 44, rue de la Bienfaisance, 75008 PARIS.

Sté d'ELECTRON. MEDICALE INTERNATIONALE recherche pour son Service commercial 1 SECRETAIRE sténodactylo respons. commandes clients facturat. devis. 25 ans. minim., méthod., personnal., dynamique, aim. relat. extér. - Anglais lu requis. - Trav. 40 hres hebdom. Ecr. av. C.V., prét., Service administrat. Société GILFORD EUROPE, 39, rue Chauvelot, 92240 MALAKOFF.

SECRETAIRE STENODACT. Bilingue français-angl. conf. et expérim. Quart. Champs-Elysées dem. imméd. par Sté commerce international. — Tél. : 225-71-09.

LABORATOIRES

MERCK SHARP & DOHME

filiale de l'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux

LA SECRETAIRE DU PRESIDENT DU GROUPE venant d'être promue

NOUS RECHERCHONS POUR LA REMPLACER

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE FRANÇAIS - ANGLAIS

Nous demandons pour réussir dans ce poste :
— Une expérience dans un secrétariat de Direction générale,
— Une parfaite maîtrise de la sténo française et anglaise.

Nous lui proposons :
— Une fonction dans un groupe lui permettant une perspective de carrière,
— Un salaire élevé,
— Des avantages sociaux importants,
— Un cadre de travail moderne et agréable.

Env. votre lettre de candidature avec curriculum vitae et photo : MERCK SHARP et DOHME CHIBRET, Direction du Personnel, 3, avenue Hoche, 75008 PARIS

HOPITAL DE COURBEVOIE recrute, selon statut ou par contrat, Infirmières serv. de jour/nuit, Diététicienne, Assistante sociale. Salaire fixé en fonction ancienneté et capacité professionnelle. Possib. logem. en chbre indiv., avantages équiv. à autres secteurs. Prox. Paris, transport fac. Travail intér. 30, rue Kilford, Courbevoie (92). 788-82-55, poste 345.

IMPORTANTES ACIERIES METRO VILLIERS recherchent pour SERVICE COMMERCIAL

une STENODACTYLO et une DACTYLO

CORRESPONDANCIERE CONFIRMEES. Ecrire à n° 8.443 SPERAR, 75, Chps-Elysées, Paris-8e, q. tr.

SOCIETE MOYENNE SITUEE DANS CADRE DE VERDURE. Rech.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais. Pour service ccial, exportat. Secrétariat et gestion des dossiers, contacts téléphoniques et correspondance clients. Capable d'autonomie et d'initiative, pour seconder responsable du service.

Ecr. C.V. détaillé, photo et prétent. Salaire brut annuel. Sté QUIET, av. de la Trentaine, Z. I., 77500 Chelles. 957-54-80.

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE L'organisation mondiale des milieux d'affaires avec des membres dans plus de 80 pays RECHERCHE

SECRETAIRE STENODACTYLO

anglais/français expérimentée. Ecr. à CCI, 38, cours Albert-1er, 75008 PARIS.

GROUPE IMPORTANT Champs-Elysées recherche pour son service formation

SECRETAIRE
BILINGUE ANGLAIS

— Excellente dactylo.
— Sténo non indispensable.

Elle participera au sein du service à tous les travaux d'études concernant les plans de formation et à la mise en route des actions entreprises.

Adrs. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : MINET Publicité N° 39.010, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE recherche

SECRETAIRE-STENODACTYLO

MEME DEBUTANTE (Bac. technique ou équivalent) pour travail intéressant dans équipe dynamique. (Publicité - Marketing) Salaire en fonction des capacités Ecrire ou se présenter CHAUVIN ARNOUX 190, r. Championnet, PARIS-18e, de 9 heures à 12 heures.

représent. offre

Important Distributeur français Optique-Solaire Etuis recherche représentant pour secteur Ouest : 27, 28, 45, 14, 61, 72, 41, 18, 50, 53, 49, 37, 36, 35, 22, 29, 56, 44, 85, 79, 86. Excel. rémunér. : Fixe + com. Env. C.V. Ec. Havas Nice 0577.

Importante Entreprise Parapharmacie recherche

REPRESENTANT

Jeune et Ambitieux pr Paris et Banlieue parisienne Importante clientèle existante, à développer. Adresser cur. vitae manuscrit et photo à N° 8.963 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Papeteries-Cartonnerie LEROY 20, avenue Roger-Sémat, 93-St-Denis. 822-02-52. Recherchent

REPRESENTANTS VRP

EXCLUSIFS Région Parisienne. Qualifiés pour distribution matériaux d'emballage. Min. de salaire assuré + frais de route + commission. SE PRESENTER.

Importateur Rubans adhésifs d'emballage. Recherche

VRP MULTICARTES

POUR PROVINCE
Taux de commission important. Ecr. Papeteries LEROY, B.P. 107. 93203 Saint-Denis.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

demandes d'emploi

DIPLOME

Ecole des Cadres et des Affaires Economiques (33 ans)

— Ingénieur conseil ;
— adjoint à administrateur délégué Société Services en Suisse ;
— P.-D.G. filiale française d'une Société étrangère fabriquant et diffusant des biens de consommation (filiale créée intégralement sous mon contrôle) et après 2 ans d'activité : C.A. annuel 10 millions de F ; effectifs 200 personnes dont 150 représentants.

JE CHERCHE :
— DIRECTION GENERALE.
— DIRECTION COMMERCIALE.
— DIRECTION D'AGENCE.

Tous secteurs. — Libre immédiatement. Ecrire n° 75495, REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur. — PARIS (2e).

CHEF DE PUBLICITE

H. 34 ans
8 ans expérience gde agence Biens d'équipement (automob.) connaiss. distribut. immobilier, rech. poste de responsabilité agence ou annonceur.
Ecr. N° 1013 Le Monde Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune homme 30 ans, maîtrise sciences humaines, certifié en économie politique, formation juridique, ayant déjà exercé responsabilité, expérience relations humaines, cherche dans fonction personnel (gestion, emploi, formation) poste à responsabilités, intégré si possible aux organes de décisions.
Paris ou province.
Ecr. FULTON, 119, rue Danton, 92300 LEVALLOIS.

J.H. 25 a., B.S.E.C., 1 an expér. adjoint chef comptable, connais. bilan, gestion, déclarations, informatique, rech. poste CHEF COMPTABLE Paris ou banl. Est. Ecr. n° 1.042, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 29 a., lic. ès sc. éco., DECS, certif. sup. trait. des données, 7 ans expér., dont 5 d'audit. Libre de suite. Prét. 85.000 F. Ecr. n° 1.040, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

PHARMACIEN étudierait toute offre. Ecr. HAVAS NICE 0576.

Collaboratrice direction cherche poste de
SECRETAIRE PARTICULIERE
auprès P.D.G. ou chef d'entrepr. avec voyages. Libre immédiatement. Ecr. Mlle BEAULANDE, 236, bd Anatole-France, St-Denis.

JOURNALISTE BILINGUE FRANCO-SUÉDOIS

40 ans, bien introduit dans les milieux d'affaires suédois, possédant une parfaite connaissance des institutions et de la vie politique, économique et sociale du pays, cherche poste de responsabilité à Paris dans société travaillant avec la Scandinavie.

Ecrire sous le numéro 6546, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

J.H. 25 a., DES drt privé, DOM, ch. sit. assuranc. serv. sinistres. Ecr. n° 1.039, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. Ing. resp. d'un CA de 5 M.F. import. de biens d'équipem. et comm. en France, PARF. BIL. FRANÇ.-ALLEM., ch. sit. ident. à prédom. techn., si poss. autonome en France et en Allemag. Téléph. M. BIECKERT : bureau (88) 36-00-63 ; dom. (88) 34-44-33.

J. F. B. T. S. chimie, maîtrise compl. scienc. natur., ch. poste enseignement ou laborat. Paris ou région Paris. — Mme PEIX, 3, r. des Gâtines, l'Hay-les-Roses.

M. B. A. - Sc. Po. + Sc. Eco. Cadre de market., 4 ans expér. ent. intern. mark., pub., promo., rech. sit. int. moy. entr. PARIS. Ecr. n° 1.019, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ANIMATRICE, 4 ans d'exp. fin cycle CAPASE, ch. poste à caract. socio-éduc. ou socio-cult. Ecr. n° 7.817, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre com. expérience 34 ans, références premier ordre, anglais parfait, cherche situation stable Afrique ou D.T.O.M. — Ecr. n° 75.282, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, PARIS (2e).

H. 27 a., dipl. ens. sup. gestion et droit, exp. prof. en FORMATION profes. dans société serv., rech. emploi dans form. ou pers. Ecr. n° 1.014, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. divorcée, 26 a., avec fils 4 a., ch. pour févr. 75, au pair, ds famille avec enfants. Connais. élém. langu. franc., angl., ital. et machine à écrire. — Ecrire MADAU Ariane, Corneliusstr. 55, D-4 DUSSELDORF.

AUDIO-VISUEL
H. 36 a., 8 a. d'expér. en audio-visuel (son, cinéma, vidéo), ch. emploi de concepteur-animateur. Ecr. n° 8.978, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Franç. 42 a., résid. actuel. Angl., parle ang., fr., it., ch. repre. sté franç. imp.-exp. Angl.-Ecosse. B. con. car. angl. Ecr. Lallemand, 8, aven. Kennedy, 78 - Le Pecq.

J.F. 26 ans, Sc. Po., lic. chinois, 5 ans expérience profess., cherche situation édition, recherche, commerce avec Extrême-Orient. Ecr. n° 1.005, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

E.S.C., licencié Scienc. Eco., ch. emploi mi-temps ou enseignem. Paris. Ecrire H. Devignevielle, 23 bis, av. Thiers, 27200 Vernon.

VENTES

Technicien : j'ai acquis méthode et rigueur.
Vendeur : j'ai l'expérience de l'homme de terrain.
Directeur : je sais animer et gérer.

Puis-je m'intégrer dans votre équipe dynamique ?
(42 ans) (consultant s'abstenir)

Ecrire n° 1.032, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens — 75427 PARIS-9e.

CHEF PUBLICITE femme cherche poste agence ou annonceur. Téléph. matin 273-11-13.

J. H. 26 a., 2 a. expér. profess., courageux, dynamiq., ch. emploi technico-commercial. — Ecrire n° T 59.348, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, PARIS (2e).

CADRE 32 a., étud. sup. informatique, E.S.A.P., anglais, 6 a. expér. gest. stocks prévisions, ch. poste responsab. approvision. région paris. Prétent. 80.000/an. Ecr. G. Ajaca, 20, r. Borrego-20e.

Femme de 36 ans rech. poste COLLABORATRICE secrét. dir., bilingue anglais + 2 sténos + télex (travail VIVANT nécessitant initiativ. + responsabil. + CONTACTS CLIENTELE), plus de 15 ans expér. Salaire minim. 3.100 × 13 × 40. Ag. int. s'abst. Ecr. n° 1.018, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Pharmacien dynamiq. et expér., ayt goûts particul. pr problèm. technico-cciaux et contacts humains, parfaite connais. marché pharm., ch. poste resp. ds labo pharm. ou para-pharm. Ecr. ss n° 94.838 B., EDIT. BLEU PUB., 17, rue Lebel, Vincennes, qui tr.

RESPONSABLE, homme 54 ans, 25 a. expér., CHEF de comptab. finance, fiscalité, gestion, organisation, informatique, personnel et paye, moyenne et grosse Entreprise. Libre de suite. — Ecrire PERFORMATE, 14, avenue de la Paix, 92 - VANVES.

J.F. 28 ans, b. présent. dyn. cultiv. trilingue, ch. trav. mi-temps. Ecr. Mme Verdé-Delisle 150, rue de Longchamp, 16e.

Doct. 3e cycle mathémat. rech. poste d'enseignement. 705-48-48, 9-14 h - 18-20 h.

CHEFS D'ENTREPRISES...

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes :

— *INGENIEURS TOUTES CATEGORIES.*
— *CADRES ADMINISTRATIFS et COMMERCIAUX.*
— *JOURNALISTES (presse écrite et parlée).*

INGENIEUR COMMERCIAL. — 45 ans - Licence Sciences Eco. - Russe, Tchèque, Allemand, Anglais, spécialiste pays Est - Expér. : gestion, prospections, négociation, vente biens équipements industriels Organisation expositions internationales.
RECHERCHE : poste responsabilité dans Société biens d'équipements.

INGENIEUR ELECTRONICIEN. — 48 ans - Allemand, Anglais, Roumain - Responsabilités techniques importantes dans secteur radio T.V., calculatrice et mini-ordinateurs - Expérience semi-conducteurs, asservissements, transistors, composants passifs.
RECHERCHE : toutes propositions dans industrie électronique.

INGENIEUR E.S.M.E. — Electrotechnique - 35 ans, 8 ans expérience direction exploitations agricoles moyennes.
RECHERCHE : poste technique production, chantier, éventuellement dans secteur industries agricoles et alimentaires. Région indifférente.

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL. — 37 ans - Anglais courant - Expérience import-export - marketing dans sociétés transformat. et assemblage des matériaux pour bâtiment et industrie du transport.
RECHERCHE : responsabilités commerciales, opérationnelles commerciales.

AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES,
12, rue Blanche - 75436 PARIS - CEDEX 09.
Tél. : 280-61-46, Poste 21.

demandes d'emploi

CADRE COMPAB., allem., angl. courant, ch. activité de contrôle international pour fin 1974. — Ecrire PERFORMATE, 14, avenue de la Paix, 92 - VANVES.

J. fille 27 ans, orig. afric., sténodactylo, ch. place stable secrétaire. Prétent. 1.600 F. Sérieuses référ. Sect. souhait. quart. Saint-Lazare ou banlieue Saint-Lazare. Intérim s'abstenir. Ecrire DAG, 76, rue Rivoli, Paris (4e), qui tr.

Secrét. réd., dact., sach. rédiger, notions angl. et esp., ch. empl. presse périodiq. (éventuel. secrét. direction). Libre de suite. Ecr. n° 1.011, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ING. + IAE

30 a., 6 a. expér. informatique rech. poste respons. Paris ou banlieue Est. Ecr. N° T 59.389 REGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.H. 23 ans, lic. sc. éco. ch. emploi sept.-oct. possibilité continu temps partiel. Tél. : 331-62-11.

J.F. DOCUMENTALISTE DIPL. - 26 ANS

texte-image, 4 a. exp. édit.-cinéma, ch. empl. simil. Angl. (1 an U.S.A.), ital., dact. Tél. 677-00-17 ou écr. N° 7.033 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE DIRECTION - 30 a.

ESC, docteur de gestion angl., esp., expérience auto et imp./exp. tous produits cherche situation avenir et responsabilités Paris. Ecrire N° 75.599 Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

JEUNE FEMME
COMPTABLE 1er ECHEL.

C.A.P., 11 ans expérience, 2 ans compt. paies cherche emploi stable PROCHE DOMICILE PAVILLONS-SOUS-BOIS OU GARE DE L'EST
Ec. n° 6.542, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE DE BANQUE

CLASSE VII - 100.000 F AN
36 ans — Formation Supérieure
10 ans expérience commerciale et administrative dans grandes banques de dépôts
Cherche poste :
Secrétariat général
Direction de l'Exploitation
BANQUE OU INDUSTRIE

Ecrire n° 995, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

JURISTE D'ENTREPRISE

ICG, très sér. référ. juridiques, droit des sociétés, fisc., assurances, immob., droit du travail, libre rapidement, 49 ans, cherche poste secrétariat général. Etud. toute proposition. Ec. N° 1.010 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ESSEC 71

1re expérience réussie cherche situation Paris 1-10-74 Ec. N° 8.975 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H.E.C. J.F. 25 a. CONTROLEUR BUDGET.

ds sté multi., angl. cour., intérés. pr orga. admin. et infor. rech. pte évol. ds direct. financ. ou com. assistant contrôleur ds sté anglo-saxonne F 4.500 × 13. Ec. N° 985 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

27 a. Doct. 3e cycle chimie, mait. chimie-physique, cert. biochimie, ayant enseigné en faculté, cherche emploi. Ecrire : B. GARNIER, 66, rue Mozart, 78140 VELIZY.

Pour cause mutation mari
SECRÉTAIRE DIRECTION

Bilingue anglais
recherche SITUATION INTERESSANTE

Formation B.T.S.S. — Age 26 ans.
4 ans expérience. Secrétariat Général Chambre de Commerce internationale Paris et groupe multinational construction maritime T.P.
— Excellente présentation ;
— personnalité dynamique.
LIBRE A PARTIR 15 SEPTEMBRE
Etudie toutes propos. Paris, proche banlieue Sud.

Ecrire n° 66.580, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transm.

PARIS ou ETRANGER
24 ans. Dég. O.M. Diplômes litt. Expér. voyages et vie à l'étrang. ch. emploi non conventionnel. Ecr. n° 1.031 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

MONITRICE perfo vérif. IBM recherche place stable région nord-est gare du Nord. - Libre de suite - Sérieuses références. Ecr. n° 75.468 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Ing. lib. rapidem., solide expér., sachant associer techniq., production, rentabilité, organisation. Ecr. n° 8.992, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Hme caissier, comptabilité générale, comptabilité matière, économe, Bac, cherche emploi stable. Libre de suite. 2.800 × 13. Ecr. n° 1.045, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune homme 27 ans, D. E. S. droit privé, anglais courant, 1 an expérience juridique, cherche situation service du personnel. — Ecr. n° 1.044, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Antillais de valeur
35 ans, formation supérieure, ch.
SITUATION CADRE
dans entrepr. dyn., fonct. cciale, technico-commerciale, collab. de gestion financ. ou administrat., expéc. contacts niveau élevé pr ttes négociat. Angl. et esp. cour. Ecr. n° 66.492, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

H. 31 ans, 9 ans exp. enseig. rech. anim. Afr. Noire, Maîtrise litt. ch. poste resp. sect. form. anim. rel. hum. org. soc. cult., com. d'ent., as. pr., pr. rég. S.-E. Ecr. N° 1.048 Le Monde. Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ANALYSTE 25 a., exp., connais. DISTRIBUT. matér. IBM, OS, DOS, CICS, ch. empl. stab. Paris ou 93. Ecr. n° 1.763 G., Bleu P., 41, av. Château, 94-Vincennes, q.t.

J. F. dipl. DOCUMENTALISTE I.N.T.D., 3 ans expér. profess. document. économique, cherche poste stable à responsabilités dans domaine économique. — Ecr. n° 75.558, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur (2e), qui tr.

INGÉNIEUR formation C.N.A.M.

solides connaissances et longue expérience en Organisation, Gest. et Informatique (petits syst.)

Habitude et goût des responsabilités, bons contacts humains.
possédant sérieuses références France et Europe.

Cherche situation dans Industrie ou Cabinet.

Ecrire n° 1.038, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS-9e.

ANALYSTE 25 ans, expérience contacts haut niveau, connaiss. T.P., rech. empl. INGENIEUR COMMERCIAL. Ecr. n° 1.764 G. BLEU PUBL., 41, av. Château, 94300 VINCENNES, qui transm.

J. hom. études sup., russe, angl. cour., gde expér. relat. publiq., spécial. problèmes économiq. et commerciaux soviétiqu., cherche situation. — Ecrire T. SEMO, 26, rue Lamartine, 75009 PARIS.

Cadre 33 a., format. supérieure lett., droit, psycho., conn. informatique expér. gest. personnel formation rech. poste de entreprise dir. personnel ou serv. form. Ec. n° 75512 Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris.

J. H. 24 ans, lic. sciences de l'éducation, lic. histoire, parl. allemand, étud. ttes prop. éducation, enseignem. ou autres. Ecrire M. CADIOT, 5, rue Orfila, 75020-PARIS.

Docteur en médecine
Ancien interne grande ville de Faculté.
Ancien assistant-chef de clinique Spécialiste de médecine interne Compétent pour les maladies du tube digestif (orientation : diététique)
Ancien chef de clinique en pneumo-phtisiologie.
Etudie toute proposition.
Direction clinique médicale.
Ecrire N° 7036 Le Monde Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JEUNE CADRE, 25 a.

E.S.C.P. + 3 ans expérience informatique, recherche carrière et responsabilités dans les domaines suivants :
— gestion administrative et commerciale ;
— développement informatique.

Ecrire n° 986, « le Monde » Publicité. 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS-9e.

H. 26 ans, B.S.E.C. comptable. Lic. Sc. Econ. 1 an expér. comptab. grande entr. 5 ans expér. enseign. tech. de gestion (dont 4 en coopération à l'étranger), cherche sit. stable et d'avenir basée région parisienne, déplacem. accept. Etud. toutes propositions. Ecrire N° 1.046 Le Monde Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H. 31 ans, 8 ans expér. Cie aérienne, ch. poste animateur, format, relations humaines, secteur Cie aérienne ou tourisme. Ecr. n° T 59.426, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

J.F., 30 ans, présent. excellente, secrétaire de direction, sténodactylo, bonne notion anglais, 12 ans d'expérience, ch. emploi intéressant, respons., initiative. Ecrire sous réf. BALI, à EMPLOIS et CARRIERES 30, rue Vernet - 75008 Paris.

J.H., 25 ans, lib. O.M. le 1-10-74, diplôme allemand, B.E.P.C., ... Ecr. n° 1.033, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

L'immobilier

exclusivités

Sous ce titre, nos lecteurs trouveront régulièrement dans les rubriques immobilières de nos pages d'annonces classées des offres exclusives destinées à rendre plus efficaces leurs recherches.

Pendant quarante-huit heures (deux parutions), ces propositions de vente ou de location sont publiées uniquement par **Le Monde**

appartem. vente

Paris

XIe RICHARD-LENOIR (Pr.) Immeub. récent, bel appt. 88 m². Parking. 285.000 F. 522-62-14.

ALMA, Rue Freycinet Immeub. neuf et grand standg. Appart. 3 pces ples : 112 m². 766.000 F. Tél. 522-62-14.

XVIe ETOILE Victor-Hugo. Etage élevé, appt. 102 m². Séj. + 2 ch. 600.000 F. 522-62-14.

Avenue de Suffren. Bel imm. p. de t., 3 p. indép. + tt cft. grand balcon soleil. Px intéress. Tél. : 628-55-69.

M A R A I S
28, rue Saint-Paul
Dans ensemble de caractère, sur jardin à la française, PETIT IMMEUBLE NEUF DE STYLE. Plusieurs duplex 50, 70 et 80 m². Prix : de 5.600 F à 6.000 F le m². Tt cft. Livr. entièr. termin. Livrab. fin sept. Crédit possib. Propriét. lundi, jeudi, de 14 h. 30 à 18 h. 30 ou téléph. : 720-84-47.

Région parisienne

ST-CLOUD LES COTEAUX
ds résid. gd standg., tr. bel appt raffiné 6 P. P., cuis. éq. plusieurs sanit. 150 m², balc., loggia, 3 parkings, chb. pers. SEGONDI 874-08-45.

locations meublées

Offre

Mo Pyrénées. Grd 2 p. cuis., dche, w.c. 800 F. 628-55-69.

locations non meublées

Offre

Mo BOURSE. Imm. rénov., stud. tt cft. 750 F m. c. c. 522-62-14.

locaux commerciaux

A VENDRE
brut de décoffrage
PARIS (16e)
4 bis, rue de l'Assomption. LOCAL 77 m², rez-de-chaussée + réserve 23 m². Façade 11 m. LIVRAISON IMMEDIATE Renseignem. : TRANSCOMINT. 1, place Boïeldieu. RIC. 56-70.

appartem. achat

5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e. Partic. ach. dir. cpt studio. TRE. 20-67.

appartements occupés

XVIe près TROCADERO. Dans imm. en cours rénovation, ascens., appart. occupés 2 pces, dépend. - Tél. 924-56-91 (p. 26).

constructions neuves

MAISONS-LAFFITTE
Dans un magnifique cadre de verdure en vue sur la vallée de la Seine.
Studios 2-3 et 4 pièces.
PRIX NON REVISABLES
Habitables 4e trimestre 1975.
IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland-8e. BAL. 93-69.

locations meublées

Offre

MIRABEAU, chambre tt confort pour étudiant ou sal. 288-88-21.

Demande

Rech. région Ouest (Conflans, Pontoise, Poissy, St-Germain-en-Laye) 2 p. cuis. pour la période du 1 au 31 octobre 1974. Tél. A. CHAMOUX 972-82-95, 972-73-80 de 8 à 17 heures.

locations non meublées

Offre

Domaine du Château CHILLY-MAZARIN loue sans commission appartements avec cave et parking. Marc Boissière. 525-38-30.

LOCATION SS COMMISSIONS OFFICE DES LOCATAIRES 45, rue Héricart, Mo Dupleix. 9, rue du Hanovre, Mo Opéra.

Neuilly, imm. stand. 4 pces cuis., bs., wc. Ref. neuf. 120 m². 1.800 F. AMP. 17-47.

A RIS (91)
2 P. cuis., s. de bns., balc. 475 F + charges. Tél. : 906-13-83.

VERSAILLES GD SIECLE
loue appts. sans commiss. avec tél., cave et garage. MARC BOISSIERE. 525-38-30.

12e. Netter, gd stud. 8e ét. Sud. parking. 970 t. c. Tél. 027-23-91.

Demande

Rech. 3 p. c., s. b., tél. calme, clair 18e. 255-72-48 mat. Ag s'ab..

locaux indust.

A LOUER
HALLE DE DEPOT
Construction en bois. - Grande surface de dépôt reliée directement à la route nationale et à la voie ferrée CFF. Electricité. Event. dépôt de vte. - Personnel et matériel de travail sur place. Situation : nord-ouest de la Suisse, à 30 km de Bâle. Offres sous chiffres 03-60621, à Publicitas, CH-4001 Bâle.

locaux commerciaux

A VENDRE
Import. bâtiments, état except., proximité DOLE (Jura) très bien situés, bordure gd axe routier, sur terrain 1 à 2 ha, pouvant convenir implantation hôtelière ou commerciale. S.A.F.E.R. de FRANCHE-COMTE, 5, rue du Port, 39107 DOLE. Tél. : 16-82-72-26-51.

Achetez ou louez sans acheter pas-de-porte, possédons (murs compris) empl. com. except. Plein centre ville 150/300 m². Libérerons pour ttes activités. Orléans-Blois-Tours - LAGASA, 42, rue Daviel, Paris-13e.

fonds de commerce

Vds agence voyages lic. A avec bur. indép. Pos. activ. suppl. cent. com. Vie imp. Côte d'Azur. Ecr. N° 8.990 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

bureaux

PROPRIETAIRE
Loue 1 ou plus. bureaux dans immeuble neuf. Tél. : 758-12-40.

MAILLOT. Loue ss p.-de-porte 1 à 20 BURX. Tous quartiers. 522-19-10 - 387-14-00.

Bureaux P. Charron. 600 m² 2 étages. Cession bail. Sans p.-de-porte. 4 lig. tél. Tél. : 256-60-20, poste 905.

terrains

A vendre beau terrain à bâtir 2.500 m², 60 F le M2. Bourg-de-Porspoder, Finistère Nord. Proximité plages Vue sur mer. Tél. (98) 84-22-95 ou 89-90-44.

MONTLOUIS-SUR-LOIRE
A vdre 1.999 m² terr. viabilisé. Ecr. N° 6.539 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

villas

Professeur cherche en location villa ou pavillon 4-6 pièces min. Confort., ligne téléphon., jard. Paris ou banlieue. Ray. 60 km. Tél. : (78) 84-78-21, Mercredi 4 entre 8 et 11 h.

BOUGIVAL nf 160 m² habit. Récept., 5 ch., 3 bns., jdin. 900 m. 480.000 F TTC. 027-57-40.

appartements vente

Paris

MONGE. Imm. P. de T. 2 p. tt confort 139.000. Campo, 672-47-55.

BUTTES-CHAUMONT, pr. parc, 2 p., stand., neuf. 202-87-09.

19e - près JEAN-JAURES
Directement par Propriétaire
35 STUDIOS
refaits entièrement à neuf. Ds imm. rénové. Livrable fin 74. Cuis. équipée, bains, wc, moq. Placement sûr. Grosse rentabilité assurée.
GIRPA 325-25-25 325-56-78

16e HAMEAU RESIDENTIEL Immeuble récent
DUPLEX 5 pièces av. terrasse, parkgs, serv., 6-7e ét.
2-3 P. 70 m² + jardin privé, parking, calme, soleil.
Vis. ce jour de 14 h à 18 h 30 : 3, hameau Béranger MICHEL BERNARD PAS. 03-11

PORTE SAINT-CLOUD
ds imm. bon stand. 1955. Charm., 4 p. 80 m², 7e étage, vue dég. soleil, calme, téléph. FRANK ARTHUR. 924-07-69.

D U R O C
Ent., 3 p. c., wc., bs., im. pdt., asc., v.o. 422.000 F. VAU. 61-65.

2e - BOURSE
GIRPA Propriétaire vend
dans bel immeuble de caractère restauré entièrem. et av. goût
STUDIOS
DUPLEX - 2 PIECES
Très grand standing
INVESTISSEMENT EXCEPT.
Par locataire aisé, de qualité, mais pef. rapp. vu la sécurité. TEL. : 325-25-25 et 56-78.

12e Près MARAIS et style
Dans 4 magnif. immeubles en fer à ch. Cour amén. Fontaine, arbres, etc. Entièr. restaur. (XVIIIe siècle). Poutres appar. Vide-ordures. Ascenseur.
87 STUDIOS - Standing
Possibilité 2 PIECES duplex et triplex. Placement idéal. Location assurée par locataire avant du goût.
PROPRIETAIRE GIRPA
325-25-25 et 56-78.

Urgent. Vend compt. 150.000 F 2 appts libres, surf. tot. 45 m², formant un 2e ét. s/jardin-cour au 79, av. de Clichy. — Ecrire Mme Royer, appt Arcadia, n° 469, 126, bd Napoléon III, 06 - NICE.

RUE PYRENEES, près Nation, dans bel imm. p. de t. brique, 3 p., cuis., tt cft, 82 m², 1er ét., ascens., idéal pr profess. libér. Très urgent. — 343 - 32 - 67.

M A R A I S
28, rue Saint-Paul
Dans ensemble de caractère, sur jardin à la française, PETIT IMMEUBLE NEUF DE STYLE. Plusieurs duplex : 55, 70 et 80 m². Prix : de 5.600 à 6.000 F le m2, tt conft, livrés entièrem. termin. Livrabl. fin sept. Crédit possible. Propriét. lundi, jeudi, de 14 h. 30 à 18 h. ou téléph. 720 - 84 - 47.

Etranger

A VENDRE
RIEDERALP
Appartements de 2 chambres et studio au 1er étage et 2e étage
NATERS
Appartements de 4 pces pour vacances ou pour l'année entière (app. attique), ainsi qu'un appartement attique de 5 pièces.
EBNET
Chalets 3, 5, 7 chambres avec ou sans cave.
BUERCHEN
Chalets 3, 5, ou 7 chambres avec ou sans cave.
Rens. dir. aupr. du propriét. : Adolf Brigger, Immobilien CH-3900 Brig. Tél. 028-3 27 28.

immeubles

7e SEVRES - 20e AVRON
GIRPA vend 2 REZ-de-CH.
D'IMMEUBLE restauré récem. Locations commerciales garant. par baux 9 a., locataires en place et commerçants en pl. activité et 1 BOUTIQUE occupée sans bail dans le 15e dans rue populeuse et d'avenir (front de Seine)
INVESTISSEMENT D'AVENIR avec importante garantie (fonds ou droit au bail)
LE PROPRIETAIRE 325-25-25 325-56-78

hôtels-partic.

Pr. MOLITOR - PLEIN SOLEIL
G. JARDIN 6 pièces, garage. Petit Pav. indép. Impecc. 950.000 F. - JAS. 51-84.

échanges

Prop. appt 3 p. cft, asc, 5e ét., r. Saussure, désirerait éch. av. soulte payable comptant contre appt 5 pièces 17e, 8e, 7e arrond. Téléphoner ap. 20 h. : 267-49-22.

pavillons

ETANG-LA-VILLE, prox. forêt, pavillon 4 pièces, sud, jardin, vaste sous-sol. Prix : 320.000 F. Agence SAINT-NOM. - 460-80-35.

Part. à part. Pavillon récent, 20 km Paris. Quart. résidentiel. S. ss-sol meulière. Séjour, 3 ch., cuisine, salle d'eau, chauff. cal, ss-sol aménagé, 400 m2 jardin aménagé av. bassin. Px 250.000. M. CHAMBRIN, 17, rue Aimé-Fluttaz, 77490 COURTRY.

BUC Dans village, Maison de 6 p. s/1.000 m² terrain. Parf. état. 422.500 F. - 954-68-00.

viagers

Viager libre, beau pavillon proche banlieue résidentielle calme, 9 pièces, sous-sol, grenier aménageable. Ter. 500 m². Tout confort, tél., garage. Cpt 130.000 F + rente sur 1 tête Ecr. No 525389, REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

villégiatures

A LOUER SEPTEMBRE maison gd confort, 5 km pointe du Raz (29 S), 750 F. Ecrire : HAVAS RENNES N° 861 P.

les annonces classées du **Monde**

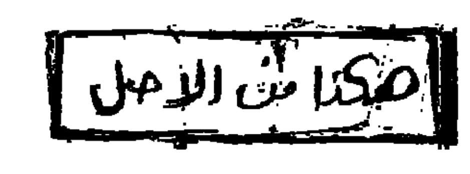
offres d'emploi - emplois internationaux - emplois régionaux - demandes d'emploi - immobilier - appartements : vente - achat - locations meublées - non meublées - pavillons - terrains - villégiatures - auto...

sont reçues par téléphone

au

233.44.31

pour tous renseignements : **233.44.21**



ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Depuis deux mois, vingt navires ont été surpris en train de lâcher du mazout au large des côtes françaises

Brest. — Pas de vacances cette année dans la lutte contre la pollution des mers. Pendant les mois de juillet et août, vingt cargos et pétroliers ont été surpris en train de rejeter des hydrocarbures à proximité des côtes françaises. Les preuves de leurs délits ont été transmises soit aux tribunaux français, soit aux gouvernements étrangers. Les dossiers sont si accablants que les capitaines seront très vraisemblablement sanctionnés. La police des océans n'est plus un vœu pieux, et la France, dans ce domaine, donne l'exemple.

Certes, depuis quelques années déjà les appareils de l'aéronavale, en particulier ceux de la base de Lann-Bihoué (Bretagne), avaient un œil sur les tankers. En 1973, une trentaine de pollueurs ont été repérés. Cet été, on a serré la vis d'un nouveau tour. A la dizaine d'avions quotidiennement en patrouille entre la Manche et l'embouchure de la Gironde, on a adjoint les opérateurs radio du Centre régional opérationnel de sauvetage (CROS), et en mer les vedettes de la douane, de la gendarmerie et des affaires maritimes. Le rythme des flagrants délits est passé de deux à trois par mois à dix par mois. Mais cette surveillance est interrompue par le brouillard et par la nuit. Alors, pendant la dernière semaine du mois d'août, on est passé au régime de haute surveillance. Une expérience sans doute unique au monde, une expérience réussie.

Guerre aux pirates de la pollution

De notre envoyé spécial

Samedi, 15 heures. — Le bâtiment garde-pêche *Henri-Noguès* fait des ronds dans l'eau à 10 milles au nord d'Ouessant. Gris, effilé, bas sur l'eau, il doit être peu visible dans la houle et sous le ciel plombé. A bord, dix Bretons, anciens pêcheurs pour la plupart, qui n'aiment pas qu'on leur salisse la mer. Le capitaine, François Talbot, a tout ce qu'il faut : radar, sonar, poste radio et un gros diesel pour foncer quand il le faudra. Pour l'instant il tourne à vitesse réduite sur le « rail ». Le rail est une sorte d'autoroute de la mer, qui passe au large du Finistère. Sur deux files, cargos, pétroliers et paquebots en lente procession descendent vers l'Atlantique ou remontent vers la Manche.

Dans le ciel, ses deux hélices brassant l'air à 1 500 mètres, un Noratlas du centre d'essais en vol bourdonne au-dessus du « rail ». A bord, cinq hommes d'équipage, des appareils photo, mais surtout deux techniciens et une caméra à infrarouges. Par temps clair comme dans la nuit épaisse, elle distingue l'infime différence de température qui existe entre l'eau de mer et une tache d'hydrocarbure. Grâce à un appareil de transmission, elle peut en donner à distance une image éloquente sur les écrans de télévision du Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) à Brest, où l'on a installé le P.C. de l'opération. Les ingénieurs, les officiers, le sous-préfet, les pêcheurs, qui sont venus voir en direct ce qui se passe sur le « rail » sont stupéfaits : des taches de mazout, il y en a tous les 4 kilomètres. Première estimation : sur les 200 kilomètres du « rail » passant au large d'Ouessant, il doit se produire une dizaine de déballastages chaque jour.

15 h. 30. — Alerte. Le bimoteur survole une tache allongée qu'il remonte comme un chien qui flaire une piste. On la voit se dérouler sur les écrans du CNEXO à la vitesse même du Noratlas : un filet noir et sinueux coulant comme une tache d'encre sur le gris de l'océan. Soudain, la silhouette du navire apparaît, taillant sa route et lâchant ses ordures. Entre le P.C., l'avion et le garde-pêche, les radios nasillent. Le piège se referme. Sur un ordre de Jean-Claude Mourlon, l'ingénieur du CNEXO qui dirige les opérations, le Noratlas pique vers le pétrolier. Il s'agit du *Petworth*, un tanker de Londres. Son sillage est pollué sur 30 kilomètres.

16 heures. — Le *Henri-Noguès* stoppe au milieu d'une nappe irisée d'où monte une puissante odeur de mazout. Un chimiste de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.), prélève des échantillons. Tout à l'heure, il va rédiger un constat qu'il complétera plus tard avec les résultats de ses analyses. Car il faut savoir de quel hydrocarbure il s'agit et quelle est sa provenance. On trouve de tout dans le sillage des pollueurs. Des résidus de débalastage mêlés de détergents, des huiles de cale, du brut, et dans ce dernier cas on peut connaître sa provenance car il existe depuis peu une carte d'identité chimique de chaque espèce de pétrole.

16 h. 30. — Opération terminée, chacun reprend la veille.

Infrarouge et boîte noire

Le *Petworth* ayant été repéré dans les eaux territoriales françaises, son dossier complet sera transmis au procureur de la République de Brest. Il risque 100 000 F d'amende et son capitaine de trois mois à deux ans de prison. S'il s'était trouvé au-delà des 12 milles, son dossier aurait été envoyé à Londres, qui peut lui infliger des sanctions du même ordre. La Grande-Bretagne, comme la France, a signé la convention internationale de 1954, interdisant tout rejet d'hydrocarbures dans l'Atlantique du nord-est.

L'expérience de haute surveillance a permis d' « épingler » cinq pollueurs en une seule semaine, ce qui double le rythme des « prises ». A cette cadence, c'est près de cent cinquante pirates de la pollution qui seraient repérés dans l'année, et cela uniquement autour du Finistère. C'est dire et la gravité du mal et l'importance des moyens de répression qu'il faudrait mettre en ligne pour le juguler. Car le « téléphone arabe » fonctionne déjà. Des tankers interrompent leur dégazage dès qu'ils aperçoivent un avion ou une vedette. Bientôt, les pollueurs attendront d'être en plein Atlantique pour se soulager. On aura repoussé la pollution un peu plus loin, chez le voisin. Aussi les services de l'environnement ne se contenteront pas de réitérer à l'improviste des semaines de haute surveillance. Ils présenteront prochainement aux instances internationales une arme de dissuasion beaucoup plus efficace et fort simple. Une boîte noire installée à bord de chaque pétrolier servirait de mouchard, enregistrant et analysant chaque rejet et gardant tout en mémoire pendant trois ans. Détecteurs aériens à infrarouges ou boîte noire, les transporteurs de pétrole savent désormais qu'ils ne pourront plus échapper très longtemps à la loi.

MARC AMBROISE-RENDU.

— A PROPOS DE... —

La préparation des projets d'urbanisme

Des enquêtes vraiment publiques

Une réforme des enquêtes d'utilité publique qui sont lancées avant le démarrage des opérations d'urbanisme est en cours d'étude, a annoncé, le mercredi 28 août, le ministre de la qualité de la vie. A cet égard, trente-deux associations de défense de la région parisienne et de province ont récemment adressé au ministre de l'équipement un texte demandant une meilleure information et une plus grande participation du public.

Secret, fait accompli, langage ésotérique : dans la pratique, les pouvoirs publics, avant de construire une autoroute ou de lancer un ensemble immobilier, n'échappent pas à ces travers maintes fois dénoncés.

La façon — quasi clandestine — dont on a entrepris les travaux de certaines sections de l'autoroute A-86 à l'ouest de la capitale est le dernier et fâcheux exemple en date (le Monde *du 24 juillet*). *Pourtant les procédures réglementaires sont en général suivies, et l'on ne peut vraiment reprocher aux fonctionnaires de ne pas appliquer la loi. La seule issue paraît donc être de changer d'une part les textes officiels eux-mêmes, d'autre part un certain esprit hérité de l'époque napoléonienne et selon lequel* « l'administration compétente a toujours raison, et les citoyens incultes toujours tort ».

Mesures pratiques

La première revendication des comités de défense porte sur la mise au point des plans d'urbanisme. Dans la majorité des cas, expliquent-ils, l'enquête d'utilité publique précédant l'adoption officielle des plans est conduite avec beaucoup de discrétion « comme si l'on doutait de l'accord de la population. Il en résulte de la part de celle-ci un sentiment de méfiance sur l'utilité publique réelle de certains projets, et la contrainte remplace une franche collaboration entre les intéressés d'une part, l'administration et les élus d'autre part ». *En conséquence les associations souhaitent qu'au fur et à mesure de leur élaboration les documents concernant les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols soient constamment mis à jour et mis à la disposition du public dans les mairies. Un registre devrait permettre en outre aux habitants de formuler en permanence leurs observations à l'égard de tel ou tel projet à l'étude.*

Le second vœu des comités de défense concerne de manière plus générale les enquêtes d'utilité publique précédant le lancement d'une opération estimée d'intérêt général. Les mesures de publicité prévues par les textes sont insuffisantes et il n'est pas rare, soulignent-ils, qu'une partie importante de la population ignore le déroulement d'une enquête. Autre défaut : les modalités de la procédure sont telles que les non-initiés éprouvent les plus grandes difficultés pour juger en toute liberté et en parfaite connaissance de cause. Les comités demandent donc que soit appliquée une série de dispositions pratiques : ouverture de l'enquête les samedis et dimanches, possibilité d'accéder aux registres jusqu'à 21 heures les jours ouvrables ; affichage de l'arrêté déclarant ouverte l'enquête d'utilité publique sur les lieux des travaux prévus ; expositions publiques des maquettes et études ; création d'une commission d'enquête tripartite ayant pouvoir de décision et comprenant pour moitié des représentants de l'administration et des collectivités locales et pour l'autre moitié des représentants élus par la population concernée.

Cette dernière suggestion est sans doute excessive dans la mesure où elle déposséderait les élus locaux de l'une de leurs responsabilités essentielles. Elle risquerait de donner aussi un trop grand pouvoir aux intérêts particuliers qui pourraient bloquer n'importe quel projet fût-il indispensable à la collectivité. Pour « stimuler » les communes et l'administration et les contraindre à prendre davantage en considération les besoins de leurs administrés, il paraît cependant souhaitable de faire participer davantage les associations. Au reste M. Valéry Giscard d'Estaing s'y était engagé pendant la campagne électorale des présidentielles.

Comme le disent les comités de défense, « l'aménagement du territoire, parce qu'il engage pour des générations et dans de nombreux domaines l'avenir de notre pays, est devenu un problème politique fondamental ». *Une raison supplémentaire pour mettre en vigueur des réformes qui ont déjà trop tardé.*

ETIENNE MALLET.

MOINS DE SOUFRE DANS LE FUEL

A partir du 1er octobre, la teneur en soufre du fuel domestique ne pourra plus dépasser 0,55 % contre 0,70 % actuellement. Cette décision, prise par le ministère de l'industrie, en liaison avec le ministère de la qualité de la vie, aura pour effet de réduire les émissions d'anhydride sulfureux par le chauffage des immeubles et de diminuer la pollution atmosphérique des villes.

PÊCHE

- LES SYNDICATS AU SECOURS DES MARINS. — A l'initiative de la C.G.T. et de la C.F.D.T., les marins-pêcheurs de Loctudy (Finistère) ont décidé d'adresser leurs feuilles d'impôts au gouvernement pour rappeler leurs principales revendications. Les pêcheurs demandent en particulier un abattement de 30 % sur leurs impôts pour faire face à la crise qu'ils traversent. On s'attend à une extension du mouvement de protestation dans les autres ports.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le malaise paysan

• Nombreuses manifestations pendant le week-end

• Le climat reste tendu à Ajaccio

De nombreuses manifestations d'agriculteurs se sont déroulées pendant le dernier week-end. C'est ainsi que dans les Ardennes, où plusieurs barrages filtrants avaient été mis en place, le préfet a reçu, samedi matin 31 août, une délégation de paysans qui lui ont remis une motion. A Agde et à Sète (Hérault), ils ont manifesté sur les routes ce même samedi. A Lons-le-Saunier enfin, trois responsables de la F.D.S.E.A. du Jura ont été placés sous contrôle judiciaire à la suite de la destruction en juillet dernier de plus de trois cents jeunes sapins dans le parc du château de Marina-sur-Valoux, près d'Orgelet (Jura), qui appartient au comte de Froissard de Broissia, beau-frère du président de la République.

En Corse, après les violents incidents qui ont opposé samedi mille cinq cents manifestants aux forces de l'ordre, le climat reste tendu — un nouvel attentat à l'explosif a été commis dimanche matin au chai de Borgo, près de Bastia.

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Ainsi samedi soir « *la manifestation a eu lieu* » ; et, comme le climat le laissait évidemment prévoir, la violence a eu son heure — ses deux heures — dans les rues d'Ajaccio. Mais l'important est-il de savoir « *qui a commencé* », après le refus du préfet de recevoir personnellement la délégation, ou même de faire le compte des vitrines brisées, des blessés (une dizaine), des arrestations (une vingtaine) ? Que dans une atmosphère d'émeute les pavés aient volé pour répondre aux grenades lacrymogènes, que des incendies brefs se soient allumés çà et là fait en somme partie de ces « *scènes de la rue* » devenues trop habituelles. Si la Corse a des problèmes particuliers, on ne peut plus dire — depuis que l'épicier de province, naguère prototype de l'homme tranquille, a le pavé en main — que la violence est spécifiquement corse. L'indignation, la stupéfaction de nombreux Ajacciens, traités pour la première fois aux gaz lacrymogènes, sembleraient même démontrer que les affrontements ont ici un certain « retard » sur ceux du continent. Il est vrai que pour une « *première* » les forces de police avaient fait les choses en grand. On parlera longtemps à Ajaccio du « *bombardement aérien* » : pendant plus d'une heure, un hélicoptère a largué sur les manifestants ses grenades lacrymogènes et brassé de ses pales un air irrespirable.

L'aspect majeur n'est sans doute pas là. Importe davantage ce qui va suivre cet affrontement dont on prétend, de part et d'autre, qu'on ne le voulait pas. En fait, beaucoup s'accordent à dire qu'il s'agissait d'un round d'observation dans une affaire où les questions agricoles passaient au second plan. Qui l'a gagné ? Les manifestants ne pouvaient guère espérer de leur démonstration une libération plus rapide des détenus de *Marseille* (Me Sarda, leur défenseur, devrait demander, ce lundi, leur mise en liberté). En revanche, les responsables — et surtout l'A.R.C. — ont-ils fait la preuve qu'ils pouvaient entraîner la population ? Dans ses harangues devant les grilles malmenées de la préfecture, l'un des quatre libérés des Baumettes — membre à la fois de la F.D.S.E.A. et de l'A.R.C. — a donné une réponse sur le mode ironique : « *Nous remercions de leur appui les élus, les syndicats et les partis.* »

Ils n'étaient pas là. (La section du parti communiste a d'ailleurs publié un communiqué qui affirme sa solidarité aux agriculteurs mais dénonce les aventuristes qui donnent des prétextes à la répression.) En fait, mille cinq cents personnes — agriculteurs et membres de l'ARC — dans la rue et une centaine d'éléments de choc, ce n'est peut-être qu'un début mais ce n'est pas encore la population.

Pour autant, la préfecture a-t-elle réussi à isoler des « extrémistes » ou profité de l'occasion pour démasquer les activistes ? Il ne semble pas. Dans la rue, il se disait de bouche à oreille que « *les commandos n'étaient pas là* »...

Au bout de tout cela, qui a gagné ? La violence seule. « *Fait d'éléments incontrôlés, non agricoles et des forces de l'ordre* », affirme la F.D.S.E.A. de Corse dans un communiqué.

La photo du scandale

Au vrai, beaucoup souhaitent que les fumées lacrymogènes ne masquent pas le dossier. Il s'agit toujours des problèmes de l'insularité en général et, dans ce cas précis, du litige agricole, aussi bien en Corse que sur le continent, « étendu cette fois à l'Europe verte ». « *Ajaccio, Bruxelles, même combat* ». L'élément nouveau dans les affaires corses demeure — il faut le redire — la solidarité manifestée aux paysans de l'île par les agriculteurs en général. La prochaine réplique — chaude ? — est d'ailleurs attendue dans tous les départements du Midi où les fédérations F.D.S.E.A. exigent la libération de leurs camarades corses. Le langage de M. Debatisse ne dépasse finalement pas d'un ton celui d'un dirigeant de l'ARC répétant à tout venant la phrase maurrassienne : « *Nous ne voulons pas la violence, mais, si l'on nous y contraint, la violence sera au service de la justice.* »

Quand on revient aux origines des incidents d'Ajaccio, certains veulent en rester à la publication dans les journaux d'une photographie « *qui a mis le feu aux poudres* ». Qu'un fonctionnaire ait été déculotté, passe encore, mais qu'on publie *urbi et orbi* sa photo dans cette situation humiliante ne pouvait pas être toléré. Une question de « face »...

C'est détourner la question, répondent les syndicalistes agricoles. Le détonateur, c'est le blocage à Paris, une fois de plus, des mini-mesures promises par M. Messmer dans son discours du 26 mars à Ajaccio. Le premier ministre d'alors avait déclaré : « *Je sais que certains agriculteurs corses supportent un endettement qui peut les acculer à une situation grave.* » C'était reconnaître la nécessité de mesures d'urgence. Mais « *le dossier est bloqué à Paris* », répondait en août le préfet de la Corse aux questions pressantes du président de la F.D.S.E.A., M. Musso, incarcéré aux Baumettes. Second détonateur : le transfert à Marseille des militants arrêtés, déplacés — « *déportés* », comme disent les autonomistes. (Il se dit que les magistrats n'auraient pas tellement apprécié qu'on les déplace eux aussi à Marseille.)

Il reste, au bout de l'épreuve de force, que le dossier est toujours là. *Les propos de M. Debatisse ne diffèrent finalement pas beaucoup de ceux d'un jeune agriculteur corse :* « *Nous nous sommes endettés parce que nous avons joué — durement, en démaquisant, en défrichant — la carte du développement de la Corse. Nous faisons en somme de l'aménagement du territoire. Et nous sommes lâchés brutalement au milieu du gué.* »

Ces jeunes-là entendent effacer la vieille image de la Corse — nonchalante et réfugiée dans les sinécures. Il est souhaitable qu'on leur prête attention au-delà de tous les tapages et de toutes les attitudes excessives. C'est urgent : bientôt les cuves vont déborder, et ce n'est pas une image : le vin de l'an dernier les remplit encore, alors que se préparent déjà les très prochaines vendanges.

JEAN RAMBAUD.

(1) Toutefois, le maire de Vero (U.D.R.), d'autre part membre de la F.D.S.E.A., faisait partie de la délégation.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

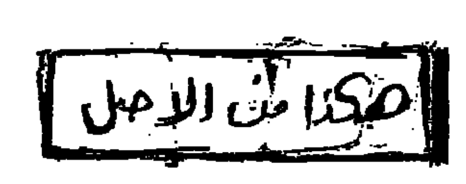
Vingt nominations

Le *Journal officiel* du 1er septembre publie une série de décrets complétant les nominations des membres du Conseil économique et social (*le Monde* des 29 et 30 août).

Les nouveaux membres sont, en qualité de représentant du logement, M. Pierre Delmon, président du conseil d'administration des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; pour la santé publique et de l'action sociale, M. Henri Péquignot, médecin chef de service au centre hospitalier Paris V ; pour les coopératives de construction, M. Robert Lion, délégué général de l'Union des H.L.M. ; pour les activités touristiques, M. Pierre Bailly, président national des syndicats d'initiative et offices de tourisme ; pour les activités exportatrices, MM. Pierre Bataille et Pierre Loygue, respectivement président-directeur général de la Société Poclain et vice-président-directeur général des Chantiers de l'Atlantique.

Au titre des activités économiques et sociales des départements d'outre-mer, sont nommés (nouveaux membres) : MM. Max Elize, Eric Lequerre, Saïd Coubèche, Georges Poulet, Jacques Caille, Albert Cyrille et André Lafond.

Sont renouvelés dans leur fonction, en qualité de représentants de l'épargne : M. Xavier de la Fournière, agent de change près la Bourse de Paris ; de la mutualité : M. André Borveau, président de la Fédération nationale de la mutualité française ; des organismes participant au développement économique régional : MM. Pierre Madaule, président du Conseil national des économies régionales, et Joseph Martray, vice-président du Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons ; au titre des activités économiques et sociales des départiments d'outre-mer : MM. Louis Lignières, Ahmed Solih et Roger Laroque.



LA VIE ÉCONOMIQUE

LA VISITE DE M. HELMUT SCHMIDT ET LA RELANCE DE L'EUROPE

Au cours d'un dîner à l'Élysée

M. Schmidt va s'informer des intentions françaises

C'est le désir du chancelier Schmidt d'être mieux informé des initiatives de « relance européenne », et plus spécialement de « relance politique », que compte prendre M. Giscard d'Estaing, qui a provoqué la réunion surprise, ce lundi 2 septembre à l'Elysée, d'un « sommet » franco-allemand.

Un communiqué publié dimanche soir déclare : *« Le président de la République a invité le chancelier fédéral d'Allemagne à dîner en tête à tête le lundi 2 septembre. M. Helmut Schmidt a accepté avec plaisir cette invitation qui sera pour les deux hommes d'Etat l'occasion de reprendre contact après la pause de l'été. »*

Le chancelier, attendu à 18 heures à Paris, se rendra directement à l'Elysée. Après la conversation et le dîner, il passera la nuit dans la capitale française et regagnera Bonn mardi matin. Il sera accompagné de MM. Grünewald, porte-parole adjoint du gouvernement, Fischer, chargé de la politique étrangère à la chancellerie, et Leister, chef de cabinet du chancelier.

Ce « sommet » sera la troisième rencontre Giscard d'Estaing-Schmidt en trois mois. Dès leur entrée en fonctions, les nouveaux dirigeants de la France et de l'Allemange décidèrent de se voir fréquemment, sans aucune formalité protocolaire, et de rester également en contact téléphonique. C'est ainsi que M. Schmidt est venu à l'Elysée les 31 mai et 1er juin. M. Giscard d'Estaing s'est rendu à Bonn les 8 et 9 juin pour la rencontre semestrielle prévue par le traité de coopération franco-allemand.

Dans son allocution du 27 août, M. Giscard d'Estaing avait déclaré : *« Au cours des prochaines semaines, la France proposera un certain nombre de mesures concernant la reprise de l'union monétaire et économique de l'Europe, mais je compte aussi m'adresser aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays européens (...) pour leur proposer de réfléchir ensemble, du temps de la présidence française* (de la Communauté, c'est-à-dire avant le 1er janvier prochain), *au calendrier et aux méthodes de réalisation de l'union politique de l'Europe.* » M. Schmidt téléphona aussitôt au président de la République pour lui dire qu'il souhaitait connaître plus précisément ses *intentions* à cet égard. Il *fut* alors convenu que le chancelier viendrait à Paris après sa visite en Italie.

M. D.

Le prêt allemand à l'Italie est gagé sur l'or

De notre correspondant

Rome. — Jusqu'où un accord apparemment limité à la seule technique monétaire engage-t-il à long terme une évolution politique irréversible ? C'est la question qui se posait immédiatement après la rencontre Rumor-Schmidt et qui est soulignée par l'annonce du voyage surprise du chancelier allemand à Paris.

Le prêt de 2 milliards de dollars consenti par Bonn à l'Italie a pris tout le monde par surprise et c'est l'événement principal de ce *tête-à-tête*. Non seulement parce que depuis trois semaines les deux capitales démentaient catégoriquement une telle hypothèse mais surtout parce que le bilatéralisme, imposé par l'urgence et par le gouverneur de la Banque d'Italie, contrevient à un principe rigoureusement appliqué depuis trente ans par la diplomatie italienne. S'agit-il d'un premier pas vers le retour à la politique du « brillant second », faute d'un espoir quelconque dans les rebondissements de la Communauté européenne ? Les précédents de la diplomatie italienne dans cette voie sont trop connus *et leurs résultats trop évidents* pour qu'on les rappelle.

Un « plancher » de 120 dollars

Certes, l'accord est simplement passé entre les banques centrales, mais les conditions en sont lourdes. Ces 2 milliards de dollars, soit environ 1 300 milliards de lires, sont prêtés pour six mois. Le prêt sera renouvelable à trois reprises et le taux d'intérêt de 6,8 % à 8 %, par référence à celui des bons du Trésor à six mois sur la place de New-York. Le prêt est gagé sur le cinquième des réserves d'or de la Banque d'Italie, évaluées sur la base de 80 % des cours moyens de l'or enregistrés dans les huit dernières semaines à la Bourse de Londres, soit 120 dollars l'once. Cet or ne quittera pas Rome avant le remboursement. Si, dans deux ans, la Banque d'Italie n'est *pas en mesure* d'acquitter sa dette, le Trésor allemand prendra l'or à un taux qui ne saurait être inférieur à 120 dollars.

Le chancelier Schmidt s'est d'autre part engagé à soutenir, à Bruxelles, la demande de prorogation jusqu'en décembre du prêt communautaire de 1,9 milliard de dollars à l'Italie, remboursable le 15 septembre, et sa transformation en prêt à moyen terme. La Grande-Bretagne semble faire des objections. Reste enfin la constitution du *fonds communautaire* pour les pays en déséquilibre, dont l'Italie serait la première bénéficiaire ; mais le chancelier allemand ne semble pas très chaud pour un tel système dont l'Allemagne serait la première contributrice.

La présentation de ces entretiens par les deux hommes d'Etat s'est faite dans un climat de grande cordialité. Si les intérêts qui ont inspiré le chancelier Schmidt sont évidents, les contreparties *politiques* sont beaucoup plus obscures. Le chef du gouvernement allemand et son porte-parole ont dit assez clairement que la République fédérale n'avait aucun intérêt à acculer l'*Italie* à aggraver encore les mesures de restriction de ses importations et qu'il fallait au contraire l'inciter à lever rapidement celles qui existent. M. Rumor a-t-il pris un engagement précis en ce sens ? Peut-être est-il dissimulé dans la phrase du communiqué qui évoque la nécessité d'*une rigoureuse* coordination des politiques économique et monétaire.

D'autre part, les deux chefs de gouvernement n'ont fait que des allusions très vagues, mais favorables, aux propositions françaises de relance européenne, et ils les ont replacées dans *« la situation actuelle de l'alliance atlantique »*. Il est fort peu vraisemblable que les problèmes posés à l'Italie par la politique grecque vis-à-vis de *l'OTAN n'aient pas été évoqués.* Aucune allusion précise n'en a cependant été faite en public.

La presse italienne relève enfin que le gouvernement fédéral a maintenu ouverts les crédits *swap* de 500 millions de dollars au profit de l'Italie et *« non encore utilisés »*. Ils s'ajoutent aux autres crédits *en sommeil : 3 milliards* aux U.S.A., 250 millions, respectivement en Suisse et au Canada.

JACQUES NOBÉCOURT.

LE COMMUNIQUÉ COMMUN

Voici le communiqué publié à l'issue des huit heures d'entretiens qu'ont eus, les 30 et 31 août, à Bellagio (Italie), MM. Mariano Rumor, président du conseil italien, et Helmut Schmidt, chancelier fédéral allemand :

« Les deux chefs de gouvernement, après entente préalable avec les ministres respectivement du Trésor et des finances, sont tombés d'accord pour un dépôt de 2 milliards de dollars auprès de la Banque d'Italie, prélevés sur des réserves de dollars de la Deutsche Bundesbank, et sur un dépôt en or auprès de la Deutsche Bundesbank de la part de la Banque d'Italie.

» Les conditions de cet accord ont été convenues entre les deux banques centrales des pays respectifs, et sont en cours d'approbation par les organes compétents. Le présent accord entre dans le cadre des initiatives prises à Zeist par les ministres des finances des pays *membres de la C.E.E., et* confirmées à Washington par le groupe des Dix.

« Les deux chefs de gouvernement ont exprimé leur satisfaction du fait que par cet accord a été réalisée une mobilisation de la composante en or des réserves, évaluée à un prix correspondant à celui du marché. »

PÉTROLE

L'« ACCORD » ALGÉRO-SAOUDIEN

Alger (*A.F.P.*). — « L'Algérie et l'Arabie Saoudite *sont convenues de ne pas* baisser le prix de leur pétrole », *a annoncé samedi 31 août après-midi l'agence Algérie Presse Service, qui cite une source informée à Alger.*

« Ce résultat, *précise l'agence algérienne*, a été obtenu à la *suite* de récents contacts entre Alger et Ryad.

Selon l'agence algérienne, l'accord algéro-saoudien sur les prix du brut constitue « une réponse à ceux qui ont vu dans l' « isolement » de l'Arabie Saoudite une possibilité de combattre les revendications des pays producteurs et infirme toutes les déclarations récentes tendant à faire admettre une éventuelle baisse des prix ».

« Aucun élément nouveau, *déclare l'A.P.S.*, n'est venu en effet confirmer une telle évolution. Au contraire, les données du marché, autant que le taux de l'inflation *mondiale (12 % en 1973 et* 14 % selon les prévisions de 1974) invitaient à faire précisément le contraire. »

« Malgré le million de tonnes de pétrole jetées sur le marché européen par les sociétés internationales pour « casser » les prix, *ajoute l'agence*, la demande reste soutenue, alors que, traditionnellement, elle subit en cette période un fléchissement.

« Dans ces conditions de marché, *conclut l'agence algérienne*, l'on voit mal comment certains pays consommateurs ont pu prédire une baisse prochaine des prix, d'autant plus que beaucoup de pays producteurs ont clairement fait savoir leur intention de moduler leur production *au cas où la production* mondiale viendrait à être augmentée, pour préserver leur droit. »

La nouvelle politique française

(Suite de la première page.)

Trois obstacles de taille occupent le décor et risquent d'entraver la ferveur et l'imagination européenne du président de la République française et de ses ministres.

1) *La crise économique.* — Les difficultés créées par l'inflation et le renchérissement des prix des matières premières, le ralentissement de la croissance et la détérioration de l'équilibre des paiements extérieurs sont, comme chacun sait, loin d'être résorbées. Or, la mise en place de mécanismes nouveaux destinés à accroître la cohésion des pays de la Communauté est bien évidemment chose moins facile en ces temps d'incertitudes qu'en période de prospérité. En vérité, raffermir la coopération monétaire de la C.E.E. — ce que M. Maurice Schumann appelait la voie royale de l'intégration, il y a tout juste deux ans — apparaît aujourd'hui hors de portée.

Sans doute M. Giscard d'Estaing a-t-il indiqué, dans son allocution du 27 août, que la France proposerait dans ce domaine *« un certain nombre de mesures ».* L'accord monétaire européen sur le rétrécissement des marges de change a commencé à fonctionner — au reste de façon bien précaire — en 1972, en pleine crise du dollar. Mais l'expansion des pays de la Communauté paraissait alors durablement assurée et leurs monnaies, ou du moins la plupart d'entre elles, convoitées par les spéculateurs dont l'exercice favori consistait alors à parier sur la baisse continue de la devise américaine. Observons au passage que les malheurs de l'Europe durant cette première phase de la crise économique internationale paraissent maintenant bien négligeables au regard de ceux qu'a engendrés la rébellion des producteurs de pétrole. Il reste qu'aujourd'hui, alors que les monnaies européennes flottent de façon désordonnée et qu'une menace de crise sérieuse continue à peser sur les économies des Etats membres, la situation n'est guère propice à des initiatives visant à nouveau à souder ces monnaies entre elles ou encore à mettre en commun une fraction des réserves de change détenues par les banques centrales des Neuf.

Reprendre le cheminement vers l'union monétaire paraît un exercice d'autant plus problématique que les économies de la C.E.E., toutes malades, ne sont pas atteintes au même degré. Les taux d'inflation ou de change varient sensiblement d'un pays membre à l'autre. De même l'Allemagne et les pays du Benelux parviennent à équilibrer leur commerce extérieur, alors que, au contraire, le déficit de la balance des paiements de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de la France a tendance à s'aggraver. Des évolutions aussi divergentes n'invitent guère à prêter foi aux spéculations qui reviennent à espaces réguliers sur une éventuelle réactivation du fameux « serpent » monétaire européen. Il faut ajouter un obstacle, de nature politique, à la relance de la coopération économique et monétaire européenne. L'Allemagne du chancelier Schmidt, dont la puissance économique a jusqu'alors à peine paru ébranlée par la crise du pétrole, mais qui, néanmoins, considère que le temps du gaspillage, fût-il européen, est révolu, se montre déterminée à ne pas tenter la moindre aventure aux côtés des partenaires de la Communauté. *« Aide-toi et Schmidt t'aidera »*, plaisante-t-on volontiers aujourd'hui. Sur un ton volontiers protecteur, le successeur de Willy Brandt prodigue les bons conseils mais accueille avec réserve, voire ironie, toute initiative visant à donner un nouveau départ au processus d'intégration des politiques monétaire et conjoncturelle. Le gouvernement fédéral, cela est clair, entend cheminer prudemment, c'est-à-dire lentement.

2) *La méfiance américaine.* — M. Sauvagnargues répète volontiers que le malaise qui marquait les relations franco-américaines au cours des mois passés et qui, par contre-coup, altérait l'ambiance à l'intérieur de la C.E.E., a disparu depuis que le problème des consultations transatlantiques a été résolu et que la convention d'Ottawa a été signée. *Washington se félicite assurément de* la volonté d'arrondir les angles et d'éviter les faux litiges manifestée par le nouveau gouvernement français. Rien n'indique cependant que les raisons profondes qui se trouvaient à l'origine des heurts avec Paris n'existent plus. Elles se résument en une idée bien simple : les Etats-Unis ne soutiennent plus le mouvement d'unification européenne. L'affirmer ne revient d'aucune manière, comme les militants atlantistes cherchent à en accréditer l'idée chaque fois que l'on ose avancer cette hypothèse sacrilège, à faire preuve d'un anti-américanisme émotionnel mais résulte de la simple observation quotidienne des fait. Comment, en effet, ne pas éprouver de doutes sur la sincérité des professions de foi pro-européennes des dirigeants américains lorsqu'on constate que, de façon *quasi-systématique*, l'administration des Etats-Unis *s'oppose* aux projets et entreprises de la Communauté ? Les exemples *son innombrables.*

La vigilance sourcilleuse de Washington n'épargne pas les affaires les plus modestes : la C.E.E., inquiète des conséquences possibles de l'embargo décrété par les Etats-Unis sur leurs exportations de soja, se propose-t-elle de subventionner cette culture sur quelques milliers d'hectares pour essayer de limiter sa dépendance extérieure ? Aussitôt la *diplomatie américaine multiplie les* représentations auprès des pays membres considérés comme les plus réceptifs pour tenter d'enterrer *le projet ou du moins d'en limiter* la portée. On pourrait multiplier indéfiniment les illustrations de cette sorte.

Pour quelle raison la tactique du sourire inaugurée par le successeur de M. Jobert aurait-elle pour effet de limiter l'interventionnisme américain ? Au moment où le résident Ford annonce à ses compatriotes une période d'austérité, il y a au contraire *tout lieu de croire que les lobbies* agricoles ou industriels exerceront une pression accrue sur l'administration de Washington *pour que celle-ci s'emploie* à entraver *tout développement* de la Communauté jugée dangereuse pour les intérêts américains. Notons que *l'hostilité* des Etats-Unis risque d'être particulièrement vive si la Communauté, comme les circonstances de crise l'y invitent, essaie de fonder ses efforts de relance sur une coopération poussée en matière énergétique et industrielle. La méfiance agressive de Washington à l'égard des initiatives communautaires constituerait un handicap moins lourd si les gouvernements membres, ou du moins la plupart d'entre eux, n'étaient pas aussi sensibles aux reproches et pressions venus d'Amérique. Sans même s'attarder sur le comportement inconditionnellement atlantiste de M. Wilson et de son équipe, il n'est pas douteux que le chancelier Schmidt — il l'a déclaré sans détour lors de la Conférence de Washington en février 1973 — s'interdira toute entreprise risquant de provoquer un mécontentement sérieux aux Etats-Unis. Compte tenu du poids considérable de Bonn dans un débat européen où la majorité *des partenaires se trouvent affaiblis.*

3. *L'hypothèque anglaise.* — Aucune action d'envergure ne peut être engagée dans la Communauté avant les prochaines élections britanniques. Nul doute sur ce point. Mais ensuite, la situation s'en trouvera-t-elle pour autant éclaircie ? Rien n'est moins évident. Si les travaillistes l'emportent, la Communauté continuera à vivre sous la menace d'un retrait du Royaume-Uni tant que le bilan de la « renégociation » n'aura pas été dressé par Londres et tant que le peuple britannique *ne se sera pas prononcé sur* l'adhésion à la Communauté. Durant cette période d'incertitude prolongée, l'activité du Conseil des *Neuf sera consacrée pour* l'essentiel à l'examen des demandes anglaises. Pour le reste, à savoir la gestion et le développement de la C.E.E., M. Wilson — dont tout porte à croire qu'il n'a pas en tête une stratégie européenne bien établie — s'emploiera à grignoter quelques avantages pour son pays, notamment en matière agricole et, égal à lui-même, utilisera encore cette irritante tactique d'obstruction inavouée qu'il a fait sienne depuis qu'il est revenu aux affaires. MM. Calaghan, Shore ou Healey — pourquoi supposer le contraire ? — continueront à maugréer, critiquer, ironiser et, finalement, repousser toute tentative visant à resserrer la trame communautaire. *Notons* qu'un résultat positif au référendum (sauf peut-être un très improbable oui » massif donné à l'Europe) ne signifierait nullement la levée de cette triste hypothèque. Le gouvernement travailliste, comme pour donner raison aux prophéties pessimistes formulées par les gaullistes entre 1963 et 1969 sur les conséquences d'une adhésion anglaise, montre en effet de plus en plus clairement, au fil des réunions bruxelloises, qu'il n'est guère enclin à aller au-delà du stade actuel d'intégration. Bref, pour ceux qui espèrent encore en l'Europe, quelles que soient leurs propres tendances politiques, il n'y a pas aujourd'hui d'autre choix que de souhaiter le succès du parti conservateur.

PHILIPPE LEMAITRE.

Prochain article :

QUELLES PERSPECTIVES ?

Ne pas ranimer de vieilles querelles

(Suite de la première page.)

M. Schmidt était d'autant plus pressé de rencontrer M. Giscard d'Estaing que celui-ci a annoncé, dans sa récente déclaration radiotélévisée, des initiatives françaises en matière de politique européenne.

M. Schmidt n'est pas opposé à la convocation d'un sommet des Neuf avant la fin de l'année, mais il *ne veut pas que ce soit* une causerie au coin du feu comme à Copenhague, qui produit de belles déclarations mais ne débouche sur aucun résultat concret. Pour le chancelier, une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement européens ne sera utile que si les décisions sont déjà « mûres ». Le gouvernement de Bonn est partisan d'un renforcement du système tournant de présidence qui, estime-t-il, a fait ses preuves, même dans les moments difficiles que la Communauté vient de traverser. Il est, au contraire, très méfiant vis-à-vis des projets prêtés ici au gouvernement français de proposer *la création d'un secrétariat* politique européen. Les Allemands craignent qu'il ne soit ainsi réanimé de vieilles querelles.

Dans le domaine de la défense, M. Genscher, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, vient d'estimer que des progrès étaient possibles si l'on procédait de manière empirique. Dans un premier temps, les ministres de la défense européens pourraient être associés aux travaux de la coopération politique.

MM. Schmidt et Giscard d'Estaing devaient également examiner la situation économique mondiale, qui, selon le chancelier, « n'est pas exempte de dangers », et celle de la Communauté européenne. Même s'ils considèrent que les efforts ne sont pas toujours à la mesure des problèmes, *les Allemands* sont satisfaits des politiques anti-inflationnistes menées dans plusieurs pays européens, notamment en France et en Italie. Dans le cas où les premiers résultats seraient satisfaisants et les perspectives encourageantes, les Européens pourraient envisager une politique économique et monétaire *commune. Lors* du dernier « sommet » franco-allemand, MM. Schmidt et Giscard d'Estaing se sont félicités du « parallélisme » de leurs politiques économiques. Mais « parallélisme » ne signifie pas « synchronisme ».

Le chancelier devrait, d'autre part, exprimer les critiques allemandes au *fonctionnement* actuel du Marché commun agricole. Depuis plusieurs années, le gouvernement fédéral caresse des idées de réforme sans toutefois oser les formuler ouvertement, de crainte de réveiller les susceptibilités françaises. Mais aujourd'hui il estime que la politique agricole *commune* ne peut plus continuer *« à mécontenter les contribuables, les consommateurs et les producteurs ».*

L'aide allemande à l'Italie

Enfin M. Schmidt rendra compte à M. Giscard d'Estaing de ses entretiens de vendredi et de samedi avec M. Rumor, président du conseil italien. La République fédérale *est disposée* à pratiquer la solidarité européenne selon le principe adopté dès la première rencontre entre le chancelier et le président de la République. *« Aide-toi, l'Allemagne t'aidera. »* On ne cache pas à Bonn que le prêt de 2 milliards de dollars a été accordé à l'Italie seulement parce que le gouvernement de Rome avait adopté un plan d'austérité. En vertu du même principe, il n'est pas question de soutenir un autre pays européen (sous-entendu la Grande-Bretagne) dont les responsables paraissent fort bien s'accommoder de l'inflation.

Il *reste que pendant les jours* précédant la rencontre de Bellagio entre MM. Schmidt et Rumor, le gouvernement *fédéral* avait affirmé qu'un prêt bilatéral à *l'Italie* était *hors* de question. M. Grünewald, porte-parole du gouvernement, a justifié cette attitude en invoquant la *« diplomatie monétaire »*. Il a d'autre part indiqué que pour les Allemands il ne s'agissait pas à proprement parler d'un prêt mais d'un dépôt de devises contre de l'or, et qu'en la matière la Bundesbank était souveraine. En annonçant prématurément l'accord on aurait pu croire à une pression politique sur la Banque centrale.

Ce geste de solidarité a d'autant plus de valeur que le gouvernement ouest-allemand est ainsi le premier à appliquer l'accord de Zeist sur la mobilisation des réserves d'or européennes qu'il n'avait pas accepté sans réticences.

M. Schmidt n'aura sans doute pas beaucoup de mal à convaincre M. Giscard d'Estaing qu'en aidant l'Italie la Communauté agit aussi *dans son propre intérêt. La situation* économique de la péninsule n'est pas seule à inquiéter les Allemands. Ils craignent aussi qu'un échec de l'expérience Rumor n'amène le parti communiste au pouvoir à Rome.

DANIEL VERNET.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COMMERCE

A l'occasion du jugement d'un ouvrier boucher

LES RESPONSABLES DES CENTRES LECLERC ORGANISENT UNE NOUVELLE MANIFESTATION A ROCHEFORT

Rochefort, en Charente-Maritime, devient l'un des points chauds de la bataille que mènent les centres Leclerc contre la loi Royer. Ce lundi 2 septembre, à 15 heures, est en effet jugé en flagrant délit dans cette ville un ouvrier boucher qui, le 29 août dernier, avait porté la main sur le juge d'instruction venu une fois de plus tenter de poser les scellés sur les nouveaux locaux du centre Leclerc (*le Monde* des 16, 23, 24 et 31 août).

Le comité directeur des centres Leclerc a, en conséquence, décidé d'annuler la réunion des responsables des centres qui devait se tenir à Paris ce lundi. Dans un communiqué il a invité les animateurs des centres ainsi que leurs cadres à se rendre immédiatement à Rochefort. L'ouvrier qui doit être jugé, *« père de cinq enfants, presque aveugle et diabétique au plus haut degré, ne peut pas subir longtemps sans conséquence grave une peine d'emprisonnement »*, précise le communiqué, qui ajoute : *« La manifestation se déroulera dans un silence et dans un calme qui surprendront le ministère de la justice, car il ne faut pas confondre la lutte légitime des paysans, des consommateurs et des distributeurs face à la diminution de leur pouvoir d'achat et l'agression des prix, avec des repris de justice qui volent ou qui tuent. »*

LE MANQUE DE SUCRE EN FRANCE

Une panique provoquée

Partout en France, dans les supermarchés comme dans les petites boutiques, le sucre, en morceaux, cristallisé ou en poudre, a déserté les rayons « La peur de manquer », qui reste si vivace chez les consommateurs français, a jeté les ménagères sur des produits qu'elles n'achètent habituellement qu'avec sagesse. « Cette panique est stupide et inutile, dit un responsable de magasin. Nous constatons bien sûr une rupture de stocks, mais dès lundi nous serons normalement approvisionnés. »

L'affolement des consommateurs n'est pas, pour une fois, né de rumeurs incontrôlables. C'est la Confédération générale des planteurs de betteraves qui, pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur les problèmes professionnels de ses adhérents, a inconsidérément appelé les ménagères au stockage (« le Monde » du 30 août). En admettant que la « soudure » soit délicate cette année, le développement d'une psychose de pénurie ne peut que rendre plus difficile l'attente de la prochaine récolte, puisque certains auront rempli leurs placards de sucre qui fera cruellement défaut à leurs voisins.

Les planteurs de betteraves français qui, mieux organisés que la plupart des autres producteurs agricoles, font volontiers cavalier seul, ont ainsi lancé dans l'Hexagone une campagne dont le but avoué est une large revalorisation du prix européen du sucre.

Il reste que les cours ont plus que triplé depuis huit mois sur le marché international, et que les stocks mondiaux sont à un niveau très bas (15,6 millions de tonnes, soit deux mois de consommation). Depuis cinq ans, en effet, la production mondiale est inférieure à la consommation : on s'attend en 1974 à une production de 80 millions de tonnes pour une consommation de 81 millions.

La Grande-Bretagne, selon le « Sunday Times », se préparerait à acheter du sucre à l'Australie, tandis que l'Union soviétique, qui importe environ 2,5 millions de tonnes par an, met tout en œuvre pour assurer au mieux la récolte et le raffinage de ses betteraves. L'U.R.S.S. produit environ 11 millions de tonnes par an. — J. D.

SYNDICATS

Célébrant le cinquantième anniversaire de leur fédération

Les mineurs C.F.T.C. affirment la vitalité du syndicalisme chrétien

(De notre correspondant.)

Lille. — Les quelque deux cents délégués rassemblés à Douai, du 28 août au 1er septembre, pour le vingt-huitième congrès de la Fédération des mineurs C.F.T.C. ont célébré un double anniversaire, en même temps qu'ils étudiaient les problèmes les plus urgents d'une profession en difficulté. Dans le « bain d'amitié » auquel les syndicalistes chrétiens sont si sensibles, on ne s'est pas privé d'évoquer, en termes souvent émouvants, une longue et rude histoire. C'est, en effet, en 1924, il y a cinquante ans, que fut fondée la Fédération C.F.T.C. des mineurs par Henri Meck, responsable des syndicats d'Alsace-Lorraine, et Jules Catoire, responsable des syndicats du Nord-Pas-de-Calais. Ce dernier, qui fut ensuite parlementaire M.R.P. puis ministre, participait d'ailleurs à la séance de clôture.

Autre anniversaire, plus récent mais non moins important aux yeux des militants : le congrès des mineurs de 1964, dans cette même ville de Douai, s'était opposé *« au sabotage de la confédération par ceux qui veulent mettre leur drapeau dans la poche »*. Joseph Sauty, le militant ardent dont le souvenir a plané constamment sur l'assemblée, avait affirmé alors que la C.F.T.C. des mineurs continuerait, quoi qu'il advienne... Deux mois plus tard, à une grande majorité, la confédération se laïcisait et devenait la C.F.D.T. Mais la C.F.T.C.-Sauty, comme on disait alors, entreprenait de s'organiser.

Les enseignements de ces cinquante ans d'action ont été consignés dans un manifeste approuvé par les congressistes et que M. Jean Bornard, président de la Fédération et secrétaire général de la confédération, a résumé dans son allocution finale comme *« un code de comportement pour les militants de la C.F.T.C. »*. Ce code affirme l'exigence de la vérité (définir des objectifs concrets, *« car nous ne faisons pas de cinéma publicitaire »*) ; le souci d'une organisation ouverte à tous, en évitant les excès catégoriels ; la passion de la liberté et de l'indépendance syndicale (rejet de la confusion syndicats-partis politiques) ; un attachement fondamental aux principes d'inspiration chrétienne ; une priorité à la négociation (*« nous ne cultivons pas la lutte des classes »*). Faisant état des résultats obtenus depuis dix ans, M. Jean Bornard a déclaré : *« Les progrès constants de la confédération sont le témoignage d'une audience de plus en plus grande de la C.F.T.C. Nous sommes beaucoup plus forts que nous ne le pensions... »*

Des résolutions, adoptées à l'unanimité, on retiendra surtout :

● SALAIRES ET POUVOIR D'ACHAT : la C.F.T.C. veut poursuivre une politique contractuelle impliquant une garantie de progression du pouvoir d'achat. Il faut préserver ce qui a été acquis par l'accord de juillet 1974 signé avec la direction des Charbonnages de France et l'étendre à toutes les entreprises minières.

● AVENIR DE LA PROFESSION : le congrès dénonce *« la politique énergétique qui, par la liquidation des mines, compromet l'indépendance nationale »* et demande le réexamen des plans de production des mines de charbon, de potasse, de fer et d'uranium. Le gouvernement doit faire connaître rapidement sa décision quant à l'avenir de chaque bassin.

● SECURITE SOCIALE MINIERE : la menace encore imprécise qui pèse sur la sécurité sociale minière a soulevé de très vives réactions parmi les congressistes, qui réclament des apaisements précis.

Enfin, la centrale chrétienne s'étonne de ne pas avoir été associée aux travaux de la « commission Sudreau » sur la réforme de l'entreprise. Elle entend néanmoins poursuivre aussi le combat sur ce terrain. « *Il faut aller au fond des choses*, a dit M. Bornard. *Il faut attaquer le monopole du pouvoir et du contrôle détenu par les seuls représentants du capital.* »

GEORGES SUEUR.

★ Voici la composition du bureau fédéral : président, M. Jean Bornard ; vice-présidents, MM. Jean Barthélémy (Provence), Robert Mourer (Lorraine), Jean-Paul Will (potasse) ; secrétaire général, Louis Bergamini ; secrétaire général adjoint, Jean-Pierre Bergamelli ; trésorier général, Edmond Szymanski.

EMPLOI

TROIS CENTS LICENCIEMENTS DANS LES VOSGES

La société Colroy, deuxième producteur français de bas et collants derrière la DIM, a annoncé le 30 août sa décision de licencier trois cents personnes (260 ouvriers, 4 cadres, 66 agents de maîtrise) employées à son usine de Senones (Vosges).

Colroy, qui produit annuellement quatre-vingts millions de paires de bas et collants, emploie actuellement mille sept cents ouvriers.

LES MARCHÉS FINANCIERS

JAPON

Nouvelles mesures pour affirer les dollars

Le ministère japonais des finances vient d'assouplir les mesures de contrôle concernant l'achat de valeurs boursières par les étrangers et la conversion de dollars en yens par les banques étrangères au Japon, afin d'augmenter l'offre en dollars sur le marché des changes de Tokyo et de pallier le déclin de la monnaie japonaise contre la devise américaine.

Dans le cadre des nouvelles règles, les non-résidents au Japon — personnes et corporations — sont autorisés à acheter des fonds d'État à court terme, ainsi que des bons non cotés à échéance de moins d'un an.

Ils peuvent aussi souscrire à de nouvelles émissions d'obligations privées ou gouvernementales, cotées officiellement.

Enfin, les plafonnements concernant les conversions de dollars en yens, qui avaient déjà été relevés au début du mois à 500 millions de dollars, ont été une nouvelle fois débloqués.

Selon des experts financiers, ces nouvelles mesures ne devraient toutefois pas avoir d'autres effets que psychologiques sur l'offre de la devise américaine.

Inscriptions à la cote de Tokyo

Deux nouvelles sociétés étrangères seraient autorisées à inscrire prochainement leurs titres communs, sur la base des résultats consolidés, à la Bourse de Tokyo, apprend-on aujourd'hui.

Il s'agit de deux sociétés américaines, une fabrique de produits alimentaires et chimiques, Borden, et la banque holding Chase Manhattan.

Cette inscription a été rendue possible par l'assouplissement de la réglementation japonaise, qui autorise maintenant l'inscription de firmes étrangères déclarant des bénéfices consolidés.

En outres, les deux entreprises américaines I.B.M. et I.T.T. ont demandé à être cotées officiellement à la Bourse de Tokyo. — (A.F.P.)

LONDRES

Incertei

Ouverture calme sur le marché de Londres, où les variations ne sont que de faibles amplitudes. Agressions modérée des mines d'or en liaison avec celle du métal.

OR (ouverture) dollars : 158 .. contre 156

VALEURS	CLOTURE 30/8	COURS 2/9
War Loan 3 1/2 %	23 ...	23
Beechams	167 3/4	170 1/4
British Petroleum	274 ...	267 1/2
Shell	172 ...	175
Vickers	85 3/4	87 3/4
Imperial Chemical	168 ...	172 ...
Courtaulds	83 1/4	84 3/4
De Beers	211	214 ...
* Western Holdings	32 3/8	32 3/8
Rio Tinto Zinc Corp.	109	109 ...
* West Driefontein	36 1/2	38 3/4

(*) En livres.

MARCHE MONETAIRE

	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics	...	...
Effets privés	...	13 1/2 %
Moyen terme	...	12 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	30/8	2/9
1 dollar (en yens)	302 70	302 55

NOUVELLES DES SOCIETES

EAUX DE VITTEL (*de notre correspondant à Nancy*). — La société des Eaux de Vittel annonce un déficit de 12 millions de francs pour le premier semestre 1974 du fait de la conjoncture pétrolière, le coût des emballages en matières plastiques ayant augmenté de 50 %.

Pour y remédier, la direction a décidé, outre de demander plus de productivité au personnel, de mettre en œuvre un plan de « compressions internes » ne devant pas, en principe, entraîner de licenciements. Les contrats saisonniers de cette année ne seront pas renouvelés, et la direction les évitera l'an prochain. D'autre part, une partie du personnel attaché au secteur para-administratif sera transférée au secteur productif.

ETATS-UNIS. — Les principaux producteurs américains d'aluminium, parmi lesquels Alcoa et Kaiser, ont porté de 36 cents à 39 cents la livre-poids le prix de vente du métal de première fusion.

B. A. L. O.

Le BALO du 2 septembre publie notamment les insertions suivantes :

Crédit foncier de France. — Émission au pair et cotation d'un emprunt représenté par 300 000 obligations de 1 000 F, à intérêt 11,40 %, remboursable au pair, en deux séries, en 1986 et 1992 (voir page 5).

Chargeurs réunis (Société anonyme). — Insertion en vue de la cotation éventuelle : des 432 290 actions de 100 F provenant de différents apportés ; des 1 885 818 actions constituant le capital sous leur nouveau nominal de 120 F.

Société industrielle de transports automobiles (SITA). — Attribution gratuite à partir du 9 septembre 1974 de 145 245 actions de 50 F, trois nouvelles pour cinq anciennes. Le capital a été porté de 12 103 705 F à 19 366 000 F.

Cotation des 140 289 actions immédiatement négociables.

Taittinger C.C.V.C. — Attribution gratuite et cotation de 33 118 actions de 50 F, une pour dix anciennes, jouissance du 1er janvier 1974.

Le capital est porté de 16 559 400 F à 18 215 300 F.

Société des pêcheries lorientaises « Sopelor ». — Insertion en vue de l'émission de 45 000 actions de 100 F représentant la constitution du capital.

Société centrale du groupe des assurances nationales. — Insertion en vue de la cession par l'État, à titre onéreux, de 8 500 actions de 200 F, jouissance du 1er janvier 1973, et réservées aux membres du personnel.

Cotation éventuelle des actions de la société.

Société centrale union des assurances de Paris. — Cession par l'État de 16 800 actions de 100 F, à titre onéreux, jouissance du 1er janvier 1975, réservées aux membres du personnel.

Cotation éventuelle de ces titres ainsi que des actions distribuées gratuitement aux membres du personnel.

Société centrale des assurances générales de France. — Cession par l'État, à titre onéreux, de 10 000 actions de 145 F, réservées aux membres du personnel, jouissance du 1er janvier 1975.

Cotation ultéieure des actions de la société.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 28 déc. 1973.)

	29 août	30 août
Valeurs françaises	75,8	75,9
Valeurs étrangères	80,2	80,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	64,2	64,3

BOURSE DE PARIS — 30 AOUT — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	40 60	2 745
5 %	62 50	2 380
5 % 1920-1960	124 50	2 898
3 % amort. 45-54	80 50	8 247
4 1/4 % 1963	95	1 189
4 1/4-4 3/4 % 63	98 70	4 347
Emp. N. Eq. 51 69	...	4 822
Emp. N. Eq.6%66	91 80	5 490
Emp. N. Eq.6%67	89 30	1 496
Empr. 7 % 1973	94 60	4 353
E.D.F. 6 1/2 1950	...	1 234
— 5 % 1960	...	2 685

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1960	...	330
— parts 1950	...	336
Ch. France 3 %	...	93
Abeille-I.G.A.R.D.	540	540
Abeille (Vie)	322	3 4
A.G.P.	399	399
Concorde	...	335
Epargne France	400	398
Fonc. T.I.A.R.D.	84 ..	82 50
Foncière (Vie)	...	o228
France (I.A.R.D.)	348	282

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (Vie)	437	436
Préservatrice S.A.	347	347 60
Prévoyance	1050	1040
Protectrice A.I.R.	c259	C260
Alsacienne Banque	295	285
(Li) Bque Dupont	.	218
Banque Hervet	260	250
Sté B. et Partic.		o246
Banque Worms	162 ..	163
C.F.E.C.	...	570
C.G.I.B.	96	95 ..
Codetel	106	105
Cofica	77 40	77 40
C.A.M.E.	o 7 70	o 7 70
Créd. gén. indust.		120
(M) Crédit Mod.	61	C 61
Crédit Universel	162	168
Financière Sofal	139	C142
Finextel	110	109 50
Foncia-Crédit	161 50	161
Fr. Cr. et B. (Cie)	..	75
France-Bail	208	204
Hydro-Energie	..	55
Immobanque	118 20	118 10
Immofice	110	114
Interbail	119	120
Locafinancière	119	120
Lyon-Alemand	116 70	*117 ..
Soc. Mars. Crédit	255 50	255 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Séquanaise Banq.	245 ...	245 .
SLIMINCO	139 20	138
Sté Cent. Banque	74 50	74 20
SOFICOMI	118 ..	118 .
Sovabail	130	129
UCIP-Bail	127 50	127 50
Ufiner	303	305 10
Unibail	119 80	119 80
Un. Ind. Crédit	122	122
Fonc. Chât.-d'Eau	628	620
(M) S.O.F.I.P.	180	180
Fonc. Lyonnaise	600	600
Immob. Marseille	940	903
Midi	584	570
Rente Foncière	780	790
S.I.L.I.C.	252	258
SINVIM	180	180
Voitures à Paris	324 90	321 50
Cogifi	103 20	105 ..
Foncina	101 10	101 50
Gr. Fin. Constr.	103	107 20
Immindo	93	
Imminvest	82	82 ..
Cie Lyon Imm.	92	91 20
Sagimo	99	99
UFIMEG	86	85 60
U.G.I.M.O.	97	97
Union Habit	119 10	119
Un. Imm. France	...	106

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Acier Investiss.	92 60	92 50
Gestion Sélect.	195	195
Invest. et Gest.	101	98
Parisienne Plac.	.	167 60
Placem. Inter.	102 60	102 50
Safragi	...	218
Abeille	220	220 .
Applic. Hydraul.	808	802
Artois	81	80
Centen. Blanzy	310	310
C. Roussel-Nobel	..	400
(Ny) Centrest	d115	115
(Ny) Champex	104	105
Charg. Réun. (p.)	....	2778
Orléans	91 50	90 .
(Li) Dév. R. Nord	123	124 40
Electro-Financ.	224	222 ..
Fin. Bretagne	..	31 50
Fin. Haussmann	49 10	49 10
Financière Iéna	o131	o131
Gaz et Eaux	...	391
La Mure	82 20	84
Lebon et Cie	162 20	162 20
(Ny) Lordex	...	113
Cie Marocaine	27	28 10
O.V.A.I.M.	55 .	55
OPB-Paribas	95 50	93
Ouanza	28 70	24 60
Providence S.A.	242	242
Révillon	468	467

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
(Ny) Sade	..	120
Santa-Fe	48 60	49 10
Saffo	78 10	71 20
Safinex	482	482
Cambodge	44 80	45 .
Clause	450	450
Indo-Hévéas	98 20	98 20
Agr. Ind. Madag.	o 60 50	d 62 ..
Mimet	o	76 60
Padang	d 66	o 67 30
Salins du Midi	179 70	o175 .
Aliment. Essent.	41 50	40 ..
Allobrage	107 70	103 40
(Ny) Alsac. Super.	349	345
Bananla	240 60	241
Fromage Bel	118	120 50
Berthier-Savence	662	658
Cédis	420	420
(M) Chambourcy	245	250
Compt. Modarne	181	178
Docks France	293	293
Economats Centr.	247 20	247
Epargne	..	125
Fr. Paul-Renard	310	310
Générale-Aliment	88	86
Genvrain	218	218 .
Gervais-Danone	...	o185
Goulet-Turpin	152	152
Lesieur (Cie fin.)	285	290
Gr. Moul. Corbeil	165 50	162 50
Gr. Moul. Paris	252	252
Nicolas	370	374
Piper-Heidsieck	428	426
Potin	380	379 .
Rochefortaise	160	150
Roquefort	188	o193
Saupiquet	161	d165
Sup.-Marché Doc	230	228
Taittinger	496	494
★ Uniprel	197	196
Bénédictine	2100	2080
Bras. Indochine	584	608
Cusenier	427	425
Dist. Indochine	285	276
Dist. Réunies	248	263
Européenne Bras.		380
Ricqlès-Zan	76 45	74
Saint-Raphaël	...	193
Gest. P. Segepal	...	286
Union Brasseries	. .	88 10
Raff. et Sucr. Say	107 40	108 50
Simmons	217	217
Sucrerie (Cie Fr.)	...	174
Sucr. Bouchon	166 10	165 10
Sucr. Soissonnais	488 90	464
Un. Sucr. Aisne	. .	o240
Berliet	75 60	72 60
Chausson (Us.)	68 60	63 10
Motobécane	o112 50	110 10
Saviem	70 65	70 20
S.E.V. Marchal	64 40	64 40
Bois Dér. Océan	d167	163
Borie	207	215
Camp. Bernard	168	169
C.E.C.	180	175 20
Cerabati	144 .	143 60
Chim. de la route	133	o133
Ciments Vicat	176	177 50
Drag. Trav. Pub.	74	75 10
Dumez	241 50	247 50
F.E.R.E.M.	o 70 ..	u 70 ..
Française d'entr.	o 9	o 8 65
G. Trav. de l'E.	70 .	69 30
Herlicq	180 ..	180
Lambert Frères	85	84 40
Leroy (Ets G.)	186	190
Origny-Desvroise	137	135 20
Porcher	330	330
Rougier	228	223 .
Constr. Routes	o 28 80	28 .
Routière Colas	127	d132
Sablières Seine	180	172 80
Savoisienne	164	168
Schwartz-Hautm.	72 10	72 .
Spie-Batignolles	41 20	42
T.P. Fenger.SNCT	103 50	103 50
Trindel	...	153
Voyer S.A.	o181	C 97
Dunlop	28	28 .
Safic-Alcan	1 6	125 80
Bit. Asph. Centr.	135	133 60
Comiphos	75 10	75 10
Gaumont	o465	o465
Pathé-Cinéma	104	84
Pathé-Marconi	84 90	84 50
Tour Eiffel	..	87 20
Air-Industrie	..	70 20
Applic. Mécan.	...	120
Arbel	165 ..	161
Asc. Westingh.	u 44 20	, 45 20
Ateliers G.S.P.	54 50	55 60
Av. Dass.-Breguet	180	178
Bernard-Moteurs	91 10	82 50
B. S. L.	230 10	230 .
Cie des Compt.	123 50	123 90
C. M. P.	285 20	205
Cépe All. Europe	231	231 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
De Dietrich	385	385
Deo-Lamothe	o290	290
E.L.M. Leblanc	420	415
Ernault-Somua	...	215
Facom	821	820
Forges Strasb.	54 80	53 .
(Li) F.B.M. ch. fer	94 50	93
Frankel	725	720
Huard-U.C.F.	194	190 50
Jaeger	95 40	98
Luchaire	139	140 .
Manurhin	64 20	64 70
Métal Déployé	250	248 .
Nadella	81	83 .
Nodet-Gougis	99 50	101 .
Peugeot (ac. ent.)	215	218
Ressorts-Nord	23 90	24 .
Ruffo	d...	d110
S.A.F.A.A. Ap. Aut	98	95 50
Satam	31 60	31 70
Sicli	151	189 50
Soudure Autog.	154 80	194 80
S.P.E.I.C.H.I.M.	94 50	94 90
Stein et Roubaix	136	135
Stokvis	118	*118
Titan-Coder	..	o 22 ..
Trailor	700 .	705
Virax	130 .	128 .
Chant. Atlantique	250 .	250
At. Ch. Loire	74	70 90
France-Dunkerque	36 60	35
Ent. Gares Frig.	144 80	148
Indus. Maritime	290	290
Mag. gén. Paris	...	180
Cercle de Monaco	48 15	47 50
Eaux Vichy	395	395
Grand Hôtel	1630	1570
Sofitel	88	38
Vichy (Fermière)		d 38
Vittel	c288	270
Aussedat-Rey		90
Darblay S.A.	32 50	32 50
Didot-Bottin	180	181
Imp. G. Lang	.. ..	19 50
Navarre	106 60	105
Néogravure	10 50	o 10 30
Papeter. France	..	42 50
(B.) Pap. Gascogne	o250	255 .
La Risle	107	109 .
Rochette Cenpa	123	121
A. Thiéry-Sigrand	198 60	206 50
Bon Marché	30 05	31
Louvre	213	213
Mars. Madagasc.	55	54 ..
Maurel et Prom.	. .	108 40
Optorg	135 10	140 60
Palais Nouveauté	334	333
Prisunic	57 50	60
Uniprix	65 20	65 20
Clande	81 50	82
Crouzet	141 50	141
Europ. Accumul.	280 50	281
Fulmen	644	630
C.I.P.E.L.	96 50	92 60
Lampes (part.)	522	539
Merlin Gérin	170	170 10
Mors	38 50	37 50
Mot. Leroy-Somer	1094	1065
Océanic	92	95 50
Paris-Rhône	110	107 50
Piles Wonder	390	390
Radiologie	188	186
SAFT. Acc. fixes	711	710
Schneider Radio	189	189
S.I.N.T.R.A.	343	344
Carnaud	60	60
Cefilac	87	87 .
Davum	374 60	375 ..
Escaut-Meuse	191 10	191 10
Fonderi précis.	o 31 70	30 70
Gueugnon (F. de)	102	105 90
Profilés Tubes Est	46	45 60
Senelle-Maub.	89	88 70
Tissmétal	57 90	57 20
Vincey-Bourget	.	72
Wendel S.A.	.	27
Huaron	102	103
Kinta	285 .	274
Mokta	127	122
Amrep G.	340	352 50
Antargaz	184	184
Hydroc. St-Denis	157	160
Labo. Industrie	75	76 ..
Lille-Bonnières-C.	155	156
Omn. F. Pétr.	288	291
Oblig. Conv.	282	290
Shell française		75
Astral		91 40
Carbone-Lor.	97 80	97 80
Castaigne S.A.	392	390
Cochery	41	40 .
Delalande S. A.	481	476 .
Finalens	30	30
FIPP		51 80
(Ly) Gerland	263	253
Gévelot	520	531
Grande-Paroisse	88 50	88 50
Hellas G. et dér.	o 71	o 71
Labaz	480	475

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Lorilleux-Lefranc	227	230
Novacel	125 20	129 20
Quartz et Silice	84 ..	83 50
Ripolin-Georget	91	91 30
Rousselot S.A.	331	c334
Soufre Réunies	229	229 .
Synthelabo	372 .	370 .
Thann et Mulh.	92	92 .
Agache-Willot	48 60	48 10
Fourmies-S.F.R.F.	51 50	C 51 .
Lainière-Roubaix	o ..	82 ..
Roudière	453	459
Saint Frères	22 80	23
Timwear	o 19 30	18 70
M. Chambon	139	143
Delmas-Vieljeux	225	222 .
Messag. Marit.	33 50	33 ..
Nat. Navigation	92	90
Navale Worms	116 90	116 50
Navigation Mixte	133	128 .
Saga	39 70	40
Transat. (Cie Gle)	80	79 50
C.G.I.A.P.	39 70	39 90
S.C.A.C.	141	140
Stemi	286 50	273 60
Tr. C.I.T.R.A.M.	C .	121
Transport Indust.	132	C126 50
(Li) Baignol-Farj.	72 60	72 60
Bis S.A.	315	303
Blanzy-Ouest	185	185
La Brosse	107	107 .
Cigarettes Indo.	165 60	165 60
Degremont	151 50	145 50
Dong-Trieu	147	147
Duquesne-Purina	285	290 50
Ferrailles C.F.F.	345	345
Havas	120	118
G. Magnant		49 50
Novafer	235 10	240
Publicis	118	118
Sellier-Leblanc	190 ..	189
(Ly) Tan. Fr. Réun	. ..	10 20
Brass. du Maroc	240 .	235
Brass. Ouest-Afr.		93 50
Elf-Gabon	255 .	258
Min. et Métall.	...	376
C.E.C.A. 5 1/2 %	...	
Emprunt Young	.. .	160
Nat. Nederlanden	112	105
Phoenix Assurance	. .	13 60
Algemene Bank	376	382
Bco Pop. Español	395	395
B. N. Mexique		27
B. régl. Intern.	4300	4200
Bowring C.T.	3 35	3 20
Commerzbank	...	270 .
Deutsche Bank	466	466
Bowater	12 75	12 70
Bruxelles Lambert		254 40
Gén. Belgique	302 90	298 20
Rolinco	171 70	170 90
Robeco	271 50	270 20
Caveaham	9	9
Grand Metropolit.	3 20	o 3 25
Lyons (J.)	o 16	o 16
Goodyear	68 30	68 20
Pirelli	.	5
I.R.C.	49 10	49 10
Kubota	5 05	5 05
S.K.F.	318 50	320
Femmes d'Aujour	70	68
Marks Spencer	15 70	15 70
A.E.G.	...	165
E.M.I.		8 50
Hitachi	2 20	2 20
Honeywell Inc.	162	170
Matsushita		6 85
Otis Elevator	140	140
Sperry Rand	140	C139 40
Xerox Corp.	379 50	384 50
Arbed	...	565
Cockerill-Ougrée	...	160
Finsider	.	2 50
Hoogovens	119	119
Mannesmann	...	296
Steel Cy of Can.	..	142 10
Thyss. c. 1 000	...	120
Blyvoor	68	68 20
De Beers (port.)	22 10	20 65
De Beers p. cp.		
General Mining	50	173
Hartebeest	167	171
Johannesburg	120	117
Middle Witwat.	31 10	29
President Steyn	134	o138
Stilfontein	..	35
Vaal Reefs	195	214
West Rand	37 ..	37 45
Alcan Alum.	130 60	137
Cominco	125	121
Finoutremer	149	145
Noranda	173	170
Vieille Montagne	650	559
Zambian Angl.-Ar.	14 20	14 35
Am. Petrofina	...	131
British Petroleum	32	31 40
Gulf Oil Canada	127 90	127 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Petrofina Canada		98 .
Shell Tr. (port)	18 70	18 80
A. K. Z. O.	90 70	91 30
Dart Industries	76 ..	78 50
Foseco	.	7 80
Gevaert	134 20	134
Glaxo	28 ..	29 20
Grace and Co	100 ..	100 ..
Pfizer Inc.	..	121 .
Procter Gamble	372	371 ..
Courtaulds	..	10 20
Est Asiatique	98	98 20
Canadian Pacif.	62 85	61
Wagons-Lits	75 30	76 .
Barlow-Rand	13 ..	12 95
British Am. Tob.	21 20	20 80
Suéd. Allumettes	...	117 60

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alser		1045
Cellulose Pin	128 .	125 50
Coparex	289 .	262 50
Ecco	470 .	415
Eurafrep	2010	2000 .
Francarep	105 10	101 ..
Intertechnique	127 ..	128 ..
Locatel	680 .	660
Métall. Minière	. ..	42 50
Promuptia	... ..	360 .
Sabl. Mer. Cor.	... ..	..
Tranchant Electr.	. ..	86 60
Ufinex	117 ..	112 .
Océ v. Grinten		330 .

OBLIG. ECHANG.

Valeur d'échange au 2/9

U.C.B. - Val. de 2 actions, soit..	540 ..

SICAV

Plac. Institut.	10450 34	10096 95
1re catégorie	9458 84	9274 35

2/9	Emission frais inclus	Rachat net
Actanea	106 31	101 49
Actions sélec.	125 30	119 62
Audificandi	139 20	132 89
Agfimo	145 39	138 80
A.L.T.O.	133 57	127 51
America-Valor	214 18	204 47
Assurances Plac.	102 73	98 07
Bourse-Investiss.	109 53	104 57
B.T.P. Valeurs	107 38	103 75
C.I.P.	221 19	211 16
Convertibles	100 60	96 04
Convertimmo	110 43	105 42
Drouot Invest.	131 67	125 79
Elysées-Valeurs	142 81	136 33
Epargne-Croiss.	434 97	415 25
Epargne-Inter.	204 22	194 96
Epargne-Mobil.	140 12	133 77
Epargne-Oblig.	124 09	118 45
Epargne Revenu	239 18	228 33
Epargne Valeur	149 70	142 91
Foncier Investiss	252 92	241 45
Fortune I	105 80	101 10
France-Croissance	106 39	101 57
France-Epargne	103 59	98 89
France-Garantie	189 42	185 71
France-Invest.	108 53	103 61
Laffitte Rend.	112 89	107 77
Laffitte-Tokyo	113 49	108 34
Nouv. France-Obl.	231 84	221 33
France Placement	120 20	114 69
Gestion Rendem.	162 88	155 45
Gest. Sél. France	*131 35	125 38
I.M.S.I.	124 60	118 92
Indo-Valeurs	138 88	132 58
Intercroissance	126 50	120 75
Intersélection	117 70	112 42
Livret portef.	163 57	156 16
Paribas Gestion	110 87	105 84
Pierre Investiss.	156 25	149 16
Rothschild-Exp.	214 50	204 77
Sélect. Croissance	434 06	414 38
Sélect. Mondiale	*91 30	87 16
Sélection-Rend.	119 31	113 90
Silvafrance	141 66	135 23
Silvam	100 99	96 41
Silvarente	128 38	122 56
Silvinter	105 44	100 68
Sogépargne	251 79	240 37
Sogevar	263 76	251 80
Soleil-Investiss.	121 02	115 53
U.A.P. Investiss.	98 90	94 42
Unifoncier	262 51	250 61
Unijapon	114 03	108 88
Unisic	189 20	184 23
Worms Investiss.	187 96	179 44
2/9		
Credinter	116 47	111 19
Croissance-Imm.	125 49	119 80
Epargne-Unie	242 15	231 20
Euro-Croissance	119 39	113 98
Financière privée	279 65	266 97
Fructidor	123 30	117 71
Gestion Mobilière	155 28	148 24
Mondiale Investis	164 05	156 61
Obligem	123 07	117 49
Optima	121 54	116 03
Sicavimmo	153 06	146 12
S. I. Est	314 25	300
Soginco	100 61	96 05
Sogintor	326 13	311 72
Univalor	131 48	125 52
Valorem	128 50	122 67

*Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
480	4,50 % 1973	486 50	492	494 90	490 50
980	C.N.E. 3 %	970	969	969	967 .
230	Afrique Occ.	228	220 10	222 .	220
265	Air Liquide	266	266	257	264
62	Als. Part. Ind.	61 55	61 50	61 50	61 20
79	Alsthom	76 60	75 30	75 10	75 .
31	Antar P. Atl.	31 50	30 80	30 80	31 .
1325	Applicat. gaz	237	235 50	236 80	236 50
375	Aquitaine	395	395 80	397 50	394
75	— (certif.)	75 40	76 60	77 40	76 60
150	Arjom.-Prioux	148	146 40	148 60	145 50
179	Aux. Entrepr.	172	174 70	174 70	173 ..
187	Auxil. Navig.	187	190	190	186 30
71	Babc.-Fives	68 05	70	69 50	69 .
138	Bail-Equip.	135 10	130 10	130	130
149	Bail-Invest.	144	146	146	146
200	B.C.T.	195	198	191	192
154	Bque Indoch.	148	145 40	145 40	148 20
86	Bazar H.-V.	81 10	82	82	82
149	Béghin-Say	147 20	150	150 ..	148
575	Bic	562	561	570	560
405	Bouygues	387	375 10	383	375 10
890	B.S.N.-G.D.	825	830 .	833	830
1420	Carrefour	1349	1350	1375	1350
1390	Casino	1380	1353	1368 ..	1384
225	C.D.C.	220 20	220	220 50	223
183	Cetelem	147	144	144	141 50
210	Char. Réun.	200 50	200	200	196 50
73	Chât.-Comm.	74 40	73 10	73 10	74 25
230	Chiers	226	226 10	226 10	225 10
86	Chim. Rout.	87	85 50	86 0	85 15
92	Cim. Franç.	91 50	91 90	91	91 90
112	— (obl.)	111 20	111 20	111 20	111 20
172	Cim. Lafarge	158 50	169 10	170	169
250	— (obl.)	245	246	245 90	246
300	C.I.T. Alcatel	1052	1040	1053	1058
183	Citroën	30	30	30 10	30
345	Clin-Midy	306	303	305	301
760	Club Méditer.	183	183 60	190	187 50
106	Cofimeg	99	99	99 20	98 ..
62	Cofimer	68 10	68	63	64
280	Cie Bancaire	262 20	252 10	252 .	252
280	C.G.E.	276	273 ..	272 10	271 50
105	C. Entrepr.	109 ..	175	108	104 10
110	Cot.-Foucher	110 ..	110	118	108
128	Cr. Com. Fr.	117 20	116	115	112 70
157	— (obl.)	155 ..	156	156	152
286	Créd. Fonc.	280 10	280 10	280 10	280 10
149	C. F. Imm.	148	145	145	145
118	Créd. Indust.	118 90	116	116	116
280	Créd. Nat.	276 ..	275	276	272 20
105	C. Nord U.P.	105	104 60	104 80	102 80
124	Creusot-Loire	125 80	125 60	128	125 60
107	C.S.F.	105	108 80	108 90	107 10
92	D.B.A.	80	77 .	78	77 .
162	Denain-N.-E.	158 60	157	158 90	157 30
65	Dollfus-Mieg.	65 ..	66 10	65 20	65 .

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
540	Cie Gle Eaux	518	581	518	580 .
91	Electro-Méc.	89 20	86	84 20	89 .
265	Eng. Matra	252	263	263	248
180	E. J. Lefebvre	175	175	175 ..	172 80
71	Esso S.A.F.	68 20	67 10	67 30	68
155	Eurafrance	157	156	156	154
325	Europe no 1	311	311	311	317
240	Ferodo	225	222 ..	223	225
126	Fin. Paris P.B.	125 50	125	124 50	124
57	Fin. Un. Eur.	56 40	56	56 05	57 ..
52	Fraissinet	51 20	51 75	51 50	51 75
118	Fr. Pétroles	119 40	120 .	120	119 .
38	—(Certific)	30	30 45	30 45	31 05
88	Galeries Laf.	84	83 60	83 50	85
183	Gle d'entr.	106	108	105	106
265	Gle Fonderie	249	248	248	243 30
225	Générale Occ.	226	221 80	273 ..	225
176	G. Tra Mars.	173	169	169	169
471	Guyenne-Gas.	400	399	399	400
145	Hachette	140 10	140 50	140 50	140 50
250	Hutch.-Mapa	244	236 10	240	240 .
585	Inst. Mérieux	549	561	575	550
570	J. Borel Int.	519	526	585	525
83	Jeumont Ind.	80 10	80 10	80 10	79 20
67	Kali Ste Th.	67 10	63	68 .	67 80
57	Kléber-Col.	54	53 20	58 20	54 25
270	Lab. Bellon	259	245 10	245 10	245
330	La Hénin	328	312	315	310
1568	Legrand	1477	1473	1495	1495
145	Locabail	143	142	142	140 10
141	Locafrance	137 50	135	135	133
200	Locindus	200	200	199 90	198
1880	L'Oréal	1459	1431	1448	1448
2850	— obl. conv.	2801	2802	2802	2802
405	Lyonn. Eaux	391	389	393	382
37	Mach. Bull	35 10	34 70	34 65	34 70
578	Mais. Phénix	495	499	501	501
114	Mar. Firminy	112 70	113 50	113 50	113 90
52	Mar. Ch. Réu.	51 30	51 20	51 20	51 20
1760	Mat. Téléph.	1610	1609	1614	1619
61	M.E.C.I.	50	49 80	49 50	49 10
138	Mét. Norm.	121 90	130 10	130 10	131
765	Michelin B.	712	706	715	712
480	— oblig.	457	456 10	460 10	456 10
520	Moët-Hen.	470	464	468 50	464
250	Moulinex	232	236	237	236 .
555	Mumm	519	515	520	521
245	Nat. Invest.	229 10	234	234	230
82	Nickel	84	83 80	83 80	82 30
100	Nobel-Bozel	102 80	102 80	102 80	102 .
37	Nord	36 70	38 50	36 50	35 80
108	Nouvel. Gal.	91 20	95	94 90	95 .

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
205	Olida-Caby	204	202	202	202
77	Opfi-Paribas	76 15	75 15	75 15	74 20
35	Paris-France	135	134	134	131 40
114	Part. Etudes	102	96	100	98
156	Patern. S.A.	133 50	139 80	139 80	139 80
86	Pechelbronn	65	64 10	64 10	64
120	P.U.K.	118 90	117 50	117 50	117 10
80	Peñarroya	77	78	78 90	79
230	Penhoët	224 60	228	231	226
450	Pernod	427	431	431	430
182	Perrier	165	165	169	169
43	Pétroles B.P.	42 60	42 30	42 30	42 40
189	Peugeot	168	168	171 30	171
245	— (obl.)	243 30	244 20	244 20	243
61	Pierre Auby	60 50	61 20	62	62 .
127	P.L.M.	114	112	112	114
455	Poclain	451	445	453	440
101	Pollet et Ch.	98 10	98	98	96 10
61	Pompey	61	61 50	61 45	61 50
97	P.M. Labinal	88	93	93	94 80
61	Prénatal	56	55	55 10	54 10
103	Presses Cité	95 50	98	98	99 60
245	Prétabail Si.	245 10	242 50	242	242
295	Pricel	288 50	288	290	285 10
275	Primagaz	285	285 20	285 20	269 90
78	Printemps	77	77	77	75 50
285	Radar S.A.	290	292	293	300
395	— (obl.)	397 50	396	395 90	397 80
315	Radiotech.	311 50	305	310	309 90
120	Raffin. (Fse)	118 50	117 10	118 50	117 10
161	Raff. St-L.	160 10	153 ..	153	158 .
380	Redoute	374	c366	370	368 .
129	Rhône-Poul.	125	124 50	124 80	126
440	Ricard	430	427	427	425
230	Roussel-Uclaf	230 10	223 50	225 50	223 50
480	Rue Impérial	452	453	453 .	452
90	Sacilor	90	91	91	89 20
428	Sagem	414	415	415	412
108	Saint-Gobain	102 50	101	101 60	101 .
790	S.A.T.	768	750	750	742
151	Saulnes	151 10	147	148	149 80
230	Saunier-Duv.	219 80	215	215	218
141	Schneider	141 50	142 80	142 80	142 60
60	SCOA	60 50	59 80	58 80	58 70
100	Seffimeg	93	99	99	98
184	Soichimé	181	181 20	181 20	19 20
205	S.I.A.S.	282	280	[illegible]	274 40
270	Sig. E. El.	270 50	2 6	[illegible]	265 50
100	Simco	97	[illegible]	[illegible]	98
77	S.I.M.N.O.R.	77 30	77	[illegible]	77 30
1480	Sk. Rossignol	1381	[illegible]	[illegible]	[illegible]
75	Sogerap	74 20	73	[illegible]	71 60
525	Sommer-All.	504	506	[illegible]	[illegible]
158	Sovac	155	153 50	[illegible]	151 50
184	Suez	177	178 80	[illegible]	178 80

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
182	Talcs-Luz.	184	181	181	180 .
215	T.R.T.	216 50	217	217	214 90
800	Tél. Electr.	774	793	795	790
560	Tél. Ericss.	530	520	520	530
83	Terres Roug.	80	78 80	79 80	78 25
153	Thomson Br.	143 80	145 80	146 10	146 50
140	U.I.S.	142 10	144	144	146 50
280	U.C.B.	271	270	270	270
165	Un. Fr. Bques	162 50	161	159 50	157 80
63	U.T.A.	60	60	60	61 20
102	Usinor	100 50	100 10	100 10	100
130	— (obl.)	130	130 10	130	128 10
130	Vallourec	135	135	135 50	132 40
735	V.Clicquot-P.	665	668	672	665
840	Viniprix	570 ..	577	576	577
282	Amer. Tel.	208	205 30	205 30	203 10
28	Ang. Am. C.	27 10	27 10	27 10	27
280	Angold	277 ..	289 80	289 80	284
280	Astur. Mines	277	277 10	277 10	277 10
310	B. Ottoman	300 ..	288 50	288	283
230	BASF (Akt.)	223 20	224	224	222
210	Bayer	206 10	205	205	205
165	Buffelsfont.	154 .	160 50	157	163 70
14	Charter	13 15	12 80	12 80	13
143	Chase Manh.	138 10	134	137 50	135
485	C.F. Fr.-Can.	381 ..	377	377	376 ..
18	De Beers (S)	16 60	16 85	16 85	16 55
298	Dome Mines	258	c280 50	269 ..	274
695	Du Pont Nem.	553	554	561	554
375	East Kodak	367	369	382 ..	365
127	East Rand	118 60	119	118 50	119 ..
230	Ericsson	219	219	220 .	219 .
330	Exxon Corp.	329	320 30	326 30	325
191	Ford Motor	180	181 .	184	184 50
175	Free State	166 20	172	169 90	170

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
182	Gen. Electric	170 20	176	180 ..	175
190	Gen. Motors	182	183 .	184	181
24	Goldfields	23 10	23 50	23 50	23
62	★ Harm. Gold	56	57	57	57
215	Hoechst Farb.	205 20	208	208	206 .
20	Imp. Chem.	19 20	18 55	19 50	19 20
137	Imperial Oil	132 50	131 80	132 10	131 80
920	I.B.M.	935	917	925	911 .
127	Internickel	123 50	C128 50	124	126
89	I.T.T.	89 60	88 50	90	86 50
181	Mob. Oil Co.	176 30	176 30	178	178 ..
4790	Nestlé	4460	4330	4350	4417
436	Norsk Hydro	443	434	445 .	441
8	Olivetti	7 20	7 50	7 50	7 70
515	Petrofina	495	488	497 ..	497
48	Philips	44	43 15	43 50	43 .
175	Prés. Brand.	166 10	166	162 90	163
280	Quilmès	254	247 50	247 50	246 80
220	★ Randfont.	213 50	217 50	217 70	213 50
64	Rand. Select	59 .	57 20	57 20	58
134	Royal Dutch	130	130 ..	130 60	129 30
12	Rio Tinto Zinc	12 45	12 35	12 60	12 30
235	St-Helena	221 50	224 50	223 ..	224 50
405	Schlumberger	406	410	418	408
19	Shell Tr. (S.)	19 10	18 85	18 85	18 60
380	Siemens A.G.	376	369	378 .	370
29	Sony	29 .	28 90	29 ..	28 35
13	Tanganyika	13	13 10	13 10	12 85
152	Unilever	144	143 60	143 80	142 10
32	Union Corp.	30 20	30 10	30 10	30 10
152	U. Min. 1/10	145	140	141 ..	140 10
290	West Drief.	275	281	287	286 20
145	West Deep.	137 ..	139 50	138 80	140
265	West Hold.	245 10	249 50	249 50	245 10
5 10	Zambia Cop.	5 10	5 10	5 05	5 15

★ VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/8	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 813	4 829	4 81
Canada ($ can. 1)	4 870	4 897	4 86
Allemagne (100 DM)	181 200	181 400	180 50
Belgique (100 fr.)	12 260	12 290	11 85
Danemark (100 Krd.)	79 020	78 820	78 25
Espagne (100 pes.)	8 390	8 405	8 35
Grande-Bretagne (£ 1)	11 167	11 195	11 20
Italie (100 lires)	0 729	0 733	0 69
Norvège (100 krs.)	86 970	87 120	86
Pays-Bas (100 fl.)	178 200	177 950	176 50
Portugal (100 esc.)	18 800	18 830	16 37
Suède (100 krs.)	107 920	107 950	107 .
Suisse (100 fr.)	168 475	168 525	160

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/8
Or fin (kilo en barre)	2 340	24790 ..
Or fin (kilo en lingot)	4445	24740 ..
Pièce française (20 fr.)	261 10	266 20
Pièce française (10 fr.)	199 50	201 50
Pièce suisse (20 fr.)	258 ..	261 70
Union latine (20 fr.)	248 ..	251 50
Souverain	258 ..	260 50
Pièce de 20 dollars	1308 .	1324 ..
Pièce de 10 dollars	710 .	732
Pièce de 5 dollars	410 .	432 50
Pièce de 50 pesos	1015 ..	1030 ..
Pièce de 10 florins	228 ..	230 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 1er-2 septembre 1974 a été tiré à 491 289 exemplaires.

A B C D · F G H

Ajourné à deux reprises

Le « sommet » arabe de Rabat se tiendra le 26 octobre

Après l'avoir ajourné à deux reprises, les ministres arabes des affaires étrangères, réunis dimanche au Caire, sont convenus de fixer au 26 octobre le « sommet » arabe prévu à Rabat. Ils se retrouveront quatre jours auparavant dans la capitale marocaine pour en préparer l'ordre du jour.

Annulé une première fois en avril, le « sommet » arabe devait se tenir à Rabat mardi 30 septembre. Il a été ajourné à la demande de la Jordanie, soutenue par l'Egypte, de manière à laisser le temps de réduire les divergences existant entre Amman et la résistance palestinienne. Il semble maintenant que le « sommet » se tiendra à la date prévue, que l'O.L.P. et le roi Hussein aient ou non réglé leur querelle, qui porte sur la représentation des Palestiniens à la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

Au cours de leur session plénière de dimanche, M. Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, et les ministres des affaires étrangères d'Egypte, du Liban et du Koweït ont accusé Israël de proférer des menaces et de préparer une nouvelle attaque contre les pays arabes. « *L'Etat hébreu se trouve dans un état de désespoir, et les actes commis dans de telles circonstances peuvent être très dangereux* », a déclaré M. Riad. Le secrétaire général de la Ligue arabe a lancé un appel à « *un renforcement de la coordination arabe en cette période particulièrement critique* ».

AU COURS D'UN ENTRETIEN AVEC JAMES RESTON

M. Giscard d'Estaing veut créer le sentiment que la France est « en avance sur l'époque »

Sous le titre, en première page, « L'espoir de Giscard, une nouvelle époque de réforme », le *New York Times* a publié, dimanche 1er septembre, le compte rendu d'un entretien accordé le 22 août par le président de la République à M. James Reston, vice-président du journal.

Selon M. Reston le président de la République, interrogé sur ce qu'il espérait réaliser, a répondu que la France est à nouveau un deux choses : créer le sentiment peu en avance sur l'époque, politiquement et socialement, et en faire le membre d'une communauté européenne.

« *M. Giscard d'Estaing a été amical envers les Etats-Unis,* relève M. Reston, *le chef de l'Etat français a souligné l'importance de la consultation dans les relations franco-américaines, mais il a montré peu d'enthousiasme pour des réunions « au sommet » cérémonieuses ou des institutions formelles pour harmoniser les politiques transatlantiques. La meilleure technique est la consultation entre dirigeants français et américains.* »

Le président a déclaré qu'il pensait que la célébration du bicentenaire de l'indépendance américaine, en 1976, pourrait lui fournir l'occasion de visiter les Etats-Unis. M. Giscard d'Estaing a alors rappelé qu'un membre de sa famille, l'amiral Jean-Baptiste d'Estaing, avait dirigé l'attaque de la marine française devant Rhode-Island et Savannah (Georgie) pendant la guerre d'indépendance américaine (1).

« De Gaulle avait raison »

M. Giscard d'Estaing a donné, d'autre part, son appui à l'idée d'unité européenne, mais sans préciser ce que ce concept impliquait. La question de la fédération ou de la confédération ne lui semble pas être la clé du problème, indique le vice-président du *New York Times*, « *bien que ce qu'il a envisagé est peut-être ce qui pourrait être appelé une confédération* », écrit-il.

Le président a ensuite exposé qu'il était maintenant évident que le général de Gaulle avait raison en croyant que le monde ne pouvait absolument pas supporter des déficits américains supérieurs à 100 milliards de dollars. « *Depuis, le monde continue avec un système monétaire international mouvant et qui flotte. Peut-être est-ce bien techniquement, mais psychologiquement et politiquement c'est très inquiétant, a déclaré M. Giscard d'Estaint.* »

« Le changement viendra des femmes »

Le président français, souligne M. Reston, insiste sur l'importance d'une égalité économique et industrielle entre la France et l'Allemagne fédérale.

En politique intérieure, l'intention exprimée par le chef de l'Etat français est d'« *essayer de mener une politique réformiste, suivie de changements continuels, qui puisse être accélérée ou ralentie selon les besoins de la situation* ». M. Giscard d'Estaing envisage une nouvelle époque de réformes en faisant particulièrement appel aux femmes et aux jeunes, note M. Reston. « *Le changement culturel de notre temps, a souligné M. Giscard d'Estaing, viendra sans doute par les femmes.* »

En conclusion, le vice-président du *New York Times* indique que son interlocuteur n'entrevoit pas de conflits majeurs entre les puissance nucléaires d'ici à la fin du siècle, mais qu'il s'attend à l'instauration de régimes autoritaires et oppressifs sur une grande partie du monde et à d'importants regains de tension entraînant des conflits localisés.

« Un certain lyrisme »

Dans un autre article sous le titre « Les trois grands de l'Europe », M. Reston dresse un portrait de M. Giscard d'Estaing, du chancelier Schmidt et du premier ministre britannique, M. Wilson (qu'il a également rencontrés). Il écrit : « *Le président Giscard d'Estaing est la nouvelle personnalité la plus intéressante dans la politique européenne.* » Pour le chroniqueur américain, le président français est « *une nouvelle figure passionnante, un conservateur qui parle comme un visionnaire* ».

Rapportant une expression du président de la République selon lequel les dirigeants doivent gouverner avec assez d'énergie et d'imagination et « *un certain lyrisme* », M. Reston écrit : « *Le mot lyrisme est probablement la clé de sa nouvelle administration. Ce n'est pas le genre de mot que le président Ford, le chancelier Schmidt ou le premier ministre Harold Wilson utiliseraient.*

» *M. Giscard d'Estaing peut,* comme il l'a promis, poursuit M. Reston, *entraîner la France et l'Europe à nouveau en mouvement.* » — (*A.F.P.-U.P.I.*)

(1) *Le Monde* a publié les 21 et 28 mai et le 18 juin des articles et des lettres de lecteurs discutant la filiation de M. Giscard d'Estaing. M. Gandrille, secrétaire du cercle d'études dynastiques de l'Institut des sciences historiques de Paris, écrivait notamment que la famille de M. Giscard d'Estaing « *ne put, malgré ses efforts, parvenir à faire partie de la société de Cincinnati, dont les membres héréditaires sont les descendants des officiers qui ont combattu pour l'indépendance des Etats-Unis* ».

AU MOMENT OU M. FOURCADE LANCE L'OPÉRATION « FREIN SUR LES PRIX »

M. Séguy propose au gouvernement un plan pour « juguler l'inflation »

Au cours d'une conférence de presse, qu'il tient ce lundi 2 septembre au ministère de l'économie et des finances, M. Jean-Pierre Fourcade présente la campagne « Frein sur les prix », dont il a fait un élément de son dispositif de lutte contre l'inflation. Cette opération doit se poursuivre pendant trois mois. Deux cent mille commerçants (soit le tiers des détaillants français) appliqueront, en septembre, une baisse d'au moins 5 % sur une dizaine de produits alimentaires de première nécessité et sur l'équipement de l'écolier, scolaire aussi bien que vestimentaire. En octobre, la baisse doit toucher l'équipement de la maison et la bonneterie, et en novembre les vêtements.

Le ministère de l'économie et des finances soutiendra cette opération par une large campagne de publicité, à la télévision, à la radio et dans la presse. Trois millions d'affiches et d'affichettes ont d'ores et déjà été distribuées aux commerçants.

A la veille du lancement de cette campagne, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., a, dans une interview à la télévision, proposé un plan en cinq points pour « juguler l'inflation et la hausse des prix ». Il a souhaité que la rentrée sociale soit « l'entrée de la négociation ».

« *D'accord, discutons* », a déclaré d'emblée M. Georges Séguy, interrogé dimanche soir à l'O.R.T.F., et répondant au président de la République qui avait souhaité associer les syndicats à son action contre l'inflation. Observant que M. Giscard d'Estaing n'a pas précisé les moyens envisagés, le leader de la C.G.T. propose un programme en cinq points qui va de la réduction et de la suppression de la T.V.A. sur les produits de large consommation jusqu'à l'échelle mobile des salaires et retraites fondée sur un modèle « négocié » en passant par un impôt sur le capital, le blocage de certains prix et la réduction des marges bénéficiaires des grandes sociétés. « *Sinon, il restera aux organisations syndicales d'engager l'action, nous n'y faillirons pas.* »

Déjà, il y a dix mois, la C.G.T. avait « *déclaré la guerre à la vie chère* », en réclamant des détaxations, l'échelle mobile, la « *mise hors d'état de nuire des spéculateurs* », et en préconisant un rassemblement de tous les mécontents, qui aboutit au mouvement de grève du 6 décembre 1973 organisé avec la C.F.D.T. et la F.E.N. et appuyé par les partis de gauche.

L'attitude de la C.G.T. est donc bien constante, de même que la volonté, réaffirmée dimanche encore par son secrétaire général, d'être « *responsable et constructif* », ce qui le conduit à discuter avec M. Giscard d'Estaing alors qu'il aurait préféré un président de gauche, mentionne-t-il en ajoutant que le chef de l'Etat doit aussi prendre son parti de n'avoir pas pour interlocuteurs les syndicalistes de ses rêves.

Le dialogue ne devrait-il pas s'engager, puisque les pouvoirs publics font de la concertation leur maître-mot ? Les syndicats, pour leur part, constatent que jusqu'à présent, les offres de discussion ont surtout porté sur des objectifs déjà examinés paritairement, comme les garanties de l'emploi (les centrales et le C.N.P.F. se retrouvent le 3 septembre). Mais les importantes décisions sur la Sécurité sociale que doit prendre le conseil des ministres le 11 septembre n'ont pas réellement été négociées avec les organisations des travailleurs, les premiers intéressés cependant par l'évolution de leur régime de protection. Et surtout il n'a été nullement question d'associer les syndicats à la mise au point des mesures contre la course galopante du coût de la vie qui les intéressent de façon primordiale. Et la C.G.T. n'est pas seule à en faire la remarque. La C.F.D.T., F.O., la C.G.C. ont multiplié les cris d'alarme, et, dimanche encore, les mineurs C.F.T.C.

« *La C.G.T. et la C.F.D.T. ont fait savoir qu'elles attendaient les réactions de leur base. Il n'y a pas de plan de campagne pour la rentrée* », déclarait M. Durafour, ministre du travail, dans une interview au *Nouveau Journal* du 31 août. Si MM. Séguy et Maire avaient annoncé la mobilisation de leurs troupes pour des actions immédiates, ne les aurait-on pas accusés de manœuvres politiques plus ou moins subversives ? Sans hâte prématurée, les différents dirigeants syndicaux s'apprêtent à préciser leurs positions : la C.G.T., avec le discours devenu traditionnel que prononcera son secrétaire général, le 5 septembre, au Palais des sports ; la C.F.D.T., le lendemain, après la réunion de son bureau national ; la C.G.C., avec la conférence de presse de M. Malterre, le 11, tandis que M. Bergeron prendra la parole, deux jours plus tard, à la Bourse du travail.

Les propos apaisants que tiennent les ministres, la pondération des dirigeants syndicaux, ne doivent pas faire illusion. L'inflation risque de nourrir dangereusement l'habituelle « rogne » de la rentrée, dans un mouvement qui, effaçant certaines divergences tactiques, comme celles qui existent, par exemple, entre la C.G.T. et la C.F.D.T., jetterait au coude-à-coude les salariés avec les agriculteurs et les petits commerçants.

Au-delà des transformations qui touchent les mœurs « bourgeoises », si le gouvernement a l'ambition, comme dit M. Lecanuet, de « *réaliser les objectifs de la gauche* », il est grand temps pour lui de regarder de plus près les revendications fondamentales des salariés, pour négocier avec eux — et non sans risques — de véritables changements.

JOANINE ROY.

LES CINQ POINTS DU PLAN DE LA C.G.T.

M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., interviewé par le journal télévisé « 24 heures sur la une » a, le 1er septembre, proposé au gouvernement la discussion d'un plan contre l'inflation en cinq points : réduction et suppression des taux de la T.V.A. sur les produits de large consommation ; compensation de la perte fiscale qui en résultera par l'institution d'un impôt sur le capital « *tel qu'il existe dans d'autre pays* » ; blocage de certains prix ; réduction des marges bénéficiaires des grandes sociétés capitalistes ; garantie du pouvoir d'achat par l'institution d'un système d'échelle mobile des salaires, des retraites et des pensions, fondé sur un indice du coût de la vie discuté avec les organisations syndicales.

« *Nous aurions,* a dit M. Séguy, *préféré un président de la République de gauche. C'est M. Giscard d'Estaing. C'est donc avec lui qu'il nous faut négocier, discuter pour résoudre les problèmes sociaux.* »

« *Nous souhaitons,* a-t-il dit à propos de la rentrée sociale, *que ce soit l'entrée de la négociation. Sinon, il restera aux organisations syndicales d'engager l'action qui s'imposera pour faire aboutir les revendications des travailleurs, nous sommes là pour cela, nous ne faillirons pas à notre tâche.* »

Interrogé ensuite sur les déclarations de M. Roger Chinaud, secrétaire général des républicains indépendants, accusant les syndicats d'être des « *courroies parallèles à l'action politique* », M. Séguy estime que « *cette attaque rejoint en droite ligne les conceptions de la charte du travail de Pétain, vieille de trente-cinq ans. De telles conceptions ont existé dans un certain nombre de pays de dictature fasciste, tels le Portugal et la Grèce, mais à présent c'est terminé (...). M. Chinaud doit tenir compte des réalités et pas continuer à rêver à cela* ».

M. Sanguinetti (U.D.R.) : un syndicat unique serait plus efficace

M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., évoque le rôle des syndicats dans une interview accordée à l'hebdomadaire *le Point* du 2 septembre. Il estime notamment que les syndicats ont encore des motifs de politisation, « *car la transformation est loin d'être terminée* », et il ajoute : « *Mais, pour l'avenir, tout dépend de notre capacité à construire un Etat pour qui seul comptera l'intérêt de la nation tout entière.* » M. Sanguinetti regrette également « *qu'ils soient déjà si nombreux* » et précise : « *Un syndicat unique serait infiniment plus efficace pour les salariés et moins dangereux pour la nation. Créer de nouveaux syndicats, c'est favoriser la surenchère, c'est les condamner à la revendication, c'est les empêcher d'accéder à la gestion.* »

« Les réformateurs c'est bien nous »

Le secrétaire général de l'U.D.R. évoque aussi le gaullisme dont, dit-il, les objectifs essentiels « *ne sont ni en danger ni trahis pour l'instant* ». Se référant aux déclarations de MM. Chinaud, secrétaire général des républicains indépendants (*le Monde* du 20 août), et Lecanuet (*le Monde* du 27 août) sur la majorité, M. Sanguinetti déclare : « *Le premier veut nous isoler à droite, le second voudrait casser le parti socialiste pour nous remplacer. Sous prétexte de gouverner au centre ? Laissez-moi rire ! (...)*

» *Les réformateurs, c'est bien nous. Mais nous avons changé la France trop vite, parce qu'elle avait trop de retard, et, ce faisant, nous avons créé des tensions.*

» *Nous les payons aujourd'hui. Mais patience : nous referons de l'U.D.R. un grand rassemblement démocratique populaire, comme Mitterrand a fait le nouveau parti socialiste avec la vieille S.F.I.O.* »

Dans un communiqué, M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a répondu à M. Sanguinetti « *qu'en l'état présent des choses l'unité syndicale conduirait à placer le mouvement syndical tout entier sous la coupe du parti communiste. De cela nous nous ne le voulons pas davantage. Cela dit,* a conclu M. Bergeron, *je suis d'accord avec M. Alexandre Sanguinetti pour considérer qu'il y a suffisamment de syndicats actuellement* ».

PLUSIEURS CHEFS D'ÉTAT AFRICAINS SONT RÉUNIS A BRAZZAVILLE

Brazzaville. — La neuvième conférence des chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique orientale et centrale, qui a commencé ses travaux le samedi 31 août à Brazzaville, est devenue, le 1er septembre, la « conférence des Dix-sept » après l'admission par les participants du Cameroun comme membre à part entière.

La conférence regroupe les présidents du Gabon, du Zaïre, du Rwanda, du Burundi, de la Guinée-Equatoriale, de la Zambie, de la Tanzanie, du Soudan, de la Somalie et de la République populaire du Congo. Les chefs d'Etat d'Ethiopie, du Kenya, du Malawi, d'Ouganda, du Tchad et de la République Centrafricaine sont absents. Les débats, présidés par M. Marien N'Gouabi (République populaire du Congo), sont consacrés pour l'essentiel au problème de l'unité des mouvements de libération de l'Angola, aux aspirations des habitants de l'enclave de Cabinda à l'autonomie et à l'institutionnalisation de la conférence. Concernant ce dernier point, le président congolais a proposé de faire de la conférence une organisation régionale à part entière et de la doter d'un noyau administratif dont la mission consisterait à mettre au point le mécanisme de l'assistance aux Etats qui succéderont aux colonies portugaises.

L'affaire des « chèques Pompidou »

LES QUATRE INCULPÉS ONT RECOUVRÉ LA LIBERTÉ

M. Le Caignec, le juge parisien chargé d'instruire l'affaire des « chèques Pompidou », a signé, le 31 août, des ordonnances remettant en liberté les quatre inculpés : M. Michel Berthe, alias Eric Asudam, journaliste, et Mlle Madeleine Morcher, agent littéraire, écroués depuis le 17 août pour recel de vol et placés à présent sous contrôle judiciaire ; Mlle Agnès Latrèche et M. Michel Delocty, détenus depuis le 22 août, elle pour vol, lui pour recel.